

**L'annonce
du retrait d'Angola
des troupes
sud-africaines
serait imminente**

LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grèce, 10 dr. ; Italie, 100 L. ; Japon, 100 y. ; Liban, 120 L. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Venezuela, 10 c. dim.

Tarif des abonnements page 3
5, RUB DES ITALIENS
75421 PARIS - CDEX 09
C.C.P. 6287-22 Paris
Rég. Paris n° 630572
Tél. : 770-91-29

L'AVENIR DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

M. Kissinger assure Madrid L'évolution des P.C. continue de diviser les socialistes européens

Un pas vers le pacte atlantique ?

En échec à Moscou, où il n'a pu convaincre les dirigeants soviétiques d'abandonner la question de l'Angola, M. Kissinger a obtenu un succès attendu mais certain à Madrid, où il a signé un véritable traité de coopération militaire et économique avec l'Espagne.

Préoccupé par le rapide affaiblissement du flanc sud de l'OTAN, par les retombées stratégiques de l'interminable crise portugaise et par les incertitudes italiennes, le secrétaire d'Etat songeait à renforcer le bastion espagnol malgré l'hésitation persistante du Sénat à approuver tout traité engageant la responsabilité des Etats-Unis avec le régime jusqu'à la mort de Franco.

Les premiers accords de coopération militaire et économique, signés en 1953 entre Madrid et Washington, étaient limités. Pour l'essentiel, ils autorisaient les Etats-Unis à disposer d'un certain nombre de bases militaires. Les sous-marins nucléaires font maintenant relâche dans celle de Rota, près de Cadix. L'Espagne franquiste avait signé avec les Etats-Unis un accord de coopération militaire imposé par les démocraties occidentales au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le pacte était important. Mais l'aide économique et militaire accordée par les Etats-Unis en contrepartie était chichement mesurée.

Les négociations engagées depuis 1953 pour le renouvellement des accords de coopération ont, pour cette raison, donné lieu à de très longs et très nombreux échanges, brossant la susceptibilité espagnole sans satisfaire un Congrès américain mal disposé à l'égard de Madrid. En novembre dernier, alors que le gouvernement espagnol était pratiquement paralysé par la longue agonie du général Franco, M. Kissinger avait cru pouvoir obtenir un renouvellement des accords au rabais.

La mort du Caudillo et l'introduction du roi Juan Carlos, l'installation d'un gouvernement affichant des intentions démocratiques, la nomination au palais de Santa-Cruz d'un homme, M. de Arelliza, comte de Motrico, qui avait négocié les accords de 1953, et qui passe pour un ami intime des Etats-Unis : autant d'éléments qui ont permis le tableau permis en quelques semaines à l'Espagne d'obtenir à la fois des avantages concrets et une satisfaction d'amour-propre.

Pour la première fois, la participation de l'Espagne à la défense de l'Occident est reconnue : un traité en bonne et due forme est signé ; l'aide économique et militaire est deux fois plus importante que celle qui avait été prévue en novembre 1973 ; enfin, et c'est un point qui va satisfaire les chefs de l'armée, un matériel très moderne va être livré par les Etats-Unis. La qualité de ce matériel implique une probable entrée de l'Espagne dans le pacte atlantique.

Il reste à persuader et le Congrès américain et tous les membres du pacte atlantique que l'Espagne de Juan Carlos est déjà, ainsi que semble le penser M. Kissinger, une nation que presque rien ne distingue des démocraties européennes. L'appui résolu et public promis par le secrétaire d'Etat à la nouvelle équipe dirigeante de Madrid n'est pas le moindre avantage obtenu le dimanche 25 janvier par les franquistes « libéraux ».

Esquisses des difficultés qui attendent M. Kissinger à Washington : le « New York Times » critique la « rapidité » avec laquelle les nouveaux accords ont été signés. Il estime que les nouveaux dirigeants de Madrid n'ont nullement convaincu l'Europe de leur vocation démocratique. C'est bien aussi l'avis des formations de la gauche espagnole et du parti socialiste ouvrier, qui a participé, à Paris, à la conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud, où les pressions américaines en Europe ont été vigoureusement dénoncées.

Le traité d'amitié et de coopération entre l'Espagne et les Etats-Unis signé, le samedi 24 janvier, par M. Kissinger et M. de Arelliza, comte de Motrico, ministre espagnol des Affaires étrangères, donne de très importantes satisfactions à l'Espagne. Il prévoit que les sous-marins nucléaires des Etats-Unis abandonneront progressivement la base de Rota. Une aide militaire et économique substantielle est accordée par Washington, et un état-major combiné va être constitué « pour faciliter la coordination entre les forces des deux pays et d'autres forces se consacrant à la défense de l'Atlantique sud ».

Avant de quitter Madrid, dimanche, pour Washington, M. Kissinger a assuré le gouvernement espagnol de tout son appui.

De notre correspondant

Madrid. — M. Kissinger a quitté Madrid, le dimanche 25 janvier, après un séjour de vingt-quatre heures au cours duquel il a été reçu par Juan Carlos I^{er}. Il s'est également entretenu avec le chef du gouvernement, M. Arias Navarro, et a signé avec le ministre des Affaires étrangères, M. José María de Arelliza, comte de Motrico, un traité de coopération entre les Etats-Unis et l'Espagne valable pour cinq ans. Le secrétaire d'Etat a promis l'appui des Etats-Unis aux réformes politiques entreprises par le premier gouvernement du roi d'Espagne.

M. Kissinger a déclaré que « l'Espagne affronte une ère nouvelle » et qu'elle « participera de plus en plus au large courant de toutes les valeurs humaines et politiques qui unissent le monde occidental dans une cause commune. L'Espagne peut compter sur les Etats-Unis comme un ami sûr qui l'appuie et lui fait toute confiance ».

Jusqu'alors, il n'y avait que des

FRANCE-ALGÉRIE : DE L'IDYLLE A LA CRISE

Depuis quelques semaines, les relations franco-algériennes sont ébranlées par une crise qui ne semble épargner aucun domaine. Le gouvernement français, accusé d'avoir pris parti pour le Maroc dans l'affaire du Sahara occidental, se voit en outre reprocher d'abandonner la politique d'indépendance nationale mise en œuvre par le général de Gaulle pour revenir à l'atlantisme.

Les développements survenus au Sahara occidental, avec la destruction par une fusée

Sam-6 d'un avion marocain F-5 au-dessus de la Mauritanie, rendent encore plus préoccupante la situation dans cette région. Une agence de presse algérienne fait même état de la présence d'instructeurs cubains et de volontaires vietnamiens.

Dans les articles dont nous commençons ci-dessous la publication, Daniel Junqua, qui a mené une enquête à Paris et à Alger, expose la genèse, le développement et les divers aspects de la crise franco-algérienne.

I. — Un gros grain de sable

par DANIEL JUNQUA

« Tout au long du royaume, le peuple algérien a réservé au président de la République française un accueil particulièrement chaleureux, qui témoigne de ses sentiments d'amitié à l'égard du peuple français. Cette visite, au-delà des vicissitudes de l'histoire et des contentieux du passé, constitue une étape décisive et prometteuse dans la coopération entre les deux pays. Désormais, les conditions d'un dialogue fécond sont réunies pour élargir des perspectives à la mesure des potentialités et des volontés politiques de l'Algérie et de la France ».

Ces phrases, extraites du communiqué publié le 12 avril 1975 à l'issue de la visite en Algérie de M. Giscard d'Estaing, retiennent le climat euphorique qui prévalait alors entre les deux pays. « La coopération est irrévocablement assurée », n'avait pas craint de déclarer le président Boumedienne, « la signification de mon voyage est avant tout politique, et chacun l'a compris ainsi », avait dit, un l'Algérie, le président de la République. Sur le plan politique, l'accent était mis de part et d'autre sur l'indépendance nationale, sur la coopération en Méditerranée, sur un nouvel équilibre des relations entre pays pauvres et pays développés. Les deux partenaires ne parlaient que de « coopération harmonieuse des échanges », de « coopération encore plus étroite », etc. On supputait déjà les chances de succès de la visite officielle que M. Boumedienne avait acceptée « avec plaisir » de faire à son tour à Paris.

Neuf mois ont passé et l'idylle a laissé place à la crise la plus

profonde qu'ait connue les deux pays depuis 1962. Comment en est-on arrivé là ?

Au fil des mois, les relations ont commencé à se dégrader sérieusement sur le plan économique. L'Algérie constatant que son déficit commercial avec la France avait atteint, en dépit de ses mises en garde, un niveau « intolérable », dépassant 45 milliards de francs en 1975. Les responsables ne se sont pas fait attendre : annulation des mois de mai 1975 d'un contrat avec Renault pour l'achat de 500 véhicules militaires et accord quelques mois plus tard avec la firme suédoise Volvo ; préférence accordée en septembre à une filiale espagnole de la firme multinationale I.T.T. pour l'installation d'une usine de matériel téléphonique au détriment de la société française C.I.T.-Alcatel ; rupture définitive en novembre des relations avec la société pétrolière Elf-Erap, et quelques jours plus tard, annonce du choix du pétrole allemand de livraison en couleur PAL, alors que Paris estimait le SECAM « placé à 90 % ».

Simultanément, Alger rouvrait le dossier de l'émigration et affirmait que rien n'était fait pour assurer la protection de ses quelque huit cent mille ressortissants vivant en France. L'enlèvement de plusieurs d'entre eux, par d'anciens, horridis et l'impunité dont semblent jouir les ravisseurs ont irrité au plus haut point les Algériens, qui n'hésitent plus à mettre en cause « la complicité de certains dirigeants français ». La situation, si elle n'est pas aggravée par la situation, El Moudjahid allant jusqu'à affirmer que l'opération avait été montée par les services français.

La « croquerie » des Algériens dans ces différents domaines ne date pas d'hier, et la crise aurait pu être circonscrite, et peut-être surmontée rapidement, si un élément nouveau n'était venu soudain l'aggraver : l'attitude de Paris dans l'affaire du Sahara occidental. Elle suscita très vite à Alger la condamnation de la politique étrangère française dans son ensemble.

(Lire la suite page 4.)

Les socialistes européens n'apprécient pas tous de la même manière l'évolution des partis communistes. Il y a une semaine, à Elsenauer, MM. Schmidt et Wilson contestaient vigoureusement la stratégie de l'union de la gauche. Les responsables de cinq partis socialistes de l'Europe du Sud, réunis à Paris les 24 et 25 janvier, affirment de leur côté que « l'exigence d'unité ne saurait être réduite à une tactique électorale ».

Cependant, les clivages entre Nord et

Sud sont moins tranchés qu'il n'y paraît. Ainsi, dans une interview au « Spiegel », M. Brandt parle d'un intéressant processus antidogmatique « dans plusieurs P.C. occidentaux » avec ces partis. En revanche, M. Mario Soares, actuellement aux Etats-Unis, estime que la menace d'un coup d'Etat communiste au Portugal, mais qu'on ne peut totalement exclure cette hypothèse.

Conquête et exercice du pouvoir

Il a demandé et obtenu qu'un paragraphe du rapport de la quatrième commission (coordination des forces de gauche) soit modifié. Le nouveau texte précise que « l'exigence d'unité ne saurait être réduite à une tactique électorale. A l'époque actuelle, et la majorité absolue des suffrages suffit à donner accès aux responsabilités gouvernementales dans une démocratie, il faut pour l'exercice du pouvoir compter sur d'amples couches sociales soutenant le projet politique de rupture avec le capitalisme que propose la gauche ».

La distinction entre « conquête » et « exercice » du pouvoir n'est pas une simple clause de style. Il est apparu au cours des débats que bien des formations de gauche, en Europe, ont une conception présidentielle, la définition est rigoureuse : « chaque parti pour cent des voix, plus une... ».

Mais la droite, directement ou indirectement au pouvoir depuis des décennies dans certains pays de l'Europe du Sud, est-elle prête à se plier sans murmure à cette règle d'or de l'alternance démocratique ? C'est douteux. Aussi, le souci de disposer, avant même l'accès au pouvoir, d'une « majorité confortable » est-il largement partagé au sud de l'Europe. M. Mario Zagari, membre du bureau national du parti socialiste italien (P.S.I.), le regrette et voit dans la formule du « compromis historique » défendue par le parti communiste un « renoncement » (2). Mais la faiblesse du P.S.I. minoritaire, couronné entre un parti communiste et une démocratie chrétienne puissants, ne lui permet pas, aujourd'hui du moins, de jouer un rôle déterminant dans la crise italienne. Tout au plus peut-il réclamer ce qu'il appelle une « attribution de responsabilité au P.C.I. » et dénoncer « les risques d'affaiblissement politique et économique » de son pays.

Le principe de la conférence de Paris avait été arrêté en mai dernier à l'occasion d'un rendez-vous organisé par M. Mitterrand dans sa résidence landaise avec quelques dirigeants socialistes de l'Europe du Sud (3). La situation au Portugal était alors au premier plan des préoccupations. Le parti de M. Mario Soares dénonçait la « conquête du pouvoir par les communistes ». Le secrétaire général du P.S.P., rétorqua par un voyage aux Etats-Unis, était absent dimanche.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR CLIMATS

La théorie des climats qui influencent le comportement politique des hommes, idée chère à Montesquieu, vient de trouver une illustration dans la réunion des partis socialistes du Sud, animée par M. Mitterrand.

Il est vrai que des socialistes septentrionaux comme M. Wilson et Schmidt ont réuni plutôt froids de la main gauche et qu'ils ont tendance à tendre la main droite par-dessus l'Atlantique, alors que les socialistes méridionaux cherchent plutôt à se tendre la main entre eux.

BERNARD CHAPIUS.

« CE GAMIN, LA »

La « tentative Deligny » mise en cinéma

Ce gamin, virgule, il... En ce lieu qui est la commune Deligny, à Monbéliet, dans les Cévennes. Le gamin, Janmari, est un de ces enfants autistiques que Fernand Deligny a réunis depuis 1967, dans un groupe de maisons abandonnées redevvenues un village. A Monbéliet, un jeune homme qui voulait faire du cinéma, Renaud Victor, a vécu et filmé pendant trois ans. Fernand Deligny a participé à l'élaboration de ce film, il l'a commenté. Dans son langage à lui, qui est poétique, et non scientifique, il relate l'itinéraire de Janmari, un enfant autistique parmi les autres. De sa méthode, il dit simplement : « Et si, au lieu de leur apprendre à parler, nous apprenions à nous faire ? ».

Le film de Renaud Victor montre, en cassant le langage d'illusion du cinéma pour, aborder un document,

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 22.)

50000 EXEMPLAIRES

ARTHUR CONTE

le premier janvier 1900

Un livre d'Histoire pas comme les autres

plon

AMÉRIQUES

Chili

Le gouvernement autorise la publication de l'ouvrage de M. Eduardo Frei

Santiago (A.F.P., Reuter, U.P.I.) — La publication de l'ouvrage de l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei, critiquant la junte militaire chilienne (le Monde du 21 janvier), a été autorisée par le gouvernement de Santiago. Un officier a expliqué que ce livre (qui circule sous forme de brochure polycopiée) pourra être imprimé mais que « le gouvernement considère qu'il fait une exception » en donnant son autorisation, car « il est résolu à ne pas tolérer que soit violée la règle de la suspension des partis politiques ».

Pérou

LES CENTRALES OUVRIÈRES DÉNONCENT LES MESURES D'AUSTÉRITÉ GOUVERNEMENTALES

Lima. — Grève des mineurs et des métallurgistes, grève des employés de banques, grève des ouvriers de la presse, achevée le 24 janvier : le Pérou connaît un climat social tendu en ce début de 1976, que le gouvernement militaire a officiellement déclaré « année de la production ». Les grévistes avaient, naturellement, des revendications sectorielles à formuler. Mais leur mouvement visait, globalement, à remettre en cause un plan d'austérité de salaires décidées à la mi-janvier par le gouvernement. Cette limitation venait au lendemain d'un train de mesures d'austérité annoncé par M. Luis Bata, ministre de l'économie. Elle a déjà été condamnée par les trois principales centrales syndicales. La plupart des grévistes approuvent plusieurs des mesures annoncées par M. Bata, comme le blocage des loyers ou l'accroissement des impôts pour les classes aisées. Ils estiment, en revanche, que l'augmentation des salaires est loin de compenser la hausse des prix qui résultera des mesures d'austérité. Les grévistes critiquent, par ailleurs, la politique générale du ministère du travail, accusé de ne pas « suivre le rythme de la révolution ».

A travers le monde

Mauritanie

● M. JEAN DE LIPOWSKI, ministre français de la coopération, a quitté Nouakchott samedi 24 janvier pour Libreville, à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures en Mauritanie. Il a annoncé avant son départ que la « grande commission » franco-mauritanienne chargée d'étudier la coopération entre les deux pays se réunira au mois de mars à Paris. — (A.F.P.)

Philippines

● DEUX PRÊTRES ITALIENS ont été expulsés des Philippines, samedi 24 janvier, pour ingérence dans les affaires intérieures du pays. Il s'agit du Père Alessi, qui dirigeait depuis cinq ans l'institut des missionnaires étrangers, et du Père Coccollo, curé d'un quartier populaire de Manille. D'autre part, les autorités annoncent l'arrestation de deux personnes présentes comme des dirigeants du P.C. Interdit.

Tunisie

● CONDAMNATIONS À TUNIS. — Pour avoir tenté de distribuer des tracts s'en prenant à M. Bourguiba et à son régime, deux Tunisiens ont été condamnés, le samedi 24 janvier, par le tribunal correctionnel de Tunis, à des peines de quatre ans et six mois de prison, et deux autres, par défaut, à seize ans de prison. (Corresp.)

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75477 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207 - 25

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
50 F 100 F 232 F 390 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 272 F 402 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie

États-Unis

LA CAMPAGNE PRÉÉLECTORALE

Le gouverneur Wallace

obtient un succès au Mississippi

De notre correspondant

Washington. — Le gouverneur Wallace (Alabama) a remporté un succès attendu dans l'Etat du Mississippi. Les comités démocrates l'ont, le 24 janvier, préféré de très loin à ses concurrents à l'investiture du parti pour l'élection présidentielle de novembre. Le Mississippi est considéré comme « Wallace territory », une sorte de chasse gardée pour le gouverneur Wallace qui, aux élections de 1972, avait « emporté » l'Etat avec 63 % des suffrages. En gagnant cette première épreuve de popularité, le gouverneur de l'Alabama a démontré que, loin d'être en perte de vitesse, il représente toujours une force politique importante dans le Sud. Mais, surtout, son succès a mis en évidence l'efficacité de son organisation.

Pour M. Jimmy Carter, qui a obtenu 16,5 % des « suffrages » (contre plus de 41 % à M. Wallace), la décision des comités du Mississippi n'est pas tant un échec qu'un salutaire rappel aux réalités. Après son succès très net dans l'Iowa, certains de ses amis s'imaginaient que l'ex-gouverneur de Georgie talonnerait le gouverneur Wallace dans son « fief » du Sud. En fait, l'épreuve de force entre les deux hommes aura lieu le 9 mars prochain, lors de l'élection primaire de Floride, où, si l'on en croit les sondages, la lutte s'annonce serrée.

M. Carter s'est montré modeste

dans ses ambitions. Il a fait savoir qu'il s'estimerait heureux s'il réduisait l'avance escomptée du gouverneur Wallace, et distançait le « paquet » de ses autres concurrents démocrates.

Enfin, les résultats des consultations du Mississippi sont relativement favorables à M. Sargent Shriver, beau-frère du président Kennedy. Après son échec dans l'Iowa, où, malgré une campagne active, il avait fait un mauvais score, ne réussissant même pas à mobiliser l'électorat catholique, il a obtenu dans le Mississippi 15 % des « suffrages », venant notamment des Noirs. Ce soutien ne peut que l'encourager à se maintenir dans la course électorale qui vient seulement de commencer.

H. P.

[Tout comme la « consultation » de l'Iowa (le Monde du 22 janvier), celle du Mississippi n'a valeur de test que pour ceux — aspirants à la « nomination » de leur parti et observateurs politiques — qui veulent la faire confirmer. Les démocrates du Mississippi, eux, qui n'ont pas d'élection primaire, président au choix de leurs délégués à la convention nationale en trois temps : après s'être déclarés samedi au niveau du quartier (« precinct »), ils doivent encore se prononcer au niveau du canton (« county ») le 14 février et de l'arrondissement (« district ») le 21 du même mois.]

AFRIQUE

Angola

La presse sud-africaine tient pour acquis le retrait des forces de Pretoria

Le premier ministre sud-africain, M. Vorster, s'apprête à faire ce lundi, à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire au Cap, qui sera surtout consacrée à l'Angola, une brève déclaration confirmant le retrait des forces de Pretoria de l'ancienne colonie portugaise.

D'ores et déjà, le quotidien *Johannesburg Star* assurait dans ses éditions du dimanche 25 janvier, que « le retrait des troupes blanches s'effectuait en bon ordre en direction de la frontière du Sud-Ouest africain » (Namibie). Engagé depuis septembre dans des opérations en profondeur sur le territoire angolais, le gouvernement sud-africain n'a reconnu officiellement qu'une intervention limitée à la protection des installations hydro-électriques de la zone frontalière.

Préparant l'opinion à l'annonce de la décision de retrait, le ministre sud-africain de la défense, M. Piet Botha, a déclaré samedi : « J'ai dit à plusieurs reprises que l'engagement de l'Afrique du Sud en Angola était partie intégrante de l'engagement du monde libre, mais que nous ne sommes pas disposés à nous battre seuls au lieu et place des autres. C'est pourquoi l'Afrique du Sud s'engage avec détermination ses propres frontières et ses propres intérêts. » Le retrait de Pretoria, qui laisserait toutefois en place des effectifs pour protéger le barrage de Caluque, sur le fleuve Cunene, près de la frontière namibienne, est accueilli avec soulagement par la presse sud-africaine. « Nous en sommes satisfaits », titre notamment le *Sunday Express*. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, l'état-major

sud-africain redoute toutefois qu'une victoire du M.P.L.A. ramène les forces cubaines à intervenir en Namibie aux côtés des guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). D'autre part, un retrait sud-africain, après les échecs subis par les forces de Pretoria et leurs alliés de l'UNITA sur le front sud-est, serait pratiquement sans défense l'axe Benguela-Huambo-Silva-Porto et préluderait, selon l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse à Luanda, à l'effondrement de l'UNITA. Le M.P.L.A. fait d'ores et déjà état de l'abandon de Lobito, au nord de Benguela, par ses adversaires.

Les ouvertures de M. Savimbi

Dans une interview à un quotidien sud-africain, le président de l'UNITA M. Savimbi, a évoqué la possibilité de « passer de la guerre conventionnelle à la guérilla ». Il a exprimé le vœu d'une négociation. « J'espère, a-t-il dit, que notre peuple aura tôt ou tard la possibilité et le droit de choisir son chef. Si ce chef doit être M. Neto, je pense que nous l'accepterons tout », M. Savimbi a répliqué une « aide urgente », pour éviter que « le pays ne devienne une satellite soviétique ». Selon des informations en provenance de Luanda, le M.P.L.A. revenant sur son refus de principe de négocier avec l'UNITA, n'aurait toutefois pas « pour le moment » l'ouverture de discussions et ne veut pas prendre langue avec sa « direction actuelle ». D'autre part, l'envoyé spécial du *Times* à Luanda fait état d'efforts du mouvement de M. Neto pour « améliorer ses relations avec les États-Unis » et notamment des efforts de M. Mark Moran, « conseiller de politique étrangère » du sénateur John Tunney.

Selon plusieurs correspondants de la presse britannique dans la région, la rupture est désormais consommée entre le F.N.L.A. et l'UNITA. M. John Eduardo Pincock, membre du bureau politique du F.N.L.A., a déclaré samedi, selon l'A.F.P. de Kinshasa : « Nous ne nous sommes pas effondrés, comme les Américains le pensent, c'est-à-dire comme le régime qu'ils soutenaient au Vietnam. Nous continuerons à faire notre guerre, c'est-à-dire à mener des opérations de guérilla ».

Sur le plan diplomatique, Lisbonne va prochainement rendre publique sa position sur la reconnaissance du gouvernement de Luanda (M.P.L.A.). Le sous-secrétaire d'Etat américain pour les questions européennes, M. A. Hartman, en visite au Portugal pour deux jours, a refusé de commentar cette éventualité, évoquant samedi par le commandant « six autres ministres portugais des affaires étrangères, qui avait déclaré notamment : « Le M.P.L.A. devra donner la preuve de son désir de former un gouvernement national véritablement indépendant ».

● A BONN, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a dénoncé dimanche, dans une interview télévisée, le « colonialisme idéologique » pratiqué par les Soviétiques en Angola, « afin d'établir une nouvelle zone d'influence du Kremlin en Afrique ». La veille, la *Pravda*, se félicitant de l'important travail politique effectué par le M.P.L.A., annonçait « la déroute des bandes du F.N.L.A. et des mercenaires blancs ». Enfin, au cours des derniers jours, la presse chrétienne citée par l'A.F.P. a violemment dénoncé l'intervention de Moscou et s'est inquiétée de voir « l'unité de l'Afrique tout entière souffrir de la politique des nouveaux tsars du Kremlin ».

Ouganda

CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DU RÉGIME DU MARÉCHAL AMIN

Kampala (Reuter). — Des chars et des camions portemissiles soviétiques ont défilé, dimanche 25 janvier, dans les rues de Kampala, qui servent de base aux forces armées, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du maréchal Idi Amin Dada.

Les présidents Jean-Bedel Bokassa (République centrafricaine), Mobutu Sese Seko (Zaire) et William Tolbert (Libéria) ont suivi de la tribune officielle cette parade militaire.

Après avoir été assisté à Kaboli, sur les rives du lac Victoria, à un festival des forces aériennes. Selon les dirigeants ougandais, « un cinquième des appareils » sont pilotés par des ressortissants de nationalité étrangères : « Égyptiens, soviétiques, allemands, britanniques, suisses, asiatiques et vietnamiens américains de la guerre du Vietnam ».

Pour marquer cet anniversaire, le chef de l'État a annoncé une augmentation de salaires pour tous les fonctionnaires.

pour la première fois le Monde publie



un numéro spécial de dossiers et documents

160 pages, 70 pays, 50 graphiques et tableaux, 10 F

En vente chez les marchands de journaux

LOIN DES CAPITALES

Vie quotidienne dans un village tamoul

« **M**ME GANDHI, vous connaissez ? » Le vieil homme réfléchit et finit par avouer qu'il ne connaît pas le premier ministre de l'Inde. Interrogé à son tour, son voisin secoue la tête avec embarras. Manifestement, il n'a même pas compris le sens de notre question. Au cours d'une enquête récente des camarades ont posé les mêmes « colles » que vous à plusieurs centaines d'habitants (les anciens intouchables), ici, dans le Sud. Seulement un sur dix sait qui est Mme Gandhi, nous dit l'étudiant qui nous sert d'interprète dans ce village tamoul d'environ mille cinq cents habitants, situé à une centaine de kilomètres au sud de Madras.

Le mot village est, en fait, impropre : Lakshminarayanaapuram est une entité administrative regroupant trois lieux-dits où vivent des communautés bien distinctes. A Arasarkoil, on trouve les hautes castes, réunies autour d'un temple très ancien, mais équipé de haut-parleurs. L'électricité arrive dans quelques maisons construites en dur. D'autres habitations ne sont que des huttes habitées par des familles pauvres, mais de « bonne naissance », pour lesquelles il n'est pas question de se mêler aux autres. Elles travaillent sur les terres que possèdent les religieux du temple, et qui ne sauraient être souillées par la présence des impurs.

C'est aussi ici que réside le chef du village, dont la principale occupation semble la collecte des impôts. Lui et les hommes qui l'entourent sont parfaitement au courant de la situation politique, mais ils rient quand on leur parle du député local, un membre du D.M.K., le Parti démocratique du progrès, majoritaire dans le Tamil-Nadu, défenseur du particularisme tamoul, mais quelque peu « en cheville » avec le Congrès. L'honorable représentant du peuple n'a pas mis les pieds ici depuis les dernières élections.

Un kilomètre plus loin, Pallipattu est habité par les castes moyennes, les commerçants et les artisans. Trois maisons sont occupées par des familles de dhobis, laveurs qui vont chercher à domicile le linge des hautes castes, mais ne touchent jamais à celui des « hors castes », les harjans.

Un forgeron frappe au marteau une barre de fer portée au rouge. Il va en faire un soc de charrue, simple pointe de métal qu'on fixe à l'extrémité d'un manche en bois. Il parle, tandis que l'objet qu'il façonne chauffe de nouveau dans l'âtre. Il sait que l'Inde vit sous « l'état d'urgence », mais ignore ce que cela signifie exactement. Pourtant, il a conservé chez lui quelques vieux journaux achetés au cours d'un voyage à Madras, dont il a gardé un souvenir ébloui.

Près de l'atelier du forgeron, deux boutiques se réduisent à des étalages sur le seuil de deux barques que rien ne distingue des autres. Quelques bidons d'huile, des biscuits dans des sachets de matière plastique, des boîtes d'allumettes. Les

commerçants ont du mal à écouler ici ces « produits de luxe ». De temps en temps, ils prennent leur vélo pour aller proposer leur marchandise aux habitants d'Arasarkoil.

Trois familles de Pallipattu possèdent un poste de radio et en font profiter les autres. Mais on ignore ici que le gouvernement de New-Delhi a, dans ses dossiers, un plan d'éducation des masses rurales par la télévision.

Il faut faire encore près de 2 kilomètres pour atteindre la « colony », l'endroit où vivent les harjans. Ici, plus de maisons en briques, rien que des huttes. Les feuilles d'un arbre propre à la région — avec un long tronc dégainé à l'extrémité duquel pousse une grosse touffe verte — sont assemblées et fixées au-dessus du sol par des piquets, pour former une toiture. L'intérieur de la hutte est sombre, sans autre ouverture qu'une porte très basse. Dans l'unique pièce, il y a seulement une natte, pour dormir, et une marmite de terre au-dessus d'un trou. Quand il pleut, la terre battue se transforme en marécage. Après chaque mousson, il faut refaire la toiture, qui a pourri.

PRÈS de la route, un puits et une pompe. Celle-ci ne marche plus. L'eau du puits est sale, des feuilles flottent à la surface. Personne ne sait comment curer l'ouvrage. Quand ils ont été installés, ce puits et cette pompe ont été portés sur les statistiques du gouvernement. Mais rien n'a été prévu pour leur entretien. Il est interdit aux harjans de « souiller » l'eau des autres communautés. Dans le village voisin, la « colony » est plus proche des maisons habitées par les purs, mais toujours bien distincte, avec son puits séparé. Il y a aussi à proximité un village catholique : le système de la « colony » y existe comme ailleurs et les harjans doivent, à l'égglise, se tenir à l'écart des autres fidèles.

A midi, la « colony » est presque déserte. Tout le monde travaille sur les rizières depuis le lever du soleil. Près d'un petit canal d'irrigation, l'arrivée de l'étranger fait fuir deux femmes surprises dans leur toilette. « Ici, nous dit l'étudiant, il n'y a jamais moyen d'être seul, même pour les besoins et les soins intimes. Tout se fait en plein air. Dans les huttes, les parents vivent sous le regard constant des enfants. Il en résulte une psychologie différente de la nôtre. La notion d'individualité n'existe pas ; on n'est que la parcelle d'une communauté ».

Le riz, toujours le riz. On ne mange que ça. On ne cultive que ça. Les hommes courent les graminées à la faucille et les mettent à sécher sur la route, où le passage d'une voiture est rare. Puis les femmes les frappent contre le sol jusqu'à ce que le grain sorte des épillets. La paille sert d'aliment pour le bétail ; comme le village possède peu de vaches, le propriétaire en revend la plus grande partie.

Aucun harjan ne possède le moindre arpent de terre. Ces hommes travaillent contre un paiement

en nature : l'équivalent de 4 roupies (2 francs) en riz pour une journée de labeur. Beaucoup touchent moins que cela. Ce sont des « travailleurs asservis », qui ont emprunté, généralement pour offrir une dot à leurs filles, puisque telle est la coutume. Le remboursement se fait sous forme d'heures ou de journées de travail non rémunérées, et il dure parfois toute une vie. Il arrive qu'il faille travailler pour rembourser une dette contractée par le père ou le grand-père. Le prêteur ne fournit pas toujours de l'argent ; il procure directement les « bijoux », qu'il échange lui-même. Le système du troc semble encore dominant. L'apparition d'un billet de 100 roupies ne provoque aucune réaction chez les harjans. Ils n'en avaient jamais vu.

Le 14 octobre dernier, le gouvernement de New-Delhi a aboli le « travail asservi ». Ici, personne ne le sait encore. Après la proclamation de l'état d'urgence, Mme Gandhi a annoncé un « programme en cinq points pour la prospérité ». Y figuraient notamment : « La redistribution des terres », « l'abolition des dettes dans les campagnes » et « un salaire minimum pour les travailleurs agricoles ». L'intendant qui surveille les harjans au travail sourit quand on évoque ce programme devant eux. C'est comme si on leur parlait latin. Sur le papier, il n'y a plus d'intouchables depuis l'accession de l'Inde à l'indépendance. La réforme agraire a figuré dans tous les plans édictés par le gouvernement. Mais dans certains villages les harjans ne peuvent toujours pas emprunter les chemins fréquentés par les hautes castes. Dans une localité proche, un juge de Madras possède les deux tiers des terres cultivables.

Les harjans votent en assez grand nombre, généralement pour celui qui vient les chercher dans son camion et leur donne 1 mètre de cotonnade, ou de l'alcool, bien que le Tamil-Nadu soit un Etat où la vente d'alcool est interdite. Le mot « élection » n'évoque pas pour nos interlocuteurs une possibilité de choix. Il paraît synonyme de fête, organisée par le parti le plus fort. Ici, c'est le D.M.K., mais le Congrès n'agit pas autrement dans les régions où il est solidement implanté.

Dans un autre champ, douze femmes alignées replient du riz : dix heures de travail, la tête penchée vers le sol, pour la valeur de 2 roupies en nature. Combien d'enfants cette quinquagénaire risquée a-t-elle eus ? Huit. Quatre sont morts, les quatre autres sont mariés au village, près d'elle avec fierté. On se marie beaucoup entre consanguins à Lakshminarayanaapuram ; les familles y gagnent en cohésion, mais la race y perd en vigueur. L'état de Tamil-Nadu donne des « encouragements en espèces » aux jeunes qui ont osé braver les interdits de caste. Mais il n'est pas question pour eux de rester au village après un tel « scandale ». Il faut fuir à Madras, se fondre dans la masse des déracinés en quête de travail.

EN raison de la législation sociale, les industriels paient convenablement (800 roupies par mois) leurs ouvriers spécialisés, régulièrement déclarés. Mais les travaux de maintenance sont faits par des contractuels (à 4 roupies par jour) recrutés par des hommes de main dans les quartiers pauvres. C'est le seul débouché offert au villageois qui a quitté sa famille. Il vit dans les taudis qui ceinturent la ville. Partout, un flot est détruit en grande pompe par l'administration chargée du slum clearance. Ses habitants sont relégués dans des immeubles dont ils ne peuvent pas payer longtemps les charges. Alors, ils sous-louent leur logement à d'autres personnes moins démunies, et ces « réalisations sociales » continuent, bien sûr, à figurer dans les statistiques des ministères.

Au village, ces récits sur les réalités de la vie dans la grande ville sont faits quand on revient des rizières, au crépuscule. Pendant une heure ou deux, les sentiers qui séparent les huttes s'animent. On se parle en mangeant devant sa porte. Puis, dès que l'obscurité s'est épaissie, rien ne trouble plus le silence d'une longue nuit sans électricité.

« Plus de 80 % de ces gens sont illettrés, nous dit notre guide. Cependant, ils ont une culture à eux, mais qui demeure vivante. » L'école de Lakshminarayanaapuram est située près des maisons habitées par les artisans. Le portrait du ministre de l'éducation du Tamil-Nadu est le seul ornement des murs gris des deux salles de classe. Les écoliers sont assis par terre, sans pupitre. Le moins payé des deux instituteurs gagne 180 roupies par mois, le prix d'une nuitée dans un bon hôtel de Madras. Cent vingt-six écoliers sont inscrits sur les registres, mais quarante-quatre garçons et vingt-neuf filles sont là le jour de notre passage. Si l'absentéisme dépasse la moitié des effectifs théoriques, le traitement de l'instituteur est suspendu. Pendant la saison des travaux agricoles, la plupart des enfants des familles pauvres ne fréquentent pas l'école, gratuite et obligatoire. Les uns sont dans les champs, avec leurs parents, les autres gardent les plus jeunes dans les huttes vides. Ensuite, ils ne peuvent jamais rattraper le retard pris sur leurs camarades.

Dans cette école, les fils d'intouchables ne sont pas nombreux. Du moins peuvent-ils se mêler aux autres enfants. Dans certains villages, ils n'ont toujours pas toléré. Lakshminarayanaapuram n'est pas un « cas limite » choisi à dessein dans une région reculée et arriérée. C'est un village situé au bord d'une route qu'emprunte tous les jours un autobus. Un village relativement heureux, paraît-il, parmi tous ceux où vivent encore 70 % des Indiens.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

La visite de M. Chirac a illustré la volonté de la France de jouer un rôle dans la région

De notre envoyé spécial

M. Chirac a quitté New-Delhi lundi après-midi 26 janvier, à l'issue d'une visite de quatre jours en Inde. Il regagnera Paris mardi soir, après avoir eu des entretiens avec les dirigeants indiens. Le premier ministre a déclaré qu'il entendait traiter à Bagdad d'un certain nombre de « grandes affaires » qui témoignent de « la politique active, fructueuse et bien établie que la France conduit avec l'Irak ».

New-Delhi. — Le voyage en Inde de M. Chirac, qui avait commencé, le vendredi 23 janvier, par de longues conversations avec Mme Gandhi, s'est terminé, lundi, par une manifestation elle aussi clairement politique. Côte à côte, les deux premiers ministres ont, en effet, assisté, sur une sorte d'immense Champ-de-Mars à l'échelle du sous-continent, à la parade qui a marqué le vingt-sixième anniversaire de l'accession de l'Inde à l'indépendance.

Cette cérémonie, à laquelle ont assisté plusieurs centaines de milliers de personnes, est apparue triplement symbolique de l'Inde traditionnelle, de l'Inde contemporaine et de l'Inde future.

La première fut représentée par des défilés de groupes folkloriques, des escadrons de chameaux de l'armée, des régiments de lanciers vêtus de dolmans rouges, hiératiques comme les Horse Guards, dont ils ont gardé l'empreinte. L'Inde d'aujourd'hui, nation importante, exporte aux quatre coins du monde mais qui veut accroître la puissance, a fait passer ses chars, ses canons, ses avions et fait voler des avions de marque soviétique. L'Inde de demain était symbolisée par la présence de nombreuses associations de jeunesse, des troupes défilant au pas ralenti de la discipline anglaise. Pour montrer sa volonté d'indépendance, Mme Gandhi a fait présenter, outre du matériel allemand, japonais et français (notamment des hélicoptères et des missiles anti-chars SS-11), des canons et des chasseurs à réaction fabriqués en Inde.

Le voyage de M. Chirac a eu un caractère éminemment politique. Le premier ministre estime d'ailleurs que ce voyage est « un des plus intéressants qu'il ait faits ». Les deux délégations ont enregistré leur accord, dans le communiqué commun, en reconnaissant « la nécessité d'améliorer entre les Etats du sous-continent des relations de bon voisinage fondées sur l'égalité, le respect et les avantages mutuels, ainsi que

sur le règlement pacifique des problèmes au moyen de négociations bilatérales, sans ingérence extérieure ». Elles ont aussi souligné l'identité de leurs points de vue concernant le Proche-Orient et la conférence Nord-Sud.

Cette visite a traduit, avant tout, la volonté de la France de jouer un rôle dans un pays qui ne veut pas trop s'écarter de l'Union soviétique ni trop se rapprocher des Etats-Unis. Le renforcement des relations avec la France pourrait donc, estime-t-on ici, aider Mme Gandhi à s'engager sur cette voie étroite. Toutefois, si M. Chirac a bien dit que la France était disposée à fournir des armes à l'Inde, il ne semble pas qu'un marché soit sur le point d'être conclu. La coopération nucléaire se poursuivra, mais, dit-on du côté français, toujours à des fins pacifiques, alors que New-Delhi a déjà procédé à sa première explosion nucléaire.

Sur le plan économique, les résultats de la visite de M. Chirac paraissent minces. Sans doute la commission mixte de coopération est-elle élevée au rang ministériel, mais les achats de la France en Inde ne

seront accrus que dans des proportions modestes. C'est ainsi que les Français attendent que l'Inde dispose de charbon à coke pour lui acheter de la houille. Le communiqué mentionne l'intérêt porté dans la coopération pour les domaines des énergies nouvelles, des chemins de fer, de la pétrochimie et de l'industrie sidérurgique.

Il s'accompagne de « déclarations communes relatives à la coopération dans la production et le transport d'électricité, ainsi qu'aux télécommunications ».

Il s'agit d'accords de coopération entre l'E.D.F. et la Central Electricity Authority, qui pourraient avoir des prolongements industriels en ce qui concerne les turbines et les alternateurs. Il en va de même pour les télécommunications. Enfin, en ce qui concerne le pétrole, aucun accord n'a été signé. Les Français ont accepté de prêter, pour 1976, le crédit de 300 millions de francs accordé en 1973 en principe pour des projets de développement de la pétrochimie. Les Indiens n'ayant pas utilisé ce crédit, les Français acceptent qu'il soit transféré pour l'achat d'équipement pétrolier destiné au forage offshore dans la région de

Bombay. Enfin, l'Inde va recevoir en 1976 les trois appareils Airbus déjà commandés. Après leur début d'utilisation, New-Delhi décidera d'acquiescer à ses trois autres options. M. Barre, ministre du commerce extérieur, compte retourner en Inde avant la fin de l'année à la tête d'une mission d'industriels.

C'est, en somme, avant tout pour que la France puisse jouer un rôle nouveau dans l'océan indien, pour favoriser une solution pacifique du

conflit indo-pakistanaï, pour permettre aux Indiens de ne pas se trouver seuls dans un tête-à-tête périlleux avec les grandes puissances, qu'il s'agit de l'Union soviétique, de la Chine ou des Etats-Unis, que M. Chirac a fait ce voyage, apparemment un peu comme le porte-parole de l'Europe occidentale, tout en couvrant le risque de donner au régime de Mme Gandhi une certaine caution française.

ANDRÉ PASSERON.

abonnez vous aux périodiques de chine

PEKIN INFORMATION hebdomadaire politique et théorique	1 an	2 ans
	21,00F	31,50F
LA CHINE revue mensuelle illustrée	17,00F	25,50F
LA CHINE EN CONSTRUCTION mensuel illustré	14,00F	21,00F
LITTÉRATURE CHINOISE mensuel	17,00F	25,50F

LIBRAIRIE NORMAN BETHUNE

(Livres de Chine, d'Albanie, de Corée, du Vietnam)
76 bd Saint Michel - 75006 PARIS - C.C.P. La Source 32 808 88-326 59 93

27 28
janvier 1976.
Journées
spécialisées et administratives
chez votre concessionnaire
Renault

faubourg saint-antoine
capitale du meuble de qualité

SOLDES

meubles **SOLDES** sièges

JUSQU'AU
DIMANCHE 1er FEVRIER INCLUS

de la Bastille... à Ledru-Rollin **PARKING ASSURE**

EUROPE

Grèce

Une conférence balkanique de coopération s'ouvre à Athènes

De notre correspondant

Athènes. — A partir de ce lundi 26 janvier et durant dix jours une conférence balkanique de coopération se tient à Athènes. Il s'agit, en fait, d'une rencontre préparatoire d'experts, mais qui diffère des nombreuses manifestations qui eurent lieu dans les capitales balkaniques et qui réunirent des techniciens, des savants, des médecins, des archéologues, des journalistes. Cette fois-ci les délégations sont conduites par des sous-secrétaires d'Etat. La Grèce, la Turquie, la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie y sont représentées.

La conférence est un succès personnel pour le premier ministre grec, qui est revenu samedi à Athènes après une visite de trois jours en Egypte. Depuis le retour de son pays à la démocratie, M. Karamanlis multiplie les efforts pour donner une impulsion à la coopération balkanique, qui demeure une des constantes de la politique générale de la Grèce.

Cependant, l'Albanie demeure en dehors du jeu et la Turquie a quelque peu peur de donner son accord. De même, les dirigeants de Sofia ont prêté l'oreille à la possibilité d'étudier la possibilité de développer les échanges bilatéraux, et rien d'autre, du moins pour le moment. Il n'est pas question

d'une nouvelle organisation régionale ni d'un regroupement pouvant déboucher sur un nouveau bloc. Il n'est pas question, non plus, d'évoquer des problèmes aussi délicats que ceux de Chypre, de la mer Egée ou de la Macédoine.

Le but de cette conférence est d'établir le bilan de ce qui a déjà été réalisé et de dégager le cadre susceptible d'activer le processus de coopération en cours. Les multiples commissions examineront les moyens pratiques d'établir une collaboration plus concrète dans les domaines économique, technique, scientifique, touristique et culturel. C'est par étapes que les pays balkaniques chercheront à réaliser les objectifs communs.

Il ne faut donc pas s'attendre que la conférence d'Athènes donne lieu à des décisions et évolutions spectaculaires. Elle aura essentiellement une « valeur d'exemple », car elle réunit des pays dotés de régimes politiques différents. Elle se présente comme une application concrète, à l'échelle régionale, des résolutions d'Hel-sinki. Enfin cette conférence illustre l'esprit de paix et de coopération qui contribue à l'assainissement du climat général dans les Balkans.

MARC MARCEAU.

Italie

La démocratie chrétienne envisage de former seule le cabinet

De notre correspondant

Rome. — Paralysée depuis le 7 janvier par une crise gouvernementale à laquelle devait s'ajouter en cours de route une crise monétaire, l'Italie ne voit pas encore le bout du tunnel.

Devant les refus successifs de ses trois partenaires (socialistes, socialistes-démocrates et républicains), la démocratie chrétienne envisage maintenant de former seule le cabinet. Ce ne serait, bien entendu, qu'une solution provisoire : un tel gouvernement permettrait de parer au plus pressé, en attendant que les principaux partis de la majorité aient défini une ligne de conduite lors de leurs prochains congrès, prévus en février et en mars.

Mais pour être viable le cabinet « monocolor » devrait disposer d'une majorité au Parlement, ou tout au moins d'une abstention bienveillante des socialistes, lesquels, ayant fait démissionner M. Aldo Moro il y a trois semaines, n'entendent pas le soutenir aujourd'hui à n'importe quel prix.

Autrement, il ne resterait plus au président de la République que deux possibilités : renvoyer devant les Chambres le gouvernement démissionnaire (formé de démocrates-chrétiens et de républicains), ou confier à une autre personnalité, plus agréable aux

socialistes, le soin de former le cabinet. La première formule rencontrerait autant d'obstacles que la seconde. Le cabinet « monocolor » et serait ressenti de surcroît comme une gifle aux socialistes, quant à la seconde elle se heurterait à l'opposition de la démocratie chrétienne, qui, en ce moment, ne jure que par M. Moro, nouvel homme fort du parti.

La situation économique exige qu'un gouvernement soit formé le plus vite possible, mais l'impasse politique est telle qu'aucun cabinet ne peut satisfaire les partis. La solution la plus saine serait le renvoi des élections aux urnes. On y arrivera peut-être après des semaines d'escarmouches et de combats épuisants.

Pour le moment, aucune formation politique ne peut prendre le risque de le proposer. Elle se verrait aussitôt accusée de conduire le pays à la ruine. M. Francesco De Martino, secrétaire du parti socialiste, l'a bien compris : devant l'insistance de ses amis pour des élections anticipées, il a brandi la menace d'une démission. C'est lui, l'auteur de la crise, qui prêche maintenant la conciliation. On n'en est plus à un paradoxe près.

ROBERT SOLE.

Roumanie

Un des derniers représentants de la « vieille garde »

M. BODNARAS EST MORT

De notre correspondant

Vienne. — M. Emil Bodnaras, l'un des derniers représentants de la « vieille garde » communiste en Roumanie, est mort le samedi 24 janvier. M. Bodnaras, qui aurait eu soixante-douze ans le 10 février prochain, aurait succombé à un cancer. Depuis novembre 1974, ses activités officielles s'étaient faites de plus en plus rares. Toutefois, il avait été vu pour la dernière fois en public au début de ce mois. La journée de mardi, au cours de laquelle il sera inhumé dans son village natal, a été déclarée jour de deuil national.

Avec son usage de bouledogue et ses lunettes noires, son passé aventureux et son étonnante longévité politique, Emil Bodnaras était l'un des personnages les plus hauts en couleur et le plus mystérieux de la vie politique roumaine de ces quarante dernières années. Né le 10 février 1904 à Iasi, en Moldavie, d'une mère allemande et d'un père d'origine ukrainienne — d'où le nom de Bodnarenko, qu'il avait porté jusqu'à sa formation politique — il fut l'un des fondateurs de la Jeunesse communiste à Iasi, et fut l'un des officiers de Timisoara, d'où il sortit, parait-il, en tête de sa promotion, en 1927. Affecté à un régiment et Bukovine en 1932, il déserta et passa en U.R.S.S. Retenu clandestinement en Roumanie en 1934, il fut arrêté et condamné à dix ans de travaux forcés. C'est en prison qu'il adhéra au parti communiste, en 1940.

Ses connaissances militaires et ses liens avec les Russes devaient être connus par le régime de sa vie. Libéré en 1945, il s'installa de nouveau en U.R.S.S., dont il acquit la citoyenneté : il est chargé de plusieurs missions secrètes dans son pays natal. On lui attribue, notamment, la responsabilité de l'opération qui permit la libération du camp d'incarcération de Tighi de Gheorghiu Dej, le futur chef du P.C. après la guerre. Il joua aussi un rôle prépondérant dans la préparation et l'exécution du coup d'Etat du 23 août 1944, qui aboutit à l'arrestation du dictateur Antonescu.

MANUEL LUCBERT.

Pologne

CONDAMNANT LA « PHILOSOPHIE D'ÉTAT » Le cardinal Wyszynski critique le projet de Constitution

De notre correspondant

Vienne. — Les amendements à la Constitution polonaise, en discussion depuis plusieurs semaines au sein d'une commission extraordinaire du Sejm (Parlement), ont été rendus publics le samedi 24 janvier. Cette réforme avait suscité une vive controverse dans l'élite intellectuelle (le Monde daté 4-5 janvier) et suscité les réserves de l'Eglise catholique. En dépit de l'atténuation de certaines formulations, les amendements envisagés, et du caractère « progressiste » de plusieurs nouvelles dispositions, il n'est pas sûr que le projet actuel, qui sera soumis définitivement au Sejm le mois prochain, désarme toutes les oppositions.

Dés dimanche, le cardinal Wyszynski est parti en guerre contre l'intention des dirigeants polonais de doter le pays d'une « philosophie d'Etat ». Le prêtre a plaidé en faveur d'un pluralisme politique. Il a aussi mis en garde les autorités contre la signature de traités internationaux qui seraient « contraires à la dignité et aux intérêts nationaux ». Depuis quelques temps, certains milieux polonais redoutent que Varsovie soit bientôt amenée à signer avec Moscou un traité analogue à celui conclu en octobre dernier entre la RDA et l'U.R.S.S.

Les principales modifications apportées par le projet parlementaire à la Constitution de 1952 concernent la nature de l'Etat polonais et ses objectifs. Jusqu'à l'Etat de « démocratie populaire », la République de Pologne est désormais qualifiée « d'Etat socialiste » (article premier). Parmi les tâches qui lui sont assignées figurent le « soutien au développement des diverses formes d'auto-administration » (ou d'auto-gestion selon la traduction) et le renforcement de la propriété sociale comme « principal fondement de la force économique du pays et du bien-être du peuple ». L'article 73 est complété par la précision que les citoyens « prennent part au contrôle social, aux consultations et discussions sur les problèmes-clés du développement du pays ». L'un des objec-

M. L.

Portugal

Les effectifs de l'armée de terre vont être réduits de 40 %

Lisbonne (A.P.P., A.P., Reuters). — Le général Ramalho Eanes, chef d'état-major de l'armée portugaise, a présenté, samedi 24 janvier, aux unités du nord du pays les grandes lignes d'un « projet militaire national », résumant son accord de même, les dirigeants de l'armée de terre portugaise. Celle-ci devra repasser, à préciser le général Eanes, sur deux principes : la cohésion interne et la discipline. « Les militaires », a-t-il dit, « doivent respecter le peuple qu'ils servent et accomplir la mission historique de garantir les conditions qui permettent la transition pacifique et pluraliste de la société portugaise vers la démocratie et le socialisme ».

Les effectifs de l'armée de terre portugaise vont être ramené de quarante-cinq mille hommes environ à près de vingt-six mille hommes — soit une réduction de 40 % — tandis que la durée du service militaire sera progressivement réduite. L'extrême gauche s'était, jusqu'à présent, opposée à de telles mesures, qui consacrent un recul de son influence dans ce secteur.

Le général Eanes a précisé que sera « la physionomie de la future armée ». D'une part, un corps d'intervention sera formé de dix mille huit cents « opérationnels », possédant un haut degré d'instruction et un équipement perfectionné. Sa mission sera la dissuasion, la défense contre les agressions extérieures et, exceptionnellement, une collaboration pour assurer la sécurité interne. Ce corps remplacera, en fait, l'ancien Copcon (Commandement opérationnel du continent).

D'autre part, un corps territorial sera composé de six mille cinq cents hommes pour l'administration, et de neuf mille six cents hommes, représentant l'infrastructure territoriale. Ce corps possèdera une logistique légère, des capacités d'action décentralisées et une grande mobilité. Il représentera l'infrastructure permanente de l'armée, sera chargé de la préparation militaire de la troupe et sera responsable de la défense opérationnelle du territoire. Il collaborera au développement national et à la sécurité de la population. Il participera, éventuellement, au maintien de la sécurité interne. Le service militaire, actuellement de vingt-quatre mois, sera ramené à vingt et un mois cette année et à quinze mois en 1977.

Dans son « message aux Portugais », lancé depuis une unité militaire du Nord, le général Eanes a, notamment, mis l'accent sur la nécessité de « dépasser les luttes partisans ».

« La cohésion et la discipline seront de l'armée une muraille contre laquelle s'écraseront les tentatives contre-révolutionnaires, d'où qu'elles viennent », a-t-il ajouté, qui a également plaidé pour le maintien d'une certaine

LE « MONDE DIPLOMATIQUE » EN PORTUGAIS

Le premier numéro d'une édition de « Monde diplomatique » en langue portugaise a été mis en vente à Lisbonne le lundi 26 janvier. Dans le même format et la même présentation typographique, il s'agit d'une traduction intégrale de l'édition française, à l'exception des pages consacrées au compte rendu d'activités des organisations internationales.

La maison d'édition Publicações Dom Quixote, de Lisbonne, assure la traduction, l'impression et la diffusion de la nouvelle publication. Pour ses lecteurs portugais et brésiliens, des exemplaires seront prochainement mis en vente à Paris.

● M. Jean Sauvagnargues se rendra à Lisbonne au cours de la dernière semaine de février, indiquent-ils, de source autorisée, au ministère des affaires étrangères françaises.

Espagne

M. Kissinger assure Madrid de tout son appui

(Suite de la première page.)

Autre progrès : les trente-cinq dépôts de la base aérienne de Torrejon, qui assuraient le ravitaillement en carburant des avions américains à quelque 30 kilomètres de Madrid, seront transférés, au nombre de cinq seulement, à la base de Sanjurjo, près de Saragosse.

L'aide consentie est importante : 122 millions de dollars, à titre militaire aussi bien que civil. L'aide militaire va permettre à l'Espagne de disposer d'un ma-

tériel de guerre comparable à celui des pays membres de l'OTAN ; en outre, les Etats-Unis lui fourniront des avions ultramodernes : quatre escadilles de F-16 dernier modèle.

Le traité est contesté par l'opposition. C'est ainsi que le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) a publié un communiqué protestant contre le fait qu'il engage le peuple espagnol pour cinq ans, alors que sa ratification sera soumise à des Cortes non élues au suffrage universel.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

« L'HUMANITÉ » : l'Espagne entrera « par la grande porte » dans le pacte atlantique

« L'adoption de Ford s'inscrit, depuis longtemps, de l'affaiblissement des positions de l'impérialisme en Méditerranée, et dans le flanc sud de l'Europe ».

Il espère que Juan Carlos et son équipe seront des alliés sûrs et présentables. (...) »

« Arias Navarro et Fraga Iribarne ayant découvert le mot démocratie après trente ans de bons et loyaux services franquistes, recevront pour prix de leurs exercices de style une centaine d'avions de

combat ultra-modernes, une escadille de chasseurs YF-16, et une manne accrue de dollars. Bien entendu, il ne faut pas oublier aux bords U.S. (adriennes et navales), notamment à celles de Torrejon, de Saragosse et du détroit de Gibraltar.

Et bientôt, l'Espagne entière entrera par « la grande porte » dans le Pacte atlantique, comme le souligne complaisamment l'entourage de M. Kissinger.

(MARCEL VEYRIER.)



(Dessin de CHENEZ.)

Belgique

Les médecins décident de supprimer tout plafond aux honoraires

De notre correspondant

Bruxelles. — L'épreuve de force opposant le gouvernement et les médecins entre dans une nouvelle phase. Vendredi 23 janvier, le corps médical, mécontent du premier ministre qui avait refusé l'augmentation de ses honoraires, décidait d'appliquer les tarifs de son choix et de ne plus tenir compte des conventions. Le même jour, l'issue de deux conseils de cabinet consacrés à la situation des médecins, le gouvernement avait refusé d'entériner un accord conclu le 22 décembre 1975 entre le corps médical et les caisses de sécurité sociale. Aux termes de cette convention, les médecins généralistes obtenaient le droit de majorer de 19 % le prix de leurs consultations et visites après avoir suivi pendant cent heures des cours de formation complémentaire.

Après de longs débats, le gouvernement avait admis la création de deux catégories de généralistes, les « experts » et les autres, mais il avait décidé de retarder l'appli-

cation des augmentations de tarifs qui allaient à l'encontre de sa politique générale des revenus et de son plan anticrise.

Pour protester, les médecins ont décidé de reprendre leur liberté. Dès le lundi 26 janvier, ils appliquent donc les honoraires de leur choix sans aucun plafond et sans tenir compte des remboursements aux malades prévus par les mutuelles. Les patients seront remboursés selon les anciens barèmes et supporteront donc la majoration.

Au cours du week-end, le cabinet a décidé de réagir en bloquant les honoraires médicaux. Comme il ne pourra appliquer ce blocage qu'en fonction du plan de redressement actuellement soumis au Parlement, il faudra attendre le 2 mars avant d'appliquer cette décision. Pendant deux mois, les médecins agiront à leur guise. Ensuite, estimant-on, il sera pratiquement impossible de faire marche arrière.

PIERRE DE VOS.

GSCX

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROEN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.

Toutes possibilités de crédit.

Demandez Monsieur Lemaire.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51



librairie portugaise et brésilienne

Livres, revues, disques, guides, posters, audio-visuels.
Les principaux auteurs et hebdomadaires du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne.
33, rue Gay Lussac, Paris 5, 033.46.16 - Lun. à sam. 10 h - 19 h
Service par correspondance (sauf pour les journaux et les revues)

مكتبة من الأصل

EUROPE

DÉFENSE

La première conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud
L'évolution des P.C. provoque des divisions

(Suite de la première page.)
M. Mario Soares est exécuté dans un message adressé à M. Mitterrand. Mais de toutes manières la situation à Lisbonne a radicalement évolué. C'est la droite aujourd'hui qui est à l'offensive, exploitant vigoureusement l'effondrement du 25 novembre.
Un toast à l'Espagne démocratique
Significativement, deux tendances sont apparues au sein de la délégation portugaise, dirigée par M. Lopes Cardoso, ministre de l'Agriculture. L'une se félicite de la démission du parti communiste, l'autre déplore les arrestations d'officiers de gauche et les libérations d'anciens nationalistes. Aussi les dirigeants du P.S. français n'ont-ils pas voulu accorder trop d'importance à l'absence de M. Mario Soares. Et c'est de manière non moins significative que le parti socialiste ouvrier espagnol, représenté par son leader, M. Felipe Gonzalez, et au retour souhaité de la démocratie en Espagne, que M. Mitterrand a porté son toast à l'issue du déjeuner de dimanche réunissant les délégations.
M. Felipe Gonzalez, au nom du P.S.O.E., a répété que « la démocratie est indissoluble ». « La démocratisation du régime espagnol implique le rétablissement des libertés pour tous les partis politiques sans exception, y compris le parti communiste ». Des contacts sont engagés à Madrid pour le regroupement de toutes les forces démocratiques. Le soutien apporté aux mouvements de grève acheminés à déjà permis, au plan madrileño, une unité de conception sinon d'action nouvelle. Les vieilles divisions, les rancœurs, les conflits de personnalités ou de clans ne sont cependant pas encore toutes surmontées dans les rangs de la gauche espagnole. La Convergence socia-

LES PARTIS REPRÉSENTÉS

Cinq partis ont participé à la conférence des 24-25 janvier. Ce sont : parti socialiste belge (délégation dirigée par M. André Coole), parti socialiste ouvrier espagnol (M. Felipe Gonzalez), parti socialiste français (M. Mitterrand), parti socialiste italien (M. Sestini), parti socialiste portugais (M. Lopes Cardoso).
Avalent envoyé des observations : l'Union des partis socialistes de la C.E.E., la Confédération européenne des syndicats, l'Alliance socialiste yougoslave, le parti ouvrier socialiste luxembourgeois, le parti socialiste finlandais, le parti socialiste néerlandais, le parti socialiste suisse, le Pasok (Grèce).

bureau exécutif du P.S. Certains estimaient que l'activité du K.G.B. soviétique « ne devait pas être oubliée ». M. Mitterrand a suggéré une formule qui « dénonce l'action des services de renseignements, action que vient de souligner l'enquête réalisée aux Etats-Unis sur la C.I.A. ».
Si le « clivage » amorcé à Elsenauer entre socialistes « du Sud » et socialistes-démocrates « du Nord » a donc été approfondi et analysé, en dépit ou malgré la volonté de modération des dirigeants du P.S. français qui repoussent « toute nouvelle internationalisation », les « différences de situation » ne sont pas moins évidentes entre les partis socialistes de l'Europe du Sud. Ce ne point de vue, M. André Papandréou, dirigeant du Pasok (Grèce), qui participait à la conférence, a nettement élevé le débat. Contestant l'analyse anticommuniste d'un délégué portugais, il a déclaré : « Il n'y a pas de conflit entre socialistes du Nord et du Sud ; il y a une différence entre les structures du capitalisme au nord et au sud de l'Europe. Les structures multinationales, liées aux Etats, les structures militaires de l'Ouest comme l'O.T.A.N., sont des forces impérialistes qui exploitent l'Europe du Sud comme elles exploitent le tiers-monde. La France n'est pas dans le tiers-monde, et il y a deux Italie, celle du Nord, celle du Sud ; mais il est clair que le Portugal, l'Espagne et la Grèce ont subi de ce point de vue à une communauté différente de celle du nord de l'Europe. L'attitude à l'égard de l'impérialisme et la réponse à cette question : faut-il ou non s'allier avec l'impérialisme ? sont les deux pierres angulaires dans la position des partis socialistes à l'heure actuelle. Il n'est pas possible de fonder le socialisme sur l'anticommunisme. »
M. Mitterrand, intervenant pour nuancer une proposition, a repris cette idée d'une manière

M. Willy Brandt : il existe des « évolutions intéressantes dans le monde communiste »

De notre correspondant
Bonn. — Les relations entre les partis socialistes et communistes préoccupent le parti social-démocrate allemand. Dans une interview accordée au magazine de Hambourg, Der Spiegel du lundi 26 janvier, M. Brandt justifie les contacts non officiels entre le S.P.D. et les partis communistes « là où ils sont forts ». Le président du S.P.D. reconnaît qu'il existe des évolutions intéressantes dans le monde communiste. Il y a en Italie surtout peut-être d'intéressantes processus de « dédogmatisation » dont le résultat jusqu'à présent n'est pas connu. Si cette évolution se précise « la situation sera changée dans beaucoup de pays de membres non négociables », déclare M. Brandt, qui ajoute : « Nous ne pouvons pas fermer les yeux devant les facteurs politiques importants, même s'ils concernent les communistes. »
Ces déclarations contrastent avec l'attitude adoptée à la réunion d'Eisenauer par le chancelier allemand, qui a vainement essayé d'obtenir la condamnation de toute coopération avec les communistes.
M. Brandt se veut réaliste. Il estime qu'un jour ou l'autre l'évolution de la situation italienne placera les sociaux-démocrates devant la nécessité de discuter avec un parti communiste au

Les Portugais n'ont pas caché leurs divergences

De notre correspondant
L'heure où ses partenaires européens discutent à Paris, le secrétaire général du parti socialiste portugais, cherchant, aux Etats-Unis, l'appui politique et financier nécessaire à la concrétisation d'un projet de « socialisme en liberté ».
« Des raisons stupides de calendrier » : tel fut le motif invoqué, officiellement, pour justifier cette absence. En coulisses, certains membres de la délégation portugaise ne cachent pourtant pas les avantages électoraux du choix fait par leur leader.
La situation politique au Portugal, depuis le 25 novembre ne semble pas de nature à favoriser les organisations de gauche. Des formations politiques naguère silencieuses relèvent la tête et partent à la conquête d'un électoral influencé par un demi-siècle de propagande anticommuniste et déchiré par une année et demie de révolution.
Parmi les socialistes, les divergences s'accroissent. « Parti socialiste, parti marxiste » : ce slogan, scandé par des centaines de délégués du parti réunis en congrès en décembre 1974, ne fait plus l'unanimité. Interrogé par l'hebdomadaire Express, le député-maire Cardia, dirigeant socialiste, a reconnu l'existence, au sein du P.S., de « deux courants idéologiques » : un courant « social-démocrate » représenté par M. Mario Soares et un courant « marxiste » dirigé par M. Lopes Cardoso, ministre de l'Agriculture.
« Notre parti socialiste n'est pas un parti marxiste », a déclaré celui qui est l'objectif des socialistes du nord de l'Europe — où la social-démocratie a une implantation ferme. « Nos conditions sociologiques et socio-économiques spécifiques », a indiqué M. Soares dans un message adressé à M. Mitterrand.

M. Mario Soares évite un choix délicat

Dans une situation délicate, M. Soares a évité le choix. Il a envoyé à Paris deux personnalités qui représentent les deux courants du parti : MM. Alegre et Lopes Cardoso. Ceux-ci ont présenté l'Internationale socialiste est

APRÈS CEUX DES SOUS-MARINS

Les missiles de Haute-Provence auront des armes thermonucléaires mégatonniques

Les prochains engins seront à ogives multiples

En assistant à la remise à la marine nationale, par le Commissariat à l'énergie atomique, de la première charge thermonucléaire opérationnelle, le ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, a annoncé, samedi 24 janvier à L'Île-Longue, près de Crozon (Finistère), que les missiles anti-sous-marins à énergie atomique (Alphes-Hautes-Provence) seront également dotés d'une arme thermonucléaire mégatonnique. C'est la première fois qu'une telle décision est donnée de source officielle sur l'équipement des dix-huit missiles de l'armée de l'air enterrés dans le sud de la France.
Le ministre de la Défense avait tenu à assister au lancement de M. André Giraud, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, à la remise de la première charge thermonucléaire mégatonnique soit un million de T.N.T., équivalent à plus de cinquante-cinq fois la puissance de l'explosion d'Hiroshima — aux sous-marins à propulsion nucléaire de la force océanique stratégique. C'est en principe le sous-marin lance-missiles l'Indomptable, en service d'essai à la fin de cette année, qui sera le premier à embarquer à son bord cet armement qui représente une nouvelle étape importante dans le développement de la force de dissuasion.
A ce jour et depuis quatre ans qu'ils ont assuré des patrouilles de dissuasion en mer, les sous-marins de la force océanique stratégique étaient équipés, chacun, de seize missiles balistiques mer-mer M-1 ou M-2 capables de porter, à environ 2 500 kilomètres de distance, une charge « dopée » de 500 kilotonnes environ. C'est à la fin de 1976 que les sous-marins, réunis en conseil de défense, ont décidé de concevoir des armes opérationnelles d'une puissance voisine de la mégatonne, qui devaient être prêtes en janvier 1977, au début de l'indomptable.

Les premiers tirs thermonucléaires ont eu lieu en Polynésie entre 1968 et 1970, et une expérience en mer a été menée en novembre 1974, au large de la pointe de la Réunion, à l'occasion de la mise au point de la charge 76.

CRÉATION D'UN COMITÉ NATIONAL DE LIAISON DÉFENSE - ARMÉE - NATION

Plusieurs personnalités civiles et militaires ont constitué le Comité national de liaison défense-armée-nation, qui « se donne pour tâche de rendre populaire l'idée, pour l'heure possible, d'une armée nationale de l'indépendance nationale, de la priorité des priorités ».
Le Comité national a décidé de mettre en place un réseau d'accueil, informelles ou, toutes tendances politiques confondues, se rencontreront les bonnes volontés dont l'action éminemment patriotique et démocratique consiste à faire prendre conscience à tous de la nécessité de la défense, à créer l'environnement de sympathie indispensable à la défense, à faire comprendre aux jeunes que le temps qu'ils donnent à la nation sous les drapeaux est une manifestation impérative de solidarité nationale.
Ont notamment signé cet appel : le grand rabbin Paul Bana, le pasteur Eugène Cabrol, M. Georges-Antoine Chrestien, président de l'Union nationale des officiers de réserve ; le général Roland Costa de Beauregard (C.R.) ; M. Rouol Girard, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Le Révérend Père Goube ; le Père Hautot ; M. Michel Masseron, maître des requêtes au Conseil d'Etat ; le général d'armée aérienne François Maurin (C.R.), conseiller d'Etat ; M. René Ravard, président de la SNEOMA ; M. Jacques Robert, professeur à la faculté de droit et des sciences économiques ; l'amiral André Storelli (C.R.) ; M. Georges Vedel, professeur à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, doyen honoraire ; M. Jean-Christophe Barbé, président du comité d'information civique.

LE PREMIER MINISTRE DANOIS : une certaine différence...

(De notre correspondant.)
Copenhague. — M. Anker Jørgensen, premier ministre danois, a commenté dimanche 25 janvier dans Aktuel les travaux de la conférence d'Eisenauer dont il était l'instigateur. Il tente d'arrondir les angles et de se placer entre les amis de M. Mitterrand et ceux de M. Helmut Schmidt.
« Tous les partis socialistes d'Europe occidentale ont pris clairement leurs distances vis-à-vis du communisme dogmatique qui fritte plus ou moins ouvertement avec l'idée de la dictature du prolétariat » et qui est seulement démocratique quand il peut utiliser la démocratie pour atteindre ses objectifs. Les socialistes d'Europe ne peuvent coopérer avec ce parti. Mais la question se pose de savoir si certains d'entre eux ne sont pas en train d'abandonner leur vieille ligne dogmatique. Une longue expérience nous a appris que nous devons être sceptiques et prudents.

« Mais nous ne pouvons aujourd'hui exclure tout à fait l'idée qu'il existe une certaine différence entre les partis communistes et l'Union soviétique, et en particulier dans le sud de l'Europe, en Italie, en France, et en Espagne. Nos camarades du sud de l'Europe ont pour jouer de leur coalition de multiples possibilités que nous. » — C. O.

Luxembourg

UN DUCHÉ TRUFFÉ D'ESPIONS ?

New-York (A.F.P.). — Le grand duché de Luxembourg est devenu une importante base pour les opérations d'espionnage soviétiques en Europe, affirme le magazine « Time » dans son dernier numéro.
Selon l'hebdomadaire, qui tient ces informations de sources proches des services de renseignements occidentaux, douze au moins des trente-six membres du personnel de l'ambassade d'Union soviétique à Luxembourg sont des agents du K.G.B. M. Anatole Mischakidze, premier secrétaire de l'ambassade, serait le chef de la section luxembourgeoise du K.G.B., précise encore « Time ».
Le magazine souligne l'avantage capital que peut présenter le Luxembourg pour de telles activités : frontières mal gardées, qui permettent de passer aisément en Allemagne fédérale, en Belgique et en France. En outre, cette nation est membre de l'O.T.A.N. et ses chefs militaires ont accès aux secrets de l'organisation.

M. ANDREAS PAPANDREOU : dominée par le S.P.D.

M. Andreas Papandréou, président du PASOK (mouvement socialiste grec), présent à la conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud, nous a déclaré :
« L'Internationale socialiste est dominée actuellement par la social-démocratie allemande qui nous considère comme des gauloises en raison de notre nette opposition à l'égard des multinationales et de l'O.T.A.N. »
« J'espère, pour l'Europe du Sud, pour la Grèce et pour la France, que les divergences manifestées au sein de l'Internationale socialiste ne s'aggraveront

Pour la première fois

DES OBSERVATEURS OCCIDENTAUX ASSISTENT A DES MANŒUVRES DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE

Bruxelles (O.T.A.N.). (A.F.P.). — Pour la première fois depuis l'établissement en Europe d'un « rideau de fer », des manœuvres militaires soviétiques ont commencé dimanche 25 janvier en présence d'observateurs de onze pays de l'O.T.A.N. : la Grèce et la Turquie. Ces manœuvres, qui dureront jusqu'au 6 février, mettront en œuvre vingt-cinq mille hommes environ aux frontières de la Turquie et de l'Iran, autour des villes de Kutchik et de Tbilisi, en Géorgie, et d'Erzerum en Arménie. La Grèce et la Turquie seront représentées respectivement par deux personnes : l'attaché militaire à Moscou et un expert national des questions de défense. La Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie ont été également invitées à envoyer des observateurs.

brairie portugaise et brésilienne

POLITIQUE

Les élections municipales

CALVADOS : Courseulles-sur-Mer (2^e tour).
Inscr. 1.546 ; vot. 768 ; suffr. expr. 706.
Liste soutenue par le conseil municipal mod. favorable à la majorité : Mme Bunot, 402 voix, et M. Devos, 365, deux sièges ; liste du P.S. : MM. Bourguine, 274, et Triquet, 273.
[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après la démission de trois conseillers municipaux, qui avaient pris cette décision en signe de protestation après la condamnation pour lésion du maire, M. Jean-Paul Baudard, cons. gén. centre gauche, qui s'est d'ailleurs pourvu en cassation.
En mars 1971, la liste modérée, fav. à la maj., conduite par M. Baudard, avait obtenu près de 80 % des suffrages contre un peu plus de 20 % à la liste socialiste, sur 1.233 inscrits, 1.034 votants et 1.007 suffrages exprimés.
Lors du premier tour, qui a eu lieu le dimanche 18 janvier, un candidat, M. Demerastel, ind., avait été élu avec 432 voix sur 1.546 inscrits, 715 votants et 661 suffrages exprimés. La liste du P.S. avait obtenu les résultats suivants : MM. Bourguine, 234 voix ; Triquet, 223 ; Lerasseur, 238.]

CHER : Saint-Doulchard (2^e tour).
Inscr. 3.364 ; vot. 2.037 ; suffr. expr. 1.954.
Liste d'action communale, soutenue par la majorité du conseil municipal, MM. Jacques Bonduat, 1.227 voix et Henri Debord, 1.202, ELUS ; liste pour une gestion sociale et démocratique (P.C.F.), MM. Jean Creugny, 706, et Jacques Renard, 708.
[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Hector Bernard, modéré, et de l'un de ses adjoints. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 3.364 ; vot. 2.037 ; suffr. expr. 1.954.
Liste d'action communale : MM. Bonduat, 950 voix et Debord, 933 ; liste de rénovation communale, soutenue par la minorité du conseil municipal : MM. Lemoine, 637, et Rochet, 633 ; liste présentée par le P.C.F. : MM. Renard, 371, et Creugny, 356.]

VAR : Le Lavandou (1^{er} tour).
Inscr. 2.751 ; vot. 1.233 ; suffr. expr. 950.
Liste d'union pour le renouveau du Lavandou, majorité présidentielle, soutenue par le conseil municipal : MM. André Bardoux, 905 voix ; Serge Adamo, 870, et Robert Fernandez, 866, ELUS.
[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Marc Legouby, survenu le 11 décembre. Outre le siège de Marc Legouby, ceux de deux conseillers municipaux étaient à pourvoir. En 1971, la liste d'action municipale, favorable à la majorité, conduite par M. Legouby, l'avait emporté sur la liste de la municipalité socialiste sortante.]

VAR : Saint-Raphaël (2^e tour).
Inscr. 14.993 ; vot. 6.953 ; suffr. expr. 6.706.
M. Laurant Cassanova, R.I., 3.974 voix, ELU ; Jean-Marie Trivière, ind. de gauche, soutenu par la majorité du conseil

municipal, 3.016 ; Octave Raynaud, P.C., 1.038.
[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès, survenu le 23 novembre 1975, de Francis Trivière, apparenté aux radicaux de gauche, qui avait été élu maire le 15 janvier 1975. Il avait succédé à M. Henri Girod, vice-président de la fédération départementale du M.R.G., qui avait donné sa démission contre le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon. Cette démission et celles antérieures de quatre conseillers municipaux avaient provoqué une élection partielle, dont les résultats avaient été les suivants : inscr. 13.913 ; vot. 8.198 ; suffr. expr. 7.968.
Liste de la maj. prés. et d'action municipale : MM. René Laurant, anc. dép., cons. gén. (U.D.R.), 4.331 voix ; Henri Constant, sans étiqu., 4.417 ; Michel Gallard, R.I., 4.753 ; Marcel Lourd, sans étiqu., 4.416 ; Etienne Mattel, Centre dém., 4.347 ; 5 ELUS. Liste d'union de la gauche : MM. Henri Girod, m. démissionnaire, rad. de g., 3.424 ; René Etienne, P.S., 3.347 ; Henri Laurant, P.S., 3.650 ; Octave Raynaud, P.C., 3.475 ; Mme Jeanne Lourd, sans étiqu., 3.457.]

VAR : Saint-Raphaël (2^e tour).
Inscr. 14.993 ; vot. 6.953 ; suffr. expr. 6.706.
M. Laurant Cassanova, R.I., 3.974 voix, ELU ; Jean-Marie Trivière, ind. de gauche, soutenu par la majorité du conseil

OFFENSIVE
(nouveau mensuel à 2 F dans les kiosques)
AU SOMMAIRE :
HACHETE BORS-LE-LOI dans les gares après un arrêt de la Cour d'Appel de Paris. — LETTRES OUVRIÈRES AIX-EN-PROVENCE AVEC LES SOLDATS DE CHAUMONT. — L'OST EST VOIR BOUGE. — LA RUE DANS L'HOPITAL. — L'ABANON DU M. L. — LA FIN D'UN MYTHE.
Abonnements et chèques de soutien à l'ordre d'Offensive, boîte postale n° 5, Chevilly-Larue 93021, directeur de la publication : Gabriel Bakiri.

FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ...
le dossier
des nouvelles littéraires
CETTE SEMAINE
L'EUROPE DE L'EST
JUGE LA CULTURE FRANÇAISE
Nouvelle formule 4 F

Liberté du consommateur
La vente par correspondance vous permet de conclure un acte d'achat chez vous, dans votre propre environnement, donc sans contrainte.

LA PRÉPARATION DU XXII^e CONGRÈS DU P.C.F.

La direction du parti communiste continue de mettre en avant le débat sur la dictature du prolétariat

Les ultimes conférences fédérales préparatoires au XXII^e congrès du P.C.F. se sont déroulées, samedi 24 et dimanche 25 janvier, généralement à huis clos. Dans toutes les fédérations départementales, les dirigeants du P.C.F. ont cherché à privilégier le débat sur l'abandon, dans le préambule des statuts du parti, de la notion de dictature du prolétariat. Devant la conférence fédérale du Val-de-Marne, M. Georges Marchais a toutefois précisé, en réponse à M. Badier (« le Monde » du 23 janvier), qu'il était faux de dire que les communistes abandon-

naient leurs objectifs. Le secrétaire général a également souligné l'unité du parti en déclarant : « Le danger, aujourd'hui, c'est le réformisme », a-t-il noté en faisant allusion aux progrès du P.S.
Devant la conférence fédérale du Rhône, M. Etienne Faion s'est lui aussi prononcé pour l'abandon de la dictature du prolétariat. « La dictature du prolétariat a été une condition nécessaire de la révolution russe, a-t-il noté. Il serait absurde de vouloir trouver dans l'exemple de la Russie de 1917 une recette, un modèle, qui permettent à la France d'ac-

céder au socialisme dans les années qui viennent.
« La dictature du prolétariat » va être abandonnée, puisque toutes les conférences fédérales l'acceptent. Quand ? La fédération du Nord propose que le 22^e congrès procède à la modification des statuts. Celle du Val-de-Marne (la fédération de M. Marchais) a décidé pour sa part de demander au XXII^e congrès qu'un prochain congrès mette en concordance les statuts du parti et la stratégie définie dans le projet de résolution.

PARIS : la presse bourgeoise et la moralité

La conférence fédérale de Paris, qui a siégé samedi 24 et dimanche 25 au Solihel-Pans, n'a ouvert ses travaux à la presse que pour l'ultime séance, consacrée au vote des amendements. Sur les 1.615 modifications proposées par les cellules, la plupart concernaient des détails. Il s'agissait le plus souvent de rajouter une catégorie socio-professionnelle dans une énumération, et cela se déroulait dans une atmosphère particulièrement tendue, évitant quelque peu une classe de collègues moqueurs. Il est vrai que la moyenne d'âge des cinq cents délégués était particulièrement basse : trente et un ans. 60 % des congressistes avaient entre vingt et un et trente ans ; 24 % avaient adhéré au parti entre 1958 et 1967 ; 35 % entre 1968 et 1972 ; 25 % en 1973-1974, et 10 % en 1975. De jeunes communistes donc, qui, compte tenu de la partie publique des débats, se sont plus mobilisés autour des notions d'immoralité et de « perversion » que de « dictature du prolétariat ».

NORD : la conférence fédérale demande la révision des statuts

Lille. — La conférence fédérale des communistes du Nord, qui s'est tenue à Lille, du 23 au 25 janvier, n'a pas eu le temps de commencer dans le développement des amendements stéréotypés qui étaient d'ordinaire le lot de telles assemblées. Quelques délégués ayant émis une motion de réclamation, les problèmes importants qui se posent au parti, il fut aussitôt entendu. En fait, la direction souhaitait que fut entamé au plus vite le débat sur la suppression de la référence à la dictature du prolétariat dans le préambule des statuts du parti.

des traditions françaises

Dans son intervention d'ouverture et dans sa conclusion (M. Roland Leroy, toujours hospitalier, n'ayant pu venir à Lille), M. Gustave Ansart, membre du bureau politique, réajustait évidemment ces explications. « Le développement de la démocratie, c'est le chemin le plus court vers le socialisme, déclare-t-il. Si nous rejetons cette notion aujourd'hui, c'est non seulement parce que le mot dictature a pris le sens que l'on sait dans le langage courant et qu'il amène à faire référence au fascisme, mais surtout parce que la notion est dépassée. Elle ne correspond plus à cette période où le capitalisme monopolistique d'Etat en crise s'isole et s'étouffe davantage. De ce fait, la classe ouvrière avec son noyau, le prolétariat, perdrait ainsi la possibilité de gagner par millions des alliés, y compris dans les couches naguère attachées au capitalisme. Nous avons le devoir de définir un socialisme non pas à partir d'un modèle mais en nous inspirant des traditions et des réalités françaises. »

Des irrégularités électorales à Saint-Barthélemy (Guadeloupe)

M. Stéphane Lédée, originaire de Saint-Barthélemy (Guadeloupe), nous fait savoir que l'organisation de l'élection municipale complémentaire partielle, qui s'est déroulée le dimanche 17 janvier dans la commune de Saint-Barthélemy (le Monde du 14 janvier) a donné lieu à des irrégularités. Ainsi, soixante-seize votes par procuration, émanant de Saint-Barths, habitant dans l'île voisine de Saint-Thomas, et recueillis par l'agent consulaire français, ont été déclarés irréguliers par M. de Haenen, maire sortant de Saint-Barthélemy. Ce dernier a justifié sa décision par le fait que ces votes avaient été remis antérieurement à la publication de l'arrêté portant convocation des électeurs. Selon M. Lédée, le Mouvement d'action pour le progrès et l'avenir de Saint-Barthélemy (MAPA), qui présentait une liste opposée à celle soutenue par M. de Haenen, a averti le préfet de la Guadeloupe, qui a pris un arrêté, à la veille du scrutin, faisant obligation au maire d'accepter ces votes. Devant le refus opposé par ce dernier, le sous-préfet a informé le conseiller général de Saint-Barthélemy, M. Daniel Blanchard, et les responsables du MAPA, qu'il présenterait, au lendemain du scrutin, une demande de suspension de M. de Haenen de ses fonctions de maire, à la seule condition que la population reste calme.

La sémantique et les élections

Un de nos lecteurs, M. Michel Lagrée, de Rennes, nous a adressé la lettre suivante :
L'abandon récent du concept de dictature du prolétariat par le P.C.F. par rapport aux pays socialistes, comme le soulignent de nombreuses déclarations officielles, est une erreur de langage sans intérêt de noter que, dès 1969, et en R.D.A. (pays généralement considérés comme peu portés aux exagérations idéologiques), le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population, celui qui représente la dictature » est donc l'adversaire de ceux qui représentent la liberté. L'impact social est donc « libération » et « dictature » est exactement contraire. C'est pourquoi il serait stupide, dans une campagne électorale en pays bourgeois, d'aborder la question sous des aspects exclusivement sémantiques et de tenir absolument à ce que le concept de dictature du prolétariat soit juste du point de vue scientifique. Il s'agit donc d'utiliser sans hésitation dans la prosaïsme des partis marxistes (par exemple, sur les panneaux électoraux), le mot « libération » (par exemple, Texte traduit dans Sémantique, Recherches internationales de linguistique, le philosophe Georg Klaus abordait la question :
« Ce mot qui vient d'être mentionné, le mot « dictature », fait certainement partie des concepts « nébuleux » d'Allemagne. Il évoque pour de larges couches de la population la dictature du fascisme hitlérien. Or il y a bien, dans le socialisme scientifique, le concept rigoureusement fondé de dictature du prolétariat ; et cette dictature du prolétariat est une condition indispensable de la liberté de l'immense majorité de la population après la chute du capitalisme. Cependant, l'exposé de cette nécessité requiert un développement théorique assez long, qu'on n'a généralement pas l'occasion de faire au cours de l'agitation politique. Pour de larges couches de la population,

POLITIQUE

Majorité et opposition

LE QUADRILLE BIPOLAIRE

par MAURICE DUVERGER

U.P.C.F.
le mettre en avant
l'étariat

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

conférence fédérale
révision des statuts

notre correspondant

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

des traditions

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

Le socialisme dans les années
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat
La dictature du prolétariat

Malgré bien des souhaits contraires, la bipolarisation continue à se développer en France. Achevée depuis 1974 sur le plan national par le ralliement des centristes à la majorité, elle tend maintenant à se généraliser sur le plan municipal, où les alliances entre socialistes et modérés disparaissent les unes après les autres. Le P.S. a d'abord retiré ses adjoints dans les municipalités dirigées par des modérés. Il élimine actuellement les adjoints modérés dans les municipalités qu'il dirige. Tout cela conduit vers un affrontement entre deux camps bien délimités, aux élections de 1977 et, ensuite, dans la gestion des communes. Seule, l'adoption de la proportionnelle pour les législatures pourrait stopper, voire inverser, l'évolution en cours. On peut douter que le président de la République s'engage dans cette voie, bien qu'il ait envie de la faire. Le risque serait trop grand de revenir au multipartisme, à l'absence de majorité, à l'impuissance et à l'instabilité des régimes précédents.

Mais la bipolarisation n'est qu'un aspect de notre nouvelle structure politique. Un autre aspect, tout aussi important, ne doit pas être oublié : la division de chaque camp en deux groupements rivaux. L'actuel système de partis français est ainsi ordonné suivant une sorte de « quadrille bipolaire ». Entre les gaullistes et les giscardiens d'un côté, les socialistes et les communistes de l'autre, se jouent et se dénouent diverses figures dont le schéma permet de mieux comprendre les péripéties quotidiennes.

En proclamant, il y a fort longtemps, « Il n'y a que les communistes et nous », André Malraux ne décrivait à l'avance, qu'une de ces figures, avec hyperbole. Celle qui se dessinait au début des années 60. Alors, le parti socialiste était en pleine déconfiture et les républicains indépendants ne formaient qu'un groupuscule autour de M. Giscard d'Estaing. On est en train de passer de cette figure 1 à une figure 2, où la primauté serait inversée dans chaque camp : les giscardiens dominant le pôle droit, les socialistes le pôle gauche. Le président de la République rêve probablement à une figure 3, où giscardiens et socialistes se rapprocheraient en prenant du champ par rapport à leurs alliés actuels. Elle aurait pour pendant une figure 4, où gaullistes et communistes se rapprocheraient eux-mêmes, comme ils le firent contre la C.E.D. Les projets de référendum sur le Parlement européen, le réveil des

thèmes nationalistes par le P.C.F. et une partie de l'U.D.R. se situent dans ce double mouvement.

Il reste très faible pour l'instant par rapport au passage de la figure 1 à la figure 2, qui domine en fait notre politique intérieure depuis les élections présidentielles. Malgré les apparences, la bataille principale ne s'y déroule pas entre la majorité et l'opposition, mais entre les deux groupes de chaque pôle, pour la domination de celui-ci. Elle a été jusqu'ici plus violente à gauche, parce que le glissement vers la figure 2 y est plus avancé. Le temps n'est plus pour objectif de rééquilibrer la position des socialistes par rapport aux communistes. Depuis les présidentielles de 1974, le rééquilibrage est réalisé sur le plan électoral, où le P.S. gagne sur le P.C.F. Si la tendance manifestée depuis dix-huit mois se prolongeait jusqu'en 1978, les socialistes pourraient obtenir alors 28 à 30 % des suffrages, contre 17 à 18 % pour les communistes. Bien entendu, ces chiffres, obtenus à partir d'opérations de simulation, n'ont aucune signification précise. Ils révèlent seulement le profond de l'évolution en cours.

Elle explique le comportement des communistes depuis l'avènement de M. Giscard d'Estaing. Leur but est de freiner ce mouvement par tous les moyens afin de reconquérir la première place dans la gauche. Ils ont d'abord employé une tactique de durcissement, illustrée par la vigueur des attaques contre les socialistes. Elle a échoué. Le P.C.F. est donc en train de renverser la vapeur et de s'orienter vers une politique plus libérale. Le rapprochement avec les communistes italiens, la dénonciation des camps de travail en U.R.S.S., le soutien apporté à Lénine Pliouchitch, l'abandon de la dictature du prolétariat, correspondent à cette nouvelle tactique. Elle dominera sans doute le prochain congrès du parti.

Pendant que les rapports entre socialistes et communistes se détendent, les rapports entre giscardiens et gaullistes se tendent. Après les escarmouches de Lorraine et d'Alsace, le remaniement ministériel semble bien ouvrir les hostilités entre les deux fractions de la majorité. Le président de la République n'aura pas les moyens de sa politique tant que sa principale assise parlementaire sera formée par l'U.D.R. L'assujettissement de celle-ci à l'Elysée par

l'intermédiaire de M. Chirac ne donne pas des garanties suffisantes. Les corréligionnaires du premier ministre seront fidèles jusqu'en 1978, pour conserver leurs sièges. Mais après ? Les analyses de simulation montrent par ailleurs qu'une bonne partie de leur électoral semble prête à glisser vers les républicains indépendants et les centristes. Le moment est venu d'agir, si on veut la récupérer aux prochaines élections législatives.

Cependant, la proximité des cantonales et surtout la préparation des municipales — beaucoup plus importantes — gênent un peu l'opération. Toute élection conduit à jeter un voile sur les figures du quadrille et à donner la prédominance au combat bipolaire. L'opposition et la majorité sont dans une situation très différente à cet égard. La première offre actuellement une image de division nationale et de confusion locale. Les alliances entre socialistes et modérés à Marseille, à Lille et ailleurs rendent moins crédible l'union de la gauche, au même titre que les critiques violentes du P.C.F. contre le P.S. Il était nécessaire de mettre fin à ces contradictions multiples et à des hostilités ouvertes sur le plan national.

Les divisions de la majorité sont moins perceptibles, sauf pour les initiés. On peut les maintenir dans l'ombre. L'U.D.R. est faible dans les conseils généraux et municipaux où les indépendants et giscardiens se taillent la part du lion. Le président peut donc maintenir l'essentiel du statu quo sur ce terrain, ce qui évite l'affrontement entre les partis qui le soutiennent. Sur le terrain national, il peut contraindre les gaullistes à se taire en face d'une opération tendant à les repousser au second rang dans la majorité. Le principal avantage du remaniement ministériel, c'est de montrer aux députés que la compétition pour les portefeuilles reste ouverte et que les « jobs » sont distribués par M. Giscard d'Estaing et non par M. Chirac. Les investitures électorales le seront de la même façon. Dans ces conditions, combien de députés U.D.R. se sentent-ils entraînés à entrer dans le jeu ? Les héros pour se dresser contre l'entreprise l'ayant à réduire leur part à la portion congrue ? On les complètera probablement sur les dogmes d'une main.

L'entreprise reste difficile, malgré les moyens dont dispose le président. Les obstacles ne viennent pas des hommes, mais des structures. Les giscardiens disposent d'électeurs

potentiels, mais l'U.D.R. a gardé les cadres et l'organisation politiques. M. Giscard d'Estaing risque d'être victime de sa conception traditionnelle de la démocratie occidentale. Il n'a pas encore mesuré la mutation de celle-ci, dans les trente dernières années. Il est resté fidèle aux petits groupes parlementaires unis autour d'une personnalité et appuyés sur des notables locaux. Dans toute l'Europe occidentale, ce système a été remplacé par de grands partis disciplinés correspondant à la structure des sociétés industrielles modernes. Les républicains indépendants étaient adaptés à la stratégie d'une contestation en douceur au sein d'une majorité où l'on voulait marquer sa différence sans aller jusqu'à la rupture. Ils ne sont plus adaptés à la direction d'une majorité fidèle au président et capable de développer un contact permanent entre lui et les citoyens. Mais il faut du temps pour construire un grand parti moderne, et des circonstances favorables.

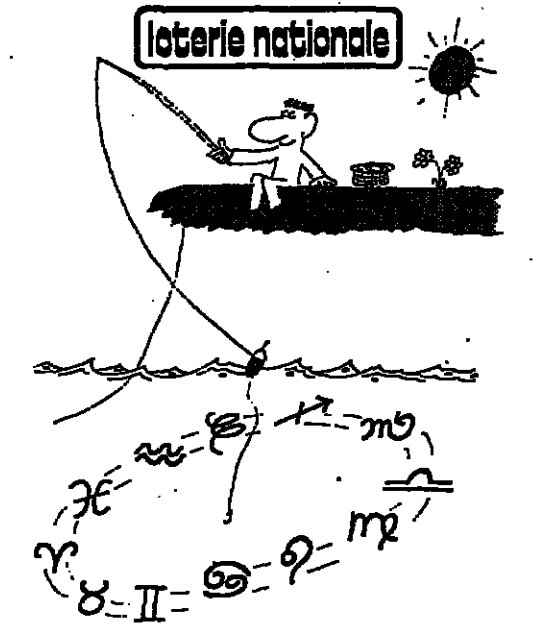
M. OLIVIER GUICHARD : les deux partis marxistes s'entendent dans leur association.

M. Olivier Guichard publie, samedi 24 janvier, dans l'Echo de la presqu'île guérandaise, journal de circonscription, un éditorial dans lequel l'ancien ministre U.D.R. écrit :

« On avait longtemps pu croire que le parti socialiste, malgré son alliance nationale avec le parti communiste, garderait les mains libres au plan local et resterait attaché à d'autres alliances, qui avaient reçu, en 1971, l'approbation des électeurs. Les faits récents démontrent que l'esprit partisan et la logique de l'alliance communiste l'ont emporté. Ce sont des consignes nationales qui s'appliquent à Lille, à Marseille, à Nantes et à Saint-Denis. Sans jeu de mots, on coupe les ponts. La nouvelle tactique du parti communiste facilite ce retournement. On ne s'emploie à ce que le P.C. paraisse fréquemment. Les choses sont, en définitive, plus claires ainsi : les deux partis marxistes s'entendent dans leur association, dans leur programme commun. »

Depuis 32 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est toujours le n°1 pour
l'achat et la vente de fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...
En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Maubeuge 75011 Paris

loterie nationale



tranche des Signes du ZODIAQUE

GROS LOT 1 million 1/2 de F

tirage mercredi 28 janvier

(PUBLICITÉ)

Arlette Laguiller vous dit :

On ne peut pas être de gauche et ignorer l'extrême gauche ; depuis 68, on la dénigre, mais on en tient compte ; on la calomnie, mais on lui emprunte ses idées.

Pour tout connaître sur l'extrême gauche lisez

LUTTE OUVRIÈRE

l'hebdomadaire de l'extrême gauche

A SOCHAUX
Une section d'entreprise U.D.R. s'implante aux usines Peugeot

Besançon. — L'idée lancée il y a deux ans au sein du bureau exécutif de l'U.D.R. de constituer des sections d'entreprise de ce mouvement aura, contre toute attente, survécu aux imprécations gouvernementales dénonçant les dangers des débats politiques dans les usines.

Une des premières sections d'entreprise se met actuellement en place chez Peugeot à Sochaux, sous l'impulsion du secrétaire de la fédération U.D.R. du Doubs, M. Guy Baudouin, délégué régional de Bourgogne - Franche-Comté, membre du comité central et du bureau exécutif de l'U.D.R. Mise en place d'ailleurs discrète puis-que la direction du personnel et des relations sociales, qui passe pour s'intéresser de près aux activités politiques du personnel de Peugeot, dit ne pas être au courant de cette initiative. Il est vrai que les autres partis n'ont

De notre correspondant

guère fait de publicité à un projet dont on serait cependant surpris qu'il les laisse indifférents.

Les responsables sont bel et bien désignés et ils ont suivi un stage de formation ad hoc. Le but avoué est de « contrebalancer ce que les « autres » disent ». Et M. Baudouin, qui exerce la profession de commissaire aux comptes, précise : « Nous ferons en sorte qu'ils ne soient pas les seuls à prétendre savoir lire un bilan. C'est aussi pour se démarquer des « autres », à qui ils reprochent de mêler syndicalisme et politique, que les « compagnons » adhérant à la C.G.T. ont souhaité ne plus mener leur combat politique sous la bannière syndicale (1), avec le secret espoir de rallier à eux les gaullistes qui adhèrent à la C.G.T.

L'ambition des militants U.D.R. de Peugeot ne se limite pas à cela. Si certains d'entre eux, par crainte de choquer ceux qui s'entrevaient naguère avec force contre la politique sur les lieux de travail, veulent militer seulement aux portes de l'usine et dans les cars de ramassage, d'autres, et parmi eux M. Guy Baudouin, n'envisagent rien moins que de faire entrer le débat dans les usines : « La section politique doit être un laboratoire d'idées, et c'est à l'intérieur même de l'entreprise que les gens doivent s'exprimer en fonction de leur travail. Puisque, de toute façon, ils discutent sur les lieux de travail, autant canaliser ces discussions. On arrivera peut-être, quand les horaires diminueront, à ce qu'il y ait deux pauses d'une demi-heure par jour pour se réunir et discuter. »

Pour le moment, la direction du personnel et des relations sociales se borne à indiquer qu'aucune demande n'a été déposée dans ce sens. M. Godard, directeur des relations sociales, explique, en effet : « Nous avons une position conforme à celle du C.N.P.F., à savoir qu'on ne peut pas mélanger les objectifs. Nous avons, nous, des problèmes concrets de fabrication, et tous ces débats au niveau des idées pures sont extrêmement préjudiciables. Est-ce que nous devons accepter de ne plus produire de richesses, pour la satisfaction de quelques-uns qui ont envie de débattre d'idées à n'en plus finir ? »

Il existe actuellement aux usines Peugeot de Sochaux un groupe socialiste d'entreprise et vingt et une cellules du parti communiste.

CLAUDE FABERT.

Collection « DÉVELOPPEMENT ET CIVILISATIONS »

Robert L. HEILBRONER

RÉFLEXIONS SUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Dans un raccourci saisissant, le professeur Robert L. Heilbroner rappelle les menaces majeures qui pèsent sur l'humanité d'aujourd'hui : l'explosion démographique, la diffusion des armements atomiques, les atteintes irréversibles portées à l'écosphère par l'expansion industrielle croissante.

23 F


LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 PARIS CEDEX 13.

TOUS LES MATINS à 8h15

ETIENNE MOUGEOTTE

commente à chaud le fait de l'actualité



le matin la meilleure information écoutez

EUROPE 1

Le Syndicat des avocats de France se prononce contre « toute négociation séparée »

La grève des avocats français est en principe terminée. Rien n'est changé cependant jusqu'à nouvel ordre à ce qui en était le motif officiel : certaines des positions du nouveau code de procédure civile et du décret sur le divorce, textes dont la publication était, de surcroît, jugée tardive. C'est la raison pour laquelle certains barreaux, parmi lesquels celui de Nantes, qui est à l'origine du mouvement, s'interrogent sur l'opportunité de la contestation.

Cette « cessation de travail » a déjà eu un résultat : la rédaction d'un cahier de doléances en sept points sur l'action nationale du barreau, qui groupe tous les syndicats et associations d'avocats (« le Monde » du 24 janvier). Dans un communiqué publié samedi 24 janvier, le Syndicat des avocats de France (SAF), qui s'était réuni le même jour en assemblée générale à Paris, déclare approuver ce cahier.

Se prononçant contre « toute négociation séparée », le SAF indique que « la réflexion et l'action doivent s'approfondir, sous toutes leurs formes, pour que les avocats assurent leurs responsabilités dans les luttes pour la défense des libertés individuelles et collectives ».

Le C.G.T. vient de publier un communiqué dans lequel elle condamne la récente grève des avocats en ces termes : « Pour la première fois, les avocats, unanimement, se sont mis en grève pour protester contre les méthodes du gouvernement qui nuisent à la justice et aux justiciables. »

Le C.G.T., qui a toujours défendu l'accès des travailleurs à la justice, est solidaire de cette action, qui met une nouvelle fois en évidence la néfaste politique du pouvoir. Comme les avocats, la C.G.T. ne cesse de réclamer que la justice soit dotée de moyens et du personnel nécessaires pour remplir sa mission. En particulier, la lenteur actuelle de la procédure devant les conseils de prud'hommes confirme l'urgence de cette revendication. Elle souhaite que tous les justiciables puissent avoir le concours efficace d'un défenseur, sans être livrés à eux-mêmes et désarmés devant de riches adversaires. Elle demande la diminution des frais et l'abolition du coût de la justice, en particulier la gratuité de la procédure prud'homale. Elle demande une véritable aide judiciaire ; celle-ci doit protéger tous les justiciables qui n'ont pas les moyens de faire face aux lourds frais de procès, tout en assurant la rémunération normale du service public rendu par l'avocat.

Elle dénonce les décrets pris sans concertation avec les justiciables, qui compliquent et freinent le fonctionnement de la justice. C'est ainsi que la nouvelle loi sur le divorce, qui est considérée comme un progrès par les avocats, est critiquée par la C.G.T. Elle est assortie de décrets autoritaires qui rendent la justice plus chère et plus compliquée pour les intéressés. De nombreux points de contact existent entre les deux mouvements. La C.G.T. soutient toute action en faveur d'une justice plus démocratique.

LA C.G.T. DEMANDE « UNE VÉRITABLE AIDE JUDICIAIRE »

Libres opinions La confusion des fonctions

par JEAN REPIQUET (*)

Une manifestation — spontanée et quasi unanime — des avocats de France a une apparence : la protestation contre les décrets d'application de la loi réformant le divorce et la promulgation du nouveau code de procédure civile.

Elle pourrait laisser croire qu'il ne s'agit que de la revendication d'un groupe social qui, attentif dans ses privilèges, se défend, comme chaque catégorie socio-professionnelle le fait aujourd'hui, avec le bonheur et la succès que l'on sait, si, au-delà, elle n'était l'expression d'une inquiétude très profonde quant à la notion même de justice et de liberté.

Que l'on ne s'y trompe pas. Les mesures récemment publiées ne sont que « la goutte qui fait déborder le vase », parce qu'elles s'ajoutent à d'autres réformes, à d'autres décisions, qui, pour être fragmentaires et réparties dans le temps et les textes, n'en constituent pas moins l'organisation d'une politique de suppression de la défense telle qu'elle doit s'exercer pour que la justice soit saine et arbitrale.

Pourquoi une telle politique ? Ne prétendons pas de noirs desseins à ceux qui la prônent. Il n'est pas certain qu'ils soient conscients, comme les avocats qui ont accepté pendant longtemps les réformes ne l'ont pas été.

Elle procède, en effet, d'un vice caractéristique de notre temps : la confusion des fonctions.

Sous prétexte d'ouverture, d'une prétendue compréhension ou simplement d'intelligence, chacun, de nos jours, tente de dépasser le cadre de sa fonction. On ne saurait trop se féliciter d'un tel progrès s'il n'avait pour effet, poussé à l'extrême, d'enlever tout sens à la fonction d'origine, de la dénaturer quand cela n'a pas pour objet de masquer l'échec de ladite fonction.

Le parlementaire se fait assistant social plus qu'il ne légifère et contrôle l'exécutif. La fonction essentielle qui est de voter la loi et de contrôler les dépenses de l'Etat est secondaire.

Le même phénomène caractérise la justice. Les Français qui regardent avec passion émissions de télévision et films retraçant l'histoire de procès célèbres, ou imaginaires, croient voir l'image de la réalité judiciaire : un procureur qui requiert, un avocat qui défend, des juges qui tranchent, en un mot, une justice dans laquelle, au cours d'un débat loyal et contradictoire, chaque participant joue son rôle, assume sa fonction avec ce qu'elle a de grandeur et de servitude pour chacun d'eux.

Malheureusement, cette fiction anglo-saxonne cache une réalité française bien différente, où, en raison de la confusion des fonctions, on voit des procureurs se contenter de réclamer « l'application de la loi » — comme si cela n'était pas de soi — ou même, quelquefois, assurer la défense de certains prévenus, au gré de leurs opinions, devant des juges qui interrogent en principe à charge et à décharge, en fait poursuivent et défendent avant ou en même temps qu'ils jugent.

On ne pouvait aller plus loin dans la confusion des fonctions qu'en instituant le juge unique, aboutissement logique d'un système illogique.

C'est de cette même confusion que procède la réforme de la procédure civile.

Dans le procès civil, le juge était un arbitre à combien difficile, mais il n'était que cela. Il appartenait à chaque partie au procès, par l'intermédiaire de son avocat, de présenter thèse, arguments et documents.

Une première réforme a eu pour effet de faire du juge le maître du procès civil. C'est lui, désormais, qui enjoint de communiquer les pièces, de conclure, de plaider.

Le but avoué, qui était louable, était de faire cesser certaines pratiques tendant à bloquer les procédures et faire durer le procès. Le but inavoué était de remplacer la procédure accusatoire par la procédure inquisitoire.

Une seconde réforme donnait au juge des moyens tels qu'en réalité il devenait, comme en matière pénale, inquisiteur, c'est-à-dire à la fois accusateur et défenseur.

Dès lors qu'il pouvait confondre en une seule les fonctions d'avocats des deux parties et celle de juge, il n'était plus besoin d'avocat, et par une troisième réforme, on convenait purement et simplement, après avoir réduit son rôle, de supprimer sa présence.

Alors, bien sûr, les avocats protestent et entendent défendre leur existence même qui est mise en cause.

Mais d'abord, et avant tout, leur protestation a pour objet de résister à une justice technocratique, où les droits de la défense sont illusoire.

Les pouvoirs publics feignent de ne pas y croire.

S'ils sont de bonne foi, celle-ci ne peut résulter que d'une seconde confusion — autre vice de notre temps, et combien dramatique — que fait la technocratie entre elle-même et l'Etat.

Par un accaparement abusif, les technocrates se sont arrogé le monopole du service et du sens de l'Etat jusqu'à se confondre avec lui.

De cette nouvelle confusion naît chez eux le sentiment qu'ils sont les seuls à détenir la vérité de ce qui est bon ou mauvais pour l'Etat, donc pour la justice qui est l'un de ses éléments fondamentaux.

Dès lors, toute critique à leurs projets ou réformes ne peut s'inspirer que de motifs corporatistes.

Il faut aussi que cesse cette confusion et que les technocrates sachent qu'ils n'ont pas le monopole du service et du sens de l'Etat, même s'ils en sont les premiers bénéficiaires.

Les avocats participent quotidiennement au service public de la justice, et c'est justement parce qu'ils veulent défendre justice et liberté, fondements de l'Etat, qu'ils refusent de prêter la main à une mauvaise action contre la justice et la liberté.

Les technocrates avaient réussi à faire voter par le Parlement l'institution du juge unique.

Les avocats ont protesté. L'annulation de la loi par le Conseil constitutionnel est un hommage à leur action pour la justice.

Leur combat d'aujourd'hui est aussi juste, mais combien plus difficile. Il ne sera couronné de succès que s'il satisfait à trois exigences.

1) Adhésion des justiciables acquise par une information et une explication sans relâche ;

2) Intransigence à l'égard des pouvoirs publics, par le refus de tout compromis qui ne changerait pas profondément la nature d'une procédure nouvelle et native et trahirait la confiance obtenue du justiciable ;

3) Intransigence des avocats à l'égard d'eux-mêmes par le refus de participer à tout ce qui n'exprime pas la plénitude des droits de la défense.

(*) Avocat au barreau de Paris.

La Fédération de l'action sociale du syndicat F.O. rappelle son opposition de principe à la peine de mort

Plusieurs syndicats (1) viennent de rendre publique une déclaration commune relative à la condamnation à la peine capitale de Bruno T., dont la Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi.

Dans cette déclaration, les syndicats signataires indiquent notamment : « Par deux fois, un jeune de moins de dix-huit ans a été condamné à mort. La première, par un jury populaire, la Cour d'assises ; la seconde par les plus hauts magistrats de France, qui ont implicitement approuvé le verdict refusant que Bruno soit jugé une nouvelle fois. Il serait trop facile de trouver des explications circonstanciées liées au crime par exemple, ou bien à la composition des jurys d'assises, qui est bien loin de représenter la réalité du corps social. »

C'est au nom de la sécurité des Français qu'il a été condamné à mort par des citoyens, au nom de leur sécurité et à cause de leur peur.

Cette notion de sécurité est mise en avant dans de nombreuses déclarations gouvernementales, celles de M. Fontan.

De leur côté, les membres du bureau de la Fédération nationale de l'action sociale Force ouvrière rappellent « avec une conviction unanime leur opposition de principe à la peine de mort. Ils expriment avec force leur indignation à l'égard des conséquences inéluctables à la condamnation du jeune Bruno, tout en s'inscrivant dans le malheur des victimes de ce drame. Ils ne peuvent qu'unir

tous, ministre de la police, comme celles de M. Lecanuet, ministre de la justice ; elle est dévolue, votre amplification, par les mass media : elle est utilisée de plus en plus clairement par le pouvoir pour restreindre les libertés politiques et syndicales. (...) »

De la même manière que les citoyens seraient menacés actuellement par la montée de la violence, l'Etat lui-même serait menacé par la contestation et l'opposition politique.

Il cherche à faire un amalgame entre le développement des luttes collectives et la montée de la violence. (...) »

Cet engrenage est dangereux par la violence qu'il entraîne, par les atteintes aux libertés qu'il prépare. Il faut le dénoncer.

« Un climat social exacerbé »

De leur côté, les membres du bureau de la Fédération nationale de l'action sociale Force ouvrière rappellent « avec une conviction unanime leur opposition de principe à la peine de mort. Ils expriment avec force leur indignation à l'égard des conséquences inéluctables à la condamnation du jeune Bruno, tout en s'inscrivant dans le malheur des victimes de ce drame. Ils ne peuvent qu'unir

leurs voix à celles qui se sont élevées pour souligner à quel point un climat social exacerbé peut peser sur l'objectivité. »

Enfin, l'association française contre la peine de mort, présidée par Mme Georges Vienne, annonce qu'elle vient d'adresser au président de la République une requête en grâce pour Bruno T. L'association demande à tous ses adhérents et sympathisants d'écrire directement à l'Elysée pour se joindre à son action.

● **Suicide d'un détenu.** — M. Mohamed Larbi, âgé de quarante ans, s'est pendu dans sa cellule, vendredi 23 janvier dans la soirée, à la prison de Fleury-Mérogis. Il avait été placé au centre médico-psychologique et partageait sa cellule avec deux autres détenus, inculpés de vol et d'adultère à la pudeur. Il était emprisonné depuis juillet 1975.

● **RECTIFICATION.** — La soirée officielle du barreau de Paris, annoncée par M. Francis Mollet-Viéville, bâtonnier, « en raison des circonstances », devait avoir lieu le 31 janvier, et non le 24 comme nous l'avons annoncé par erreur dans nos éditions datées du 25 janvier. En revanche, la rentrée de la conférence du stage, fixée le 30 janvier à 14 heures, est maintenue.



DIRECTEUR DES VENTES

140.000 F

Péri-Informatique. — Une société internationale spécialisée dans le domaine des équipements et services destinés à la grande distribution, recherche dans le cadre de son développement, un Directeur des Ventes. Basé à Paris, il sera responsable de la commercialisation d'une nouvelle gamme d'équipements destinés à la saisie et à la transmission des données, spécialement conçus pour les besoins de la grande distribution. Il bénéficiera des moyens nécessaires (programmes promotionnels, analyse système, après-vente), pour atteindre ses objectifs. Ce poste convient à un candidat de 32 ans minimum, de formation supérieure ou de niveau équivalent, pouvant justifier de sa réussite dans le domaine de la vente d'équipements et systèmes tels que : systèmes points de vente, périphériques, saisie de données. La connaissance du secteur grande distribution serait appréciée. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Progressivement, ses responsabilités pourront être étendues à d'autres pays européens. La rémunération annuelle (fixe + commission) sera négociée avec environs de 140.000 francs. Ecrire à J.P. Chabaud à Paris.

Réf. A/21828M

CHEF D'AGENCE PARIS

130.000 F

Une importante société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'appareils de mesure, recherche le responsable de son agence pour la région parisienne (secteur étendu, 40 % du chiffre d'affaires global). Sous l'autorité du Directeur des Ventes, il sera responsable de la gestion de son unité, de la préparation des budgets et de la négociation des objectifs de vente. Il animera et dirigera une équipe de 35 personnes, dont une douzaine d'ingénieurs de vente. Son impact personnel sur ses collaborateurs doit lui permettre de les faire adhérer à la politique de la société, de les aider à se développer personnellement et d'améliorer par ses actions l'image de marque de la société et la pénétration du marché. Ce poste conviendrait à un cadre de vente de haut niveau, âgé d'au moins 33 ans, de formation ingénieur ou équivalent, ayant une expérience indispensable de l'instrumentation et de l'animation d'une équipe d'au moins dix vendeurs depuis quatre ans. La rémunération annuelle de départ pourra pour un candidat de valeur, atteindre 130.000 francs, auxquels s'ajoutent un intéressement et des avantages. Ecrire à R. Gardeux à Paris.

Réf. A/2377M

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

70.000 F

Une société française très bien placée dans le secteur de la distribution alimentaire (vins et spiritueux) sur le littoral Nord, recherche son responsable administratif et comptable. Rend compte à la Direction Générale, il aura la charge de l'ensemble des questions financières, comptables, administratives et du service informatique. Il sera secondé par du personnel qualifié déjà en place représentant une équipe de neuf personnes. Il fera évoluer les procédures pour améliorer la gestion de l'entreprise. Ce poste convient à un candidat, soit titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur, soit de formation comptable secondaire complétée par une pratique plus longue. Il doit avoir acquis une bonne expérience de la marche des services administratifs et comptables utilisant l'informatique. Une bonne connaissance de l'anglais est fortement souhaitable. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 70.000 francs. Les perspectives d'expansion de la société garantissent une évolution intéressante du poste. Ecrire à M. Ofant à Croix.

Réf. A/4278M

REDACTEUR TECHNIQUE

Paris

Un important groupe de revues industrielles et techniques recherche, pour l'un de ses hebdomadaires, un Rédacteur Technique. Au sein d'une équipe de journalistes jeune et entreprenante, il sera chargé des rubriques traitant de la conception, de l'équipement et du fonctionnement des usines et ateliers, et rédigera à ce titre des articles destinés à des responsables industriels en s'appuyant sur la documentation du journal et sur ses propres enquêtes. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (de préférence avec une spécialisation en mécanique) ayant acquis une première expérience industrielle. Cette fonction requiert une grande ouverture d'esprit, une aptitude naturelle pour la rédaction, le sens du dialogue et de l'analyse, du goût pour le concret. Une grande disponibilité physique ainsi qu'une très bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires. La lecture de l'allemand serait appréciée. La rémunération annuelle sera fonction de l'expérience acquise. Ce poste comporte l'attribution du statut de journaliste. Ecrire à J.P. Chabaud à Paris.

Réf. A/2378M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 772-35-79
19, Résidence Flandre, 92170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

FAITS DIVERS

A Paris

QUATRE OUVRIERS SONT TUÉS PAR LA CHUTE D'UNE PLATE-FORME

Quatre ouvriers ont été tués, samedi 24 janvier, vers 16 heures, 30, rue de Berri à Paris (8^e). Employés de l'entreprise Transports Electriques Francis Truinet, ils étaient en train de décrocher le caisson d'une enseigne publicitaire Shell, située à 25 mètres du sol, quand la plate-forme, où ils étaient installés, s'est décrochée de son support.

La Société parisienne de services (SS, Champs-Élysées), spécialisée dans le montage et le démontage des stations-service, avait été chargée par la compagnie Shell de décrocher cette enseigne. N'étant pas outillée pour un tel travail, elle avait exceptionnellement fait appel à l'entreprise précitée. C'est ce qu'a expliqué le directeur de travaux de la Société parisienne de services, venu sur les lieux. « Normalement, il aurait fallu monter un échafaudage, a-t-il déclaré. Mais cela aurait pris quatre jours. » Les victimes sont MM. Daniel Geoffrin, vingt-trois ans ; Louis Etienne Fremereux, trente-huit ans ; Louis Theze, quarante et un ans ; Gérard Baerman, vingt-huit ans.

UNE JEUNE FEMME EST ASSASSINÉE DANS LE TRAIN PARIS-VINTIMILLE

Nice. — Une jeune femme âgée de vingt-neuf ans, Mlle Marine Bouvet, professeur d'enseignement musical au C.E.S. du Loc (Var), a été tuée de trois balles de pistolet de calibre 7,65, dimanche 25 janvier peu avant 10 heures, dans un compartiment du train Paris-Vintimille, où elle avait pris place pour se rendre à Nice. Les policiers n'ont pu recueillir aucun témoignage sur les circonstances de sa mort.

Malgré le manque d'indices, les enquêteurs semblent devoir écarter l'hypothèse d'un meurtre crapuleux : le sac de Mlle Bouvet contenait toujours ses papiers et son argent lorsqu'elle a été découverte.

JUSTICE

APRÈS L'ASSASSINAT DE FRANÇOIS RENAUD

Les rumeurs de Lyon

Lyon. — Une petite phrase prononcée récemment, lors d'un cocktail, par le préfet délégué à la police dans le département du Rhône, devant des journalistes de la presse locale et nationale, vient de faire naître un curieux débat autour de l'une des plus spectaculaires affaires criminelles de Lyon : l'assassinat de M. François Renaud, juge d'instruction, tué par des « inconnus » pendant la nuit du 2 au 3 juillet 1975.

Le 12 janvier dernier, M. Pierre Doueli, préfet de la région Rhône-Alpes, accueillait les représentants de l'information à l'occasion de la nouvelle année. A ses côtés, M. Roger Chais, préfet de police, répondait aux questions le concernant plus directement, à propos de la mort de M. Marin-Lalliche ou de l'enlèvement de Christophe Mérieux, par exemple. Il est des cas, rappelle en particulier M. Chais, où la police connaît les noms des auteurs d'une infraction, mais ne dispose d'aucun élément matériel pour les confondre et les livrer à la justice. C'est là que le haut fonctionnaire lit alors allusion à l'enquête sur le meurtre du juge d'instruction.

Cinq jours après cette réception à la préfecture, le 17 janvier, le quotidien le Progrès publiait à la une de sa toute dernière édition un encadré en caractères gras et un titre catégorique : « Les assassins du juge Renaud ont été identifiés. »

Quelques heures plus tard, l'Agence France-Presse — qui n'avait pas repris l'information, non plus que la plupart des autres organes de presse — diffusait un court démenti de M. Chais en voyage à Paris. Depuis cette journée du 17 janvier, préfet de police, directeur

De notre correspondant régional

du service régional de police judiciaire de Lyon, procureur de la République restent muets.

Un avocat lyonnais, M. Joannes Ambre, saisi par deux des personnes s'estimant mises en cause par cette rumeur publique, protesta dans un communiqué contre cette campagne qui n'a, dit-il, « aucun fondement » et « porte un très grave préjudice à ses clients » (ci-contre). Verra-t-on ceux-ci engager des poursuites en diffamation ? Le démenti de M. Roger Chais indiquait entre autres que le travail fourni par la S.R.P.J. « a permis de remonter plusieurs pistes dont certaines pourraient permettre de retrouver les auteurs du meurtre ».

Il se peut — c'est même une quasi-certitude — que les policiers aient recueilli des renseignements très précis et qu'ils tiennent pour évidente la culpabilité des individus qu'ils soupçonnent. Doit-on être surpris que, depuis plusieurs mois, l'enquête n'ait pas progressé ? Il serait absurde de ne pas tenir compte de l'attitude des auteurs de ce crime. Ceux qui ont franchi délibérément un degré de la violence en France, en éliminant un magistrat chargé notamment de l'instruction d'une affaire de grand banditisme, n'ignoraient évidemment pas l'indignation qu'ils soulevaient.

Qu'ils s'abritent derrière de solides alibis et aient pris soin de « faire le ménage » chez eux pour que, en cas de visite des lieux, on ne retrouve aucun indice compromettant, ne doit pas surprendre.

Aurait-on voulu, faute de découvrir des talles dans l'orga-

nisation criminelle viciée, donner un coup de pied dans la fourmière ? Quoi qu'il en soit, ces « révélations » mettent davantage en cause les méthodes de travail de la police. La théorie selon laquelle les policiers peuvent se salir les mains pourvu qu'ils soient efficaces a encore ses partisans à Lyon.

BERNARD ELIE.

UN COMMUNIQUÉ DE M^{re} JOANNES AMBRE

M^{re} Joannes Ambre a rendu public le communiqué suivant : « Des rumeurs persistantes font, depuis quelques jours, état de l'identification de deux des auteurs présumés de l'assassinat du juge d'instruction François Renaud. Si leurs noms n'ont pas été publiés, du moins est-il aisé de les reconnaître à la lumière des renseignements diffusés. La presse écrite et parlée vient, en outre, de « révéler » que les intéressés auraient résolu d'engager des poursuites en diffamation. »

« J'ai reçu d'eux mandat de mettre un terme à une campagne inquiétante qui ne repose sur aucun fondement et porte un très grave préjudice à ceux qui sont ainsi publiquement dénomés. Mon premier objectif tendra donc à déceler l'origine et les motivations d'initiatives irresponsables. Je me propose tout d'abord de prendre contact avec le magistrat chargé de l'information ouverte à la suite du décès tragique du juge Renaud. Mes clients décideront ensuite, si nécessaire, de prendre toutes les mesures, au besoin par voie d'action judiciaire, propres à la sauvegarde de leurs intérêts. Ils n'admettent pas d'être mêlés à un drame avec lequel ils n'ont aucun lien d'aucune sorte. »

MODE

LES COLLECTIONS DE PRINTEMPS

La superbe leçon de Balmain



(Croquis de MARCO.)

FERRAUD : Robe de crépuscule en jersey noir de Racine à col bœuf, poches à la diagonale et fentes sur les côtés, aux détails soulignés d'une passe blanche. Les sandales champagne forment bracelet autour de la cheville.

VENET : Manteau-chemise en gabardine de laine poids plume, emmanchures basses, incrustations et poches entre le buste et la pointe des manches. L'ensemble à marinière appliqué les manches sur un pantalon à pinces tombant droit, en fine toile de laine blanche de Châtillon Monty Roussel.

BALMAIN : Tailleur aux épaules rouges sur marine dans une gabardine de laine de Moreau, avec poches à rabat et jupe à quatre panneaux, chemisier de soie blanc à rayures rouges.

La collection du trentième anniversaire de Pierre Balmain nous donne une superbe leçon d'élégance si l'on entend celle-ci dans le sens d'être bien habillée en toutes circonstances. Sur un rythme allégre, les différents thèmes de la mode de printemps se suivent, frais et pimpants : tailleurs minces, ensembles de voyage à manteaux et pantalons, manteaux-robes, tout en souplesse (en marine et rouge, en beige, en rouge, en écossais noir et blanc), assez typique, à blazer et pantalons sous un manteau de tissu blanc, doublé du même tartan. Le rose s'ajoute au gris, au grège, parfois en brei-schwans swabara, comme ces manteaux légers posés sur une robe de crêpe de laine.

Les robes imprimées de ville, d'une grande distinction, se parent de manches-écharpes ou se drapent comme des soieries. Nous les trouverons pour le crépuscule et le soir, en mousseline et organza de soie bleu nuit s'enroulant avec maestria autour du corps.

Louis Ferraud, qui est aussi peintre et poète, garde de son enfance arlésienne le goût du merveilleux pour l'avoir croisé en Camargue. Sa collection s'élaborait autour du blanc et du noir, souvent à base d'imprimés, tel ce « montgolfière » de Pier Spook s'élevant dans le ciel de chemisiers sur fond de soie blanche et porté sur des jupes à plis rayés noir et blanc à la verticale. Ses autres couleurs préférées sont celles de l'arc-en-ciel, notamment en imperméables de soie moulées à jupes assorties et marinières multicolores. Il travaille le jersey de soie noire pour les jours d'été et a voulu ses robes du soir très décolletées, à fines bretelles, avec des pinces travaillées à partir du buste, leur donnant une ampleur en forme de parapluie écarté.

Philippe Venet allège encore ses manteaux-capes qui deviennent des chemises, voire des diadèmes flottant tantôt sur des jupes à la pointe des manches, tantôt des pantalons. Plus droits, toujours à pans fendus et à emmanchures basses, ses manteaux s'ouvrent sur des tailleurs à carure confortable, et ses robes-tuniques en jersey reprennent le dessin imprimé des jupes droites, tandis que des chemises de fine gabardine s'attachent à la taille de certaines robes. Vernet allie le beige pâle ou coq-de-roche, le tabac ou la cannelle au blanc cassé pour le jour, des mélanges de bleu, de rose ou de mauve se sillonnent en imprimé de soie, tandis que le noir, le rouge et le blanc sont travaillés en mousseline allée pour le soir.

NATHALIE MONT-SERVAN.

PRESSE

Le conflit du « Parisien libéré »

LA C.G.T. ET LA FÉDÉRATION DU LIVRE ENVOIENT UNE NOUVELLE LETTRE A M. CHIRAC

Une nouvelle lettre a été envoyée le 23 janvier à M. Jacques Chirac par Mme Jacqueline Lambert, secrétaire de la C.G.T., et M. Jacques Piot, secrétaire général de la Fédération du Livre C.G.T., à propos du conflit du Parisien libéré.

Depuis onze mois, les travailleurs de la société du Parisien libéré sont en lutte pour leur emploi, lit-on dans la lettre. N'ayant pas été licenciés, ils ne bénéficient donc pas des indemnités de chômage.

Malgré leurs innombrables démarches, la volonté clairement et publiquement affirmée de la Fédération du Livre et de la C.G.T. d'engager des négociations sur cette situation, ils se sont heurtés, jusqu'à présent, à un silence méprisant de leur employeur et à la répression policière.

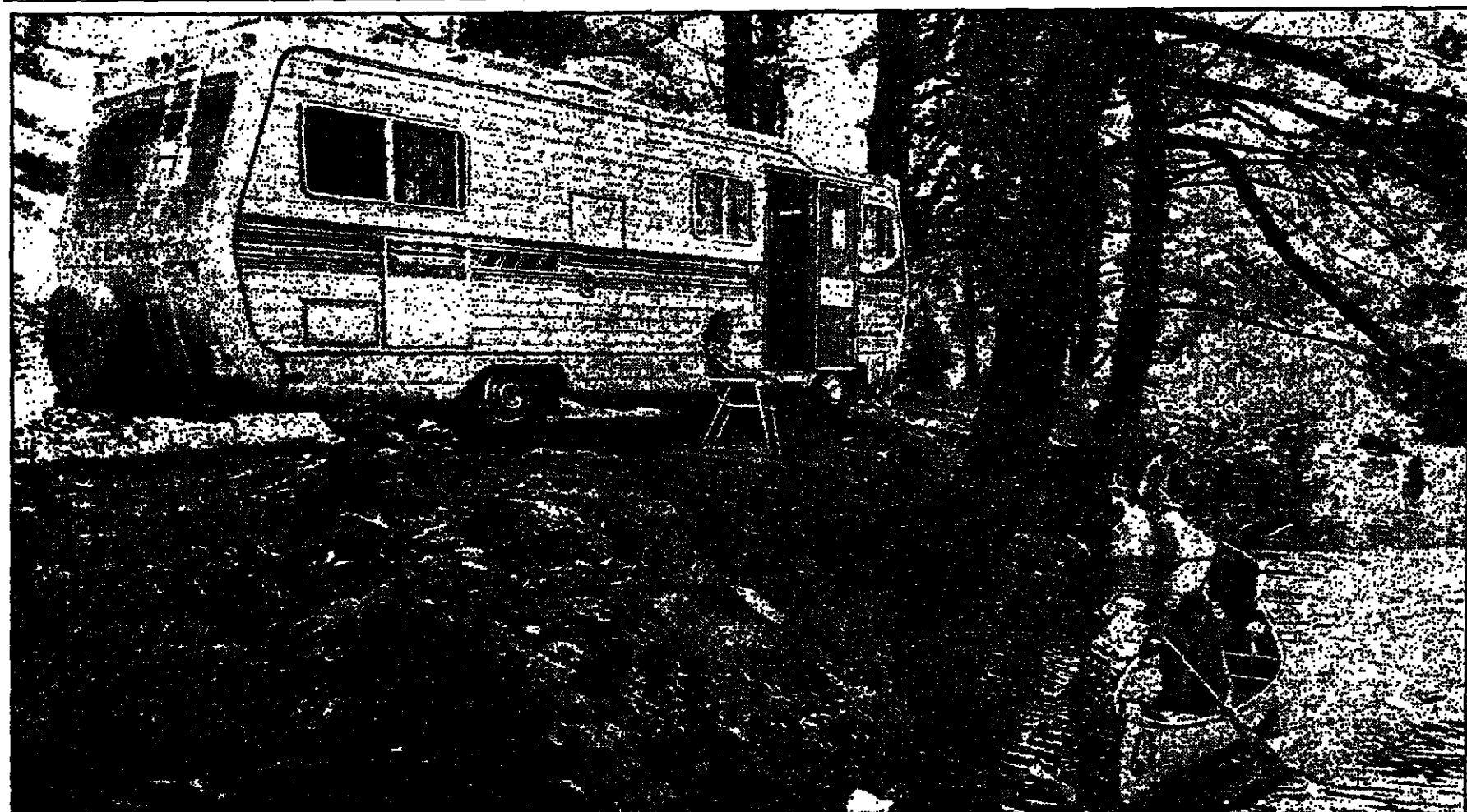
Ces travailleurs, qui n'ont bénéficié depuis onze mois d'aucune rémunération, bien que leur contrat de travail ne soit pas rompu, sont aujourd'hui menacés de perdre tous leurs droits en matière de Sécurité sociale, leur employeur refusant d'attester de leur qualité de salariés pour la période allant du 31 mars 1975 au 1^{er} avril 1977. Ainsi donc, cette attitude aboutit à utiliser la Sécurité sociale comme une arme antidémocratique contre des salariés en lutte pour la garantie de leur emploi, ce que notre organisation ne saurait admettre.

La solution de ce problème passe uniquement de décisions gouvernementales, nous souhaitons donc, de votre part, une audience dans les meilleurs délais de façon à le régler de manière satisfaisante.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Fattet, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX^e 1976

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration, ministère, journal ou bureau de publication n° 1022



Aujourd'hui, le vrai luxe c'est l'espace. Air Canada vous l'offre, au Canada. Pour 1645F*

Au Canada, vous trouverez de grands espaces où souffler un vent de liberté. Au Canada, vous pourrez faire 36 voyages, tous différents les uns des autres. Mais toujours avec Air Canada.

Pour connaître le Canada, rien ne vaut les Canadiens. Prendre Air Canada, c'est la meilleure façon d'organiser votre voyage : en France ou sur place. Parce qu'Air Canada met à votre dispo-

sition de nombreux services : location de voitures, réservation d'hôtels, moyens de transport locaux, forfaits pour séjours libres ou déjà organisés.

Prenez quelques exemples des possibilités que vous offre Air Canada :

● 3 semaines de location de voiture, comprenant le transport aérien* et 4800 km de franchise pour la voiture, vous reviennent

à 2 115 F par personne (sur une base de 4 personnes).

● 16 jours à Montréal, transport aérien* et hébergement en hôtel 1^{re} classe compris : 3 360 F par personne (sur une base de 2 personnes).

● 3 semaines en Motorhome, avec le billet d'avion* et une franchise de 4800 km : 2 535 F par personne (sur une base de 6 personnes).

● Un voyage croisière de 15 jours :

un circuit dans les Rocheuses et une semaine à bord de « Renaissance » de Vancouver à l'Alaska (16 départs de mai à septembre) : 6 960 F par personne en pension complète.

Pour plus d'informations, demandez notre brochure à votre Agent de voyages, ou renvoyez-nous le coupon.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

* Tarif spécial Apex Paris-Montréal-Paris valable à partir du 1^{er} Avril.

Vous pouvez obtenir gratuitement notre brochure « d'idées vacances », en retournant ce coupon à Air Canada, 39 bd de Vaugirard, 75015 Paris.

Nom :

Adresse :

Code Postal :



PRETEMPS

le Balmain

La collection de l'été 1976 de Balmain est une véritable révélation. Elle est née d'une collaboration étroite entre le créateur et les meilleurs artisans de la haute couture. Les robes sont légères, fluides, et elles ont une allure d'élégance raffinée. Les couleurs sont douces, et les coupes sont parfaites. C'est une collection qui vous fait rêver à l'été, même en hiver.

PRESSE

Le monde de la presse est en pleine effervescence. Les journalistes travaillent dur pour vous offrir les dernières nouvelles. Les médias sont essentiels pour nous informer et nous divertir.

CYCLO-CROSS

LES CHAMPIONNATS DU MONDE A CHAZAY-D'AZERGUES

Pour la première fois un Suisse

De notre envoyé spécial

Chazay-d'Azergues. — Pour la première fois dans l'histoire de la compétition cycliste, un coureur suisse, Albert Zweifel, a remporté le championnat du monde de cyclo-cross, organisé dimanche 25 janvier à Chazay-d'Azergues, près de Lyon. Ce résultat original n'est pas moins conforme à la logique d'un sport qui laisse peu de place au hasard et exclut généralement la contradiction.

Ainsi, en l'absence du Belge Roger de Vlaeminck, détenteur du titre l'an passé, Zweifel, 35 ans, a battu de justesse le Français Jean-Pierre Jarrier, 27 ans, et le Suisse Jean-Pierre Laffite, 26 ans. Zweifel, qui a pris les deux premières places, a eu devant lui des adversaires de premier ordre. Il a été rejoint par Jarrier à la 11^e minute, sur le même parcours. Avec vingt-cinq minutes de retard, c'est Jarrier qui a pris la troisième place, devant Laffite. Zweifel a été rejoint par Jarrier à la 11^e minute, sur le même parcours. Avec vingt-cinq minutes de retard, c'est Jarrier qui a pris la troisième place, devant Laffite.

On retrouve la même rigueur dans le classement du championnat du monde amateurs gagné par l'Allemand Peter Thaler, devant le Belge Robert Vermeire. Il y a quatre ans que ces deux hommes, dominants le lot, se partagent les deux premières places de l'épreuve. Comptant pour l'attribution du maillot arc-en-ciel, leur suivant immédiat, un autre Allemand, Teichgraber, n'était pas en mesure de les inquiéter. Depuis quelques jours, la neige fondue avait détrempé les pistes de Chazay-d'Azergues, ce qui faisait dire, samedi, à l'ancien routier lyonnais Henry Anglade, devenu directeur sportif : « C'est un parcours pour Bodeberger ».

En fait nous avons assisté de la part de Zweifel et de Thaler à une remarquable démonstration de cyclo-cross, d'autant plus pro-

bante que le sol était plus difficile à négocier. Pour pratiquer le cyclo-cross, il faut franchir au pas de course les buttes glissantes le vélo sur l'épaule et descendre à bicyclette les coteaux embourbés. Il convient d'ajouter à la technique une condition physique exemplaire. Les petites astucettes d'un Mariano Martinez, qui utilisait une machine équipée d'un guidon plat, a pour soulager la route, et des chaussures de basket antidérapantes, constituent des armes dérisoires comparées aux atouts maîtres de Zweifel ou de Frischknecht : le souffle, la maîtrise et la précision du geste. Seules ces qualités primordiales permettent de creuser les écarts décisifs : Martinez a perdu dix minutes en 25 kilomètres, soit plus de deux secondes tous les 100 mètres.

En définitive, l'épreuve de Chazay-d'Azergues a parfaitement situé les cyclo-crossmen français sur le plan international. Le bon comportement de Zweifel et de Thaler ne saurait masquer leurs faiblesses : on s'est d'autre part interrogé sur la nécessité d'adopter la formule « open » pour le championnat du monde. La séparation des deux catégories amateurs et professionnels nous a privés du match qui s'imposait le plus, entre Zweifel et Thaler.

JACQUES AUGENDRE.

AUTOMOBILISME

Lauda (Ferrari) vainqueur du Grand Prix du Brésil

Les malheurs de Jarier et de Laffite

La saison 1976 a commencé de la même manière qu'avait pris fin la précédente. Par une victoire de l'Autrichien Niki Lauda (Ferrari), champion du monde en titre. Patrick Depailler (Tyrrell) s'est classé deuxième du Grand Prix du Brésil, qui a été marqué par la détermination de Jean-Pierre Jarrier (Shadow), le seul à avoir réellement menacé Lauda avant d'être contraint à l'abandon. La Ligier-Matra, qui effectuait à Sao-Paulo ses débuts en compétition, a connu beaucoup d'ennuis avant et pendant ce Grand Prix.

Jean-Pierre Jarrier s'était déjà mis en évidence à Sao-Paulo, l'année dernière, en menant nettement la course jusqu'à son abandon. A cette occasion, sa Shadow était apparue supérieure à la concurrence et s'annonçait comme devant être la voiture à battre en 1976. C'était une erreur. La principale efficacité de la Shadow tenait dans sa tenue de route en courbe, principale caractéristique du tracé du circuit brésilien. Par la suite, la preuve fut apportée que la voiture de Jarrier était handicapée sur les circuits rapides par un fort médiocre aérodynamisme.

Bris de route sur la Ligier

Cette année encore, Jarier a retrouvé le même avantage à Sao-Paulo, et il en a tiré le meilleur parti possible. Malgré un mauvais départ, il est parvenu à rejoindre le groupe de tête, puis à revenir dans les roues de Lauda. Sa mise hors de course fut provoquée par une perte d'adhérence sur une traînée d'huile, consécutive à l'explosion du moteur de James Hunt (McLaren). C'est bien dommage pour Jarier, qui ne retrouvera pas facilement comme l'année dernière — des conditions aussi favorables, et qui tenait d'autant plus à prouver sa valeur que son avenir est incertain. On sait en effet que son constructeur, Shadow, est à la recherche d'un soutien financier.

et qu'il pourrait, faute d'en trouver, limiter son activité en 1976. Le sort de la Ligier avait été scellé au cours de la séance d'essai du 24 janvier, veille de la course. A plus de 200 kilomètres-heure, Jacques Laffite avait eu toutes les peines du monde à ne pas puiser dans sa voiture à la suite de la rupture d'une roue. L'examen des causes — fabriquées par une firme allemande — laissait d'ailleurs apparaître des fissures. Guy Ligier, l'homme qui a conçu et construit la Ligier, a dû prendre part au Grand Prix du Brésil, pour des raisons de sécurité évidentes. Une solution fut cependant trouvée en renforçant les roues au moyen de plaques d'aluminium, de sorte que Jacques Laffite put ainsi faire effectuer ses débuts en compétition à la Ligier. Chacun, dans l'équipe Ligier, est naturellement fier d'avoir pu réaliser ces débuts dans de telles conditions pour ce « baptême ».

En fin de compte, Laffite prit le départ avec une voiture manquant de mise au point et dut abandonner au quatorzième des quarante tours, commandée de boîte de vitesses cassée. Il est donc tout à fait impossible de porter un jugement précis sur la Ligier. On ne saura vraiment si elle est compétitive, ou non, que lors de la prochaine grande épreuve, le 7 mars, en Afrique du Sud.

FRANÇOIS JANIN.

RUGBY

AU STADE JEAN BOUIN

Un match « nul » entre Toulon et le Racing (12-12)

Combien étions-nous, ce dimanche, au stade Jean-Bouin, où s'affrontaient en un combat bonhomme les équipes de Toulon et du Racing, à garder le souvenir d'un match disputé entre les joueurs des deux mêmes clubs, quelque quarante ans plus tôt à Bordeaux, en demi-finale du championnat ? D'un match dont nous rêvons encore. A trois rangs de nous, en tout cas, il y avait hier Géo Géraud, qui commandait alors l'équipe du Racing et le même, à peine plus déprimé qu'aujourd'hui, reste discrètement mais passionnément attentif au comportement de ses cadets.

Géraud faisait face, ce jour-là, au par des sports de Bordeaux, à Marcel Balleste, le merveilleux centre toulonnais, son complice et capitaine de l'équipe de France. La partie avait été si belle que personne n'a le souvenir de l'avoir perdue. Comment ne pas fermer les yeux pour y penser encore, tandis que se déroulait le match gisant, sans qu'il y ait, que nous offrions ces Français et ces Toulonnais de 1976 ? Bonne occasion de s'interroger sur l'évolution du jeu, au cours de ce presque demi-siècle. Médus ? Moins brutal ? Plus rapide ?

Deux rayons de lumière

Plus rapide, bien sûr, en ce sens que maintenant les trente joueurs jouent presque tous au même rythme, qu'à l'instar des premiers All Blacks (que l'on appelait aussi les All Backs, tous arrières), les avant-gardes et les joueurs de la ligne ne sont plus que des hommes, et que les artistes des années 30 pourraient plus se jouer de masochisme qu'ils ne désarçonnent d'une feinte d'un changement de pied. La marge de manœuvre d'un Taffary (excellent pourtant ce dimanche, et dont les deux courses furent les deux rayons de lumière de ce après-midi polémique) n'est plus celle dont disposait Géraud.

Mieux ? Le match nul — oh oui, entre Toulon et le Racing — peut-être crispé par l'importance du résultat (les premiers étaient pratiquement éliminés du championnat), à éviter beaucoup plus de nos jours que d'aujourd'hui. Sans pousser trop loin la comparaison entre des souvenirs de gamins et des observations actuelles, on a pu vérifier à Jean-Bouin que les constantes du jeu tel qu'il se pratique aujourd'hui, d'un dimanche à l'autre, sur les stades de l'Hérault.

D'abord, l'importance croissante du rôle de la charnière qui forme les demis. Avec l'égalisation de la puissance des packs, c'est l'exploitation immédiate des ballons qui fait la décision. Tactique que le Racing parisien n'aura pas découvert une paire de demis, et surtout un ouvreur, il sera condamné à ce rugby bricolé où la violence des arrières, les inspirations de Taffary et les charges de Gourdon sont censées faire oublier le batouillage général.

Ensuite, la nécessité pour une équipe de conserver, dans les inspirations de Taffary et les charges de Gourdon sont censées faire oublier le batouillage général. Ensuite, la nécessité pour une équipe de conserver, dans les inspirations de Taffary et les charges de Gourdon sont censées faire oublier le batouillage général. Ensuite, la nécessité pour une équipe de conserver, dans les inspirations de Taffary et les charges de Gourdon sont censées faire oublier le batouillage général.

ATHLÉTISME

UNE DISCIPLINE OBLIGATOIRE A L'ECOLE ?

Lors de la séance d'ouverture de l'assemblée générale de la Fédération française d'athlétisme, M. Pierre Mazaud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, s'est proposé, samedi 24 janvier, de rendre l'athlétisme obligatoire à l'école.

Affirmant sa volonté d'envoyer la grave crise d'effectifs que traverse ce sport, il s'est interrogé en ces termes : « Ne faudrait-il pas, dans le cadre des études, dans le cadre de l'éducation physique et sportive enseignée à nos jeunes scolaires, rendre l'athlétisme obligatoire ? Je suis très bien qu'il n'est pas un professeur qui n'enseigne l'athlétisme. Je me demande cependant s'il n'y aurait pas là une ouverture pour mener un plus grand nombre de jeunes à pratiquer l'athlétisme et la haute compétition. C'est une simple proposition. Je souhaiterais que la Fédération l'étudie. Je suis prêt, pour ma part, à engager les négociations qui s'imposent bien au-delà de mon ministère pour donner le programme des enseignements et, partant, de l'athlétisme obligatoire. »

Automobilisme

Championnat du monde des conducteurs (formule 1). Grand Prix du Brésil, disputé sur le circuit d'Interlagos (Sao-Paulo). 1. Lauda (Ferrari), 2. Depailler (Tyrrell-Ford), 3. Pryce (Shadow-Ford), 4. 23 sec. 84. 5. Schuster (Tyrrell-Ford), 28 sec. 17. 6. Schuster (Tyrrell-Ford), 41 min. 58 sec. 46. 7. Mass (Shadow-Ford), 1 min. 38 sec. 12. Ces six pilotes marquent respectivement 9, 6, 4, 3, 2 et 1 point pour le championnat du monde des conducteurs.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (vingt-deuxième journée). *Châlons bat Villeurbanne... 101-92. *Le Mans bat Orléans... 85-84. *C.R.C. Lyon bat Bourges... 86-70. *Châlons et Clermont... 78-78. *Nice bat Graveland... 79-78. *Toulon bat Bagnole... 85-80. Classement. — 1. Toulon, 37 pts ; 2. Villeurbanne, Caen, 32 ; 4. Le Mans, 29.

Cyclo-cross

CHAMPIONNATS DU MONDE. Professionnels. 1. Zweifel (Suisse), les 25,475 kilomètres en 1 h 7 min. 30 sec. ; 2. Frischknecht (Suisse), à 1 min. 30 sec. ; 3. Williams (Gr.), à 2 min. 53 sec. ; 4. Guimard (Fr.), à 3 min. 11 sec. ; 5. De Block (Belg.), à 3 min. 50 sec. Amateurs. 1. Thaler (R.F.A.), les 22,850 kilomètres en 1 h 7 min. 1 sec. ; 2. Vermeire (Belg.), à 20 sec. ; 3. Teichgraber (R.F.A.), à 1 min. 28 sec. ; 4. Fialance (Fr.), à 3 min. 10 sec.

Escrime

CHALLENGE MARTINI. Quarts de finale. Somodi (Hong.) bat Calabro (It.), 10-8. (R.F.A.) bat Romanov (U.R.S.S.), 10-6. Denisov (U.R.S.S.) bat Reicher (R.F.A.), 10-8. Talvad (Fr.) bat Tito (Roum.), 10-8. Demi-finales. — Hain bat Somodi, 10-7. Talvad bat Denisov, 10-7. Finale. — Talvad bat Hain, 10-9.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (vingt-deuxième journée). *Troyes bat Sochaux... 3-0. *Valenciennes bat Strasbourg... 2-1. *Lille et Metz... 1-1. *Paris-Saint-Germain bat Lens... 4-2. *Nancy bat Arzon... 4-0. *Lyon et Nantes... 3-3. *Marseille bat Reims... 1-0. *Nîmes bat Monaco... 3-2. *Bordeaux et Saint-Etienne... 1-1. Classement. — 1. Lens, 37 pts ; 2. Nice, 32 ; 3. Metz, 30 ; 4. Marseille et Sochaux, 28 ; 5. Nancy, 27 ; 6. Nancy, 25 ; 7. Valenciennes, 23 ; 8. Reims, Lyon, Bordeaux et Lille, 22 ; 9. Bastia, 21 ; 10. Valenciennes, 21 ; 11. Paris-Saint-Germain et Lens, 21 ; 12. Troyes et Monaco, 18 ; 13. Strasbourg, 16 ; 14. Arzon, 9. DEUXIEME DIVISION (dix-neuvième journée). *Dunkerque bat Angoulême... 1-0. *Rennes bat Brest... 2-1. *Caen bat Paris Football Club... 1-1. *Lorient bat Boulogne... 4-1. *Châteaurenard et Amiens... 0-0. *Rouen bat Châtelet... 3-1. *Laval bat Pontault-Combault... 1-1. *Sedan et Brest... 1-1. *Tours bat Malakoff... 4-1. Classement. — 1. Lens, 37 pts ; 2. Caen et Lorient, 25. GROUPE B. *Red Star bat Ajaccio... 2-0. *Châteaurenard et Angers... 1-1. *Gueugnon et Besançon... 0-0. *Toulon bat Saint-Dié... 2-1. *Toulon bat Sète... 3-2. *Spinal et Béziers... 1-1. *Angers bat Gennevilliers... 3-1. *Mulhouse bat Nîmes... 4-0. Classement. — 1. Saint-Denis, 30 pts ; 2. Besançon, 29 ; 3. Angers, 27.

Les résultats

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (dixième journée). *Le Boucau et Grenoble... 6-6. *Peyrehorade et Angoulême... 3-3. *Carcassonne et Béziers... 16-0. *Cognac et Millau... 16-8. Classement. — 1. Carcassonne, 21 pts ; 2. Angoulême et Carmaux, 21.

Poule K

*Saint-Maur et Toulouse U.O. 20-15. *Paris U.C. et Nancy... 23-8. *Metz et Nantes... 29-18. *Bordeaux et Angoulême... 21-20. *Bordeaux et Angoulême... 21-20. Classement. — 1. Dijon, 23 pts ; 2. Strasbourg, 21 ; 3. Stade Marseillais U.C., 21.

Hippisme

Le prix Hécate, disputé à Vincennes pour les poulains âgés de deux ans, a été gagné par El Moro, entraîné de Emilio et de Bernal. La combinaison gagnante est 18-5-5.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (deuxième journée). GROUPE I. *Béziers et Valence... 31-6. *Tulle et Montchanin... 10-0. *St. toulonnais et Perpignan... 8-0. Classement. — 1. Béziers, 34 pts ; 2. Valence, 23 ; 3. Perpignan, 21. Montchanin et Béziers toulonnais, 21.

Poule B

*Brive et Aurillac... 7-6. *Chambéry et Bègles... 12-12. *Stade Rochelais et St-Jean-de-Luz... 12-12. *Montferrand et Mont-de-Mars... 36-6. *Clermont et St. Mont... 12-9. *Stade Rochelais et St-Jean-de-Luz... 12-12. Classement. — 1. Brive, 30 ; 2. Bègles, 27 ; 3. Aurillac, 25 ; 4. St-Jean-de-Luz, 21 ; 5. St. Mont, 18 ; 6. Montferrand, 15.

Poule C

*Bayonne et Vichy... 37-12. *Narbonne et Arzon... 17-13. *Biarritz et La Voulte... 17-13. *Oloron-Lyon O.U., remis. Classement. — 1. Biarritz, 35 pts ; 2. Arzon, 29 ; 3. Biarritz, 26.

Poule D

*Dax et Bourg... 12-12. *Racing et Toulon... 12-12. *Bordeaux et Marseilles... 12-12. *Nîmes et Romans... 28-28. Classement. — 1. Romans, 28 pts ; 2. Nîmes, 27 ; 3. Bourg, 25 ; 4. Dax, 21.

Poule E

*Bagnères et Périgueux... 16-3. *Agen et Tarbes... 4-0. *Montauban et Mèges... 12-3. *Toulouse et Saint-Jean-de-Luz... 12-3. Classement. — 1. Agen, 31 pts ; 2. Bagnères, 30 ; 3. Lourdes, 29 ; 4. Toulouse, 27 ; 5. Béziers, 25.

Poule F

*Auch et Saint-Médard... 25-3. *Mimizan et Le Crès... 14-4. *Dijon et Roanne... 44-0. Classement. — 1. Le Crès, 31 pts ; 2. Auch, 29 ; 3. Roanne, 26 ; 4. Saint-Médard, 21.

Poule G

*Castres et Albi... 50-4. *F.C. B. et S.B.U.C. ... 22-13. *Peyrehorade et Pamiers... 10-0. *Oyonnax-Cahors, remis. Classement. — 1. Castres, 37 pts ; 2. Cahors, 29 ; 3. Peyrehorade, 25 ; 4. Oyonnax, 21.

Poule H

*Auch et Saint-Médard... 25-3. *Mimizan et Le Crès... 14-4. *Dijon et Roanne... 44-0. Classement. — 1. Le Crès, 31 pts ; 2. Auch, 29 ; 3. Roanne, 26 ; 4. Saint-Médard, 21.

Poule I

*Coaraze-Nay et Saint-Claude... 19-7. *Béziers et Châteaurenard... 12-0. *Galliac et Castelsarrasin... 4-0. *Fumel et Langon... 4-0. Classement. — 1. Saint-Claude, 30 pts ; 2. Béziers, 28 ; 3. Fumel, 24 ; 4. Coaraze-Nay et Galliac, 24.

Esso: 7 champions de France 1975 7 voitures lubrifiées avec Uniflo.

Jean-François MAS
Jacques HENRY
Jean-Claude GEURIE
Raymond TOUROUL
Mariane HOEPFNER
Christiane DACREMONT

champion de France des rallyes groupe 3.
champion de France des rallyes groupe 4/5.
champion de France des circuits groupe 2.
champion de France des circuits groupe 3.
championne de France des rallyes groupe 2.
championne de France des rallyes groupe 4/5.

Michèle MOUTON
championne d'Europe
des rallyes féminins.



La région parisienne

A LA PORTE, A LA RUE

AMENDES ET PEINES DE PRISON EN CAS D'EXPULSIONS ILLÉGALES

Le secrétaire d'État au logement part en guerre contre les propriétaires abusifs

A PRES le vote, le 20 décembre 1975, de la loi sur la protection des occupants de locaux à usage d'habitation, M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, précise, dans l'interview que nous publions ci-dessous, l'esprit dans lequel le texte a été conçu.

« Le centre des grandes villes se vide. Paris n'échappe pas à la règle. Le quartier des Halles et le secteur du Marais sont particulièrement touchés par les expulsions. Que comptez-vous faire ? »

— Des mesures de portée immédiate ont d'ores et déjà été prises : il s'agit de la loi sur la protection des occupants qui vient d'être votée le 20 décembre dernier. Cette loi va, en particulier, contribuer à maintenir l'équilibre social et démographique des centres des villes. Elle définit un périmètre de logement, et va donc donner un coup d'arrêt à l'exil des catégories modestes de la population qui, souvent, habitent ces centres et sont, pour beaucoup, des personnes âgées.

Cette loi s'insère, bien sûr, dans une politique plus large de la ville et des centres villes, dont les autres instruments sont notamment la loi foncière et notre politique d'amélioration de l'habitat ancien dans son ensemble.

— Il existait déjà certaines mesures de protection des locataires. Récemment, au Conseil de Paris, l'administration a déclaré qu'elle se trouvait désarmée devant les « videurs » parce qu'elle ne pouvait les surprendre sur le fait. Quelles nouvelles mesures comptez-vous prendre pour éviter ces intimidations ?

— Il est exact que la loi du 1^{er} septembre 1948 apportait déjà aux occupants des mesures de protection. Mais elles ont été peu à peu dépassées par les faits et ont perdu de leur efficacité devant les formes nouvelles qu'a prises l'urbanisation. Il y a trente ans les centres des villes n'exerçaient pas le même attrait, et les banlieues elles-mêmes n'étaient pas aussi lointaines.

« La loi de protection des occupants rétablit donc les adaptations nécessaires. Il faut souligner deux types de mesures propres à faire obstacle à ces intimidations et à ces pressions inadmissibles dont vous parlez.

« La loi va permettre d'abord aux locataires de mieux se défendre eux-mêmes, puisqu'ils seront mieux informés de leurs droits, puisqu'ils auront un délai pour exploiter pleinement cette information et, enfin, puisque le re-

cours au juge sera facilité. Revenons en détail sur ces trois volets :

« Les propriétaires seront désormais tenus de préciser aux locataires les effets des congés, de leur notifier à l'avance les travaux qu'ils envisagent, les conditions de leur réalisation et leur conséquence sur les loyers ;

« Ils devront aussi leur accorder un délai de réflexion d'un mois avant signature de tout engagement sur la libération du logement qu'ils occupent actuellement et sur le logement proposé ;

« Enfin, si des pressions étaient exercées sur l'occupant à l'occasion ou sous couvert de travaux, le locataire pourra désormais s'adresser au juge des référés. Celui-ci, parce qu'il s'agit aujourd'hui du juge d'instance — il en existe un dans chaque arrondissement — est proche de ce locataire. Il pourra donc intervenir rapidement, sans que ce recours soit onéreux.

« Il fallait d'autre part que la puissance publique se dote de moyens de dissuasion suffisamment efficaces : c'est pourquoi des sanctions pénales lourdes, sous forme d'amendes et de peines de prison, ont été fixées par la loi contre les personnes qui tentaient encore de recourir à ces

types de pressions, que je considère, je le répète, comme tout à fait inadmissibles.

« J'ajoute que nous avons voulu aussi mettre un terme à certaines pratiques qui, à l'occasion de transactions portant sur des immeubles en très mauvais état, avaient pour effet de placer les locataires dans des situations financières inextricables et, finalement, pouvaient aboutir à les chasser. Il s'agit de la vente en copropriété d'immeubles ne disposant même pas de w.-c. communs (catégorie 4 de la loi de 1948) à des locataires aux revenus modestes qui se trouvent ensuite dans l'impossibilité de faire face aux travaux importants nécessités par l'état de l'immeuble.

Désormais, la vente en copropriété de tels immeubles n'est plus possible. Seuls les collectifs publics, les organismes d'H.L.M. et les sociétés d'économie mixte, parce qu'ils ont vocation à maintenir un parc de logements sociaux dans le centre des villes, échappent à cette interdiction.

« Quelle politique de construction de logements sociaux préconisez-vous pour la capitale ?

« Ne parlons pas, si vous le voulez bien, seulement de construction de logements sociaux mais parlons d'une politique sociale de logement.

« Cette politique peut prendre plusieurs aspects :

« La construction, de logements neufs tout d'abord : une dotation importante de logements sociaux est, en effet, mise chaque



(Dessin de KONK.)

année à la disposition de la Ville de Paris (quatre mille logements en 1975).

« Notre politique de réhabilitation sociale de l'ancien, ensuite : c'est ainsi que nous avons actuellement à Paris un programme de réhabilitation de mille logements anciens intégrés dans notre programme H.L.M. Diverses formules sont par ailleurs envisagées : l'attribution de moyens de financement privilégiés à des propriétaires qui s'engageraient à conserver, après travaux, l'occupation sociale du logement. Enfin, par

la possibilité d'aider aussi les personnes qui demeurent dans l'habitat ancien par une aide personnalisée.

« Progressivement, nous nous donnons les moyens d'action nécessaires pour que les centres de nos villes gardent toute la diversité et toute la vie qui font leur charme, en n'oubliant jamais que Paris est malgré tout un cas particulier. Ne regardons pas seulement le problème des villes françaises à travers la fenêtre parisienne.

Propos recueillis par JEAN PERRIN.

Bien habillé, l'aspect sympathique

VIDEUR...

ENTRE les recensements de 1968 et de 1975, la capitale a perdu cinq cent mille habitants : le premier arrondissement, par exemple, a vu sa population baisser de 33 %. Cette hémorragie est la conséquence paradoxale de la renaissance des centres urbains. Il y a dix ans, les pouvoirs publics décidaient d'envoyer le développement des centres-villes en les rénovant. Or les loyers des immeubles anciens sont réglementés et les rénovations permettent de les « libérer », en fait de les décapiter. « La rénovation, nous devrions la souhaiter, mais elle se fait à nos dépens, elle nous chesse de nos logements », telle est la constatation d'un vieux Parisien qui avait jusqu'à présent « la chance d'habiter Paris ».

Les locataires aux revenus modestes ne sont que sursitaires dans la capitale : pour ces Parisiens, la rénovation se résume souvent à une rumeur (« un promoteur a acheté notre immeuble ») et par une lettre leur signifiant leur congé...

Lorsqu'un promoteur achète un ou plusieurs immeubles, il soustrait les expulsions à un personnage que les Parisiens ont rapidement surnommé un « videur ». Ce travailleur « libéral », bien habillé, à l'aspect sympathique, parcourt les étages muni d'un carnet de chèques. A chaque locataire, il répète : « Vous devez partir, pour vous dédommager, je vous offre... »

Ebahie, la vieille dame qui n'a jamais vu tant d'argent accepte et signe son congé. Ainsi « tombent » les moins décidés, qui sont aussi les moins informés. Si elle refuse, il affirme que « c'est cela

ou la rue ». Si elle résiste encore, les prix montent et l'immeuble se vide. On a vu des indemnités pour des logements identiques passer de 5 000 à 100 000 F...

Pour convaincre les locataires récalcitrants, les promoteurs disposent d'une panoplie complète de pressions : la contrainte des travaux vient informer cette personne âgée, seule rescapée du 17, rue Saint-Paul, qu'il va « crever son plafond en faisant des travaux si elle ne s'en va pas tout de suite » ; un locataire rentrant de son travail retrouve sa porte fracturée ; un autre surprend des ouvriers coupant l'eau et l'électricité de son immeuble.

Il fut un temps où les promoteurs faisaient démonter une partie de l'escalier, casser une cloison dans un immeuble insalubre, obtenaient immédiatement un arrêté de péril. La police faisait évacuer d'urgence l'immeuble, et le promoteur était délivré de l'obligation qu'il a de reloger les locataires mis à la rue. Depuis quelques mois, la ruse est évanouie et la préfecture n'accorde que de rares arrêts de péril, et toujours après enquête.

Perte murée

Les relogements ont eux aussi leur histoire. Là encore, comme le raconte un vieillard : « Un jeune homme bien élevé m'a accompagné en voiture visiter un appartement. Il m'a demandé de signer des que nous sommes sortis. J'ai signé. Mais j'ai regretté de l'avoir fait et, sur l'intervention d'une association, j'ai pu annuler mon engagement... » Si ce vieux locataire a pu bénéficier de la

loi Barrot qui vient d'être promulguée et qui permet aux locataires de retirer leur signature sous certaines conditions, tous n'ont pas eu cette chance.

Une des premières victimes du logement, sourde et aveugle, a signé son congé. « Ils étaient venus à trois, ils m'avaient dit que j'aurais un logement décent, mais, quand je suis arrivée dans mon nouvel appartement, il n'y avait qu'une seule pièce et je ne pouvais pas déloger mon lit ; alors, je suis rentrée chez moi, mais ma porte était murée. J'ai dit : « fille », qui travaille dans l'hôtel d'à côté, m'a invité à venir habiter chez elle... Depuis elle attend, mais on ne peut rien pour elle : elle a signé.

Pourquoi les nouveaux propriétaires font-ils preuve d'une telle hâte à « vider » les immeubles ? Lorsqu'un promoteur prépare une rénovation, il organise un « tour de table » : des représentants des banques, des investisseurs privés et lui-même tentent de se faire le prix de l'immeuble, le coût des évictions, celui des travaux. Ces frais sont couverts par des prêts bancaires. Or, selon la loi, un promoteur peut vendre les futurs logements dès que le permis de construire est accordé, c'est-à-dire plusieurs mois avant le fin des travaux.

Seul grain de sable dans la machine, le permis de construire nécessite pour commencer les travaux ne peut être accordé que si l'immeuble est totalement vide. Les expulsions ne sont, en fait, que la face visible de la spéculation.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

« LES BONNES LOIS NE SE FONT PAS A LA HATE »

Un pluriel de trop

LA loi relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation a notamment pour objet de préciser la portée du droit au logement des locataires d'appartements soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948, lorsqu'ils sont évacués à l'occasion d'une opération de rénovation ou de travaux.

Pour éviter les relogements lointains, particulièrement douloureux pour les personnes âgées, le nouveau logement devra désormais être situé à l'intérieur d'un périmètre défini par la loi.

Trois situations sont envisagées : celle des communes divisées en arrondissements, celle des communes divisées en cantons urbains (ce qui est notamment le cas de Bordeaux, Dijon ou Toulouse), celle des autres communes.

Dans les trois situations, l'intention du gouvernement a été de garantir un relogement à l'intérieur de la circonscription où était situé le local initial ou dans la couronne des circonscriptions contiguës.

Cette intention est clairement traduite, à l'article 2 de la loi, en ce qui concerne les communes non divisées en arrondissements ou cantons : le relogement doit être assuré « sur le territoire de la même commune ou d'une com-

mune limitrophe », à quoi le Parlement a ajouté une condition de distance : le nouveau local ne peut, en toute hypothèse, être éloigné de plus de 5 kilomètres du précédent.

De même, dans les communes divisées en cantons, le relogement doit être assuré dans le canton, ou la couronne des cantons ou communes « limitrophes » de ce canton.

A la suite d'une erreur de rédaction (la loi traduit imparfaitement la réforme souhaitée en ce qui concerne les communes divisées en arrondissements. Pour prendre l'exemple de Paris, si dans les arrondissements du centre (1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements) elle atteint bien l'objectif poursuivi, il n'en va pas de même dans les autres, où la lettre du texte autorise un relogement non seulement dans les arrondissements (ou communes) limitro-

phes, mais également dans une seconde tranche de communes, limitrophes « des » arrondissements. Ceci tient exclusivement à l'emploi erroné de ce pluriel, au lieu du singulier, que l'on retrouve d'ailleurs dans l'alinéa relatif aux communes divisées en cantons.

Dès la session de printemps, M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, proposera au Parlement de corriger cette erreur, à l'occasion de l'examen d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, député R.I. de Paris, déjà adoptée par l'Assemblée, en première lecture, modifiant l'article 23 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948 qui interdit l'exercice du droit de reprise à l'encontre des locataires de plus de soixante-dix ans et de revenus modestes : la proposition de loi actualise le seuil des revenus.

Dans l'immédiat, le secrétaire d'État au logement, invite les locataires auxquels l'application du texte actuel serait préjudiciable à le saisir personnellement : 40, rue du Bac, Paris (7^e).

Il faut rappeler d'autre part qu'en cas d'expulsion la loi du 1^{er} septembre 1951 permet d'accorder aux locataires des délais et qu'elle interdit d'expulser pendant la période du 1^{er} décembre au 15 mars.

(1) Révisée par plusieurs députés et corrigée à deux reprises lors de la discussion du projet à l'Assemblée, cette erreur semblerait avoir échappé à l'attention des membres de la commission mixte paritaire (composée de députés et de sénateurs) qui ont rédigé le texte adopté définitivement. On peut y voir la conséquence des conditions de travail déplorables qui sont trop souvent imposées au Parlement pendant les fins de sessions. « Les bonzéros ne se font pas à la hâte », avait reconnu, le 27 mai 1975, M. Giscard d'Estaing.

Le balcon de villard

La nouvelle station du Dauphiné :

VILLARD-DE-LANS. 38

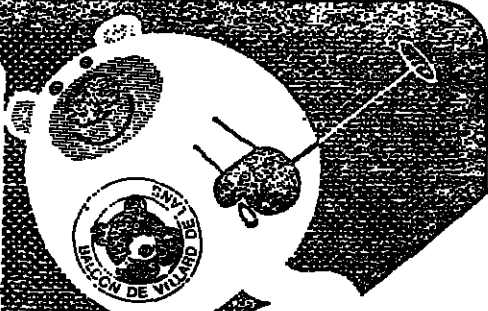
pour un style de vacances que vous devez connaître!

Un véritable complexe sportif, situé en plein Vercors (cote 1200/2000). LE BALCON DE VILLARD à 4 km de Villard-de-Lans, est la merveilleuse station de sports d'hiver au pied des pistes. L'ensoleillement est remarquable. Pour les grands skieurs amateurs de descentes, 6 pistes de compétition, 16 pistes balisées (75 km). Pour les fanatiques du ski de fond, 3 pistes. 18 remontées mécaniques, dont une télécabine, l'une des plus rapides du monde (1.800 skieurs à l'heure). Pour votre détente et vos loisirs, LE BALCON DE VILLARD vous offre le choix

entre 3 formules de séjour :

1. LA RÉSIDENCE SUPER-VILLARD, où tout est organisé pour profiter au maximum de votre séjour en pleine tranquillité.
2. L'HOTEL LE BALCON (3 étoiles NN) pour un repos au calme et sans souci.
3. DES APPARTEMENTS à vendre ou à louer, du studio au 5 pièces où tout est prévu pour accueillir votre famille.

LE BALCON DE VILLARD, une station 100 % club : cinéma, discothèque, bars, restaurants, centre commercial, garderie pour les petits, et à votre arrivée... les cadeaux de « Nounours ».



Renseignements
MAISON DU
BALCON DE VILLARD
Service n° M 26
69 bd Malesherbes
75008 PARIS - Tél. 522.81.75

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Corse

Un nouveau mouvement autonomiste veut succéder à l'ARC

De notre correspondant

s'élève contre la répression et annonce qu'il va durcir son action, principalement « si les patriotes innocents, tant ceux de Paris que d'Ajaccio », ne sont pas libérés.

En revanche, le mouvement clandestin Ghjustizia Paolina, dans un communiqué, demande « à tous ses frères corses, aux militants sincères, aux patriotes de la lutte clandestine, de suspendre toutes les actions prévues ».

Donnant les raisons de cette nouvelle ligne de conduite, les responsables précisent : « C'est devant la menace croissante des provocations extrêmes, compte tenu de l'ampleur que prend l'insurrection, qu'elle soit distillée par les services spéciaux, ou entretenue au sein des mouvements politiques et au sein même du peuple, que la direction politique de Ghjustizia Paolina a décidé de n'entreprendre aucune action tant que régnera le désordre dans les esprits et les cours ».

En effet, trop d'attentats ont frappé des Corses connus pour leur attachement à notre cause, trop de communistes entachés de propagande colonialiste ont pu être semés des germes de crainte dans la population que l'on veut sans doute préparer à une grande répression à la veille du procès des patriotes », indique Ghjustizia Paolina.

PAUL SILVANI.

Six personnes vont être déferées à la Cour de sûreté de l'Etat

Six personnes interpellées la semaine dernière après les récentes piastres commises dans le sud de la Corse seront déferées, mardi 27 janvier, devant la Cour de sûreté de l'Etat. Cinq d'entre elles, interpellées en Corse, MM. Jean-Pierre Rossi, Paul Corti, Yves Ferrand, Jean-Marie Bruschi et Jacques Pinelli, seront transférées d'Ajaccio à Paris, mardi matin, par avion militaire. Le même jour, M. Marc Mattel, étudiant en médecine, originaire de Sartène, interpellé à Marseille, sera conduit également à Paris.

D'autre part, M. Marcel Barroli, un des avocats du docteur Edmond Siméoni, interpellé à Paris, a indiqué, dimanche soir, que le procès des autonomistes corses n'aurait pas lieu en février, contrairement à ce qui avait été indiqué.

Le Front paysan corse de libération, qui avait été dissous le 29 janvier 1974 par le conseil des ministres et qui, en 1975, a revendiqué une cinquantaine d'attentats, conteste que des militants aient été arrêtés et déclare que les personnes gardées à vue à Ajaccio et Marseille sont étrangères à la « lutte » clandestine. Il

Aménagement du territoire

● CRISTE A LA CHAMBRE DE COMMERCE DE FÉCAMP — La chambre de commerce de Fécamp, qui gère le port de cette ville, traverse actuellement une grave crise de trésorerie. La pêche en difficulté a diminué ses versements ; le conseil général a refusé une redevance conjoncturelle de 400 000 francs. — (Corresp.)

TRANSPORTS

LES VOITURES CORAIL PRISES EN DÉFAUT

« Maladies de jeunesse » dit la S.N.C.F.

Les voitures Corail que la S.N.C.F. a commencées de mettre en service au printemps dernier laissent-elles à désirer ? Les responsables de la société nationale reconnaissent que les nouvelles vitres à double paroi n'ont pas donné satisfaction : une certaine d'entre elles se sont brisées en cours de route, notamment au croisement d'autres trains. Dès le mois de novembre dernier, il a donc fallu procéder à leur remplacement par des vitres classiques. Deux cents voitures ont déjà été modifiées : il en reste encore une trentaine à réparer. L'enquête dira si ces frais supplémentaires — de l'ordre de 800 francs la vitre — doivent être supportés par le constructeur ou par l'exploitant. Au total, les commandes de voitures Corail portent jusqu'au début de 1979 sur mille cinq cents exemplaires qui seront désormais équipés de vitres classiques.

D'autres imperfections ont été relevées à bord des voitures Corail, notamment la qualité du plateau et le fonctionnement des convertisseurs de courant. Ces imperfections sont maintenant corrigées, dit-on à la S.N.C.F.

● M. Marcel Casadé, secrétaire d'Etat aux transports, a confirmé au cours d'une conférence de presse à Paris le lundi 26 janvier, le succès de la carte orange. Aussi a-t-il décidé de faire bénéficier de cette carte davantage d'usagers de la banlieue parisienne. A compter du 1^{er} mars prochain, les habitants dont le domicile est situé dans un rayon de 75 kilomètres autour de la capitale pourront jumeler leur carte hebdomadaire de travail avec la carte orange. En outre, à dater du 1^{er} juillet prochain, la carte orange pourra devenir annuelle et non plus mensuelle.

A PROPOS DE...

LES NOUVEAUX MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT

La qualité de la vie : un fourre-tout ?

« Un seul être en quatre personnes. » C'est par cette formule que M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, vient de présenter à la presse l'équipe de son ministère. Il était entouré en effet des trois secrétaires d'Etat qui lui sont rattachés : M. Pierre Mazeaud pour la jeunesse et les sports, M. Jacques Médecin pour le tourisme, et M. André Jarrot pour l'environnement.

« Bien sûr, nous voici quatre à nous battre pour la qualité de la vie, a dit M. Fosset, mais, en multipliant les actions communes, nous nous efforçons d'être un seul sur le terrain. Le nouveau ministre réussira-t-il à son prédécesseur à échouer ? Car, après tout, le sport, la défense de la nature, le tourisme, la jeunesse, l'anti-pollution, les loisirs, ne font pas forcément bon ménage. Les fonctionnaires qui s'en occupent sont de formations très diverses. Même leurs équipes parisiennes travaillent aux quatre coins de la capitale au peu d'occasion de se rencontrer. Aussi peut-on se demander si le regroupement en mai 1974 des trois secrétaires d'Etat dans le fourre-tout de la qualité de la vie était un bon calcul. D'autres configurations seraient peut-être plus adaptées. Les préoccupations sur la consommation et celles de l'aménagement du territoire s'accroissent, par exemple, mieux avec celles sur l'environnement qu'avec celles sur les sports et le tourisme.

M. André Fosset s'en est déjà rendu compte. « La consommation est un des éléments de la qualité de la vie, a-t-il reconnu. Aussi vais-je rapidement rencontrer Mme Scrivenet, secrétaire d'Etat à la consommation, pour assurer la coordination de nos actions. » Et un peu plus tard : « Je veux accroître la participation de mon ministère à l'aménagement du territoire et particulièrement à celui des zones sensibles que sont le littoral et la montagne. »

Si l'on ajoute à cela la préoccupation justifiée qu'a M. Fosset d'améliorer le cadre de la vie professionnelle, secteur jusqu'ici délaissé par ses prédécesseurs, on voit bien quelles sont les vastes ambitions du nouveau ministre. Elles correspondent aux fonctions « académiques » fixées dès l'origine au département de la qualité de la vie. A un grand ministère il faut des moyens convenables : il ne les a pas. Il lui faut un grand ministre. Bonne chance, M. Fosset !

MARC AMBROISE-RENDU.

Région parisienne

L'HOTEL DES VENTES SAUTE LA SEINE Drouot-Rive gauche

Adjudé ! Il va falloir attendre à présent près de quatre ans avant que se fasse entendre de nouveau du côté des rues Drouot, Rossini et Chauchat, dans le 9^e arrondissement, la sèche notation des marteaux d'ivoire notant un terme à des enchères souvent passionnées. L'hôtel des ventes a vécu. Dans quelques jours, la pioche des démolisseurs jettera à bas l'un après l'autre les médaillons qui symbolisent, au fronton de la haute bâtisse, tout ce qui s'y est vendu depuis cent dix-huit ans, meubles, tableaux, objets d'art, pièces d'orfèvrerie, timbres-poste, livres par bibliothèques entières, voire parfois — comme en 1910 — des « lots » aussi fastueux qu'un ménage au grand complet.

Au printemps dernier, la préfecture de Paris a donné son feu vert au deuxième permis de construire déposé par MM. André Biro et Jean-Jacques Fernier, architectes, dont les premières esquisses avaient été écartées sans appel par M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture (le Monde du 11 avril 1975), hostile à leur « modernisme », jugé indécorable dans un quartier très dix-neuvième, et à leur hauteur excessive par rapport aux immeubles voisins.

Trois mille ventes par an

Le nouveau projet, totalisant sept niveaux derrière une façade de pierre, fonte et verre, sous un faux toit de zinc (le matériau sera plaqué, en fait, sur une coque de béton), s'élève, outre les salles réservées aux ventes et leurs annexes administratives,

CENT QUARANTE LOGEMENTS CONTESTÉS A SAINT-QUENTIN-EN-YVELLES

Le tribunal administratif de Versailles (Yvelles) vient de suspendre les travaux de construction de cent quarante logements à Maurepas, dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelles.

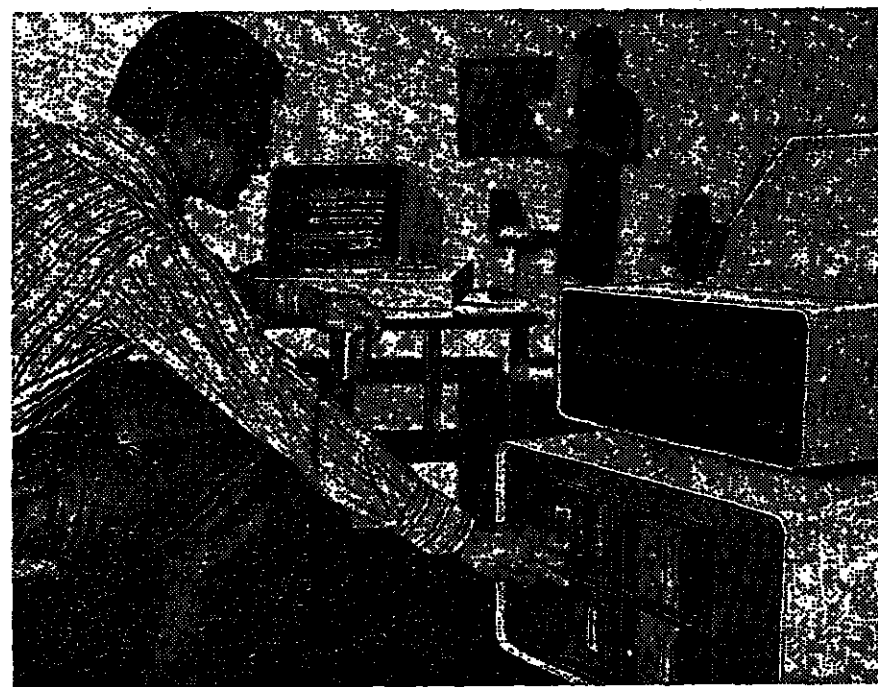
Saisi de cette affaire, au mois d'octobre dernier, par une association de défense de l'environnement qui refusait la destruction d'un bois de 5 hectares, le bois de Nogent, le tribunal a décidé de surseoir à l'exécution du permis de construire accordé le 31 août 1975 par le préfet à la société civile immobilière Les Hauts Bouleaux. Le juge administratif a été sensible notamment à l'absence d'autorisation d'abattage d'arbres dans le permis incontesté.

Toutefois, le chantier ne devrait pas être arrêté, selon la préfecture, car un nouveau permis a été accordé, le 14 janvier. Celui-ci stipule qu'une surface triple de la superficie des bois abattus devra être replantée par la société Les Hauts Bouleaux.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

* Drouot-Rive gauche : à partir du 31 janvier, tous les jours sauf dimanche, de 11 heures à 18 heures.

Alvan vous propose de passer 3 jours avec son ordinateur



Rien de plus époustouflant qu'un ordinateur en démonstration : tout est toujours impeccable. Et s'il y a des aspects délicats on peut faire confiance au vendeur pour les transformer en zones d'ombre. C'est bien humain et on ne voit pas pourquoi il répondrait aux questions embarrassantes qu'on ne lui pose pas. Seulement voilà : quand

Chez Alvan, nous fabriquons un petit ordinateur. Ce n'est pas une machine miracle : il n'est pas question de l'utiliser pour guider un engin dans l'espace ou gérer quelques millions de comptes. L'ordinateur Alvan est une machine conçue pour des organisations de dimension humaine, souhaitant résoudre au fur et à mesure leurs problèmes de tous les jours : la facturation, les stocks, la paie, mais aussi de la gestion industrielle, du courrier personnalisé, des traces de courbe en 2 couleurs, de la tenue de fichiers...etc. Le tout en temps réel et sans environnement informatique spécialisé.

C'est pourquoi nous proposons de mettre à votre disposition, chez vous, pendant quelques jours, un ordinateur Alvan. Vous interrogerez vous-même la machine sur vos cas particuliers. Avec ou sans notre assistance. Vous pourrez ainsi vous faire une opinion à l'écart de toute pression ; et demander l'avis de votre banquier, de votre comptable, de votre secrétaire et, si vous le voulez, de nos concurrents. Tout ce qu'il vous faut, c'est une simple prise de 220V.

ALVAN
94, RUE LAURISTON 75016 PARIS
TEL. 553.97.75-727.2492-727.7422-TELEX : 620593

Alvan : un petit ordinateur pour ne plus avoir peur des ordinateurs.

Alvan

M.

Fonctions

Firme ou organisation

Adresse

Tél.

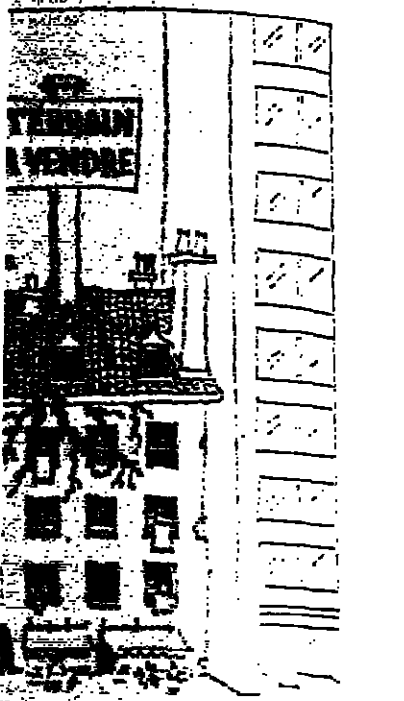
☐ est d'accord pour effectuer un essai gratuit de l'ordinateur Alvan

☐ est intéressé à assister à une démonstration de l'ordinateur Alvan

☐ désire recevoir une documentation avec références sur l'ordinateur Alvan

ULSIONS ILLÉGALES

en guerre

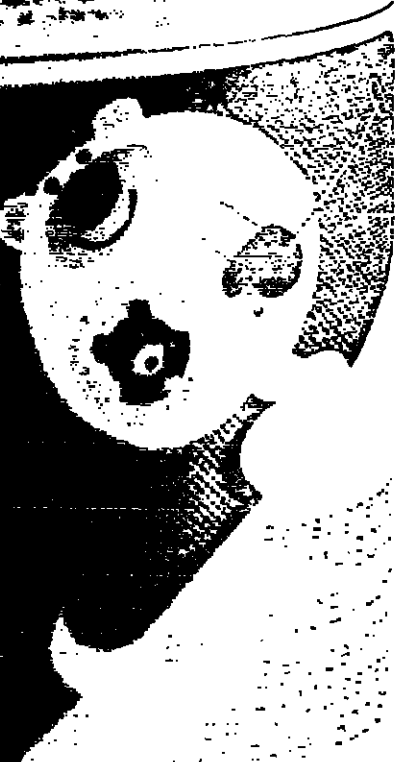


La ville de Paris a été déclarée en guerre contre les délinquants. Les services de police ont lancé une opération de grande envergure pour lutter contre la criminalité. Les délinquants sont considérés comme des ennemis de la ville. Les services de police ont lancé une opération de grande envergure pour lutter contre la criminalité. Les délinquants sont considérés comme des ennemis de la ville.

NT PAS A LA HATE

de trop

Les services de police ont lancé une opération de grande envergure pour lutter contre la criminalité. Les délinquants sont considérés comme des ennemis de la ville. Les services de police ont lancé une opération de grande envergure pour lutter contre la criminalité. Les délinquants sont considérés comme des ennemis de la ville.



**Vous attendiez des Bons du Trésor
un rendement élevé?
un revenu immédiat?
une liquidité totale?**

Aujourd'hui, c'est fait.

Les Bons du Trésor font peau neuve et s'actualisent. Tout ce que vous attendiez d'un placement sûr, intéressant, souple et sans problèmes, les nouveaux Bons du Trésor vous le proposent.

Un placement solide et sur mesure.

Un Bon du Trésor est un titre émis par le Trésor Public. C'est-à-dire qu'il bénéficie de la plus solide des garanties : celle de l'Etat. Des coupures de 500, 1.000 et 10.000 F vous permettent de moduler vos placements en fonction de vos disponibilités. De plus, vous en fixez vous-même la durée : 1 an, 2 ans ou 5 ans sans aucune limitation de la somme que vous désirez investir.

La fidélité rapporte.

Car l'intérêt augmente avec la durée. Ainsi le Bon à 1 an vous rapporte un intérêt de 6,50%* par an tandis que le Bon à 2 ans rapporte un intérêt de 7,50%*. Bien entendu ces intérêts vous sont payés d'avance, au moment de l'achat.

Le BIP: le meilleur placement actuel.

Le BIP, c'est un Bon à Intérêt Progressif. C'est, de loin, le plus attrayant car il vous rapporte au total 10,50%* par an sur 5 années. Les intérêts sur les trois premières années vous sont versés

à la souscription, ceux des deux dernières années vous sont réglés au moment du remboursement. Et dans le cas où vous auriez besoin de votre argent, vous pouvez à tout moment en obtenir le remboursement dès la fin du troisième mois.

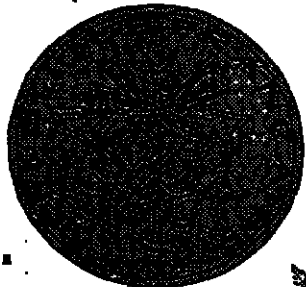
Un placement simple.

Avec les nouveaux Bons du Trésor, tout devient simple. Si vous désirez récupérer rapidement vos fonds, de la même façon que l'on vous remet sur-le-champ un Bon contre votre argent, il vous suffit simplement de présenter vos Bons pour en obtenir le remboursement immédiat. Enfin les Bons du Trésor peuvent être établis au porteur ou à votre Nom. Ils sont facilement transmissibles. Renseignez-vous auprès des Comptables du Trésor Public ou à la Poste.

BON A INTERET PROGRESSIF	
Durée	Taux actuariel brut annuel
1 an	6,50 %
2 ans	7,50 %
3 ans	8,25 %
4 ans	9,37 %
5 ans	10,50 %

*avant impôt.

**Les nouveaux Bons du Trésor:
le meilleur placement actuel.**



مكتبة من الأصل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

UNE INTERVIEW DU FUTUR PRÉSIDENT DE C.I.I.-HONEYWELL-BULL

Toute attaque contre la nouvelle compagnie ne peut qu'aider I.B.M.

nous déclare M. Jean-Pierre Brulé

LE 22 décembre, les derniers accords de fusion des activités grande informatique de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.) et d'Honeywell-Bull étaient définitivement paraphés entre toutes les parties concernées : les pouvoirs publics français, la Compagnie générale d'électronique et le groupe américain Honeywell, qui détient 47 % de la nouvelle société C.I.I.-Honeywell-Bull.

Cette opération, approuvée par le président de la République, constitue un tournant dans la politique qui avait été suivie en matière d'informatique ces dernières années : à l'alliance européenne avec les groupes allemand et néerlandais Siemens et Philips, mise sur pied en 1973,

la coopération avec la société américaine Honeywell est finalement préférée.

La fusion d'une partie des activités de la C.I.I. avec Honeywell-Bull a suscité de sérieuses réserves au sein même de la majorité. Les syndicats et les partis de gauche n'ont pas ménagé leurs critiques, accusant le ministre de l'Industrie et de la recherche de « brader l'informatique française aux intérêts américains ».

M. Jean-Pierre Brulé, actuel P.D.G. d'Honeywell-Bull, et qui prendra dans quelques semaines la présidence de la nouvelle société, répond aujourd'hui à ces critiques et s'explique sur la politique qu'il entend mener à l'avenir.

« Au moment où Honeywell-Bull va absorber la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.), quelle est, monsieur le président, la situation des deux entreprises ?

— Il ne s'agit pas d'une absorption. En fait l'opération est une fusion. La meilleure preuve en est qu'on trouvera des responsables de la C.I.I. à de nombreux postes importants dans le nouveau groupe. Pour ce qui concerne la situation des deux sociétés, j'aimerais commencer par ce que je connais le mieux : celle d'Honeywell-Bull. Un petit retour en arrière est nécessaire. De 1964 à 1968, la compagnie a perdu de l'argent. À partir de 1967, elle a commencé à remonter la pente. Elle est parvenue à l'équilibre en 1969, et, depuis, son résultat net n'a cessé de croître pour atteindre 110 millions de francs en 1974, soit 4,7 % du chiffre d'affaires, ce qui est parfaitement honorable dans le secteur. Ce redressement nous a permis de payer en 1975 un dividende à nos deux actionnaires

(Honeywell et Bull). Bien entendu, Honeywell-Bull, comme la plupart des entreprises françaises, a ressenti les effets de la situation économique en 1975.

— Et la C.I.I. ?

— Nous n'avons pas encore les comptes 1975 de la C.I.I. Nous savons que l'activité commerciale fin 1975 a été très bonne — pour Honeywell-Bull aussi d'ailleurs, — mais chacun sait que la C.I.I. a subi des pertes.

« Pour l'opération de fusion projetée, ces pertes n'affectent pas le bilan puisque les apports ont été calculés de telle façon qu'actif et passif s'équilibrent exactement. Restent, bien sûr, les pertes d'exploitation qui existaient avant la fusion, et qui subsisteront quelque temps, car nul ne peut y remédier d'un coup de baguette magique. Au demeurant, il serait parfaitement injuste d'accabler les responsables de la C.I.I., car nulle société d'informatique n'aurait pu démarquer de presque rien, conquérir une clientèle chez les concurrents, développer une ligne de produits ambitieuse, sans requérir une aide financière considérable.

— Pensez-vous que la C.I.I. ait toujours été placée dans les meilleures conditions ?

— Sans doute pas. Mais ses pertes d'exploitation sont une réalité. Quand nous avons rencontré les pouvoirs pu-

bles, nous avons clairement posé le problème : il était impensable pour nos actionnaires de retomber dans l'ère des pertes. La puissance publique a donc consenti un effort particulier pour permettre à la fusion de se réaliser. D'abord, l'État a prévu de passer au nouveau groupe un certain volume de commandes. Ensuite, point essentiel à nos yeux, il achètera nos produits. C'est une innovation. Vous le savez, dans ce secteur d'activité, les matériels sont souvent loués. Dans ce cas particulier, il est très paradoxal qu'une société privée devienne le banquier de l'État. Au demeurant, cette disposition me semble aller également dans le sens de l'intérêt de l'État, qui conserve généralement ses matériels assez longtemps pour que l'achat soit préférable à la location. Cette possibilité sera d'ailleurs offerte à d'autres que nous.

— Vous avez également obtenu une promesse de subvention de la puissance publique. Or l'on trouve dans le texte certains ont affirmé que vous l'utilisiez pour payer votre dette.

— La subvention a pu paraître élevée. Mais j'aimerais à ce propos faire quelques remarques.

Propos recueillis par
PHILIPPE LABARDE
et JEAN-MICHEL QUATREPOINT.
(Lire la suite page 20, 3^e col.)

AU COLLOQUE DE GENÈVE

Une dénonciation de l'« économisme » du dialogue Nord-Sud

De notre envoyé spécial PIERRE DROUIN

Genève. — Pas de résolutions. Un ordre du jour vaste comme la mer. Deux recettes pour résoudre un colloque, parce que les participants, ne se sentant pas bridés, disent vraiment ce qu'ils ont sur le cœur. La rencontre mondiale organisée par M. Albert Tévédjré, directeur de l'Institut international d'études sociales, qui fonctionne depuis quinze ans dans l'orbite du B.I.T., a ainsi permis du 19 au 23 janvier à Genève de très libres échanges de vues sur « les implications sociales d'un nouvel ordre économique international ». Commissions et séances plénières ont brassé les contributions d'une centaine de personnalités venant du monde entier où des professeurs côtoient

des ministres, des ecclésiastiques retrouvant de hauts fonctionnaires nationaux et internationaux ainsi que des syndicalistes du tiers-monde et de l'Occident.

Comme il était normal, étant donné le lieu et le sujet choisis, c'est contre les privilèges accordés à l'« économisme » par rapport au « social » dans le dialogue Nord-Sud que de nombreux orateurs se sont d'abord élevés. À cet égard, l'une des interventions les plus remarquées fut celle de M. Kodjo, ministre des finances et de l'économie du Togo, déplorant que le « social » soit toujours considéré comme le « surcroît », automatiquement donné à partir du moment où l'« économisme » est réglé.

Un « colonialisme intellectuel »

M. François Lagrange, maître des requêtes au Conseil d'État et rapporteur du comité Sudreau sur la « réforme de l'entreprise », a réagi dans le même sens, parlant d'un véritable « colonialisme intellectuel » aussi visible dans les pays riches que dans les pays pauvres si l'on songe par exemple aux hiérarchies gouvernementales où prédominent toujours les ministres des finances aussi bien qu'aux organisations internationales, où F.M.I. et Banque mondiale donnent le ton, sans parler de l'Europe, où les rencontres entre ministres des finances sont beaucoup plus nombreuses que celles des responsables d'autres administrations.

Dans la mesure où la production de biens et de services en vue d'une meilleure qualité de la vie demande un code, c'est-à-dire une échelle de valeurs, l'efficacité et la morale ne sont pas incompatibles notait à son tour M. Bernard Beguin, directeur adjoint de la radio-télévision suisse romande, M. J.-J. Moynot, secrétaire confédéral C.G.T., demandant que tout contrat économique international soit accompagné d'une convention sociale négociée avec la participation des syndicats des pays intéressés.

Cette dénonciation de l'« économisme » devait s'élargir en un débat de fond non inscrit sur le registre des commissions mais qui couvrit de l'une à l'autre, de nombreux participants s'accordant sur le fait que la « nouvelle ordre » impliquait la transformation des nations riches. Ainsi, pour M. Jacques Attali, il ne s'agit pas seulement de réformer l'agencement des échanges commerciaux,

monétaires et financiers il faut en même temps remettre en question le mode de croissance des pays développés qui est lui-même la cause du sous-développement et de la tentative de normalisation culturelle entreprise par l'Occident.

M. Michel Rolant, secrétaire national C.F.D.T., parla dans le même sens, estimant que les travailleurs accepteraient de moins en moins le type d'alléger qu'on leur fait subir. Le professeur Szentesi, de Budapest, vit également dans la survie du système capitaliste la propagation du mode de développement de répartition du travail, tandis que M. René Dumont reprenait une de ses thèses bien connues selon laquelle le développement des pays attardés suppose la suppression du gaspillage des pays riches.

Il était clair que l'assemblée se divisait entre ceux qui envisageaient le nouvel ordre économique mondial comme une véritable révolution, des comportements et des esprits et les partisans d'un repliement, M. Kofi Agyemang, professeur d'économie à l'université d'Illinois (Etats-Unis) se rangeant plutôt, par exemple, dans cette dernière catégorie. Il estima, en effet, que le nouvel ordre ne pourra s'imposer s'il gène trop de gens : le « jeu à somme nulle » (les avantages des uns compensant les inconvénients des autres) ne mène pas loin, seule l'augmentation de la somme totale devant être recherchée.

(Lire la suite page 18, 3^e col.)

BULLETIN

LA FORCE DE L'HABITUDE

CE ne fut d'abord qu'un bruit et bientôt une rumeur, le recul de notre devise aidant : « Le pétrole sous la bannière du franc ». Inductivement accueilli, le C.N.P.F. réagit aussitôt et, dans un communiqué très sec, rappela que M. Ferry, l'un de ses vice-présidents, avait déclaré lors de la dernière assemblée générale : « Nous croyons à l'existence d'une monnaie forte pour la France. C'est clair. »

Il n'en demeure pas moins que bon nombre d'industriels déplorèrent « mezzo voce », ces dernières semaines, le cours élevé du franc qui les gênait à l'exportation. De là à penser qu'ils cherchaient à faire baisser notre devise il n'y avait qu'un pas, trop précipitamment franchi semble-t-il. A bien des égards, ces « doléances monétaires » de chefs d'entreprise paraissent choquer : « A peine la franc s'est-il redressé qu'ils souhaitent le voir fléchir. Décidément ses patrons sont incorrigibles. Ah ! il leur fallait avoir le dynamisme des Allemands... »

La comparaison avec ce qui se passe outre-Rhin est, en effet, tentante. Le deutschemark est, avec le franc suisse, la monnaie la plus forte d'Europe ; cela n'a pas empêché les industriels de Francfort ou de Düsseldorf de développer considérablement leurs ventes à l'étranger. Loin de les gêner, la solidité du deutschemark leur a permis d'implanter de sérieux réseaux de vente hors des frontières même si l'on n'oublie pas que le succès allemand à l'étranger a d'autres explications : un siècle de tradition industrielle et commerciale, un art de concilier les positions exportatrices sérieusement encouragées par la puissance publique et les banques, une « sûreté » technologique éprouvée... Il est certain qu'un deutschemark fort n'a pas constitué un handicap, bien au contraire.

En France, l'aventure industrielle est récente et l'exportation n'est devenue réalité que depuis une vingtaine d'années. Et qu'on ne fasse pas le jeu des gouvernements français pour faciliter les ventes à l'étranger ? Deux dévaluations, en 1958 et en 1969. Comment s'étonner, dès lors, de la réaction de chefs d'entreprise accoutumés à bénéficier des avantages d'une devise faible ?

Que les industriels cèdent à la force de l'habitude est assurément regrettable. A condition de ne pas oublier la responsabilité première de ceux qui les ont mis en position d'acquiescer de mauvais réflexes.

POINT DE VUE

POURQUOI tant discourir sur le « libéralisme avancé », au moment où le dirigisme se fait le plus contraignant, sinon pour masquer le méprisement d'une mutation fondamentale dans la rôle économique de l'État capitaliste français ? L'État « veilleur de nuit » selon Gramsci, chargé de la protection de la propriété et du maintien des règles du jeu, a depuis longtemps cédé la place à l'État gestionnaire des intérêts généraux du capitalisme, arbitre entre les fractions de la bourgeoisie. Il s'agit là, pourrait-on dire en complétant Gramsci, d'une « hégémonie traversée de coercion » et armée d'interventionnisme économique. Le phénomène n'est pas neuf, mais sa maturité se traduit par l'extension à toute la société de la logique de l'État « libéral-bureaucratique ».

Telle est la fonction historique du giscardisme. Les grands commis du gaullisme pouvaient, eux, se prendre tout haut pour Keynes et tout bas pour Colbert ; leur interventionnisme respectait bien la loi du genre qui est, en dernier ressort, de voler au secours des profits du capital : ils pouvaient se draper plausiblement dans une sorte de jacobinisme économique, serviteur prétendu de l'intérêt général. Cela n'est plus tenable. Le talent de M. Giscard d'Estaing n'est pas en cause mais la crise est là ! L'hypertrophie de l'interventionnisme étatique, nécessaire à la gestion capitaliste, met en lumière le rôle principal de l'État actuel : la sauvegarde et le soutien des grands intérêts privés.

C'est un gigantesque Léviathan bureaucratique que cet État fausement libéral dont tous les rouages visent à maintenir le taux de profit du secteur privé capitaliste. Non content d'être simplement complaisant envers l'inflation (dont une étude récente de l'INSEE a confirmé qu'elle constituait un élément essentiel du maintien des profits, grâce notamment aux appréciations « sur stocks » (1) et tolérant à l'égard du chômage (bienvenu pour faire pression sur les salaires et sur la consommation), cet État se conforme aujourd'hui presque caractériellement à sa nature de classe.

(2) Economiste, membre du comité directeur du parti socialiste.

De l'État « veilleur de nuit » à l'État « libéral-bureaucratique »

Par ANDRÉ VIANÈS (*)

Car le financement public indirect ou direct du capitalisme privé concentré par l'État n'est plus seulement un trait structurel du capitalisme contemporain ; il est devenu avec la crise l'élément obligé de toute mesure de « relance » conjoncturelle. L'étude de l'INSEE déjà citée met en évidence le rôle déterminant de l'État pour maintenir ou relever le taux de profit du secteur privé, face à la baisse de la rentabilité du capital : la baisse de la pression fiscale nette sur les entreprises (compte tenu de l'augmentation des subventions sur fonds publics) fait que le « taux de rentabilité réelle après impôt » baisse moins vite sur la période 1954-1974 que le « taux de rentabilité réelle avant impôt ». Par des mesures volontaires en faveur du profit privé, l'État a atténué par l'instrument fiscal la tendance à la chute du taux de profit (3). Le même états montre que les secteurs où l'intervention publique est déterminante (énergie, construction navale, aéronautique, armement, sidérurgie) transfèrent, par les prix qu'ils consentent, une bonne partie de leur surplus à leurs clients ou fournisseurs privés, pour en augmenter les profits. Pillage des fonds et du secteur public, fiscalité de faveur pour le grand capital : il y a bien confirmation de la description faite par la gauche de l'État au service des intérêts monopolistes. Cette tendance serait d'ailleurs accentuée si l'on prenait en compte le plan de « soutien » de septembre dernier.

L'État libéral-bureaucratique ne conserve du libéralisme qu'un parti pris systématique en faveur du profit, tandis que toute la machine étatique sert à produire des « effets externes positifs » en direction du secteur privé ; ce que le bon sens populaire appelle depuis

longtemps « socialiser les coûts », alors que les profits restent privés. Il s'agit là de tout un système, d'une véritable « orchestration sans chef d'orchestre » (P. Bourdieu) des interventions économiques publiques. Prisonnier de la logique de la « relance capitaliste », l'État libéral-bureaucratique montre clairement son choix de classe. Son mode de

fonctionnement reflète sur l'ensemble du système social et politique français, avec, pour conséquences :

1) L'ARBITRAIRE GENERALISÉ. — Le marché libéral, en revers de ses insuffisances, possède un certain type de rationalité et de rigueur. Une planification socialiste aurait ses critères et ses objectifs.

(Lire la suite page 19, 2^e col.)

François GHIL
DEUX ANS DE CRISE
PETROLIERE

LA CRISE DE L'ENERGIE
L'ENERGIE EN FRANCE

Editions techniques et économiques
3, rue Soufflot - 75005 Paris

La rencontre de la Société du Mont-Pèlerin La revanche ambiguë des libéraux

La déroute des keynésiens devant la montée conjointe du chômage et de l'inflation a donné aux économistes d'inspiration libérale l'occasion de la revanche qu'ils attendaient depuis le triomphe quasi universel dans le monde non communiste, des théories du fameux économiste de Cambridge, c'est-à-dire depuis quelques quarante longues années. De vieux auteurs — tel Von Hayek, connu des seuls spécialistes, jusqu'à ce qu'il obtienne le prix Nobel — relèvent la tête; des articles et des ouvrages datant parfois d'un demi-siècle sont ressortis des bibliothèques. Le récent colloque organisé par la Société du Mont-Pèlerin, à Paris, avec la Revue politique et parlementaire a été une nouvelle manifestation de cette sorte de résurrection qui se voudrait en même temps une condamnation définitive de Lord Keynes.

Ces querelles d'écoles n'auraient aucune importance si elles ne touchaient un problème aussi grave et aussi actuel — celui du chômage — et si derrière la « pureté » des théories ne se profilait des nuages qui rappellent les pires heures de l'histoire européenne. M. Jacques Rueff n'a pas hésité à déclarer au cours de ce colloque que « la doctrine du plein emploi... [était] en train de détruire sous nos yeux ce qui subsiste de la civilisation de l'Occident ». On aura la charité de taire les propos tenus par d'autres orateurs, encore plus conservateurs, et qui ont provoqué quelques réactions dans l'auditoire. Le grand mérite des libéraux est de nous interpellier. Leur explication du chômage et des déboires du keynésianisme ne peut laisser indifférents. Elle mérite réponse.

La théorie libérale peut être ainsi résumée : le salaire est le prix d'une marchandise, le travail ; comme tel, il obéit

aux lois du marché. Si le prix d'une marchandise est trop élevé, l'offre va en être encouragée et la demande réduite; il s'ensuivra un déséquilibre entre l'offre et la demande qui se traduira par une accumulation de stocks d'inventaires. Le déséquilibre doit se résorber tôt ou tard de lui-même, parce que l'existence de ces inventaires pèse en faveur d'une baisse des prix. Mais si par un « artifice » quelconque on empêche le prix de baisser, l'accumulation des inventaires va se poursuivre pour atteindre des proportions énormes. Ainsi les « montagnes de beurre » du Marché commun.

De même, si le salaire est trop élevé, et si on l'empêche de baisser, les « inventaires » d'êtres humains — les chômeurs — vont se multiplier. Pour expliquer le chômage, il suffit donc de renverser la proposition : le chômage existe et surtout se maintient à un niveau élevé parce que les salaires sont trop chers.

En 1925, dans un article qui avait entraîné à l'époque une vive polémique, M. Rueff avait illustré cette théorie en montrant par un graphique le parallélisme des deux courbes du salaire (en termes réels) et du chômage : le chômage croissait en Angleterre quand les salaires augmentaient, il décroissait quand les salaires diminuaient; il ne pouvait disparaître complètement, ajoutait l'auteur, parce que la baisse des rémunérations des travailleurs était enrayée par le système d'assurance-chômage. De là à conclure que ce système était l'une des causes du chômage, il n'y a qu'un pas, franchi par l'auteur. Cinquante ans plus tard, M. Rueff a présenté un graphique analogue pour la période 1963-1975, soulignant le même parallélisme.

Accuser le keynésianisme d'avoir, pendant un tiers de siècle, masqué par l'inflation ces distorsionnements est sans doute justifié, mais ne résout pas le problème. Et c'est montrer bien peu de reconnaissance pour une doctrine qui a, en grande partie, permis de sauver le capitalisme de la catastrophe de la crise de 1929.

La « démonstration libérale » de la supercherie du keynésianisme prouve plutôt que le système est fondamentalement incapable de trouver une solution durable à la question. Le remède qu'elle propose est encore et toujours de faire baisser les salaires réels; elle est irréaliste à notre époque et dangereusement ambiguë; et elle ne tient pas davantage compte des dizaines de rigidités de toutes sortes dont le législateur et l'opinion publique ont doté les économies contemporaines.

Il faudra inventer autre chose pour l'ère post-keynésienne. Car il est bien vrai que la grande crise de 1929 a engendré une « hyper-réaction » dans le sens de la croissance et du développement. Nous connaissons aujourd'hui les dernières ondes de ce choc formidable. Bien malin qui pourra dire dans quel sens se fera la prochaine réaction ou hyper-réaction de l'histoire.

Tout ce que l'on peut souhaiter, c'est qu'elle respecte les conquêtes du monde du travail à la recherche de la dignité. En voulant revenir en arrière dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les libéraux se retranchent dans un univers irréel. Leur analyse n'est pas opérationnelle, mais on voit trop bien à qui elle peut servir d'alibi.

PHILIPPE SIMONNOT.

Le procès fait à Keynes

On saura gré à M. Rueff de n'avoir pas été jusqu'à accuser explicitement les syndicats d'être responsables des salaires trop élevés, donc du chômage. D'autres libéraux — n'ont pas ce scrupule ou cette habileté, tombant parfois, lors du récent colloque, dans un antisocialisme sommaire. Pour M. Rueff les travailleurs, « par une réaction très naturelle », ne font que se défendre contre les dernières conséquences de la pharmacopée keynésienne. Et c'est ici qu'intervient le « procès » fait à Keynes.

A en croire les libéraux, le chômage ne peut qu'être temporaire et de faible dimension; si l'on respecte les lois du marché, un équilibre de plein emploi s'établit naturellement. Pour Keynes, le système peut, au contraire, connaître un « équilibre de sous-emploi », à cause de l'insuffisance de la demande. Pour combler ce manque, le gouvernement doit engager des dépenses supplémentaires; de la monnaie sera injectée dans certains secteurs de l'économie; les travailleurs atteints par le sous-emploi pourront se diriger vers ces secteurs et le plein emploi sera rétabli.

Non pas, objecte M. Rueff. Il n'y aura pas de déplacement des travailleurs. « Par le transfert, explique-t-il, peut s'accomplir par l'effet de la baisse de salaires dans les secteurs où sévit le sous-emploi... ». Celles-ci sont exclues par le système. « Tant que le transfert de main-d'œuvre propre à adapter, en nature, l'offre de travail à la consistance nouvelle de la demande, ne sera pas intervenu, ajoute M. Rueff, la majoration issue de l'application du remède keynésien produira une hausse du niveau général des prix ».

Finalement l'équilibre de plein emploi sera tout de même rétabli non pas grâce au keynésianisme, mais tout simplement par application de la théorie libérale qui lui — ô paradoxe ! — triompherait. Car la hausse du niveau général des prix va provoquer une baisse du salaire en termes réels « et donc diminution du chômage ». « C'est parce que, dit encore M. Rueff, que l'on est entré dans une ère où l'effet keynésien bien loin de jouer, s'est trouvé inversé... L'inflation ne provoque plus suremploi, mais stagnation et chômage. » (1)

Pourquoi ce remède a-t-il perdu aujourd'hui de son efficacité ? Parce que les travailleurs, auxquels « l'inflation intégrale de cruels sacrifices... ont imposé aux gouvernements, sous des formes diverses, des procédures d'échelle mobile, propres à permettre aux salaires de suivre, puis ultérieurement d'anticiper la hausse des prix ». « C'est ainsi, conclut M. Rueff, que l'on est entré dans une ère où l'effet keynésien bien loin de jouer, s'est trouvé inversé... L'inflation ne provoque plus suremploi, mais stagnation et chômage. » (1)

Si l'effet keynésien — ne joue plus, au moins reconnaît-on implicitement qu'il a joué pendant un tiers de siècle. Ce n'est déjà pas si mal ! Il est vrai que l'on peut discuter du contenu de la croissance économique qu'il a engendrée. Mais ce n'est pas ici notre propos.

Le problème fondamental que pose le procès fait à Keynes est celui de la nature du travail humain. Doit-il être traité comme n'importe quelle marchandise ? Son prix — le salaire — doit-il obéir aux mêmes lois ? « Le salaire, dit lui-même M. Rueff, est un prix très particulier du fait qu'il détermine les conditions d'existence des travailleurs et de leur famille. Ce caractère lui donne,

(1) Von Hayek dit à peu près la même chose quand il écrit : « Un nombre de travailleurs de plus en plus grand se trouvent dirigés vers des emplois qui nécessitent une inflation continue ou même accélérée. Il en résulte une instabilité de plus en plus grande dans laquelle une proportion toujours croissante des emplois suppose cette inflation ». « Or, si l'on ne réagit pas, toute inflation pour le moment provoque une inflation, mais à long terme, elle provoque une déflation, car les autorités l'abandonneront bientôt et se résigneront à l'inflation. »

très légitimement, une exceptionnelle importance sociale et humaine. » De cette observation, notre auteur ne tire qu'un seul enseignement : que l'opinion sera « sensible » au problème, qu'elle opposera un « refus passionné » à toute baisse de salaire. Le « génie de Keynes fut de [le] percevoir avant et peut-être plus que tout autre » et d'« élaborer, grâce à son incomparable habileté dialectique, une « théorie » du chômage qui éliminait entièrement la baisse des salaires comme instrument de résorption ». Au fond Keynes et ses épigones n'auraient été que des démagogues !

Au lieu de fustiger les imperfections du marché du travail, les libéraux — qui sont, est-ce un hasard ? beaucoup plus discrets sur les pratiques monopolistiques du capital et sur l'évolution des profits — ne devraient-ils pas reconnaître que le travail humain ne peut pas être traité comme n'importe quelle marchandise ? Il est vrai que cette reconnaissance aboutirait à prévoir pour le prix du travail un traitement particulier, incompatible avec les lois du marché. Si une seule marchandise — n'obéit pas à la dialectique de l'offre et de la demande, alors que toutes les autres, en principe, lui sont soumises, les distorsions sont inévitables et engendrent des disfonctionnements dans le système.

(Suite de la page 17.)

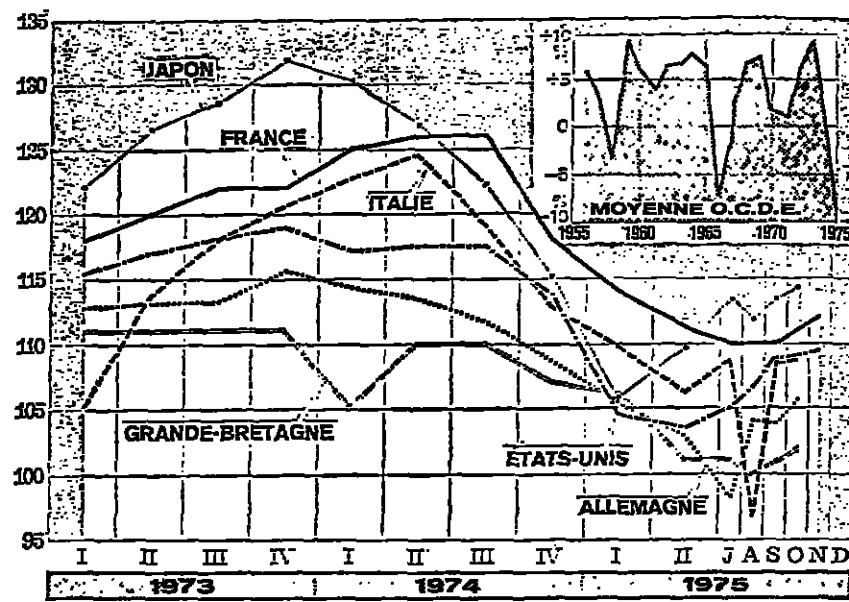
Autre point fort du colloque : quelle stratégie nationale de développement adopter ? Si l'on en juge d'après les participants, les rangs de ceux qui paraissent « compter sur ses propres forces » se sont bien élargis aujourd'hui. Il était frappant de constater que l'exemple chinois fut assez peu invoqué. « Nous ne voulons pas retourner au Moyen Âge, disait M. Akkache,

Pas de développement au « petit pied »

Dans le même sens, M. Kodjo, déjà cité, estime que si la nécessité s'impose de définir un développement qui comporte ses limites, l'homme devant être le premier servi, cela ne signifie pas un développement au « petit pied », qui laisse les pays du tiers-monde à la traîne de la technologie moderne. Ce qu'il faut, c'est sélectionner, choisir à tout moment les moyens technologiques adéquats qui permettent le « meilleur » développement.

Beaucoup des incompréhensions nées de ce dialogue de Genève nous ont paru naître de la confusion du court terme et du long

PRODUCTION INDUSTRIELLE : la reprise se confirme... timidement



La reprise de la production industrielle se confirme dans le monde. En Allemagne et en France, elle est même un peu plus rapide que prévu. Aux États-Unis, après un redémarrage en flèche, elle se ralentit, mais reste satisfaisante. Le Japon est un cas particulier : la reprise y demeure incertaine.

Si globalement la production industrielle a recommencé à augmenter un peu partout, il faudra attendre longtemps avant que « la croissance retrouvée » produise ses effets bénéfiques habituels : embauche de travailleurs, accroissement des investissements. Dans la plupart des pays, en effet, les capacités de production sont largement sous-utilisées; pendant des mois — peut-être des années — les entreprises pourront produire plus sans embaucher et sans accroître leurs équipements.

LE COLLOQUE DE GENÈVE

conseiller technique du ministre du travail d'Algérie. L'agriculture ? D'accord, mais la pelle et la pioche ne suffisent plus. Il faut les engrais, les machines, des barrages d'irrigation... Nous avons les hommes, pas les capitaux. Nous sommes obligés de vous acheter vos cerveaux, vos biens d'équipement pour avoir un niveau d'accumulation de capital suffisant. Mais si notre développement est impossible sans la participation des pays industriels, la dépendance n'est plus à sens unique. »

Plus sensible encore a été le débat sur la convergence des intérêts des travailleurs des pays pauvres et des pays riches, thèse évidemment soutenue par les syndicalistes présents. A long terme, la question ne fait pas de doute, dans la mesure où le développement de nouveaux marchés dans le tiers-monde donnera « aussi » des emplois chez nous, mais à court terme de douloureuses conversions nécessaires par un certain redéploiement industriel ne pourront pas ne pas créer ici et là des poches de chômage.

Ainsi, Mgr Helder Camara, archevêque de Recife (Brésil) qui fut la vedette de cette rencontre. Issu comme à son habitude, un beau pavé dans la mare en évoquant l'action des syndicats américains. « Forces énormes, impérialistes, qui s'embarquent, n'arrivant plus à comprendre ceux qui ne sont pas syndiqués, les sous-prolétaires. Ah ! comme l'aimerais croire, poursuivait-il, en la formule « Travailleurs de tous les pays unissez-vous ». Hélas ! quand le travailleur arrive au pouvoir, il s'installe. Le péril est là aussi : les oppresseurs d'aujourd'hui peuvent être les oppresseurs de demain. »

Haro sur les multinationales

Plus classique sujet d'affrontement : le rôle des sociétés multinationales. La volée de bois vert qu'elles reçurent dans cette assemblée faisait partie de la liturgie, mais au-delà des clichés idéologiques on perçut souvent l'embaras de leurs représentants, les pays du tiers-monde étant fort conscients que, malgré toutes leurs larmes, elles étaient non seulement la « courroie de transmission de l'exploitation » (M. Naqvi, Université de Delhi) mais le support d'investissements indispensables — en tout cas, pour le moment — au développement.

Le professeur Cox (Université Columbia - New-York), analysant les tendances les plus récentes des firmes multinationales, constata que leur politique était aujourd'hui de produire le « software » dans les pays développés (utilisation des cerveaux) et le « hardware » dans les pays du tiers-monde (emploi d'une main-d'œuvre moins chère). Le risque d'une autre forme de domination apparaît ainsi, mais des politiques nouvelles pourront naître de cette prise de conscience. L'une d'elles devait être la négociation de « conventions collectives » à l'échelle mondiale, favorisées par l'appareil des grandes

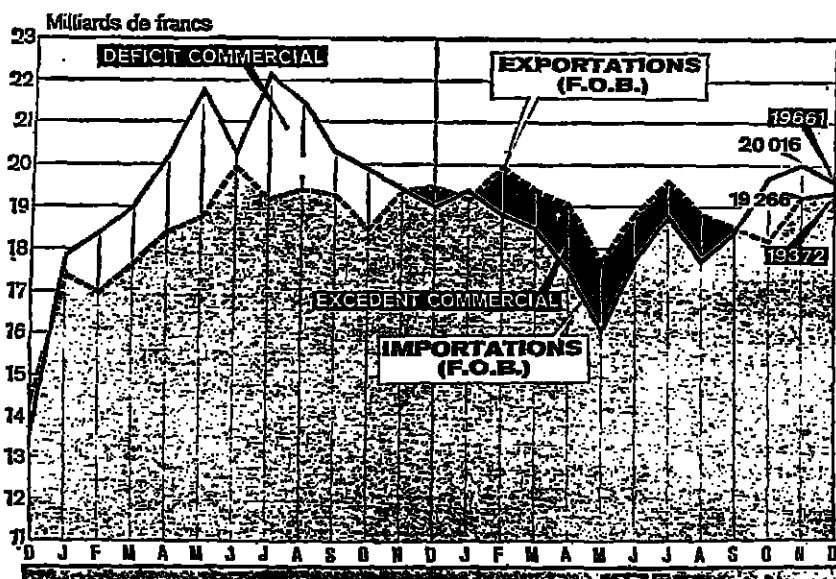
organisations internationales, idée soutenue aussi bien par M. Jean de Bivry du B.I.T. que par M. François Lagrange.

Lors de ce happening genevois, de sinuées frontières passaient beaucoup plus entre marxistes et non-marxistes qu'entre représentants de pays riches ou de pays pauvres. Même dans ce « contrat de solidarité » que Albert Tévoédjré, organisateur de ce colloque, proposa d'entrée de jeu comme but du dialogue Nord-Sud, chacun entendait y mettre surtout ce qu'il apportait, comme dans une auberge espagnole.

Cependant, l'idée-force était lancée et lorsque M. Tévoédjré, se souvenant de Thomas d'Aquin, rappela qu'« un minimum de bien-être est nécessaire à l'exercice de la vertu », la suite des travaux devait prouver qu'il avait été entendu. On ne cherchait pas de consensus en cette assemblée. Il en est un pourtant qui s'est dégagé sur le point suivant : qu'on choisisse tel ou tel mode de croissance, le but est d'abord d'assurer aux plus pauvres, qui constituent la majorité des populations du tiers-monde, le minimum nécessaire à une vie décente.

PIERRE DROUIN.

COMMERCE EXTÉRIEUR : menaces à l'horizon



La réapparition du déficit commercial au cours des trois derniers mois de 1975 donne lieu à diverses spéculations économiques, financières ou intellectuelles sur l'évolution de la balance des paiements extérieurs et l'avenir de la monnaie française. Pour M. Mitterrand, le déficit commercial atteindrait, cette année, 6 à 7 milliards de francs. Les experts de la Banque de Paris et des Pays-Bas prévoient 12 à 15 milliards de francs. Parallèlement, l'appréciation du franc, qui renchérit les exportations, était dénoncée par de nombreux hommes d'affaires. Aussi, la récente baisse du franc a-t-elle été interprétée par certains comme une manœuvre délibérée d'une partie du patronat.

Quel que soit le résultat qui sera atteint à la fin de 1976 — il faut être prudent dans les prévisions — les menaces pèsent actuellement sur le commerce extérieur de la France. Les pays de l'Est touchés par un déficit

important, les États pétroliers en proie à des difficultés financières ou techniques et les nations en voie de développement plus appauvries qu'ils ne l'étaient jusqu'à maintenant achèteront sans doute moins. Déjà, l'an dernier, les contrats d'équipements conclus par la France n'auraient atteint qu'une quarantaine de milliards de francs contre 65 milliards en 1974 (33 milliards en 1973).

Cependant, la reprise économique entraîne et entraînera une augmentation des achats à l'étranger. Les exportations françaises devraient, il est vrai, bénéficier du redémarrage des économies industrielles, qui risque toutefois d'être lent. Encore faudra-t-il que les produits français soient compétitifs par rapport à ceux de leurs concurrents. Or un indice dit de compétitivité apparente, calculé par les experts officiels à partir des évolutions des taux de change et des prix de détail, a baissé d'environ 14 % en un an.

JEAN-HERVÉ LORENZI LE MARCHÉ DANS LA PLANIFICATION

Un modèle où le marché, précis et limité, n'est plus un cheval de Troie glissé dans l'enceinte planifiée.

376 pages : 68,90 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

COMMENT AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Ses remous causés par l'arrestation de directeurs d'entreprise à la suite d'accidents du travail se sont, provisoirement du moins, apaisés, le débat sur les responsabilités en ce domaine reste ouvert. La C.G.T. et la C.F.D.T. organisent d'ailleurs les 31 janvier et 1^{er} février un colloque à Grenoble sur ce thème avec le concours des universitaires de l'institut du travail

de cette ville et la participation du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France.

M^r Bernard Piedelièvre, avocat au barreau de Paris, estime, dans le point de vue qu'il nous a adressé, que ce n'est pas l'insuffisance de la législation en matière de sécurité du travail qui est en cause, mais sa méconnaissance par trop de dirigeants et de cadres. Il insiste aussi sur l'importance de la prévention, qui passe,

à ses yeux, par une modification des comportements des chefs d'entreprise comme des représentants du personnel.

Une expérience originale menée à Meylan, près de Grenoble, sur un chantier de construction de logements montre que la prévention la plus efficace consiste surtout à donner à chaque ouvrier les moyens de prendre en charge lui-même les problèmes de sécurité.

L'OPINION D'UN JURISTE

Responsabilité pénale et devoirs de prévention

Si l'on veut bien écarter les polémiques et les passions engendrées par les déclarations provisoires de chefs d'entreprise, ordonnées par des « juges rouges », pour s'en tenir seulement à la mort tragique d'ouvriers dans des accidents du travail (qui est le fait essentiel), bien que malheureusement assez commun, on s'aperçoit que peu d'intéressés connaissent, sur le plan du droit, les règles régissant la sécurité des travailleurs et les sanctions résultant de leur inobservation. C'est pourtant un élément essentiel du débat.

Le principe général est que le chef d'entreprise est personnellement et pénalement responsable des infractions aux règlements sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Même si, comme c'est presque toujours le cas de nos jours, l'entreprise est une société, et son dirigeant un salarié de fait, puisqu'une personne morale, sans réalité matérielle, ne saurait évidemment être traduite devant une juridiction pénale pour se voir condamner à une peine de prison, ni même à une peine d'amende. C'est ce qui résulte des articles L.263-2 et L.263-4 du code du travail et aussi de la jurisprudence très abondante de la Cour de cassation.

Il faut savoir que cette jurisprudence va très loin. En voici quelques exemples : le chef d'établissement doit veiller personnellement au respect strict de la réglementation sur la sécurité du travail, même si le personnel en conteste la nécessité ; aurait-il fourni à un ouvrier tout le matériel réglementaire, et celui-ci ne s'en serait-il pas servi, que sa responsabilité n'en resterait pas moins engagée, sans que l'on puisse retenir comme excuse qu'il ne saurait être tenu de surveiller constamment les chantiers et les établissements qu'il exploite ; il ne saurait non plus se décharger de sa responsabilité pénale en ayant conclu avec une entreprise spécialisée un contrat pour l'entretien d'un matériel, car c'est à lui seul qu'incombe l'obligation de veiller au respect des règlements en matière de sécurité.

On mesure ainsi l'étendue de la responsabilité, ou plutôt de la présomption de faute pénale, que la loi et la jurisprudence font peser sur les chefs d'entreprise, et particulièrement sur ceux qui se trouvent à la tête de grandes entreprises. Il leur est pratiquement impossible de l'assumer. C'est pourquoi la Cour de cassation admet que le chef d'établissement soit « délégué » de toute responsabilité pénale lorsqu'il apporte la preuve que l'infraction constatée a été commise dans des services, succursales ou agences, qu'il n'administre pas directement, mais dont il a « délégué » la direction à des cadres investis par lui, à condition que ces cadres soient « pourvus de la compétence, des pouvoirs et de l'autorité nécessaires pour veiller efficacement à l'observation de la loi et des règlements ». Encore faut-il que cette délégation de pouvoirs soit sans équivoque et clairement appréhendée par celui qui la reçoit.

C'est alors le cadre ou les cadres, qui ont reçu cette délégation de leur chef d'entreprise, qui deviennent pénalement responsables, dans les mêmes conditions que le chef d'entreprise lui-même, des infractions à la sécurité des travailleurs dans le domaine d'activité qui leur a été confié.

On ne saurait donc incriminer, sur le plan des principes, la négligence ou l'indulgence du législateur et des juges dans ce domaine. Bien au contraire !

A l'importance particulière qu'ils attachent au respect des lois, décrets et règlements sur la sécurité doit donc répondre, ne serait-ce que par prudence, l'importance au moins égale que doivent apporter les responsables de la sécurité des travailleurs, dans les entreprises, à l'observation de ces règles. Car, si les infractions qui nous préoccupent ne sont, à l'heure actuelle, que peu gravement sanctionnées par les tribunaux correctionnels, il ne faut pas oublier que les peines maximales prévues par le code du travail vont de 3 000 francs d'amende pour une première infraction à un an de prison et 50 000 francs d'amende en cas de récidive ! En outre, les condamnations prononcées pour ces infractions sont systématiquement écartées des lois d'amnistie, ce qui fait qu'elles demeurent en permanence sur le casier judiciaire de l'intéressé, le laissant en perpétuel état de récidive dès lors qu'il a fait l'objet d'une condamnation pour une infraction à la réglementation sur la sécurité du travail. Belle épée de Damoclès, en vérité, mais bien peu connue de ceux au-dessus desquels elle est suspendue !

De plus, lorsque ces infractions matérielles aux règlements sur la sécurité ont été la cause d'un accident provoquant des blessures,

Par M^r BERNARD PIEDELIÈVRE (**)

sures ou la mort d'un ouvrier, elles entraînent aussi, de façon quasi automatique, l'inculpation du responsable de la sécurité pour blessures ou homicides involontaires. En effet, la définition de ces délits, dont il est fait une application constante dans les accidents de la voie publique, telle qu'elle est donnée par les articles 319 et 320 du code pénal, est d'avoir provoqué des blessures ou la mort « par maladresse, imprudence, inattention ou inobservation des règlements ». L'inobservation des règlements en matière de sécurité qui est la cause de blessures ou de mort oblige les juges à poursuivre, pour ces délits de droit commun, le responsable de la sécurité de l'entreprise, qui sera donc l'objet de deux inculpations en cas d'accident corporel, et de deux condamnations, s'il est reconnu coupable.

Le seul moyen pour les chefs d'entreprise ou cadres responsables d'éviter la répression qui risque de s'abattre sur eux est évidemment d'assurer de façon très stricte la prévention de ces accidents, qui leur incombent aussi aux termes de nombreux textes régissant la sécurité des travailleurs.

Mais ce devoir de prévention n'incombe pas seulement au chef d'entreprise ou au cadre délégué, il s'étend aussi sur le législateur à l'égard de la loi, dans le code du travail, la création de comités d'hygiène et de sécurité dans les entreprises industrielles comportant plus de cinquante salariés et dans les entreprises commerciales de plus de cinq cents salariés, ainsi que dans un certain nombre d'autres entreprises constituant des points sensibles. Ces comités, qui possèdent des pouvoirs étendus et dont le rôle devrait être primordial sur le plan des accidents du travail, comprennent en effet, outre le chef d'établissement et divers spécialistes, des représentants du personnel désignés eux-mêmes par le comité d'entreprise assuré des délégués du personnel. Malheureusement,

ment, et suivant les renseignements que l'on possède, les représentants du personnel qui sont membres de ces comités ne montrent pas toujours toute l'activité et toute la diligence nécessaires, dans l'exercice de leurs fonctions.

Leur devoir de surveillance des conditions de sécurité du travail dans l'entreprise, inscrit au premier rang de leur mission, est dépourvu de toute sanction. La tenue du registre de sécurité, sur lequel, d'après le texte, doit être notamment signalée toute cause d'un danger imminent, qui permet alors l'intervention de l'inspecteur du travail, est souvent plus ou moins négligée. Il s'agit là, en effet, d'une tâche assez ingrate, difficile, et beaucoup moins passionnante que les activités syndicales, plus propres à échauffer l'enthousiasme ou les passions. Cela est évidemment regrettable.

Enfin, des organismes extérieurs à l'entreprise, spécialistes en matière d'étude et de prévention des accidents du travail, interviennent eux aussi dans le domaine de la sécurité des travailleurs, soit à titre obligatoire, comme certains textes le prévoient, afin de contrôler, par des vérifications initiales ou périodiques, les installations ou appareils pouvant se révéler dangereux ; soit à titre facultatif, lorsque l'employeur juge utile de s'adresser à eux (précaution non négligeable et souvent fort utile sur le plan de la sécurité).

Et malgré tout, en dépit de ces prescriptions nombreuses du législateur — qui n'ont que le défaut d'être trop éparpillées et parfois trop obscures, mais pas insuffisantes (pourquoi donc ne pas les codifier et les clarifier pour les rendre plus accessibles ?) —, il y a encore en France 2 240 morts par an causés par des accidents du travail dans l'entreprise, sans parler des dizaines de milliers de blessés, des heures perdues, du coût de ces accidents pour la Sécurité sociale... Tout cela parce que trop de dirigeants et de cadres ignorent les textes en vigueur et les responsabilités personnelles qui découlent pour eux de leur inobservation, parce que trop de représentants du personnel préfèrent la lutte syndicale à la protection physique réelle (et pas seulement en paroles) de leurs camarades de travail !

L'État « libéral-bureaucratique »

(Suite de la page 17.)

L'État « libéral-bureaucratique » ignore, lui, les uns et les autres, et substitue aux critères économiques un arbitraire politique et administratif destiné à sa survie. Maître de plus de 80 milliards de subventions diverses, l'État dispense en fonction de deux « critères » dominants : l'aide aux groupes monopolistiques et la plus grande utilité électorale de chaque franc dépensé. Du préfet, de région au dernier des sous-préfets, le plan du 4 septembre s'est ainsi traduit par une cascade d'opérations destinées à « vendre » aux électeurs la manne des fonds publics. Le système quasi colonial des « contrats de pays », de « ville moyenne », et bientôt — dit-on — de « banlieue » tiennent à l'armement du territoire est arbitraire et prépare les occasions de safrans électoraux (Massif Central, régions rurales désertées, etc.), en entretenant dans les populations (3) une mentalité d'assistés.

2) LES SURENCHÈRES CATEGORIQUES ET LES ORIENTATIONS NEO-CORPORATISTES. — L'emploi actuel des fonds publics encourage la montée des surenchères catégorielles et l'utilisation électorale des subventions, à l'égard des collectivités locales comme des catégories socio-professionnelles. En matière régionale et locale, aucune étude sérieuse de rationalisation des choix budgétaires n'a été faite (et pour cause ! l'efficacité des fonds publics affectés (présumément) aux primes de création ou de décentralisation d'emplois, aux aides à l'investissement. En fait, il s'agit le plus souvent de prétextes au financement public direct des activités privées !

Le cas de l'agriculture montre que le pouvoir veut aller très loin dans la

recherche d'un véritable néo-corporatisme. L'encadrement des agriculteurs est confié aux éléments les plus conservateurs de la profession, liés au grand capitalisme agricole ; et ces interlocuteurs sont valorisés au cours de simoniacs de négociations où de part et d'autre, des comparses miment la dureté, afin de laver les uns du soupçon de complaisance à l'égard du gouvernement et de mettre en valeur le montant des « aides » consenties par les autres.

En finir

avec un vieux schéma

Le comportement libéral-bureaucratique de l'État est l'éclatante confirmation de la validité des analyses économiques et politiques d'inspiration marxiste développées par la gauche. Il est donc temps d'en finir avec le vieux schéma keynésien qui fait de l'interventionnisme économique une condition suffisante pour classer un régime à gauche et qui identifie mécaniquement libéralisme et capitalisme, prenant ainsi le pseudo-libéralisme à la lettre de sa propagande. A contrario, la stratégie de changement économique proposée par le programme de la gauche se trouve justifiée, puisqu'elle s'en prend au problème clé de l'accumulation, c'est-à-dire aux relations entre l'État capitaliste et le secteur monopolistique.

ANDRÉ VIANES.

— TRADUCTION TECHNIQUE —
DÉTACHEMENT D'INGÉNIEURS BILINGUES
Direction générale : S. KOBRYNER, Ing. E.S.E.
Coopération avec l'U.R.S.S.
appels d'offres, cahiers des charges, soumissions, projets, contrats
Section U.R.S.S. :
350 traducteurs-ingénieurs
aéronautique, construction mécanique, électricité, génie civil, bâtiment
C.E.C.E. 36, R. CLAUDE-TERRASSE, 75016 PARIS 525-45-32

Une expérience originale près de Grenoble

D'abord l'affaire des ouvriers

De notre correspondant régional

Grenoble. — L'expérience a commencé au mois d'avril dernier sur la ZAC de Bueles-Grandpré, comportant un programme de sept cent vingt logements — dont un tiers d'I.L.M. locatifs. Les raisons qui ont incité la municipalité (gauche non communiste où l'influence du G.A.M. (groupe d'action municipale) est importante) à agir étaient claires : d'une part offrir aux travailleurs construisant ces logements — qu'ils n'ont à peu près aucune chance d'habiter un jour — des conditions de travail « un peu moins mauvaises que celles qu'ils connaissent habituellement », d'autre part, permettre à ce personnel de voir ses droits mieux respectés en favorisant la création des syndicats d'entreprises.

La commune étant maître d'œuvre, elle a conservé la maîtrise de l'animation de la ZAC, notamment, de tous les équipements et espaces collectifs. Elle a obtenu sans beaucoup de difficultés qu'un restaurant scolaire programmé pour 1978 soit construit avec trois ans d'avance pour servir de centre d'accueil aux ouvriers. La municipalité a contraint les entreprises à

participer aux frais de fonctionnement (charges d'entretien et frais financiers décaissant d'un emprunt engagé plus tôt que prévu) sur la base de 0,3 % de leur marché.

Depuis six mois maintenant, le « foyer des travailleurs », bâtiment en dur aux lignes contemporaines — grandes baies vitrées et peinture vive — est ouvert aux soixante-dix ouvriers des trois entreprises en activité sur la ZAC. Ceux-ci ont à leur disposition des sanitaires (avec douches), une salle de réunion avec un téléviseur — mais ont-ils en réalité le temps d'en profiter pendant la coupure du déjeuner ? — et une cuisine équipée de chauffe-galettes, cuisinière, réfrigérateur, etc. D'autres services ont été organisés : la commune a souscrit par exemple des abonnements à des quotidiens (algérien, portugais, espagnol, italien). Chaque semaine, l'association d'aide aux travailleurs étrangers tient une permanence. Enfin, la Maison de la promotion sociale développera bientôt un programme de formation générale. « Jamais nous n'avons bénéficié d'un pareil confort » disent les ouvriers qu'on interroge.

Des négociations laborieuses

Et la sécurité ? C'est naturellement la partie qui a été la plus difficile à négocier. Neuf mois de discussions, douze réunions préparatoires, deux séances plénières ont été nécessaires avant que n'ouvrent les chantiers pour que naissent des comités d'hygiène et de sécurité. Encore ne sont-ils pas reconnus par tous les partenaires concernés. La direction départementale du travail, gérée par l'ancien ministre de l'Intérieur et par l'absence de textes réglementaires, s'est généralement tenue à l'écart.

Le syndicat général des entrepreneurs, opposé à l'initiative de Meylan, a exprimé par lettre ses réserves sur la représentativité des travailleurs au sein des comités. Mais les autres partenaires, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., la caisse régionale d'assurance-maladie, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics — dont la mission d'information et de formation est précisément de développer l'esprit de sécurité chez les professionnels — la municipalité enfin, sont parvenus à une entente sur le fond.

Dans le cahier des charges qui a été lu au premier des promoteurs (la société départementale H.L.M.), la commune a naturellement introduit des obligations de sécurité. Celles-ci se retrouvent au degré en dessous, dans les cahiers de prescriptions spéciales établis. Le promoteur et chaque entreprise soumissionnaire ont dû ainsi accepter la création d'un comité où non seulement siègent les différents partenaires énumérés plus haut, mais aussi, ce qui est essentiel, trois représentants du personnel élus sous la responsabilité des syndicats représentatifs.

« Quand on ouvre un chantier sans avoir réfléchi aux problèmes de sécurité, on ne fait pas tout ce qui devrait être », admet un responsable de chantier de l'une des sociétés.

Tout en exhibant fièrement les schémas où sont prévus consoles, passerelles et autres équipements de sécurité nécessaires à chaque étape de la construction, il ajoute : « Comme c'est prévu sur le papier, il n'y a pas besoin de se battre avec la direction pour obtenir satisfaction. Tout est écrit en même temps que le reste du matériel. »

Sur les chantiers, les délégués des salariés peuvent être facilement interpellés par leurs camarades : ils se connaissent tous, parlent parfois la même langue, ne sont pas gérés par des rapports hiérarchiques. Ils savent surtout que leurs observations seront examinées avec attention et leurs propositions exécutées. Quel chef d'entreprise, en effet, sollicite de prendre telle

BERNARD ELIE.

(Publié)

Une société ayant par erreur employé la dénomination Cogifrance, il est rappelé que la Compagnie Générale Immobilière de France (Cogifrance S.A.) au capital de 20 millions de francs, dont le siège est à Paris (9^e), 47, rue du Faubourg-Saint-Honoré, groupe de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild, est la seule société se dénommant et pouvant se prévaloir de l'appellation « Cogifrance S.A. » — Constructions, Promotions, Réalisations immobilières —.

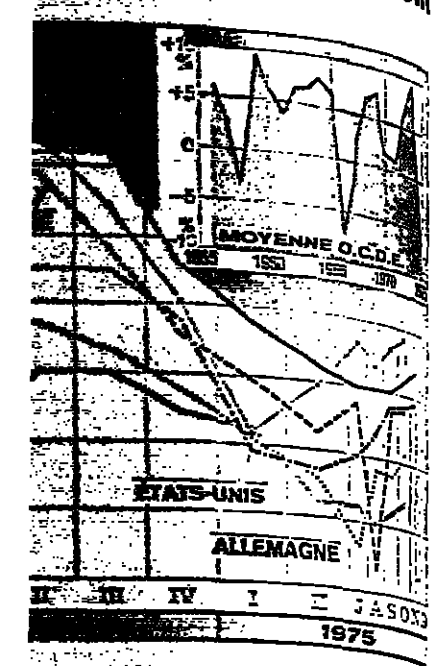
(Publié)

VOUS N'AVEZ PLUS DE JOB ?
VOUS VOULEZ CHANGER DE JOB ?
PARTEZ EN VACANCES !
Mais avant contactez
SUPER SEARCH
qui vous cherchera un bon job pour votre retour !
Renseignements gratuits (mentionnez votre nationalité)
SUPER SEARCH S.A.R.L., Dept HOL
B.P. 169-87 - 75326 Paris Cedex 87 (France)

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucune limite d'âge
Aucun diplôme exigé
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 633
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs
75008 PARIS - Cédex 02

LE MONDE
INDUSTRIELLE :
Firme... timidement



GENÈVE

Page 19 du 27 janvier 1976
L'ÉCONOMIE
LE MONDE
INDUSTRIELLE :
Firme... timidement
GENÈVE

nales
L'ÉCONOMIE
LE MONDE
INDUSTRIELLE :
Firme... timidement
GENÈVE

LORENZI
MARCHÉ
NS LA
FICATION

AU VENEZUELA

L'État fait recette de l'exploitation des mines de fer

De notre correspondant

Caracas. — La gestion par l'État des mines de fer de Guayana, au Venezuela, nationalisées le 1^{er} janvier 1975, n'a pas entraîné une baisse de la rentabilité. Au contraire, les résultats sont encourageants. Depuis l'annulation des concessions accordées aux compagnies Orinoco Mining et Iron Mines, filiales de la U.S. Steel et de la Bethlehem Steel, et l'expropriation de leurs actifs, les entreprises placées sous la coupe de la Corporation vénézuélienne de la Guayana (C.V.G.) ont réalisé en 1975 des bénéfices supérieurs à ceux des anciens concessionnaires en 1974. C'est un bilan satisfaisant auquel le gouvernement donne une large publicité au moment où l'État prend en charge l'industrie pétrolière.

L'exploitation du fer, affirme le président Carlos Andrés Pérez, a rapporté en 1975 deux fois plus à l'État qu'en 1974. La production n'a atteint que 24,1 millions de tonnes contre 26 millions en 1974 et, en raison de la crise mondiale de la sidérur-

gie, les exportations sont tombées à 21 millions de tonnes. Mais, le prix moyen du minerai vénézuélien ayant augmenté d'environ un tiers, de 46 bolívares la tonne en 1974 à 61 bolívares en 1975, les recettes nettes sont passées dans le même temps de 500 à 600 millions de bolívares. En plus de l'impôt de 50 % sur les exportations, l'État a perçu exceptionnellement en 1975 la totalité des bénéfices de l'exploitation du fer — ce qui, en ce sens seulement, permet de conclure au doublement de ses recettes.

L'année 1976 s'annonce moins favorable. On envisage à Caracas une réduction des ventes à l'extérieur ; mais l'État s'est montré à la hauteur de ses responsabilités. Avec les bénéfices de l'exploitation directe des gisements de fer pendant un an, il pourrait payer la moitié des indemnités accordées aux concessionnaires américains. Dès lors on peut se demander pourquoi la nationalisation n'est pas intervenue plus tôt.

Développer la production d'acier

Les dirigeants vénézuéliens estimaient en 1974 que le pays n'était pas prêt à assumer immédiatement la gestion de l'industrie minière. Ils ne voulaient pas prendre de trop grands risques avant la nationalisation du pétrole. Des accords de gestion et d'assistance technique ont donc été signés entre le gouvernement et les compagnies étrangères, qui, à ce titre, ont perçu en 1975 quelque 35 millions de bolívares, le système de leurs bénéfices nets en 1974.

Avec la formation, au début de 1976, de la Compagnie Ferrominera Orinoco, qui consacre la fusion des deux anciens concessionnaires, les contrats de gestion viennent à expiration. La coopération technique continuera toutefois pendant deux ans. Concomitamment aux accords d'approvisionnement, la C.V.G. s'est engagée à fournir 11 millions de tonnes par an durant sept ans à U.S. Steel (avec option de réduire graduellement ce tonnage) et 3,3 millions de tonnes pendant trois ans renouvelables à Bethlehem Steel.

La réduction graduelle des exportations de minerai brut tient compte des plans d'expansion de la production d'acier, qui ne couvre que 60 % des besoins nationaux. La Compagnie SIDOR (Siderurgica del Orinoco), filiale de la C.V.G., prévoit de porter

la production de 1,2 million de tonnes actuellement à 5 millions de tonnes en 1980 et 10 millions de tonnes en 1984. La croissance de la demande locale justifie sans doute la première étape du plan qui requiert un investissement de l'ordre de 15 milliards de bolívares ; mais il faudra que la sidérurgie vénézuélienne trouve par la suite des clients à l'extérieur pour écarter ses excédents.

La bonne gestion de l'industrie minière nationalisée a rassuré le gouvernement sur les capacités de l'administration publique. L'opposition, qui avait critiqué une nationalisation « négociée », doit maintenant reconnaître que celle-ci a donné de bons résultats. Sur le plan social, le gouvernement a toutefois connu des déboires : à deux reprises, les mineurs ont débrayé pour défendre des privilèges qu'ils estimaient menacés. Aux élections du syndicat unique du fer, la MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et le MAS (Mouvement vers le socialisme) ont obtenu 48 % des voix. Un prix de consolation pour la gauche, qui ne se fait toutefois pas beaucoup d'illusions sur un succès transitoire auprès de travailleurs privilégiés.

PHILIPPE LABREVEUX.

Les déclarations de M. Brulé sur C.I.I.-Honeywell-Bull

(Suite de la page 17.)

La subvention de l'État à la C.I.I. n'a cessé de croître. Or, des accords que nous avons passés avec l'État, il ressort que la subvention que nous recevons sera dégressive et forfaitaire. De surcroît, elle est limitée dans le temps puisqu'elle disparaît au bout de quatre ans. Les contribuables savent au moins où ils vont. Par ailleurs, je m'inscris en faux contre les affirmations selon lesquelles nous utiliserions la subvention de la puissance publique pour payer un dividende. Ce que nous voulons c'est que la fusion n'arrête pas la possibilité atteinte par C.H.B. de payer un dividende à ses actionnaires, bien entendu sous réserve de réaliser les résultats financiers prévus.

— La subvention ne paye-t-elle pas d'une certaine manière le personnel supplémentaire que vous avez dû recruter ?

— Non. En revanche, les commandes de l'État nous permettent un volume d'activité garantissant une expansion qui constitue la seule vraie protection de l'emploi.

— Pourquoi avez-vous refusé de rejoindre l'usine de Toulouse de la C.I.I. ?

— En informatique la tendance est nette : il faut de moins en moins de capacité de production par unité de chiffre d'affaires. Ce phénomène va s'accroître avec l'arrivée de circuits intégrés de plus en plus denses. Pour la direction de la nouvelle compagnie, il aurait été criminel de ne pas tenir compte de cette évolution, d'accepter

d'avoir trois grandes usines en France alors qu'il n'y a du travail que pour deux. Les productions de Belfort étant particulièrement élevées, il y avait un choix à faire entre l'usine d'Angers d'Honeywell-Bull et celle de Toulouse. Angers est une usine plus grande, qui correspond mieux à nos besoins à l'horizon 80. Cela a été une décision douloureuse.

— L'accord entre C.I.I.-H.B. et Honeywell a suscité de nombreuses critiques. Il est apparu à beaucoup qu'il favorisait nettement les Américains.

— Avant d'entrer dans le détail, je voudrais rappeler notre objectif. Il est double : constituer une entreprise qui soit viable et établir des relations équilibrées avec le partenaire américain. Or, je vous ferais remarquer que l'équilibre est déjà atteint sur de nombreux points, puisque les chiffres d'affaires de la nouvelle société et d'H.B. seront voisins, que leur personnel, le nombre de chercheurs et les budgets d'études seront pratiquement égaux.

— Dans ces accords, nous nous sommes attachés à définir les relations beaucoup plus au niveau des principes qu'au stade des modalités pratiques. C'est à la direction et au conseil d'administration de C.I.I.-H.B. qu'il reviendra de définir ces derniers. Alors des principes, quels sont-ils ? Les deux partenaires s'efforceront d'avoir une ligne de produits commune. Ils consacreront aux études des pourcentages comparables de leurs chiffres d'affaires et se donneront accès mutuel à leurs dossiers d'études afin que chacun soit libre de produire la totalité de la ligne de produits. Enfin, on a défini les marchés respectifs.

Le bénéfice du marché américain sans y exporter

— Peut-on parler de relations équilibrées avec Honeywell, alors que la nouvelle société doit importer, aux termes des accords, soixante-douze grands ordinateurs « 66 » pour chacune des deux premières années, ces « 66 » étant fabriqués aux États-Unis ?

— Jusqu'à présent, nous avions des spécialisations au sein du groupe Honeywell-Honeywell-Bull fabriquant les « 61 » et les « 64 », les « 66 », c'est-à-dire fabriqués aux États-Unis et en France. Mais avec l'accord, les règles du jeu sont changées. Nous aurons le droit de fabriquer ces grands ordinateurs, car ce sera pour nous un des éléments importants de notre croissance.

— Honeywell était d'accord sur le principe, mais nous a fait remarquer que cela lui posait un problème de réajustement de charges à court terme pour ses usines. Les Américains nous ont donc demandé d'assurer une charge décroissante de leurs unités de fabrication. Enfin, je voudrais remettre les choses à leur juste place. Ce chiffre de soixante-douze est inférieur à ce qu'Honeywell Bull vendait avant la fusion avec C.I.I. Donc tout surcroît éventuel résultant de celle-ci sera produit en France.

— Les « 61 » se vendent-ils aux États-Unis ?

— Ils se sont vendus, en plusieurs centaines, ce qui est sans exemple pour un matériel européen.

— Ils ne se vendent plus ?

— Dans la conjoncture 1975 et début 1976, Honeywell, ayant des stocks, ne nous en achète pas depuis quelques mois.

— Et les « 64 » ?

— Ce matériel, plus récent et de taille plus importante, fait l'objet de commandes appréciables, qui se comptent par plusieurs dizaines, et nous espérons en vendre beaucoup plus. Mais il n'est pas exclu qu'Honeywell décide de les fabriquer directement aux États-Unis.

— On a dit qu'un des avantages importants de cet accord consistait en l'ouverture sur le marché américain. Comment cela va-t-il se faire pratiquement ?

— On aura le bénéfice du marché américain, même si on n'y exporte plus de machines. À partir du moment où les deux sociétés se partagent les frais d'études et où chacune des deux peut fabriquer n'importe quel produit, nous obtenons ce qu'on appelle « l'effet de groupe ». Ainsi, Honeywell tire des bénéfices de ses ventes sur le marché américain. Ces bénéfices serviront à financer une partie des études auxquelles nous aurons librement accès pour produire en France et vendre en Europe. On peut donc dire que le marché américain aura financé une partie de notre développement. Cela équivaut aux avantages d'une présence physique sur le marché américain. Cela est, bien sûr, réciproque.

— Les pouvoirs publics ont affirmé que la maîtrise d'une technologie française dans la grande informatique était primordiale. Or, la nouvelle société va importer, mais fabriquer, des ordinateurs « 66 » d'origine américaine, alors que dans le même temps vous manifestez les plus grandes réticences quant à la production des « X-4 » et « X-5 », ces grands ordinateurs initialement prévus par la C.I.I. Pourquoi ?

— Dans notre négociation avec les pouvoirs publics, il y a eu un postulat fondamental, c'est qu'il revient à la nouvelle compagnie, et non à l'État, de déterminer la politique des produits de la nouvelle société. Cela dit, nous avons garanti aux pouvoirs publics que les investissements des clients de la C.I.I. seraient protégés. Nous nous sommes engagés à définir des produits futurs permettant aux clients de la C.I.I. comme à ceux d'Honeywell-Bull, de connaître une croissance normale de leur parc informatique. Mais je me refuse à dire comment nous ferons, car nous ne le savons pas encore. Il faut faire l'inventaire d'une situation de départ complexe. Notre politique de produits passera peut-être par les « X-4 » et « X-5 ». Peut-être pas.

— Mais vous importez des ordinateurs « 66 ».

— C'est une question différente, car ce matériel est au catalogue depuis quelques temps et remporte de grands succès commerciaux. La C.I.I. a également au catalogue de grands systèmes qui

ont aussi leurs succès. Le « X-4 », lui, est un prototype que la C.I.I. n'a pas mis à son catalogue. Et à ce sujet une remarque : je suis opposé à ce que l'on débâte sur la place publique de matériels qui n'en sont qu'aux études. J'aurai, quant à moi, une politique de secret industriel jusqu'à la mise officielle d'un produit au catalogue.

— C'est donc, à terme, un abandon de la technologie C.I.I. ?

— Absolument pas. L'abandon éventuel d'un matériel en cours d'étude ne signifierait pas l'abandon d'une technologie. Il ne faut pas mélanger le choix d'un matériel avec l'avenir d'un potentiel français en grande informatique, car, dans tous les cas, nous ferons des études importantes de grands systèmes en France.

— Si vous n'intégrez pas les « X-4 » dans votre catalogue, vous serez, par la force des choses, contraints d'allouer plus ou moins vos études sur les principes technologiques d'Honeywell.

— Je pars de la constatation des faits. Honeywell-Bull a plus de clients que la C.I.I. Si nous avons pris l'engagement de fournir aux utilisateurs C.I.I. les moyens de faire évoluer sans dommages leur parc informatique, il n'en reste pas moins que la plus grande partie du chiffre d'affaires de la nouvelle société proviendra des clients d'origine Honeywell-Bull. Nous devons donc avoir des produits communs avec Honeywell.

— C'est donc bien l'alignement ?

— Non ! Car si nous avons des intérêts communs avec notre partenaire américain, nous avons quelque chose de plus qui découle des trois principes qui ont présidé à la naissance de la nouvelle société : tenir les engagements vis-à-vis des clients existants ; attaquer le parc I.B.M. ; maintenir le potentiel français de grande informatique. Nous avons avec Honeywell un dénominateur commun, mais notre politique doit englober quelque chose de plus vaste que ses seuls produits, car nos besoins eux-mêmes sont plus vastes.

— En quelque sorte, une gamme qui serait tout à la fois compatible avec la technologie d'I.B.M. et celle d'Honeywell ?

— Oui, par exemple. À terme, bien sûr.

— Vaste ambition. Il reste qu'en attendant cette future gamme les utilisateurs vont devoir procéder à des conversions coûteuses. On avance le chiffre d'un milliard de francs rien que pour les administrations. Qui va payer ?

— Le coût sera beaucoup plus faible que ce que l'on a dit. De toute façon, les utilisateurs ne cessent de faire évoluer leurs programmes. C'est une situation normale. La nouvelle compagnie leur donnera les outils voulus pour procéder à des conversions, si nécessaire. Le coût en sera faible et devrait rentrer dans le budget normal des utilisateurs.

Les clients pourraient hésiter à traiter avec une entreprise nationalisée

— Honeywell vient d'annoncer une nouvelle série de mini-ordinateurs. Or il semble que ce matériel concurrentiellement le « 61 ». Il faut vous fabriquer, mais aussi les Mitra-15 et Mitra-125 qui sont produits par la partie de la C.I.I. qui n'est pas fusionnée au sein de la nouvelle société. Quel matériel allez-vous choisir ? Celui d'Honeywell ou les Mitra ?

— La nouvelle gamme de mini-ordinateurs d'Honeywell pourrait techniquement concurrencer le « 61 », mais elle est, en fait, axée par son logiciel vers d'autres marchés. Il reste qu'elle nous pose un problème. Quelle sera notre politique d'achat de mini-ordinateurs Mitra ou les produits Honeywell ? C'est une décision que nous n'avons pas encore prise, et comme nous l'avons déjà dit, il y a bien d'autres choix de produits à faire. Dans les accords, il y a d'ailleurs une disposition qui note que la direction de la nouvelle société choisira les mini-ordinateurs qui lui apparaîtront les plus avantageux. J'ai les mains libres pour choisir ce qui me semble le mieux à notre politique, et pour cela il nous faut quelques mois d'étude. C'est pour cette raison qu'Honeywell Bull n'a pas annoncé à sa clientèle la sortie de la nouvelle gamme de mini-ordinateurs américains.

— On a l'impression qu'il y a d'un côté les Américains, avec leurs objectifs et leurs produits bien définis, de l'autre la partie française, qui a de nombreux problèmes à résoudre. N'est-ce pas un handicap ?

— On peut voir la situation de façon inverse. Nous avons des atouts en plus. Le fait d'avoir plus de produits d'origines différentes qu'Honeywell correspond au fait que nous avons une plus grande part de marché. Nos problèmes sont passagers. Il faut deux ou trois ans pour les résoudre. Et, au bout du compte, il nous restera ce qui est le plus positif : une part de marché accrue grâce à la fusion d'Honeywell-Bull et de la C.I.I.

— Certains ont recommandé la nationalisation du secteur informatique en France. Qu'en pensez-vous ?

— On peut envisager cette question

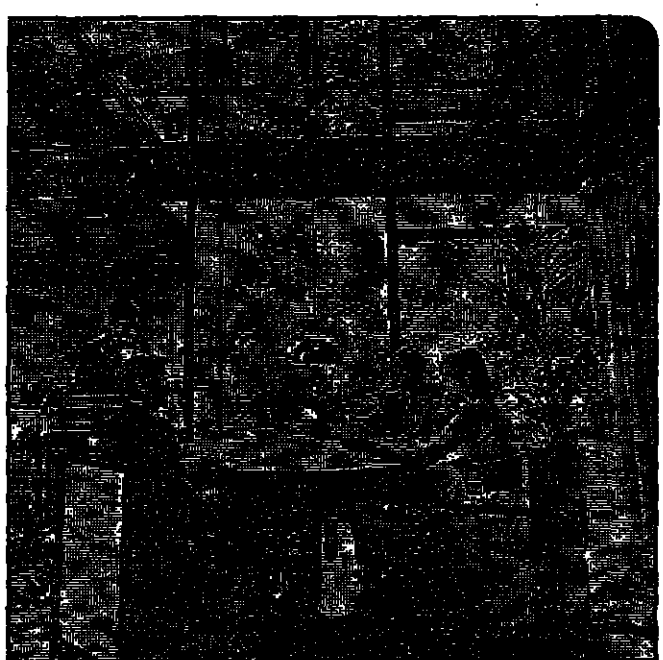
sous deux aspects. Le premier est d'ordre politique, et ce n'est pas de mon ressort. Le second est d'ordre économique. Je suis un pragmatique. Je n'ai pas la recette toute faite, ni dans un sens ni dans l'autre. Mais, en informatique, une entreprise nationalisée se heurterait à des problèmes graves en raison même de la nature de son activité. Nous ne vendons pas des voitures, mais des services qui nous amènent à une connaissance très intime des affaires de nos clients. Et beaucoup d'entre eux, en France ou à l'étranger, hésiteraient à traiter avec un État pour ce genre de services. Rappelons que la nouvelle compagnie réalisera environ la moitié de son chiffre d'affaires hors de France, et la grande majorité avec des clients privés français ou étrangers.

— Définir une ligne de produit avec Honeywell, tout en répondant à vos problèmes spécifiques ; maintenir l'indépendance technologique ; parvenir à l'équilibre financier en quatre ans ; s'opposer à I.B.M. C'est un pari difficile que vous faites ?

— Je ne pense pas que ce soit un pari, et je n'aime pas le terme. Avec Honeywell-Bull nous avons connu des problèmes semblables, sinon plus graves. Nous les avons résolus par nous-mêmes et sans aucune aide. La société n'était-elle pas coincée entre le marteau et l'enclume, entre I.B.M. et des constructeurs supportés par des aides publiques dans divers pays ? Et pourtant, nous avons réussi.

— Cette fois, nous aurons beaucoup plus d'atouts et des équipes C.I.I. et Honeywell-Bull qui se complètent. Je suis persuadé que dans quatre ans on pourra constater le plein succès de notre effort pour être le leader de l'informatique européenne. Je donne rendez-vous à cette échéance aux incertitudes d'aujourd'hui, en leur demandant de bien réaliser qu'une décision irréversible est prise, et que, finalement, toute attaque contre la nouvelle compagnie ne peut qu'aidier I.B.M.

Propos recueillis par PHILIPPE LABARDE et JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Hôtel Sheraton.
Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, des 3 chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel



RADIO-TÉLÉVISION

VU

Arlette Laguiller, vers 23 heures

Rondement menée cette interview d'Arlette Laguiller par Anne Galliard, dimanche soir sur Antenne 2. Les balles passaient au ras du tibia... un plaisir rare. Et d'abord la balle de service : les gens vivent mieux, ils voudraient vivre mieux encore, ils s'endettent, ils signent des traites, et c'est avec eux qu'Arlette Laguiller, membre de la direction nationale de la lutte ouvrière compte faire la révolution ? Les gens vivent mieux ! C'est pas vrai. Dix à quinze pour cent des travailleurs ont saisi chaque année... ils se crévent au boulot ! Cette voix, nette et claire, bien assortie à un beau visage au naturel, une voix qui ne mâche pas ses mots (la voix ouvrière), accroche immédiatement l'attention. On n'a pas l'habitude d'entendre parler sur ce ton à la télévision.

Trois questions, peut-être un peu indiscrètes, de celles auxquelles on peut s'attendre cependant quand on a recueilli six cent mille voix aux dernières élections présidentielles — difficile à ce niveau-là de faire le partage entre la femme (ou l'homme) privée et l'homme (et la femme) public. Et trois réponses expéditives : non elle ne s'est jamais fait avoir, les cas échéant elle le ferait sans hésiter. S'il y a un homme dans sa vie ? Ça, elle préfère n'en pas parler. Quant à son salaire, au Crédit lyonnais, après dix-neuf ans de maison, il s'élève à 2 000 francs par mois.

Elle d'ouvrière, Arlette Laguiller a grandi dans une habitation bon marché, aux Lilas, partageant avec ses deux frères et ses parents une pièce-cuisine. Elle en a deux maintenant, au même endroit. L'H.B.M. a été démolie, reconstruite et rebaptisée H.L.M. Ils vivaient le plus souvent à crédit et, tôt éveillée à l'injustice de la société, elle s'est très vite rendu compte que les richesses étaient mal réparties.

Parlant de richesses, lui-a-t-on demandé, comment elle et ses amis empêcheraient-ils la fuite des capitaux s'ils prenaient le pouvoir ? Très simple : les employés de banque se forment une joie d'empêcher les versements de compte à compte et de pays à pays. Ne serait-ce pas porter atteinte au droit des gens à disposer de leur argent ? Pas quand il s'agit d'argent gagné sur la sueur des travailleurs.

La C.G.T. lui a retiré toutes ses responsabilités et la C.F.D.T. lui a refusé sa porte. Grâce à quoi elle a adhéré à Force ouvrière. Réformiste ici, révolutionnaire là, n'y a-t-il pas maintenant, suggère Anne Galliard, incompatibilité entre ses activités syndicales et politiques et ne craint-elle pas de servir d'alibi à M. Bergeron ? Sourire amusé d'Arlette Laguiller : s'il est plus libéral que Séguin, c'est de la faute à qui ? De toute façon ce n'est pas aux leaders qu'elle fait confiance, c'est aux militants.

On lui a reproché de diviser la classe ouvrière. Elle proteste : les travailleurs ont droit à la vérité. Pourtant les autres mouvements de gauche la traitent de « provocateur ». La belle affaire ! Ils ne savent opposer que l'insulte et la calomnie aux idées des révolutionnaires. Ce grand chambardement signifierait-il la fin de la propriété privée des moyens de production, oui. Pas celle de la petite propriété. Poursuivons : Qui sera respecté le pouvoir des travailleurs ? Une police contrôlée par eux. Ah ! Parce qu'il y aura encore une police ? Dans un premier temps, oui, certainement. Après quoi la population en armes dira elle-même ses commissaires, ses juges et ses représentants.

La population en armes ! De quel faire passer sur nos écrans l'image du bolchevisme ou du stalinisme entre les dents. Il était 23 h. 15, notez. A cette heure-là les populations en pyjama n'ont plus rien à craindre de la population en armes. Elles sont au lit. Et de puis longtemps. Il ne devrait pas y avoir beaucoup de monde à ce rendez-vous bien tardif avec Claude Sarraute. Cadets de la politique. Domage. On a rarement l'occasion de rencontrer à l'antenne des femmes (Interviewer et interviewée) de cette qualité.

CLAUDE SARRAUTE.

LES PROGRAMMES

LUNDI 26 JANVIER

CHAÎNE I : TF1
20 h. 30, L'avenir du futur : « L'Homme au cerveau d'acier », film de J. Sargent (1970), avec E. Braeden, S. Clark, G. Finsent, W. Schallert.
23 h. 10, Journal.
CHAÎNE II : A2
20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes, de P. Bellemare. 21 h. 45, Documentaire : La mâle parole, de J.-P. Chabrol et P. Camus (deuxième partie : Tenir sa langue).
La rhétorique du discours politique comme instrument de pouvoir.
22 h. 45, Journal.
CHAÎNE III : FR3
20 h. 30, Prestige du cinéma : « L'Ainé »

« Le Monde » publie tous les week-ends des programmes complets de la semaine.

des Ferchaux », de J.-P. Melville (1963), avec Ch. Vanel, J.-P. Belmondo, M. Merlot.
FRANCE-CULTURE
20 h., Poésie : 20 h. 5, Carte blanche : « Naître ou pas naître », de Philippe J. Richard.
D. Marc Avey, L. Sini : 21 h., Musique de chambre (Moultou, Ravel, Harsanyi) : 22 h. 35, Entretiens avec Aimé Césaire ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.
FRANCE-MUSIQUE
20 h., Présentation de concert : 20 h. 30, Orchestre symphonique Norddeutscher-Rundfunk, direction Moshe Atzmon, avec E. Marais, W. Hollweg, J. Van Dam : « Saint Paul » (Mendelssohn) ; 22 h., Dossiers musicaux : L'Aimant du labourer ; 24 h., La cité des chants ; 1 h., Cadençier, par C. Lusi.

MARDI 27 JANVIER

CHAÎNE I : TF1
De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 13 h. 35, Restez donc avec nous.
20 h. 30, Variétés : 76 Paris, de F. et B. De-flandre ; 21 h. 30, Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1964) ; 22 h. 25, Portrait : Jack London et la fièvre de l'or, de R. Sess et F. Lacassin.
CHAÎNE II : A2
De 14 h. 30 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur...
20 h. 30, Les dossiers de l'écran : « Des hommes libres » (quatrième partie : Le monde à l'envers), réal. D. Karlin.
Pour clore son enquête sur la tentation du socialisme Douglas Grant (qui a voulu transférer dans la société américaine dix-huit siècles de la prison de Vaucelles), Daniel Karlin analyse le cas optimiste de Larry Dye, actuellement professeur titulaire de la chaire de sociologie pénitentiaire à l'université d'Amherst, dans le Massachusetts.
Un débat engagé entre M. Larry Dye, Mme Dorliac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, et Michel Droit.

CHAÎNE III : FR3
19 h., Pour les jeunes : Improvisation sur un livre ; 20 h., Documentaire : Les animaux chez eux.
20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « Passeport pour l'oubli », de V. Guest (1965), avec D. Niven, F. Dorléac, J. Le Mesurier, C. Cusack.
FRANCE-CULTURE
20 h., Poésie : 20 h. 5, Dialogues : « Les Rats d'Amérique », coproduction des Sociétés Radio-Canada et Radio France ; 21 h. 30, Musiques de notre temps : Jacques Lajouan, avec Aimé Césaire ; 22 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.
FRANCE-MUSIQUE
20 h., Présentation de concert : 20 h. 30, Schola Cantorum de Stuttgart, dir. György Kurtág : « Lamentations du prophète Jérémie » (Krenek) ; Orchestre symphonique Sudwestfunk : « Time and motion Study III » (Fernyhouse), « Trombe d'Armour pour grand orchestre » (Giuseppe Sinopoli) ; 22 h. 30, Les dossiers musicaux : Amérique 1, par J.-P. Lenthin... « Le tout Boston en 1999 », par G. Coné ; 24 h., Amériques II, par J.-P. Lenthin ; Harry Partch, compositeur marginal contemporain ; 1 h., Non detras : Amérique III, par C. Fleiter... Musique Cajon (documents originaux).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 26 JANVIER
— M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique, est l'invité de « Dix questions, dix réponses pour convaincre », sur France-Inter, à 19 h. 20.
— L'U.D.R. expose son opinion à la « Tribune libre » de FR3, à 19 h. 40.
— « Catholiques et protestants en 1976 » est le thème du débat de Radio-Monte-Carlo, à 21 h. 15.
— M. François Mitterrand répond aux questions d'Etienne Mougeotte, à 19 h. 20, sur Europe 1.
MARDI 27 JANVIER
— La C.F.D.T. exprime son point de vue à la « Tribune libre » de FR3, à 19 h. 40.
— Mme Hélène Dorliac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, M. Michel Droit et Larry Dye, participent au débat des « Dossiers de l'écran » (la réinsertion des détenus), sur Antenne 2, vers 23 heures.

LA CECILIA
UNE COMMUNE ANARCHISTE AU BRÉSIL EN 1890 (DOSSIER D'UN FILM)
PAR JEAN-LOUIS COMOLLI
Un livre broché 21 x 29,7 - 112 pages
200 illustrations d'archives historiques et de photos du film. Vente en librairie : 40,00 F
DANIEL & CIE ÉDITEUR
33, r. des Pts Champs 75001 Paris, tél. 742.73.44.

Les après-midi du BHV spécial bricolage.
Après votre émission venez remplir votre boîte à outils dans les 8 BHV.
Le plaisir de bien acheter. **BHV**

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« CE GAMIN, LA »

(Suite de la première page.)
Renaud Victor va avoir trente ans. Il se définit lui-même comme né en milieu rural et autodidacte. Il aime le cinéma. Il admirait les films de Godard. Un jour, il a vu un film réalisé par Fernand Deligny, le Moin-dre Geste, et il a eu envie de faire du cinéma. Comme cela. Il a donc écrit à Fernand Deligny et il est allé le voir à Monoblet.
« Avez-vous eu, tout de suite, l'idée de Ce gamin, là ?
— C'est Deligny qui a déclenché cette idée, dit Renaud Victor. Je n'avais rien appris, je ne possédais même pas de caméra. J'ai d'abord vécu un an à Monoblet, de travailler dans une entreprise de plomberie, de talsala, de temps en temps, des voyages à Paris pour trouver un producteur. A Paris, le travailleur, la nuit ; comme un pompiste. Cela a duré jusqu'au moment où François Truffaut, qui s'est intéressé au projet, a pu trouver des concours pour en assurer le financement. Alors, j'ai eu une caméra.

— En vivant à Monoblet, au milieu des enfants. J'ai regardé, avant tout, un mode d'existence qui me passionnait. Les enfants vivaient dans la caméra, dans le Nagra, des objets nouveaux. La présence de notre petite équipe aurait été insupportable, colonisatrice, si nous n'avions pas respecté leur manière de vivre, les lieux où ils évoluaient, leurs trajets. Le film s'est fait en trois ans, sans vous l'aient. Jamais j'exerce une fascination. Peut-être parce qu'il nous renvoie à quelque chose qui est profondément enraciné en nous. Peut-être à cause de sa différence extérieure ou de sa capacité d'extraordinaire à « vibrer ». Je ne sais pas. J'ai seulement voulu faire ressentir ce que je ressentais.

Monoblet, ces gens qui « se sont tirés », ne rêvent pas. Ils ont changé de zone. C'est l'essentiel de cette tentative, qui a fait une brèche quelconque part, dans la société. Il est bien certain que ceux qui ont refusé le travail à la chaîne font cause commune avec des enfants que leurs parents ont confiés à Deligny pour qu'ils ne croissent pas dans les salles. Deligny a voulu, à l'intérieur de chacun, la conscience. D'un seul coup, voilà que des prolétaires aliénés, qui n'ont pas droit à la parole, deviennent des gens conscients, qui réfléchissent, qui pensent, qui assument des rôles qu'on ne donnerait qu'aux universitaires. Ce film n'est pas un film médical. C'est un film d'espoir, aussi bien pour les enfants autistes que pour les prolétaires qui rompent leur chaîne.
— C'est votre conception du cinéma ?
— La question est : qu'est-ce qu'on peut faire comme cinéma, aujourd'hui ? La fiction, l'illusion, ne m'intéressent pas. Godard a dit : « Il faut faire du cinéma là où on est. » C'est-à-dire, à partir de notre propre vie quotidienne. Il faut utiliser sans cesse le cinéma pour poser des questions, provoquer la réflexion, et aussi pour aider à notre propre vie quotidienne. Je traitais d'autres sujets, mais je veux conserver cette démarche. Pendant presque un an, notre principal sujet de discussion, avec Deligny, fut De la pratique de Mao Tse-toung. La parole, la compréhension... Une phrase de Deligny m'est restée : « Il faut que le film soit le plus chinois possible. » Cela m'allait.
— « Chinois », l'est-il, selon vous ?
— Il l'est.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.
★ Saint-André-des-Arts.

Les héritiers de « Mondo Cane »

Voici près de quinze ans, le Festival de Cannes connaît avec Mondo Cane le scandale. Un film dont on a énoncé à l'époque « l'opérentisme objectiviste qui démultiplait mal une besogne d'intention et une duplicité au stade de la réalisation qui interdisaient toute indulgence ».

Le document d'aujourd'hui aimable divertissement face à ces Derniers cris de la savane que, héritiers spirituels de Jacopati, de nouveaux détecteurs, Antonio Climati et Mario Morra, lancent à tout spectateur de plus de dix-huit ans dans des salles parisiennes d'excellence et que ne frappe pas l'anathème « X » du secrétariat d'Etat à la culture.

La chasse est le prétexte à l'horrible spectacle. Deux sujets en vérité qui auraient pu être cités d'alarme devant certains massacres, mais qui dégage ici l'odeur nauséabonde des cinématiques saccagées et des appétits financiers sans limites. Chasse de l'animal par l'homme, chasse de l'animal par l'animal et, bien sûr, il fallait bien venir, chasser à l'homme par l'homme. Chasse en réalité à l'image traumatique, mais sûrement payante, qui distille mal à l'encore une volonté totale d'allécher de secrets instincts, fût-ce par l'immonde. Qu'on ne se leure pas : là est le ressort qui déclenche l'ouverture du tiroir-casse.

Immondes ces cadavres déterrés et grouillants de vers que des chasseurs africains, en mal de vertus cynégétiques, ont, en partie, dévorés. Mais dans ces gros plans d'agonie, cette obstination à observer à la loupe le main tremblante du singe qui meurt étouffé par le serpent. Volontairement choquants les derniers instants du touriste imprudent que se partage, sous les yeux d'enfants hagards, les lions déchaînés. Surtout cette exécution du bon sauvage amazonien devenu proie et que l'on émascule, scalpe et décapite dans les hurlements du supplicié et les rires des tueurs.

Quelle est la part de falsification, quelle est la part de truquage ? L'authenticité de la plupart des scènes ne fait pas de doute, la mise volontaire face à face d'ennemis irréductibles non plus. D'autres séquences semblent fabriquées ou résultent d'habiles montages. Mais pourquoi aussi ne pas supposer que l'on peut de nos jours, sous la réine complaisante d'une caméra, payer pour de basses œuvres des dépeçages ? Et n'a-t-il pas été tourné, voici quelques mois, en Amérique du Sud un document à caractère pornographique, vendu sous le manteau à prix d'or, et qui s'achèverait sur l'exécution réelle d'un des personnages ?

Georges De Caunes a prêté sa voix à l'entreprise des cinéastes italiens, et Alberto Moravia confie ses réflexions. Caution disparates qui n'estompent pas l'impression nauséabonde de ce film de l'horreur et de la cruauté, dont les bonnes intentions maintes fois proclamées ne trompent personne.

CLAUDE LAMOTTE.
★ Voir « Les films nouveaux ».

Les prix d'Avoriaz

Le jury du IV^e Festival d'Avoriaz, présidé par Michelangelo Antonioni, n'a pas décerné de grand prix, mais deux prix apolléens à deux films anglais : The Bed Sitting Room de Richard Lester, et Les Déclimées du tueur de Robert Fuest, copieusement stifté par le public qui, manifestement, n'a pas apprécié l'humour cynique. Le prix de la critique revient au Massacre à la tronçonneuse (U.S.A.) de Tobe Hooper, inspiré par un fait divers qui s'est déroulé au Texas dans les années 50.

Un effroyable famille, plus faulx-déenne que nature, découpe sol-goneusement tout ce qui lui tombe sous la tronçonneuse. La grand-père gîteux tête du sang. Les fils dégénérés s'occupent comme ils peuvent, déterrants les cadavres, tuent les vivants pour en faire du pâté de tête et décorer leur maison avec les ossements. Ils étalent bouchers, les abattoirs sont fermés. La misère, la chaleur, la solitude dans une campagne désertique, les ont complètement pervers.

Le film raconte comment des jeunes gens en panne d'essence de viennent leurs victimes, comment une des jeunes filles parvient à leur échapper. Il y a du suspense, bien que l'on eache ce qui va arriver. Mais Tobe Hooper mène habilement l'horreur et le pittoresque. En fait, on ne voit rien, ou presque, très peu de sang. Les images sont quotidiennes, tirent sur le gag. Dans le silence grésillant du paysage bouché, ce sont les bruits qui engoissent : les rires tous des monstres, les rugissements de la tronçonneuse, les hurlements de la fille poursuivie.

Les critiques ont couronné ce massacre pour son originalité et parce qu'il est « menacé par les nouvelles dispositions législatives ». M. Michel Guy, souriant, a approuvé. L'argument avait emporté le décalon au troisième tour de scrutin, contre

COLETTE GODARD.

JACO
IS ALIVE AND LIVING IN PARIS

مكتبة من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

J.-F. BALMER
DANS « LE NEVEU
DE RAMEAU »

Lâche, flagorneur, raciste, racontant ses ignominies le soir aux lèves, le « neveu de Rameau » que nous présente Diderot atteint un degré assez rare d'abjection.

Et le « philosophe » que délègue Diderot face à ce personnage ne lui cache pas son dégoût. Il dit franchement au neveu qu'il n'est qu'une ordure. Mais il ne s'en éloigne pas. Il reste là, sous le charme.

Surtout lorsque le neveu de Rameau quitte son cynisme pour parler de l'art de la musique. Alors, il devient honnête, ouvert, attentif.

Ce n'est plus le même homme, et toute l'affaire est là. Le philosophe, assez innocent, ne comprend pas comment le même neveu peut être ignoble lorsqu'il est question des juifs, des femmes, des pauvres, et passionnant lorsqu'il est question de violon.

Pour Diderot, le problème semble plus ambigu. L'art, la critique d'art, les promesses intellectuelles, pourraient bien ne pas exclure l'absence complète de sens moral.

Le Neveu de Rameau n'est pas le meilleur texte de Diderot. Il y a des facilités de style, des grossièretés, et aussi une élégance de salon, qui date. Ça fait un peu « morceau de bravoure ».

Jean-François Balmer se lance aujourd'hui dans l'aventure d'interpréter le neveu. Son camarade Jacques Weber, en philosophe, lui « sert la soupe ».

Balmer est un acteur attachant, très personnel. Il a attiré l'attention, il y a deux ans, au concours du Conservatoire : il y était prodigieux, ce qu'il y faisait ne ressemblait à rien, il semblait reconstruire ses rôles à mesure qu'il les assumait, il roulaient des châteaux lointains qui prenaient le vent.

Dans le Neveu de Rameau, il donne un régal de fautes justes, d'excès mesurés, de folles lumineuses. On ne peut pas dire qu'il charge : il vagabonde hors jeu. Il improvise, c'est évident.

La performance séduira tous les publics. En même temps, on est étonné de voir un garçon si jeune faire ainsi ses preuves en jouant sur le velours, un texte si confortable. Balmer tout seul, c'est presque trop. Qu'il retrouve vite d'autres acteurs, pour le plaisir de tous.

MICHEL CURNOT.

* Moderne, 21 heures.

■ Prédiction : la conférence de M. Robert Rosenblum sur « Le cultisme du précurseur du pop art », présentée par l'ASDA, aura lieu le mercredi 28 janvier au Grand Palais, et non mardi comme nous l'avions imprimé dans « le Monde » daté 25 janvier, à la suite d'une erreur de transmission.

Danse

Béjart selon Plissetskaïa

Ce fut un grand émoi dans les milieux de la danse lorsqu'on apprit que Maia Plissetskaïa avait interprété le « Boléro » de Ravel à Bruxelles chez Béjart et qu'elle allait venir le danser à l'Opéra de Paris. La grande ballerine soviétique, parvenue au faite des honneurs et de la gloire, se sent à l'étroit dans le répertoire classique. « J'en ai plus qu'assez », répète-t-elle, de danser encore et toujours « le Lac des cygnes ». Et de se tourner avec envie vers ce qui se crée en Occident. Pour elle, Roland Petit a composé « la Rose molle », où il exploitait jusqu'à l'exaspération ses qualités académiques. Mais ce n'est pas de cela qu'elle rêvait. Quand elle a vu Dusha Sissios, la créatrice du rôle, danser le « Boléro » avec le Ballet de Belgrade, elle n'a plus eu qu'un désir : le danser à son tour.

Interpréter le « Boléro » n'a rien à voir avec l'exécution d'un adage ou d'une variation. La danseuse seule sur un thème, prise dans le faisceau d'un projecteur, plétine inlassablement, épée par les regards d'hommes tapés dans la pénombre. Sa chorégraphie se réduit à un nombre de gestes limités repris selon des combinaisons différentes à l'image de la mélodie tandis que les hommes s'animent peu à peu par petits groupes et se lancent « crescendo » dans une sorte d'improvisation rythmée.

Le « Boléro » change et correspond avec chacune de ses interprètes. La jeune Florence Clerc, qui a pris le rôle la semaine passée, toute rose, toute en courbes, avec son minois de chatte gourmande et son air ingénu, en fait quelque chose d'un peu sensuel.

Maurice Béjart l'a conçu comme une danse hiératique, magique,

absolument dénuée de tout érotisme facile. Maia Plissetskaïa entre tout à fait dans sa ligne. Oscillant à peine d'une jambe sur l'autre à l'écoute d'un chant intérieur, se refusant à tout déhanchement suggestif, elle joue de ses fameux ports de bras et fait penser à quelque diade tentant désespérément d'échapper à l'écorce d'arbre qui la retient prisonnière. Sa quasi-immobilité engendre une fonction qui se libère lorsqu'elle prend enfin possession de l'espace dans une incroyable retombée en grand écart, sa crinière fauve éparse autour d'un petit visage tendu.

Epuisée mais rayonnante sous les applaudissements, Plissetskaïa semble sortie d'une hypnose : « Ce « Boléro » me colle à la peau », dit-elle. Je suis heureuse de l'avoir donné à Paris, où l'on ne me connaissait que comme l'interprète du « Lac des cygnes ». Quelle sensation nouvelle ! Depuis, je ne danse plus de la même façon. On sait à Moscou que je fais ce ballet ; il y a eu une photographie dans la presse : je voudrais l'amener au Bolchoï, mais l'ignore si c'est possible. Avec le « Boléro », je sors du creuset classique. Le classique est avant tout une base sur laquelle on peut tout se permettre. J'avais déjà dansé « Carmen », une espagnole, tandis que le « Boléro » c'est l'Orient, l'Inde, la Pologne... la Russie. J'ai le grand espoir que Maurice Béjart vienne à Moscou chorégraphier quelque chose pour moi. Ce que je souhaite le plus à l'instant même ? Que le public de Paris soit amoureux de moi.

MARCELLE MICHEL.

* Opéra : prochaines représentations les 28 et 30 janvier.

Petites nouvelles

■ Une Semaine d'Amérique latine organisée par le Club UNESCO de Vincennes aura lieu du 1^{er} au 6 février et réunira les groupes Los Calchakis et Los Kimbas, les chanteurs Isabel Parra et Patricia Castillo. Au programme, également, des expositions d'art et d'artisanat et la projection d'un film sur Pablo Neruda, suivi d'un débat sur la littérature latino-américaine. Renseignements à l'hôtel de ville de Vincennes.

■ Le Comité de liaison pour la dignité de la personne humaine, qui groupe cent vingt associations familiales, culturelles et sociales, proteste contre la campagne faite par les producteurs et les distributeurs d'« Emmanuelle II », et félicite le gouvernement d'avoir — avec bien du retard — pris la défense du public en obligeant enfin ceux qui ont gagné tant d'argent avec un premier film pornographique à remonter à diffuser leur deuxième film. Ce comité a déjà pris l'initiative d'actions judiciaires contre

certaines films ; il en prendra à l'avenir — quel que soit le visa délivré — contre les films qu'il considérera contraires à la dignité de la personne humaine. (33, place Maubert, Paris-6, tél. 375-77-51.)

■ Une centaine de films : longs métrages, documentaires, courts métrages, seront présentés au cours des onzièmes Journées cinématographiques de Sion, en Suisse, du 27 janvier au 11 février. Ce panorama du cinéma suisse permet de sélectionner les œuvres de débutants et de professionnels pour les différents festivals étrangers. (C.P. 92 4500 Sion, tél. 05322101.)

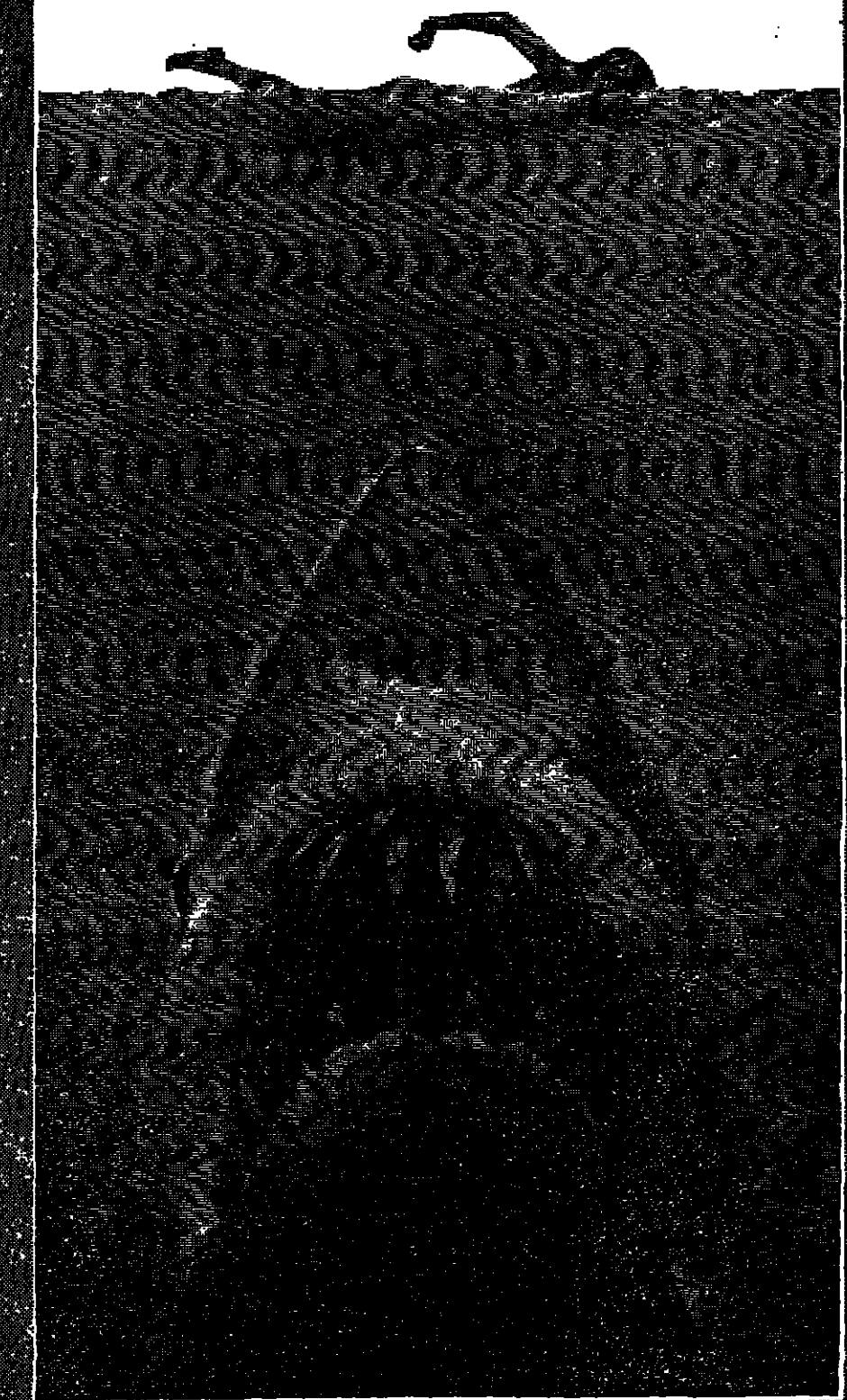
■ Une soirée de chansons animée par Catherine Ribeiro aura lieu le vendredi 6 février, à 20 h. 30, à la Maison des Jeunes et de la culture du Théâtre des Deux-Portes, au cours du programme de soutien organisé pour le droit à la création et aux moyens de diffusion culturelle dans les Maisons des Jeunes et de la culture (tél. 797-24-51).

NORMANDIE VO MARIGNAN VO NAPOLEON VF RICHELIEU GAUMONT VF
MADELINE GAUMONT VF HELDER VF WEPLER PATHE VF USC ODEON VO
QUINTETTE VO BONAPARTE VO MAGIC CONVENTION VF BRETAGNE VF
UGC Gobelins VF GAMBETTA GAUMONT VF LIBERTE VF GAUMONT SUD VF

LES DENTS DE LA MER

JAWS

Elle fut la première...



ROBERT SHAW ROY SCHEIDER RICHARD DREYFUSS

LES DENTS DE LA MER

avec LORRAINE GARY, MURRAY HAMILTON, une production ZANUCK/BROWN
scénario de PETER BENCHLEY et CARL GOTTLIEB
d'après le roman de PETER BENCHLEY Les dents de la mer
musique de JOHN WILLIAMS - réalisé par STEVEN SPIELBERG
produit par RICHARD D. ZANUCK et DAVID BROWN

62 L ST-GERMAIN • BELLE EPINE-THIAIS • TRICYCLE-ASNIERES • HOLLYWOOD-ENGHIEN
ARTEL-VILLENEUVE-ST-GEORGES • PALAIS DU PARC-LE PERREUX • ARTEL-ROSNY • CYRANO-VERSAILLES
AVIATIC-LE BOURGET • ARIEL-RUEIL • LES FLAMADES-SARCELLES • ULIS 2-ORSAY

MERCREDI

FILMS THÉÂTRE INTERNATIONAL

DES GRANDS ACTEURS
ALAN BATES • BETSY BLAIR • JACQUES BREL
JOSEPH COTTEN • CYRIL CUSACK • BRADFORD DILLMAN
KATHARINE HEPBURN • FREDRIC MARCH • LEE MARVIN
ZERO MOSTEL • BROCK PETERS • KATE REID
LEE REMICK • ROBERT RYAN
PAUL SCOFIELD • MORT SHUMAN • GENE WILDER

DES GRANDS RÉALISATEURS
JOHN FRANKENHEIMER • PETER HALL • DANIEL MANN
HAROLD PINTER • TONY RICHARDSON

DES GRANDS AUTEURS
EDWARD ALBEE • MAXWELL ANDERSON
EUGENE IONESCO • EUGENE O'NEILL • JOHN OSBORNE
HAROLD PINTER • KURT WEILL

REUNIS POUR VOUS PROPOSER :

UN CINEMA DIFFERENT
LE FILM - THEATRE

JACQUES BREL
1er FILM
is alive and well and living in PARIS

Vient ensuite :
A DELICATE BALANCE
THE HOMECOMING
THE ICEMAN COMETH
BUTLEY • LUTHER
LOST IN THE STARS • RHINOCEROS

En version originale :
ELYSEES LINCOLN • BALZAC ELYSEES • DRAGON • ST-LAZARE PASQUIER • CONVENTION GAUMONT

prix d'Avoriaz

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Comédie-Française, 20 h. 30 : la Comédie ; le Jeu de l'amour et du hasard (abt. habillé).

Les salles municipales
Nouveau Carré, 20 h. 30 : Cours d'initiation au cinéma ; 21 h. : Lucrèce Borgia.

Les autres salles
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Grosse.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boedinger-Boedinger.
Dauphin, 21 h. : Monsieur Masure.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : le Roi des coms.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : le Singe bleu.
Madelaine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : les Deux Vierges.
Palais-Royal, 20 h. 30 : Rancœur.
Piafance, 20 h. 30 : le Lal de Babar.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : la Cavatone d'Adulman.
Théâtre Campesie-Première, 20 h. : Zozo ; 22 h. 30 : le Partage du vide.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : le Portrait d'un Dorian Gray.

Les cafés-théâtres
Ag Bec fin, 20 h. 45 : Nadine Mons ; 22 h. : Embrasse-moi, Folle-ville ; 23 h. : Incroyable Monsieur Barbotin ; 24 h. : Théâtre d'homme.
Blanc-Manteaux, 18 h. 30 : Valérie Lagrange ; 20 h. 30 : Histoire d'os à moule ; 21 h. 45 : Jean Semmer ; 22 h. 30 : P. et M. Jolivet.
Café d'Edgar, 20 h. 30 : Robert, assisté-moi ; 22 h. 15 : Prisonnier sur la scène.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. 45 : Tuto cles ; 22 h. 15 : l'Architecte et l'empereur d'Assyrie.

10 représentations exceptionnelles
GRENIER DE TOULOUSE
à partir du 29 janvier
LA VIE DE GALILÉE
Bertolt Brecht
mise en scène : Maurice Sarrazin
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
réservat. collectivities 243.18.92
location théâtre 243.00.59 - FNAC-agences

A PARTIR du 31 JANVIER
THEATRE FONTAINE
874 82 34
50 représentations exceptionnelles
JACQUES MARTIN
(in person)
Soirées 21h sauf Dimanche et Mardi
et Matinées Dimanche 17h
LOCATION OUVERTE 30 J. A L'AVANCE

Les idées qui nous viennent sur les ailes des colombes conduisent le monde. Un film admirable.
JEAN-LOUIS BORY,
Nouvel Observateur.

Deux garçons s'aimaient d'amour tendre... UNE CHOSE TRÈS NATURELLE
à partir de mercredi :
Action christine-Hollywood boulevard - Mac Mahon

RACINE - LA CLEF - 14 JUILLET
LA CECILIA
dans le nouveau 30 cm de
Michel Delpech
les chanteurs ont 73 ans...
les filles draguent les hommes...
et Dieu est un Showman!
3

LE GITAN (Fr.) : Berlitz, 2° (742-80-23), Cluny-Palace, 5° (091-07-76), Ambassade, 6° (329-19-06), Les Nations, 12° (343-04-87), Gaumont-Sud, 14° (331-51-16), Montparnasse-Palace, 15° (326-65-13), Wepler, 18° (327-50-70).
GRAND PLAN (A. v.o.) : Quintette, 2° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18), Paris, 10° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18).
IL PLEUT SUR SANTIAGO (Fr.) : Cinéchoix de Saint-Germain, 6° (633-10-82).
L'INCORRIGIBLE (Fr.) : Bretagne, 2° (222-57-97), Normandie, 6° (329-41-18).
JANIS JOPLIN (A. v.o.) : Cinéchoix de Saint-Germain, 6° (633-10-82).
LE JOUR DE LA VENUE DE MONSIEUR BILBOQUET : 2° (222-57-97), U.G.C.-Marbeuf, 6° (323-57-97).
JULE LE FOU (A. v.o.) : Marnyville, 17° (750-24-88).
KARL MAY (A. v.o.) : Olympia, 14° (323-57-97).
MADAM (A. v.o.) : Boul'Mich, 5° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97).
MAMMA ROMA (A. v.o.) : Marnyville, 17° (750-24-88).
MILITONNES (A. v.o.) : La Marlin, 4° (278-47-88), Quintette, 2° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18), Jean-Renoir, 9° (874-40-75), 14-Juillet, 11° (327-50-70).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRIMALD (A. v.o.) : Cluny-Palace, 5° (091-07-76), Ambassade, 6° (329-19-06), Les Nations, 12° (343-04-87), Gaumont-Sud, 14° (331-51-16), Montparnasse-Palace, 15° (326-65-13), Wepler, 18° (327-50-70).
NEW YORK NE REPOND PLUS (A. v.o.) : Biarritz, 8° (723-63-22), V.J. Heider, 9° (770-13-24), U.G.C.-Cobelin, 13° (331-51-16).
LA NUIT DE L'ÉPOUVANTAIL (A. v.o.) : La Pagode, 7° (351-13-13).
ON A RETROUVÉ LA COMPAGNIE (Fr.) : A.R.C., 2° (236-53-54), Danon, 6° (323-57-97), Montparnasse, 15° (326-65-13), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Fauvette, 13° (331-51-16), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
PARFUM DE FEMME (A. v.o.) : Quintette, 2° (323-57-97), V.J. Montparnasse, 15° (326-65-13), Marnyville, 17° (750-13-24), Paris, 10° (323-57-97).
LE SAUVAGE (Fr.) : Gaumont-Champs-Élysées, 8° (359-04-87), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
SEPT MORTS SUR ORDONNANCE (Fr.) : 1° (323-57-97), Quintette, 2° (323-57-97), St-Lazare-Paqueur, 8° (387-35-43), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
SILENT RUNNING (A. v.o.) : New-Yorker, 9° (770-63-40) (et mar.).
LES SOLITAIRE DE FORT HUMBOLDT (A. v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6° (323-57-97), Ermitage, 8° (359-15-11), V.J. Caméo, 9° (770-20-89), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A. v.o.) : Studio Cines, 6° (359-15-11), Ermitage, 8° (359-15-11), V.J. Caméo, 9° (770-20-89), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
UNE FILLE NOMMÉE LILLY MADONNA (A. v.o.) : Luxembourg, 8° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
UN SAC DE BILLES (Fr.) : Studio de la Contrepartie, 6° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LES VECES ÉTAIENT FERMES DE L'INTERIEUR (Fr.) : Quartier-Latin, 5° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LE VERTIGES (Fr.) : Studio République, 11° (705-31-87), Capri, 1° (359-15-11).
LE VOYAGE DES COMÉDIENS (Grec.) : A. v.o. : St-André-des-Arts, 6° (326-48-18), à 12 h. 18 h. et 20 h.
Les festivals
SECONDE CHANCE (A. v.o.) : Action-Lafayette, 5° (878-50-80), Eudam, 6° (323-57-97).
JAMES DEAN (A. v.o.) : Action-République, 11° (805-31-33), la Pucier de verre.
J. BOILLON : Studio Logos, 5° (033-10-82).
K. KEATON : Marnyville, 17° (750-24-88).
CINEMA ITALIEN (A. v.o.) : Olympia, 14° (323-57-97). Venez donc prendre le café chez nous.

Coupe-Chou, 20 h. : le Sang des Fleurs ; 21 h. 30 : Neo-Cid.
Cours des Miracles, 20 h. 30 : la Petite Culière ; 21 h. 30 : La golden est couvent farineux ; 22 h. 30 : Douby.
Le Palais, 20 h. 45 : la Gare de Pey-Blanc ; 22 h. 30 : le Pacte.
Puis Théâtre, 20 h. 30 : Alliance.
22 h. 15 : La pipelette ne pipa plus.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. : Eric Story.
Doux-Anna, 21 h. : Sarré-via compria.
Dis-Henry, 22 h. : Vally, François, Georges et les autres.

Vidéo
Vidéotone, de 14 h. à 24 h. : Festival du vidéo pop music.

Le music-hall
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoires d'Osé.
Olympia, 21 h. 30 : Caterina Valentia.

Théâtres de banlieue
Clchy, A.R.C., 20 h. 30 : les Bonnes.
Evyville-Neuville, Théâtre de l'Agora, 21 h. : Anna.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h : Deux pour cent.

Jazz et pop
Théâtre Montferrat, 20 h. 30 : J. Barrocal et R. Farlet.
Maison de la radio, 20 h. 30 : Graham Collier Music.

Les concerts
Théâtre Esplanade, 18 h. 30 : A. Le Gall-Martin, guitare (Corbetta, Bach, Villa-Lobos, Barrios, Lalo, Ram Narayan, sarangi (musique classique indienne) ; A. Slopodianski, piano (Beethoven, Prokofiev, Scriabine).
Théâtre Rameau, 20 h. 30 : G.E.M. dir. J. Lejeune (Caden, Ferrari, Medici, Lejeune).
Théâtre 13, 20 h. 45 : M. Sadanowsky, guitare (Bach, Weiss, Giuliani, Scarlatti, Villa-Lobos).

CARRE DE GUERNICA (Fr.) : 1° (323-57-97), Noctambules, 5° (323-57-97).
AUTOBIOGRAPHIE D'UNE FEMME (A. v.o.) : Le Marais, 4° (278-47-88), à 17 h. 30 et 18 h. 30.
BLONDE (Fr.) : 1° (323-57-97), 2° (323-57-97), 3° (323-57-97), 4° (323-57-97), 5° (323-57-97), 6° (323-57-97), 7° (323-57-97), 8° (323-57-97), 9° (323-57-97), 10° (323-57-97), 11° (323-57-97), 12° (323-57-97), 13° (323-57-97), 14° (323-57-97), 15° (323-57-97), 16° (323-57-97), 17° (323-57-97), 18° (323-57-97), 19° (323-57-97), 20° (323-57-97).

Cinéma NOCTAMBULES
arrabal
L'arbre de Guernica
« Les idées qui nous viennent sur les ailes des colombes conduisent le monde. Un film admirable. »
JEAN-LOUIS BORY,
Nouvel Observateur.

Deux garçons s'aimaient d'amour tendre... UNE CHOSE TRÈS NATURELLE
à partir de mercredi :
Action christine-Hollywood boulevard - Mac Mahon

RACINE - LA CLEF - 14 JUILLET
LA CECILIA
dans le nouveau 30 cm de
Michel Delpech
les chanteurs ont 73 ans...
les filles draguent les hommes...
et Dieu est un Showman!
3

LE GITAN (Fr.) : Berlitz, 2° (742-80-23), Cluny-Palace, 5° (091-07-76), Ambassade, 6° (329-19-06), Les Nations, 12° (343-04-87), Gaumont-Sud, 14° (331-51-16), Montparnasse-Palace, 15° (326-65-13), Wepler, 18° (327-50-70).
GRAND PLAN (A. v.o.) : Quintette, 2° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18), Paris, 10° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18).
IL PLEUT SUR SANTIAGO (Fr.) : Cinéchoix de Saint-Germain, 6° (633-10-82).
L'INCORRIGIBLE (Fr.) : Bretagne, 2° (222-57-97), Normandie, 6° (329-41-18).
JANIS JOPLIN (A. v.o.) : Cinéchoix de Saint-Germain, 6° (633-10-82).
LE JOUR DE LA VENUE DE MONSIEUR BILBOQUET : 2° (222-57-97), U.G.C.-Marbeuf, 6° (323-57-97).
JULE LE FOU (A. v.o.) : Marnyville, 17° (750-24-88).
KARL MAY (A. v.o.) : Olympia, 14° (323-57-97).
MADAM (A. v.o.) : Boul'Mich, 5° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97).
MAMMA ROMA (A. v.o.) : Marnyville, 17° (750-24-88).
MILITONNES (A. v.o.) : La Marlin, 4° (278-47-88), Quintette, 2° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18), Jean-Renoir, 9° (874-40-75), 14-Juillet, 11° (327-50-70).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRIMALD (A. v.o.) : Cluny-Palace, 5° (091-07-76), Ambassade, 6° (329-19-06), Les Nations, 12° (343-04-87), Gaumont-Sud, 14° (331-51-16), Montparnasse-Palace, 15° (326-65-13), Wepler, 18° (327-50-70).
NEW YORK NE REPOND PLUS (A. v.o.) : Biarritz, 8° (723-63-22), V.J. Heider, 9° (770-13-24), U.G.C.-Cobelin, 13° (331-51-16).
LA NUIT DE L'ÉPOUVANTAIL (A. v.o.) : La Pagode, 7° (351-13-13).
ON A RETROUVÉ LA COMPAGNIE (Fr.) : A.R.C., 2° (236-53-54), Danon, 6° (323-57-97), Montparnasse, 15° (326-65-13), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LE SAUVAGE (Fr.) : Gaumont-Champs-Élysées, 8° (359-04-87), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
SEPT MORTS SUR ORDONNANCE (Fr.) : 1° (323-57-97), Quintette, 2° (323-57-97), St-Lazare-Paqueur, 8° (387-35-43), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
SILENT RUNNING (A. v.o.) : New-Yorker, 9° (770-63-40) (et mar.).
LES SOLITAIRE DE FORT HUMBOLDT (A. v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6° (323-57-97), Ermitage, 8° (359-15-11), V.J. Caméo, 9° (770-20-89), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A. v.o.) : Studio Cines, 6° (359-15-11), Ermitage, 8° (359-15-11), V.J. Caméo, 9° (770-20-89), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
UNE FILLE NOMMÉE LILLY MADONNA (A. v.o.) : Luxembourg, 8° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
UN SAC DE BILLES (Fr.) : Studio de la Contrepartie, 6° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LES VECES ÉTAIENT FERMES DE L'INTERIEUR (Fr.) : Quartier-Latin, 5° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LE VERTIGES (Fr.) : Studio République, 11° (705-31-87), Capri, 1° (359-15-11).
LE VOYAGE DES COMÉDIENS (Grec.) : A. v.o. : St-André-des-Arts, 6° (326-48-18), à 12 h. 18 h. et 20 h.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 26 janvier

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

Les exclusivités
ADIEU POULET (Fr.) : Bretagne, 2° (222-57-97), U.G.C.-Odéon, 6° (323-57-97), 7° (323-57-97), 8° (323-57-97), 9° (323-57-97), 10° (323-57-97), 11° (323-57-97), 12° (323-57-97), 13° (323-57-97), 14° (323-57-97), 15° (323-57-97), 16° (323-57-97), 17° (323-57-97), 18° (323-57-97), 19° (323-57-97), 20° (323-57-97).
AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio Galand, 5° (303-72-71).
A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2° (231-35-10), Quintette, 3° (033-35-40), Saint-Germain Studio, 6° (333-42-72), Montparnasse, 15° (326-65-13), 16° (326-65-13), 17° (326-65-13), 18° (326-65-13), 19° (326-65-13), 20° (326-65-13).
BOIS SAISSÉS DE BONGKONG (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2° (323-57-97), Montparnasse, 15° (326-65-13), 16° (326-65-13), 17° (326-65-13), 18° (326-65-13), 19° (326-65-13), 20° (326-65-13).
LA CECILIA (Fr.) : La Cef, 5° (327-90-60), 6° (327-90-60), 7° (327-90-60), 8° (327-90-60), 9° (327-90-60), 10° (327-90-60), 11° (327-90-60), 12° (327-90-60), 13° (327-90-60), 14° (327-90-60), 15° (327-90-60), 16° (327-90-60), 17° (327-90-60), 18° (327-90-60), 19° (327-90-60), 20° (327-90-60).
CHRONIQUE DES ANNÉES DE BRASSE (A. v.o.) : La Cef, 5° (327-90-60), 6° (327-90-60), 7° (327-90-60), 8° (327-90-60), 9° (327-90-60), 10° (327-90-60), 11° (327-90-60), 12° (327-90-60), 13° (327-90-60), 14° (327-90-60), 15° (327-90-60), 16° (327-90-60), 17° (327-90-60), 18° (327-90-60), 19° (327-90-60), 20° (327-90-60).
COUSIN, COUSINS (Fr.) : Impérial, 2° (742-72-52), Paris, 10° (323-57-97), 11° (323-57-97), 12° (323-57-97), 13° (323-57-97), 14° (323-57-97), 15° (323-57-97), 16° (323-57-97), 17° (323-57-97), 18° (323-57-97), 19° (323-57-97), 20° (323-57-97).
DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 5° (323-57-97), à 18 h. 19 h. 30, 21 h. et 22 h. 30.

CE GAMIN, LA, film français de Renaud Vautier, 9° (770-63-40).
LA VILLE BUDON, film français de Jacques Barlat, La Cef, 5° (327-90-60), Studio Gila-Cœur, 6° (326-48-18).
KONFRONTATION, film allemand de Rolf Lyssy, Studio St-Sébastien, 5° (033-30-91).
LE BON ET LES MECHANTS, film français de C. Lelouch, avec Marlene Jobert et J. Duhamel, 12° (343-04-87), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
JEANNE DIELMAN, film français de Chantal Akerman, avec Delphine Seyrig, Hautefeuille, 18° (323-57-97), Olympia, 14° (323-57-97).
UN GENIE, DEUX ASSOCIÉS, film français de D. Damiani, avec Miron-Miron et Terence Hill, V. ang., St-Michel, 5° (328-79-17), Elysée-Cinéma, 8° (323-57-97), V.J. : Grand Rex, 2° (326-83-93), Rotonde, 6° (323-08-22), Ermitage, 8° (359-15-11), U.G.C.-Cobelin, 13° (331-51-16), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
LA FLUTE À SIX SCHTROUMPFS, dessin animé de Feyo, St-Germain Village, 6° (633-10-82), Gaumont-Madeleine, 6° (073-56-03), Monte-Carlo, 6° (225-08-83), Gaumont-Sud, 14° (331-51-16).
LES DERNIERS CRIS DE LA SAUVAGE, film italien de A. Cimatti et M. Morra, V.P. : Marivaux, 2° (742-83-80), Studio J.-Cocteau, 3° (033-47-62), Publicis, St-Germain, 6° (633-10-82), Publicis, Champs-Élysées, 8° (359-04-87), Paris, 10° (323-57-97), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).

LE GITAN (Fr.) : Berlitz, 2° (742-80-23), Cluny-Palace, 5° (091-07-76), Ambassade, 6° (329-19-06), Les Nations, 12° (343-04-87), Gaumont-Sud, 14° (331-51-16), Montparnasse-Palace, 15° (326-65-13), Wepler, 18° (327-50-70).
GRAND PLAN (A. v.o.) : Quintette, 2° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18), Paris, 10° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18).
IL PLEUT SUR SANTIAGO (Fr.) : Cinéchoix de Saint-Germain, 6° (633-10-82).
L'INCORRIGIBLE (Fr.) : Bretagne, 2° (222-57-97), Normandie, 6° (329-41-18).
JANIS JOPLIN (A. v.o.) : Cinéchoix de Saint-Germain, 6° (633-10-82).
LE JOUR DE LA VENUE DE MONSIEUR BILBOQUET : 2° (222-57-97), U.G.C.-Marbeuf, 6° (323-57-97).
JULE LE FOU (A. v.o.) : Marnyville, 17° (750-24-88).
KARL MAY (A. v.o.) : Olympia, 14° (323-57-97).
MADAM (A. v.o.) : Boul'Mich, 5° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97).
MAMMA ROMA (A. v.o.) : Marnyville, 17° (750-24-88).
MILITONNES (A. v.o.) : La Marlin, 4° (278-47-88), Quintette, 2° (323-57-97), Paris, 10° (323-57-97), Normandie, 6° (329-41-18), Jean-Renoir, 9° (874-40-75), 14-Juillet, 11° (327-50-70).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRIMALD (A. v.o.) : Cluny-Palace, 5° (091-07-76), Ambassade, 6° (329-19-06), Les Nations, 12° (343-04-87), Gaumont-Sud, 14° (331-51-16), Montparnasse-Palace, 15° (326-65-13), Wepler, 18° (327-50-70).
NEW YORK NE REPOND PLUS (A. v.o.) : Biarritz, 8° (723-63-22), V.J. Heider, 9° (770-13-24), U.G.C.-Cobelin, 13° (331-51-16).
LA NUIT DE L'ÉPOUVANTAIL (A. v.o.) : La Pagode, 7° (351-13-13).
ON A RETROUVÉ LA COMPAGNIE (Fr.) : A.R.C., 2° (236-53-54), Danon, 6° (323-57-97), Montparnasse, 15° (326-65-13), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LE SAUVAGE (Fr.) : Gaumont-Champs-Élysées, 8° (359-04-87), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
SEPT MORTS SUR ORDONNANCE (Fr.) : 1° (323-57-97), Quintette, 2° (323-57-97), St-Lazare-Paqueur, 8° (387-35-43), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97), Gaumont-Opéra, 9° (673-06-58), Gaumont-Convention, 15° (328-42-27), Cluny-Palace, 18° (323-57-97), Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74).
SILENT RUNNING (A. v.o.) : New-Yorker, 9° (770-63-40) (et mar.).
LES SOLITAIRE DE FORT HUMBOLDT (A. v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6° (323-57-97), Ermitage, 8° (359-15-11), V.J. Caméo, 9° (770-20-89), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 17° (750-24-88), Paris, 10° (323-57-97).
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A. v.o.) : Studio Cines, 6° (359-15-11), Ermitage, 8° (359-15-11), V.J. Caméo, 9° (770-20-89), Paris, 10° (323-57-97), Marnyville, 1

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,00
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Des postes

DE LECTEURS DE PROFESSEURS et DE TRADUCTEURS

sont offerts dans les universités d'Alger, Oran, Constantine et Annaba à des Enseignants de nationalité :

- Allemande
- Britannique, Irlandaise
- Espagnole
- Italienne.

Dans les domaines suivants :

- Langue
- Littérature
- Civilisation
- Langue technique.

Les dossiers de candidatures doivent comporter un curriculum vitae détaillé et seront adressés à :

M. le Sous-Directeur du Personnel
Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique
1, rue Bachir-Attar. — Alger
ALGERIE

BUREAU D'ETUDES
à Vocation internationale
recherche
pour missions de toute durée
à l'étranger

INGENIEUR ROUTIER
ETUDES
diplômé d'une Grande Ecole
(Ponts et Chaussées, Centrale,
E.T.P.) et ayant une expérience
acquise si possible outre-mer
de 5 ans minimum.
Les Ingénieurs intéressés peuvent
adresser leur candidature (C.V.,
photo + saisi) sous réf. :
602/101 LTP, 31, bd Bonne-Nau-
velle, 75002 Paris Cedex 02, q.r.

STÉ D'INGENIEURS CONSEILS
recherche
pour missions toute durée en
Afrique, Amérique latine, Asie
du Sud-Est, Moyen-Orient.

INGENIEUR ROUTIER
ayant une exp. de plusieurs
années, acquise si possible
Outre-mer dans le domaine de
CONTRÔLE
des travaux confiés à l'entreprise.
Anglais et ou Espagnol, apprécié.
Les Ingén. intéressés peuvent
adresser leur candidature (C.V.,
photo + saisi) sous réf. :
602/101 LTP, 31, bd Bonne-Nau-
velle, 75002 Paris Cedex 02, q.r.

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE RÉALISATIONS ET D'ÉTUDES MINIÈRES

RECHERCHE

Ingénieurs

dans les spécialités suivantes :

- Electricité
- Béton
- Tuyauterie
- Charpente
- Mécanique
- Génie civil
- Etudes
- Planning
- Organisation

Ecrire à :

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE
DE RÉALISATIONS
ET D'ÉTUDES MINIÈRES
« ALREM »
4/6, boulevard Mohamed-V
ALGER

SCHWARTZ-HAUMONT recherche pour chantiers de Bâtiment à l'ÉTRANGER : INGÉNIEUR DE TRAVAUX

Expérience bâtiment souhaitée : 10 ans
Parlant couramment l'anglais
Résidence sur région parisienne.
Poste nécessitant voyages au MOYEN-ORIENT.

Adr. C.V., prêt, photo : SCHWARTZ-HAUMONT,
10, rue Lionel-Terray - (92) Rueil-Malmaison.

MOYEN-ORIENT

pour réalisations industrielles

SUPERVISEURS

DE CHANTIERS

— ELECTRICITE

— MECANIQUE ET TUYAUTERIE.

Adr. C.V. sous réf. : 608-JR,
A.M.P., 40, r. Olivier-de-Serres,
75015 PARIS, qui transmettra.

URGENT pour

R. F. A.

DESSINATEURS

CATALOGUES

Expérimentés en dessin,
perspectives et vues éclatées.
Téléphoner pour rendez-vous :
725-96-50



FILIALE SONATRACH

RECHERCHE

Pour ses ateliers régionaux

4 INGÉNIEURS SOUDEURS

28 ans minimum - Diplômés E.S.S.A.

2 à 5 ans d'expérience dans domaine

Contrôle et Soudage (notamment en
soudage automatique).

ÉCRIRE à ALTRA

Département du Personnel
114, rue de Tripoli,
Hussein-Dey - ALGER.

TEXUNION Groupe DMC

recherche pour sa
FILIALE au TCHAD

un

Directeur d'Usine
Il sera chargé de diriger un complexe moder-
ne comprenant 8.000 broches de filature et
300 métiers à tisser, implanté à SAHRA (ex
FORT-ACHAMBAULT, 28 ville du Tchad)
située près de la frontière de la République
Centrale Africaine.
Ce poste conviendrait à

Ingénieur Textile
possédant très bonne expérience
Filature et Tissage Coton

Haut niveau de rémunération - Avantages
sociaux complets avec statut d'expatrié -
Possibilités d'évolution de carrière au sein du
Groupe.

Les dossiers de candidatures
— sous Réf. M.1102 à préciser sur l'enveloppe —
seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix, 75002 Paris.

FOR MAJOR PORT PROJECT IN WEST AFRICA

Applicants are invited for the following posts on
site supervision

RESIDENT ENGINEER

(Ref. RL/20)

Candidates should be university graduate and/or
MICE with good experience in marine works
including dredging, piling, quay construction and
must have had previous R.E. experience on large
project, preferably in a developing country.

High salary negotiable in addition to a furnished
house, free medical attention and other attractive
fringe benefits.

MATERIALS ENGINEER

(Ref. ML/21)

Required for supervision of site laboratory and
investigations.
Candidates should be graduate or suitably qual-
ified, with long experience in quality control of
soils, aggregates, concrete and bituminous products.
Salary negotiable in addition to furnished accom-
modation, free medical attention and other attrac-
tive fringe benefits.

Initial contracts for 15 months plus 2 months paid
leave with extension expected to 4 years.

Please send a typed copy of your C.V. including
your telephone number and the precise reference
number of the position you are applying for, to

CONSEILS en RECRUTEMENT
5 bis, rue Kappeler,
75116 PARIS.

CHAÎNE HÔTELIERE INTERNATIONALE POUR GRANDS HOTELS EN AFRIQUE

CHEFS COMPTABLES

Il s'agit de postes à responsa-
bilités importantes.
Les candidats devront :
— posséder une formation
comptable supérieure
(niveau DECS exigé) ;
— avoir plusieurs années d'ex-
périence professionnelle dans
un poste à responsabilités.

ADJOINTS

AU CHEF COMPTABLE

Les candidats devront :
— posséder une bonne formation
comptable (niveau Brevet
professionnel) ;
— avoir quelques années d'ex-
périence professionnelle.
Savoir capables et résultats
obtenus, possibilité de promotion
Chef Comptable.

POUR CES 2 POSTES :
Expérience hôtelière,
Connaissance de l'anglais
souhaitées et qualités
certaines d'adaptation.

Env. C.V. et photo à n° 2368,
CONSEILS Publicité
26, av. Châteauneuf, 75017 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ NORD-FRANCE

RESPONSABLE

pour Direction des Travaux pour
l'Algérie et Pays d'Afrique
Noire. Adresser tout courrier à
Belle Pousie
91310 MONTLHERY

POUR DÉPLACEMENTS

A L'ÉTRANGER

TECHNICIENS

EXPERIMENTÉS en radar
et télécommunication.
Réf. 612/JR

AGENT TECHNIQUE

EN THERMIQUE
niveau BTS au DUT
Réf. 614/JR

TECHNICIENS

EN MÉCANIQUE
ET ELECTRICITE pour démar-
r. unités industrielles.

Env. C.V. en précisant réf. à
A.M.P., 40, r. Olivier-de-Serres,
75015 PARIS, qui transmettra.

AFRIQUE

Déplacement durée 2 ans

INGENIEURS ENTRETIEN

Diplômé Electricité pour direc-
tion service entretien, avec
responsabilité pour voitures et
entretien installation frigorifique.

Anglais indispensable.
Ecrire avec C.V. à n° 139
Publicités Réunies, 112, boule-
vard Voltaire, 75011 Paris.

PROFESSEUR

de FRANCAIS
ayant de bonnes connaissances
de l'Algérie. Début immédiat.
Inlingua Sorochouche, Malinzer
Str. 19 - D. 540 Koblenz, R.F.A.
Tel. : 19-6261/54 D3



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT REGIONAL PICARDIE AMIENS

créé

2 POSTES COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

Formation supérieure :
— Expérience des placements long et moyen
terme et de l'analyse de la gestion industrielle.
Ils réaliseront les diagnostics financiers des entre-
prises et mèneront les négociations avec les
industriels et les organismes publics chargés de
l'expansion régionale.

Possibilités d'évolution très rapide au sein de la
société.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2189 à :

65, avenue Kléber,
PARIS (16^e).

Discrétion assurée.

Recherchons pour NICE DIRECTEUR DES VENTES

Formation H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, pas-
sionné par tout ce qui concerne le cadre de vie
contemporain.

— Il sera chargé d'appliquer la politique commer-
ciale définie par la direction générale et d'assu-
rer l'animation et le développement de la chaîne
de magasins de mobilier contemporain de la
société.

— Expérience, dynamisme et grande puissance de
travail indispensables.

— Rémunération début : 80.000 et capable.

— Situation d'avenir dans Société en pleine expan-
sion.

Répondre à/ n° 189 780 M. REGIE-PRESSE, 65 bis
rue Réaumur, PARIS (2^e) qui transmettra.



No 1 de l'alimentation des animaux domestiques en France
avec CANIGOU, RON-RON, KITEKAT, PAL...

RENFORCE L'ENCADREMENT DE SA FORCE DE VENTE...

Pour une Société qui a connu en 1974/1975 un des plus forts taux de croissance
de l'industrie alimentaire et dont la FORCE DE VENTE a une solide réputation,
ceci peut paraître inutile... et pourtant ! Et pourtant nous avons besoin de vous...

• Si vous êtes jeune diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO, SCIENCES ECO et que
vous voulez vous mesurer à la vente

• Si vous connaissez déjà ce métier à un niveau de commandement, soit d'un
secteur (3 à 5 promoteurs), soit d'une région (10 à 15 promoteurs).

ADRESSEZ-NOUS VOTRE HISTOIRE ET NOUS CONVIENTRONS D'UN
RENDEZ-VOUS.

UNISABI — Service du Personnel —
BP No 7 — 45550 ST DENIS DE L'HOTEL

REVUE

4 ans d'existence
recherche

ATTACHES COMMERCIAUX OU COURTIER

pour Province toutes régions,
résident sur place.

Vie et développement
effortie existante.

Très importante commission
paritaire par contrat.

Env. C.V. à : Grégoire, réf. L.M.
12, rue des Lions-Saint-Paul,
75004 PARIS (qui transmettra).

T. I. T. N.

recherche pour son agence
D'AIX-EN-PROVENCE

INGENIEUR

Software (Grandes Ecoles)
pour son activité systé-
matique. Expérience 2 à 3 ans
associée. Env. C.V. et prêt.

T.I.T.N. PROVENCE

Place Ronda de Villeneuve
3100 AIX-EN-PROVENCE

IMPORTANTE MAISON DE CHAMPAGNE

recherche pour poste

à REIMS

Service EXPORT
Parfaite connaissance anglaise
E.C. à HAVAS REIMS, n° 624

OREAM RHONE-ALPES

rech. et étude des perspectives
d'évolution de l'industrie région

ECONOMISTE EXPERIMENTE
Env. candidature, C.V. et prêt
à OREAM, 34, r. Cochin-Perier,
69002 LYON

Organisation de formation NIORT

recherche

COMPTABLE

titulaire DECS + exp. prof.

ANIMATEUR

Stages de secrétariat
(Formal, enseignement supér.)
Expér. professionnelle, en entreprise
(secrétariat de direction), école
supér., pédagogie soignée.

Env. CV+photo, HAVAS, n° 2163
B.P. 304 - 79009 NIORT Cedex

ORFUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

créé dans le cadre de son développement :

3 Postes de

DIRECTEUR D'AGENCE REGIONALE

LILLE - LYON - BORDEAUX

Le poste

Ce responsable (25-30 ans maximum) aura :

• à organiser et maîtriser la structure
administrative et commerciale de la
succursale,

• à recruter, diriger et animer une
équipe de délégués pour ses campagnes
de promotion de la presse écrite
et de vente d'abonnements dans les milieux
universitaires et scolaires et le grand
public.

Le candidat

• devra prouver ses goûts et ses aptitudes
pour la vente. Expérience souhaitée.

• devra posséder une bonne connaissance
de la presse écrite, une solide culture
générale et être de formation supérieure.

La rémunération

fixe + intéressement (salaire moyen
annuel de départ 50.000 F).

Voiture indispensable.
Disponibilité immédiate.

Adressez votre candidature à

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

Service du Personnel

15, rue Tiphaine 75015 PARIS

Joindre CV + Photo.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	39,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



chefs de région

La fonction :
Animer et conseiller notre réseau de concessionnaires automobiles : organisation, stratégie de vente, actions publicitaires et promotionnelles, politique de formation et de recrutement...

L'homme :
Quelques années d'expérience réussies dans l'animation commerciale acquises chez un constructeur automobile. Connaissance de l'anglais souhaitée.

conseillers techniques après-vente

La fonction :
Améliorer la qualité, l'efficacité et la rentabilité du service après-vente de nos concessionnaires voitures ou poids lourds : réduction des coûts de garantie, organisation, qualification et formation du personnel, méthode de réparation, choix de l'équipement et de l'outillage.

L'homme :
Ingénieur ou technicien supérieur ayant déjà une connaissance de la mécanique automobile ou poids lourd.

analystes contrôle budgétaire

La fonction :
Préparer les budgets annuels et les prévisions financières trimestrielles, rapprocher le budget des comptes d'exploitation mensuels et en expliquer les écarts, participer à l'évaluation financière de programmes spécifiques (commerciaux, techniques...).

L'homme :
ESG débutant option finance/comptabilité. L'anglais courant est indispensable pour communiquer avec notre état major européen. Une première expérience dans l'analyse financière constituera un atout supplémentaire.

Écrire FORD FRANCE S.A. Service Développement et Organisation du Personnel
344, Avenue Napoléon-Bonaparte 92504 RUEIL MALMAISON

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
mondialement implantée, fabricant et commercialisant ses produits de haute qualité technologique utilisés dans la composition de matériel propre aux industries de pointe, recherche pour son Siège, proche banlieue Ouest :

ingénieur commercial

Formation Ingénieur Grande Ecole d'électricité ou d'électronique.

Il aura pour mission la prospection et la négociation de contrats auprès des industries aéronautiques et électroniques professionnelles.

Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable (formation assurée en Europe ou USA).

Nous pensons que le candidat intéressé doit faire la preuve de sa compétence technique et de son dynamisme commercial.

Une expérience industrielle d'au moins trois années est souhaitée.

Sa promotion est assurée, en France ou à l'étranger. Les conditions de travail et les perspectives de carrière sont susceptibles de satisfaire le plus exigeant.

Salaires élevés, nombreux avantages dont voiture de fonction.

La Société est en constante progression dans l'augmentation du C.A. comme dans la diversification des produits grâce à des Centres de Recherche extrêmement efficaces aux U.S.A. et en Europe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à N°38491, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

responsable du service commercial

L.T.M. Consultants - Logistique Transport Manutention recherche le RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL d'une entreprise prestataire de services principalement auprès de la clientèle bancaire, Paris 18^e (750 personnes).

Objectif : Développement et développement de la politique commerciale. Responsabilité, devant la Direction, de l'ensemble des Services, notamment : marketing, tarification et facturation, gestion et organisation commerciale.

Le candidat : • très bon niveau de culture générale, • possédant une expérience commerciale minimum 5 ans • fort motivé par la perspective de créer et d'innover, possédant des qualités certaines d'analyse.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + présentations sous réf. 229/M à :

L.T.M. Consultants
Département Sélections Cadres
Tour Horizon - 52, rue National, 92800 Puteaux



Centre Médico-Chirurgical
de VILLIERS-SAINT-DENIS (93210 - Chardy)
80 km. de PARIS - 600 lits - 500 employés
cherche

RESPONSABLE DE PERSONNEL

de formation supérieure (niveau licence ou maîtrise souhaitée) ayant expérience de pays en informatique, connaissant législation sociale, droit du travail et formation professionnelle (poste à créer), si possible, connaissant le milieu hospitalier.

Conditions intéressantes - Possibilité de Promotion - Logement assuré.

Envoyer C.V. et photo au Médecin-Directeur
Tél. (23) 42-01-40.

Important Groupe Français
de distribution et fabrication
de produits industriels

recherche

DIRECTEUR DE BRANCHE BATIMENT ET T.P.

QUI SERA CHARGÉ, SOUS LA DÉPENDANCE DIRECTE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE :

- de gérer un ENSEMBLE D'ATELIERS DE FABRICATION et de PARACHEMENT ;
- d'assurer et de coordonner les actions des SERVICES COMMERCIAUX de la branche ;
- d'assurer les liaisons fonctionnelles avec les autres branches et diverses filiales du groupe.

CE POSTE NE PEUT CONVENIR QU'À UN INGÉNIEUR

- de formation (Grandes Ecoles),
- de 35 ans minimum,
- ayant acquis une expérience de TOUT PREMIER ORDRE en entreprise (Bâtiment et T.P.) dans les domaines : TECHNIQUES, COMMERCIAUX et de GESTION.

Une période de formation et d'adaptation de deux ans est prévue pour la mise en place du candidat retenu, qui correspond à la période préalable au départ en retraite du prédécesseur.

Adresser C.V. détaillé manuscrit avec photo et présentations, sous n° 6039, à I.T.P., 21, boulevard de Bonne-Nouvelle, 75003 Paris, qui transmettra. - Discretité assurée.

Importante BANQUE INTERNATIONALE
recherche à PARIS, pour son Centre
Informatique (IBM 315) un

chef d'exploitation

pour assurer l'encadrement et la coordination des ateliers de :

- saïrie, • ordinateur principal, • annexe.

Le candidat recherché aura :

- une bonne connaissance de l'Anglais,
- un sens de l'organisation développé,
- quelques années d'expérience dans la fonction.

Des connaissances bancaires seraient appréciées.

Envoyer CV détaillé, photo et niveau de rémunération au service 7686 M de

plein emploi PUBLICITE
10, rue du mail PARIS 2ème

Dans le cadre du développement de sa division BATIMENT second œuvre (cloisons, façades), LE GROUPE NOREL BOZEL recherche

JEUNE ARCHITECTE

pour lui confier le poste de
CHEF DES VENTES EXPORT

Le poste :

- contacts avec clientèle étrangère : architectes, bureaux d'études, entrepreneurs ;
- étude et chiffrage détaillé des projets ;
- préparation des contrats de vente ;
- exécution des commandes, facturation ;
- lieu de travail : Paris, déplacements à prévoir.

Le candidat recherché :

- formation Architecture ou T.P. ;
- anglais courant ;
- expérience 2 ans min. dans bureau d'études ou cabinet d'architectes ;
- habitude de préférence aux contacts clientèle

Env. lettre man. - C.V. détaillé, photo réo. et réo. env. a/réf. M 107 A à NOREL BOZEL - Département Encadrement, Tour Bouquet Robel Cedex 4, 92090 Paris La Défense.



ALSTHOM

recherche pour VELIZY

INGÉNIEUR

DE SUPERVISION TECHNIQUE

Adjoint à ingénieur de contrat, responsable du suivi technique d'affaires d'entreprises de centrales thermiques depuis les études jusqu'aux essais de réception.

Participe aux réunions de coordination technique avec les coparticipants, fournisseurs et bureaux d'études.

Maîtrise les problèmes de thermo-dynamique, possède des connaissances suffisantes pour comprendre les schémas de tuyauteries et de fluides divers et en assure le contrôle, 3 ans d'expérience.

INGÉNIEUR DE PLANNING

Assistent ingénieur de contrat, responsable de l'habillage et du suivi du planning concernant la réalisation d'une centrale thermique conventionnelle de grande puissance.

Provoque les actions correctives à entreprendre pour respecter les délais, déclenche les opérations de transport et contrôle l'ordonnement du montage, de la mise en service et des essais sur le site.

Possède une expérience pratique des problèmes de montage et de réalisation de grands ensembles industriels.

POUR CES DEUX POSTES :

- âge 30 ans minimum ;
- diplômé grande école en mécanique ou électromécanique ;
- anglais indispensable.

C.V. à adresser à ALSTHOM, service du personnel 38, avenue Kléber - 75016 PARIS.

juriste

Nous sommes une Société française à vocation internationale et nous recherchons un JURISTE.

Ce juriste, qui aura une expérience de 1 à 3 ans en entreprise ou dans un cabinet, assurera les fonctions de notre Direction Juridique.

Il traitera de questions touchant à l'activité de la société et notamment de contrats.

Thèmes de DES en Droit Privé, il aura éventuellement une formation complémentaire de type J.E. et de bonnes connaissances en anglais.

Lieu de travail : Nanterre Parisienne Sud-Ouest.

Envoyer C.V. et présentations sous réf. 2219/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
13, RUE D'HAUTEVILLE - 75003 PARIS

Important Groupe d'Assurances
région OUEST FRANCE
recherche pour son

DÉPARTEMENT ENGINEERING

DEUX JEUNES INGÉNIEURS

attirés par une activité technique-commerciale

- 1 INGÉNIEUR A. et M. ou Ecole Nationale Supérieure du Bâtiment ou T.P., possédant une expérience d'au moins deux années en ouvrages variés (études et/ou chantiers).

Référence A.

- 1 INGÉNIEUR d'une Ecole Nationale à vocation techniques générales, ayant une expérience dans un service entretien d'usine ou dans un pare matériel d'une entreprise Bâtiment ou T.P.

Référence B.

MISSION : - Étudier et négocier les contrats d'assurances (machines ou chantiers) et les règlements de sinistres.

- Jouer un rôle d'expert vis-à-vis des entreprises assurées.

Déplacements de courte durée :

- EN FRANCE (pour les références A et B),
- A l'ÉTRANGER (pour la référence A).

Les candidats retenus recevront la formation Assurances.

Adresser Curriculum Vitae et Présentations en précisant la référence du poste à n° 4966.

COFAP
40, rue de Chabrol 75019 Paris 19

SECIM
GROUPE CREUSOT - LOIRE

recherche d'urgence

1) sténodactylo

débutante pour service achats
Réf. 2662

2) dactylo

telexiste
Réf. 2664

3) secrétaire

administrative
confirmée connaissant sténodactylo
Réf. 2665

4) cadre

Homme

ayant quelques années d'expérience de bureau d'études de fabrication ou de chantier en mécanique ou hydraulique.

Formation Ingénieur A.M. ou équivalent.

Le candidat devra effectuer des déplacements de courte durée tant en France qu'à l'Étranger. Réf. 2666

Adresser C.V. manuscrit à :

RAYMOND GAUTHIER

107 Bd. Mission Marchand 92402 Courbevoie

LA DIRECTION D'UNE IMPORTANTE
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉDITION
VENDANT PAR CORRESPONDANCE
recherche d'URGENCE pour PARIS :

Chef de département comptable

- niveau expertise comptable ;
- expérience de plusieurs années dans le poste ;
- anglais souhaité ;
- utilisation de l'informatique.

Responsable d'un département de 15 personnes, il aura à assurer :

- l'application des procédures de contrôle interne ;
- le contrôle de la trésorerie ;
- le budget, révisé deux fois par an ;
- la préparation du bilan et de l'audit.

Envoyer C.V., photo, présentations et références (discretité garantie) sous référence HURT (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
AU PLAN NATIONAL
recherche

pr son établissement situé à 30 km au Nord de Paris

RESPONSABLE D'ÉTUDES SYSTEM

dans un service de traitement de l'information.

Niveau Bac + D.U.T. Informatique.

25 ans minimum.

Libéré obligations militaires.

2 ans d'expérience.

Connaissances du Cobol et de l'Assembleur.

Bonnes connaissances d'un système d'exploitation DOS.

Application de gestion.

Adresser C.V. manuscrit à Mme GOURNAY, B.P. 25, Grevy-Arnalville, 77220 Tournan-en-Brie.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	15,00	30,55
Recherches-locations	32,00	57,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société Multinationale
la 1^{re} dans sa profession

CHEF DE PERSONNEL

pour son Usine Métallurgie à Bezons (95)
Effectif : 700 personnes

Formation supérieure, 22 ans minimum, expérience au moins 5 ans dans la fonction, exercée dans une unité opérationnelle métallurgie.

- IL DEVRA :
- appliquer et animer la politique de personnel et sociale de l'entreprise
 - assurer la gestion et l'animation du personnel de l'Usine (recrutement, sélection, mutation, promotion)
 - contribuer à l'intégration de chacun dans l'établissement
 - diffuser l'information à tous les niveaux
 - établir et maintenir les relations avec les représentants du personnel et les organismes extérieurs
 - veiller aux conditions de travail

LE POSTE EXIGE :

dynamisme, efficacité, objectivité, diplomatie.

Le candidat dépendra hiérarchiquement du Directeur de l'Usine, devant lequel il sera directement responsable de l'administration et de la gestion du personnel, et travaillera en liaison fonctionnelle avec la Direction des Relations Humaines du Siège.

La promotion ultérieure n'est pas limitée à cette position (notamment si connaissance de l'anglais).

LA REMUNERATION TIENDRA COMPTE DE L'EXPERIENCE ET DE LA VALEUR PERSONNELLE.

STAGE D'INTEGRATION PREALABLE.

Adresser candidature manuscrite avec C.V., dét., photo, rémunération envisagée sous réf. 576/JP à AMF, 40, r. Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, q. 12.

Société spécialisée
TRAVAIL DE LA TÔLE

recherche
technico commercial

Pour prospecter et négocier sur la région parisienne des marchés de sous-traitance en pliage, formage, perforation, mécano-soudure...

Nous souhaitons la candidature d'Ingénieurs ou D.U.T. ou B.T.S. ayant acquis une solide expérience de vente de produits industriels.

Pour obtenir inf. compl. écrire sous référence 5134 B

egor 5, rue Meyerbeer 75009 - Paris

Important Groupe français
de distribution

recherche
pour son Siège Parisien

RESPONSABLE MARKETING

• Rattaché directement au directeur du marketing, il se verra confier la recherche, l'animation et le contrôle d'importantes activités.

• Le candidat retenu aura :

- au minimum 6 ans d'expérience marketing ;
- une parfaite maîtrise des techniques d'études de marchés et une expérience réussie dans le lancement d'activités ou de produits ;
- une formation commerciale supérieure complétée par une solide pratique de l'animation des hommes.

• La rémunération élevée sera fonction des compétences du candidat.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et prétentions à : SWISSYS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 06, sous référence 138.

MATRA

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

A et M, ENSMA, ENICA...
débutant à 3 ans d'expérience pour assister Chef de Projet sur programme de développement de matériel divers.

Réf. 123

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour qualification et recette de matériel électronique monté sur satellites ou lanceurs spatiaux. Anglais parlé souhaitable, lu indispensable.

Réf. 124

Adresser C.V. manuscrit et prétentions en indiquant la référence du poste

MATRA Monsieur KOFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

amri
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE ROBINETTERIE INDUSTRIELLE EN CONSTANTE ET RAPIDE EXPANSION

recherche

UN CHEF DE MARCHE EAU

• Il doit en permanence analyser et estimer la pénétration des produits AMRI dans ce marché.

• Il suggère l'étude de nouveaux produits et assure la coordination du lancement.

• Il anime les actions spécifiques de promotion de vente auprès de la force de vente en France ou des filiales et revendeurs à l'étranger.

• Il intervient auprès des prescripteurs importants.

De formation Ingénieur, il aura eu une expérience industrielle de 5 à 10 ans dans le marché eau.

• animateur réfléchi

• diplomate, entrepreneur.

Il aura déjà animé des équipes de vendeurs et d'hommes d'études.

Anglais indispensable, autres langues souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions 50, avenue Daumesnil - PARIS 12^{ème}

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MÉCANIQUE

Leader dans sa profession

recherche

1^{re} INGÉNIEUR A. et M.

ou de formation mécanique équivalente

30 ans minimum

Expérience sidérurgie (Travail à froid et possible).

Anglais parlé et écrit.

Souhaitant une orientation technico-commerciale.

Déplacements courts durées en Europe.

Perspective de développement de carrière.

Poste à pourvoir région parisienne.

80 à 100.000 F/an.

Ecr. n° 8.080, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

Dans le cadre du développement de ses divisions :

« STERIA AUTOMATISME ET INGENIERIE » et

« TECHNIQUES INFORMATIQUES AVANCEES »

Le Groupe STERIA recherche

1 INGENIEUR - INFORMATICIEN

très confirmé

ayant une solide expérience mini-ordinateur, applications industrielles ou réseau, capable de prendre des responsabilités technico-commerciales importantes ou la direction de grands projets.

DES INGENIEURS - INFORMATICIENS

ayant quelques années d'expérience en logiciel de base ou applications industrielles sur mini-ordinateur.

Envoyer C.V. et prétentions

Steria 36, av. de l'Europe 78140 VELIZY

INGENIEUR RESPONSABLE QUALITE

Vous avez maintenant une expérience de plusieurs années de la vie industrielle, acquise en bureau d'études et/ou contrôle de fabrication.

Nous vous proposons de valoriser cette expérience dans le secteur de pointe que représente le Nucléaire où il faut garantir la sécurité des installations : vous prendrez la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, chargés de la surveillance des fournisseurs.

Cette fonction implique de nombreux contacts et déplacements : une pratique de l'anglais est donc nécessaire.

Ecrire à No 36.392 Contesse Publicité - 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 en trans.

Constructeur de Matériels
Périphériques pour l'Informatique
Proche banlieue Ouest

recherche

a) INGÉNIEUR

SPECIALISTE INDUSTRIALISATION

MISSION : au sein du département Etudes et en liaison avec la fabrication, il industrialisera les appareils fabriqués (petite mécanique de précision - électromécanique) par la société et orientera le bureau d'études en fonction des nécessités de la production.

PROFIL : Ingénieur A.M. ou équivalent ayant quelques années d'expérience des méthodes et de l'industrialisation de séries moyennes dans l'électromécanique et l'électronique et ayant pratiqué l'analyse de la valeur.

b) INGÉNIEUR

MÉCANICIEN

MISSION : au sein du département Etudes, il sera chargé de mener l'étude complète d'un appareil.

PROFIL : Ingénieur A.M. ou équivalent. Esprit inventif. Expérience de quelques années dans l'étude des petits mécanismes faisant appel à la petite mécanique de précision et à l'électromécanique.

La rémunération pour les deux postes est fonction de l'expérience.

Ecrire avec C.V., prétentions, sous réf. 17.423, PUBLICITE ROCHER, 11, rue de la Harpe, 75002 Paris, qui transmet.

Chargeurs Réunis S.A.

SOCIÉTÉ HOLDING DU GROUPE

dispose d'une Direction Financière qui suit et coordonne les activités financières du Groupe soit au niveau des filiales, soit au stade des projets de prise de participations, de fusions, etc...

recherche pour s'intégrer à cette équipe un

financier

diplômé HEC, ESSEC, Sup. de Co.,... ayant pourvu sa formation financière par un MBA par exemple, et acquis une expérience d'environ 3 ans dans une banque d'affaires, dans un cabinet d'audit, ou à la direction financière d'un groupe international.

Il s'agit d'une fonction d'état-major — études à la demande de la Direction Générale, missions d'assistance ou de consultation dans des sociétés filiales — devant être un excellent poste d'observation et destiné à déboucher à court terme sur des responsabilités opérationnelles dans le Groupe. L'Anglais y est indispensable.

Veuillez adresser lettre et CV détaillé à Madame PRISSARD, sous référence 1591 1/2

plein emploi 10 rue du mail Paris 2e

Dans le cadre du développement de sa structure marketing produits

Yves Rocher

recherche

un jeune

CHEF DE PRODUITS

Après formation, son rôle sera essentiellement la conception et le développement de produits ou gamme de produits.

Il sera en relation constante avec les services ventes, études et techniques ainsi que le laboratoire de recherches.

Une solide formation de marketing et une expérience de 2 ans minimum dans le domaine des produits de grande consommation sont requises.

Envoyer C.V., photo récente et salaire actuel à : YVES ROCHER, Service Marketing, 11, rue Leroux - 78116 PARIS.

responsable technique et production

80/90 000 F/an

Société Parisienne spécialisée dans l'élaboration et la distribution de produits recherche son RESPONSABLE TECHNIQUE ET PRODUCTION pour lui confier la responsabilité de :

- l'organisation et la rentabilité de la production (méthodologie et conditions)
- l'aménagement de l'outil de travail (gestion des budgets d'investissement) et de son entretien
- l'analyse d'un effectif global de 70 personnes.

Ce poste, devant évoluer vers une fonction de direction, d'autorité et de responsabilité, requiert une expérience et une personnalité adaptées.

Pour information sur le poste adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé sous référence 0930/4 à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CNPG 105, av. V.-Hugo - 75116 Paris

LEYBOLD HERAEUS SOGEV

Filiaire d'un Groupe international leader dans la vente et la fabrication de matériels de vide, nous recherchons pour un "INSTALLATIONS SPÉCIALES EN MÉTAL LURGE" :

UN INGENIEUR COMMERCIAL

Il prospecte tout le marché français pour la vente d'installations "clés en main" tout en développant les relations commerciales existantes. Il se rend fréquemment avec ses clients en Allemagne à l'usine du Groupe. Il bénéficie de l'assistance des techniciens.

Il a 30 ans minimum et une expérience d'INGENIEUR THERMIQUE, MÉTALLURGE ou ÉLECTRICIEN. Il peut être également Ingénieur Physicien ou spécialiste de Génie Chimique. De toutes façons une formation adéquate lui est assurée sous formes de stages techniques. Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable.

Même si vous n'avez pas d'expérience commerciale, écrivez sous réf. 389 M à Helene REFRAGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

deserti 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

SELECTION

HURÉ S.A.

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS

DE FRAISEUSES

à vocation internationale

recherche

CINQ DÉLÉGUÉS

COMMERCE EXTÉRIEUR

Ingénieurs Diplômés Grandes Ecoles disposant de l'expérience technico-commerciale nécessaire pour recevoir la responsabilité d'animer des secteurs exportation.

Langues : anglais ou allemand nécessaire, espagnol, italien, portugais ou russe, appréciés.

Les candidats sont priés d'adresser un C.V. manuscrit avec photo récente au :

SECRÉTARIAT du PRÉSIDENT 80, rue des Minimes, 92222 BAGNEUX

(une entière discrétion est assurée).

GROUPE ELF AQUITAINE

recherche

INGENIEURS

déchargés des obligations militaires

débuteurs ou ayant 2 à 3 ans d'expérience

formation Grandes Ecoles. Anglais lu et parlé.

ayant le goût du développement industriel de techniques pétrolières nouvelles du stade de la conception et de l'étude jusqu'à l'application sur chantier.

connaissances exigées dans les domaines suivants :

- technologie
- résistance des matériaux
- métallurgie
- mécanique

bonne maîtrise des calculs sur ordinateur.

Ecrire avec C.V., prétentions à No 38.536

CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, av. Opéra

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

pour son SIÈGE SOCIAL

(Banlieue Ouest)

ATTACHÉ

AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Cet emploi conviendrait à :

DÉBUTANT LICENCIÉ EN DROIT

et, de préférence,

diplômé d'études supérieures de droit privé.

Ecrire avec curriculum vitae, n° 38.533, CONTESSÉ

Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

Groupe de presse recherche

reporters,

rewriters,

photographes

secrétaires de rédaction

maquettistes,

laborantin

Adresser curriculum vitae et prétentions à n° 8074 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9^e)

شكرا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Vous êtes un jeune technicien en machines-outils ayant déjà assumé des responsabilités commerciales

Une jeune mais déjà importante société de distribution d'outillage et de machines-outils vous offre le poste de **RESPONSABLE COMMERCIAL ET TECHNIQUE**

de son département machines-outils (siège : région parisienne).

VOUS DEVEZ :

- analyser et contrôler son équipe de vente ;
- participer à l'élaboration de la politique de vente et à la faire appliquer ;
- introduire de nouveaux produits sur le marché ;
- contribuer à déterminer les actions de vente, de publicité et de promotion.

Vous serez en contact fréquent avec les fabricants (allemands et suisses).

Après une période d'adaptation suffisante, votre dynamisme, votre efficacité, vous amèneront rapidement à la direction du département M.O. Récompensation en fonction de votre traitement actuel et futur.

Adresser C.V. (photo récente) et prêt. à réf. L12 à ANNONCES SERVICE, 45, rue Carnot, 75-Versailles.

INGENIEURS ASSURANCE QUALITE DES CENTRALES NUCLEAIRES A L'EXPORTATION

Vous avez une expérience de quelques années de la vie industrielle que vous avez acquise dans les domaines de la fabrication, du bureau d'étude ou du technico-commercial. Vous souhaitez aujourd'hui évoluer vers un domaine neuf. Nous vous proposons de valoriser vos connaissances dans l'Assurance Qualité Nucleaire.

Votre mission : appliquer chez nos fournisseurs l'ensemble des procédures d'organisation et de réalisation à toutes les étapes de la vie d'un produit, des études à l'exploitation. Puis en contrôler l'application pour garantir la sécurité des composants en fonction des impératifs de qualité les plus sévères. Une fonction impliquant donc de nombreux contacts et déplacements et demandant une maîtrise de l'Anglais.

Ecrire à No 39.399, Contance Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmet.

TRES IMPORTANTE SOCIETE recherche

1- Pour USINE ALSACE : CHEF COMPTABILITE

Pour diriger un SERVICE IMPORTANT de COMPTABILITE GENERALE

Ce poste convient à un **CADRE DE NIVEAU ELEVE :**

- Formation supérieure : expertise-comptable, Ecole Supérieure de Commerce.
- Expérience minimum : 5 ans - comptabilité, fiscalité - législation sociale.
- Age minimum : 32 ans.

2- Pour SIEGE PARIS : JEUNE CADRE COMPTABLE

Pour se former aux différents domaines de la comptabilité générale, analytique, du contrôle de gestion.

- Formation : HEC, ESSEC, ESCP.
- Pour ces 2 postes, larges possibilités de carrière dans le Groupe.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 1183 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne, 75008 Paris qui transmettra.

volvic

Nous recherchons

1) pour REGION PARISIENNE (banlieue Sud) : CHEF D'EXPLOITATION

ayant l'expérience des problèmes de production pour prendre la responsabilité d'une petite unité d'une vingtaine de personnes, comprenant un atelier d'emballage et un entrepôt.

2) pour usine de VOLVIC (Auvergne) : JEUNE INGENIEUR

ayant quelques années d'expérience, pour services généraux, études et travaux neufs. Connaissances en électricité et automatique appréciées.

Surveillez C.V. et en indiquant vos prétentions, VOLVIC, B.P. 41, 92340 BOUGY-LA-REINE.

SOCIETE DE CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE recherche

INGENIEURS, ANALYSTES-PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

- Formation universitaire.
- Expérience minime.
- Pratique assemblée appréciée.

Envoyer C.V., photo, prétentions et date de disponibilité à n° 8075 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75001 Paris (9°)

VELUX - FRANCE JEUNE COMPTABLE

ayant quelques années d'expérience pour succéder éventuellement à un poste de responsabilité

Une excellente connaissance de la comptabilité générale est requise, ainsi que le baccalauréat complet et des diplômes de spécialisation.

Anglais indispensable.

Adresser photo, C.V. détaillé et prétentions sous référence 762701 à :

VELUX - FRANCE
Boite Postale 12, 8, av. Ferdinand-de-Lesseps
91220 MORANGIS

Importante Société recherche pour renforcer petite équipe informatique

Analyste-Programmeur CONFIRMÉ

ayant pratique courante de la méthode ARIANE parfaite connaissance de l'OS - VS

Disponibilité rapide souhaitée.

Lieu de travail proche SAINT-LAZARE Restaurant d'entreprise.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 3982 à :

Q7 organisation et publicité
1, rue de Valenciennes, 75001 PARIS (2°)

pharmacien

80.000 F+

Filiale d'un groupe pharmaceutique multinational, nous recherchons pour notre Département Pharmaceutique un collaborateur pour lui confier les opérations de contrôle et de législation pharmaceutique.

Il aura en charge la surveillance de la qualité du contrôle de la production et des produits finis. Il assurera la réalisation et le suivi des opérations visant à la constitution des dossiers d'AMM (Autorisation de Mise sur le Marché).

Ce poste offre à un pharmacien ayant au minimum deux années d'expérience en milieu industriel, des possibilités de développement intéressantes.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de pharmacien et avoir une expérience de 2 ans minimum.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 10071/M (à mentionner sur l'envoi).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1 RUE DANTON 75005 PARIS CEDEX 05

BUREAU EN PEINTURE CONFIRME

Spécialité Imprimerie chiffres d'affaires 12 millions

Filiale d'un groupe important recherche

UN CADRE COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

Ce poste requiert :

- Une solide expérience commerciale ;
- Des contacts commerciaux avec les professionnels pub. et priv. ;
- Bonne connaissance de l'impression et des nouvelles implantations.

Lieu de résidence : PARIS.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 3982 à 3 CONTEXTE PUBLICITE, 2, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

TELEPHONE TESTEURS

sur matériel PENTACONTA pour carter à 2 ans

Expérience supérieure à 2 ans souhaitée.

CHEFS DE CHANTIER T.T.E. Paris 18°

pour travaux de MAINTENANCE

M. METAIS - 255-31-60

SOCIETE CREATION AUDIO-VISUELLE RECHERCHE POUR BOULANGER

RESPONSABLE

du développement de nouvelles connaissances du milieu publicitaire ou ASSUREUR INTE-RESSEMENT. Adresser C.V. et prétentions à IDENEK, 10, rue Jean-Jaures, 75001 PARIS.

LE RESPONSABLE DU SERVICE DES IMMEUBLES

d'un important Groupe Financier recherche son

ADJOINT

La mission confiée aura un double aspect :

- Administrative :
- Prise en charge de tous les travaux administratifs liés à la gestion d'un service des immeubles :
- Animation du personnel.

• Compétence :

- Solides connaissances ;
- Contrôle et répartition des charges ;
- Déclarations fiscales, arrières...

Profil :

- Homme, 30 ans minimum ;
- Licencié en droit privé ;
- Expérience de 5 ans min. soit matériel, soit au service gestion des immeubles d'une société.

Lieu de travail :

- Région parisienne.

Env. C.V. manuscrit, photo et rémunération sous la réf. 3982 à J.O. 204, HAVAS (B.P. 907) 75002 Rouen Cedex, qui transmet.

I.R.T. recrute pour animer

groupe ingénieurs-Analystes travaillant dans domaine des banques de données et documentation automatisées

INGENIEUR INFORMATICIEN EXPERIMENTE

Adresser C.V., photo, M. AZEMA, B.P. 28, 91140 ARCUEIL Cedex.

CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES

Entreprises générales d'assemblage industrielles

COMPTABLE 2° ECHELON

Pour travaux comptabilité clients. Expérience minime. Expérience en entreprise de travaux.

Env. C.V. manuscrit, photo et prétentions. Service du Personnel sous référence 416.

MICHELIN

recherche pour ses agences de : AUBERVILLIERS - MONTEUIL - NANTERRE

Correspondancières Commerciales

distributions intéressantes et stables, stage de formation rémunéré en province. Restaurant d'entreprise.

Se présenter : mercredi 28 de 14 heures à 17 h. 30 et jeudi 29 de 8 h. 30 à 12 h. 30 ou écrire Service du Personnel, 46, avenue de Breteuil, 75014 PARIS CEDEX 07.

Compagnie Aérienne Banlieue Sud recherche

ANALYSTES - PROGRAMMEURS CONFIRMES

Formation supérieure - Postes à responsabilité 4-5 années d'expérience dans la fonction Indispensables. (30 ans min.)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 3288 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne, 75008 Paris qui transmettra

QUOTIDIEN REGION PARISIENNE (PhotoComposition et offset)

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

35 ans minimum, dynamique, ayant connaissance approfondie de son métier, pour direction et animation équipe jeunes journalistes.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 199.983 M 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SOCIÉTÉ MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT HOSPITALIER recherche

RESPONSABLE RÉSEAU VENTES FRANCE

Prétentions sera donnée à qui aura l'expérience de la prospection en hôpital, des qualités de commandement de l'interlocuteur pour une affaire à développer.

Ecrire avec C.V. et photo récente sous n° 30.180 à : J.R.P. PARIS (8°), qui transmettra.

1) INGENIEUR

Chef de projet industriel

Pour déplacement 2 ans

MOYEN-ORIENT

2) INGENIEURS D'ETUDES

Mécanisme - Tuyauterie

Install. chimie pétrole

74 pour R.V. : 744-61-49.

IMPORTANTE SOCIETE

prochimité M. Pont de Levallois recherche

CONSEILLER DU TRAVAIL

Age minimum 30 ans. Ayant quelques années d'expérience en entreprises industrielles. Adr. C.V. sous n° 32.783, Contance Pub., 20, av. Opéra, Paris-18°, qui tr.

SONOLOR

recherche pour LA COURNEUVE

SECRÉTAIRE-COMPTABLE

BILINGUE ANGLAIS

pour la direction financière et Procédures Financières.

Sténodactyle, expérience souhaitable des procédures financières dans un cabinet d'Audit.

Se présenter ou écrire avec C.V. au "Service du Personnel" à Mme LE MAY (Service du Personnel) 97, avenue de la République, 93032 Rosny-sous-Bois (Téléphone pour rendez-vous au 93-43-43).

Filiale française d'un important groupe multinational recherche dans le cadre de son expansion pour la vente des

Fenêtres Plastiques en PVC

UN CADRE COMMERCIAL

Agé de 30 ans minimum de préférence avec expérience dans le secteur papeterie / maroquinerie / textile, dans le domaine des transformations soudure H.F. Déplacements permanents dans toute la France.

Rémunération de l'ordre de 40.000 F mensuelle avec possibilités en plus selon C.A.

S'y ajoute une voiture de fonction. Les frais de voyage seront intégralement remboursés par la Société - Base Paris.

Ecrire avec C.V. et photo à n° 8.072, « Le Monde » Publiée, 5, r. des Italiens, 75001 Paris-9°.

IMPORTANTE SOCIETE DE NEGOCIE TECHNIQUE

Offre situation intéressante et d'avenir à :

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Age minimum 30 ans. Expérience clientèle région NORD et PAS-DE-CALAIS. Expér. commerciale souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à CHAPPELL, B.P. 57, 75007 PARIS, référence n° 501.

C.I.C.E.M. (Compagnie Internationale de Consultation EDUCATION et MARKETING)

(Conseil/Études de marché/Recherche et Développement)

A) CHARGÉ D'ETUDES/ENQUÊTEUR

formation et/ou expérience professionnelle

- Baccalauréat (T.P. Second cycle...)
- Études de marché, marketing.

Goût du contact, efficacité, nombreux déplacements

B) PSYCHOLOGUE, ÉDUCATEUR, ÉCONOMISTE

pour enquêtes, études, conception et développement documents, animation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à : C.I.C.E.M., 229, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS, en précisant la référence du poste.

PS Conseil

JEUNE RESPONSABLE GESTION DES STOCKS

50.000 F

Une importante société française spécialisée dans la fabrication et la distribution de biens de grande consommation du secteur LOISIRS, recherche pour son siège situé dans la banlieue Sud de Paris, un Responsable Gestion des Stocks. Remettant compte au Directeur de la Logistique, il aura à penser en charge la création, la mise en place et le développement de cette nouvelle fonction. À partir des exigences tant commerciales que de fabrication, il aura pour mission de gérer et d'optimiser les 5.000 articles du catalogue. Ce poste conviendrait à un jeune candidat âgé d'au moins 25 ans, et ayant un niveau de formation supérieure. Une expérience d'environ 2 à 3 ans dans le domaine de la distribution de biens de grande consommation serait très appréciée. Ce poste implique des déplacements fréquents d'ouvrage d'essai, de tact et de diplomatie.

Adresser C.V. sous réf. A/2372 M à :

PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Discrétion assurée

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PARIS 8°, recherche

pour son siège d'exploitation PARIS 19°

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

pour sa division ÉLECTRICITÉ BATIMENT

Il faut :

- être diplômé
- aptitudes aux relations commerciales
- connaissances techniques confirmées (2 à 3 ans dans entreprises)
- intérêt pour les problèmes de gestion

Adresser C.V. et photo à TRINDEL, 251, rue de Crimée 75019 PARIS.

Entreprise Bâtiment-T.F. (Nord-Nord-Ouest)

Filiale Groupe de première importance :

INGÉNIEURS TRAVAUX

E.C.P. - E.N.P.C. - E.T.P. débutants

Après une formation de qualité, la responsabilité globale d'un chantier leur sera confiée (gestion humaine et financière).

La diversité de nos réalisations, et des implantations de notre Groupe, favorise une évolution de carrière conforme aux goûts et aptitudes.

Envoyer C.V. photo - prêt. à 2002, n° 888, HAVAS, 136, av. Charles-de-Gaulle, 92323, Neuilly-sur-Seine.

Société PROMOTION IMMOBILIERE filiale d'un groupe important recherche

GESTIONNAIRE DE PROGRAMMES

Il sera chargé de leur contrôle administratif juridique et financier.

- Niveau d'études supérieures exigé ;
- Expérience minimum 3 ans dans poste similaire.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à S.I.E.P., 59, rue Saint-Lazare - 75001 PARIS.

MOYENNE ENTREPRISE FRANÇAISE

Grande notoriété

leader dans sa branche

PARIS - EST (S.E.E.)

va créer son

SERVICE INFORMATIQUE

et en confierait l'étude, le lancement et la gestion à

INFORMATICIEN ANALYSTE

ayant expérience mise en route et débogage d'intégrer dans équipe de direction dynamique.

La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Revoir avec toute garantie de discrétion et de réponse à M. GAETTON 75, rue du Bal - 91800 BRUNOY.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS

Pour protester contre des licenciements — DES OUVRIERS ONT BLOQUÉ DIMANCHE LA FRONTIÈRE FRANCO-SUISSE A FERNY-VOLTAIRE

(De notre correspondante.)

Genève. Afin de protester contre le licenciement de quatre-vingt-neuf ouvriers des chantiers de travaux publics Blatix, dans la région de Gex (Ain), des militants de la C.F.D.T. et des travailleurs licenciés de l'entreprise ont bloqué, dimanche matin 25 janvier, la frontière franco-suisse, à Freny-Voltaire. Cette manifestation, qui a duré deux heures, s'est déroulée dans la bonne humeur : les manifestants ont distribué des tracts aux automobilistes, leur ont offert des bonbons et ont profité de l'arrêt des voitures pour collecter des fonds (avec un certain succès) en faveur des chômeurs.

L'inspection du travail a autorisé, pour raisons économiques, les quatre-vingt-neuf licenciements (qui représentent le tiers des effectifs totaux). Cependant, affirme la C.F.D.T., les cartes de commandes de l'entreprise sont complètes pour une année entière, des chantiers sont en exploitation et Blatix a dû avoir recours aux heures supplémentaires. Cette entreprise, qui compte un grand nombre de travailleurs immigrés, a déjà connu des grèves en septembre 1974 et 1975. Ses ouvriers ont de nouveau cessé le travail depuis le 5 janvier.

Quelques jours plus tard, la direction de l'entreprise déclarait à la presse locale : « Du fait du mauvais esprit qui règne sur nos chantiers du pays de Gex, le rendement y est inférieur de moitié aux autres secteurs. » — L. V.

NÉGOCIATIONS

POURSUITE DES DISCUSSIONS SUR LES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET SUR LE CHOMAGE PARTIEL

Les négociations entamées, au début de janvier, sur l'évolution des salaires en 1976 dans le secteur nationalisé et la fonction publique doivent se poursuivre cette semaine. Une nouvelle réunion devait avoir lieu, lundi 26 janvier, à la fonction publique, un autre rendez-vous étant prévu, mardi 27 janvier, à la S.M.C.F.

A l'appel des fonctionnaires C.G.T. et C.F.D.T., une journée revendicative est envisagée le 5 février, les deux syndicats contestant la référence des pontonniers publics à l'indice officiel des prix. Dans le secteur privé, une deuxième réunion devait avoir lieu, lundi 2 février, entre les organisations syndicales et le C.N.P.F. sur le renouvellement de l'accord de 1975 qui prévoit une indemnisation complémentaire du chômage partiel. Les discussions devaient porter sur le relèvement de l'indemnisation minimale, qui est actuellement de 7 francs de l'heure, alors que le S.M.C.F. est égal à 7,89 francs.

Le patronat, qui attend du gouvernement l'annonce d'une augmentation de l'indemnité publique, serait prêt à reconduire le système d'indemnisation — proportionnelle aux salaires — et à l'abandonner, dès le début de février, à un nouvel accord.

● **PRÉCISIONS :** M. Mérie, qui vient d'être remplacé à la tête de la direction de la Sécurité sociale, au ministère du travail, par M. Schepfelin (le Monde du 23 janvier), appartenait et appartient toujours, comme MM. Laroque, Doublet et Barjat, au Conseil d'Etat ; maître des requêtes avant sa désignation à la direction de la Sécurité sociale, il a été nommé conseiller d'Etat au début de l'année.

PLAN

M. MICHEL ALBERT EST NOMMÉ COMMISSAIRE ADJOINT

Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent numéro, M. Michel Albert a été nommé commissaire adjoint au Plan par décret du président de la République, publié au Journal officiel du 25 janvier. Il remplace M. Louis-Pierre Blanc, appelé à prendre prochainement de nouvelles fonctions.

Sur la crête du pouvoir et de la contestation, M. Michel Albert, né en 1930, inspecteur des finances et docteur en droit, a cheminé avec élégance depuis une quinzaine d'années. C'est sans doute le secrétaire général du comité Ruff-André en 1959, chargé de déceler les obstacles à l'expansion de l'économie française, qui inspira sa démarche de réforme dans les années qui suivirent. Après un séjour à Rabat, où il fut successivement inspecteur général des finances du Maroc et directeur

général de la Banque nationale pour le développement économique, c'est à Bruxelles qu'il forgea ses convictions européennes avant d'être nommé directeur adjoint de la Banque européenne d'investissement (1963-1969) et directeur de la structure du développement économique à la commission des Communautés européennes (1969-1970). Dans un livre, publié sous le pseudonyme de Claude Bruciatin, intitulé le Socialisme et l'Europe (Éditions du Seuil), il affirmait des opinions qui ne laissent pas indifférent M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. A sa demande, M. Michel Albert devint vice-président d'Express-Union (1969-1970), puis vice-président du conseil de surveillance du groupe Express (1970-1971). Ayant participé à l'élaboration du Défense américain, il collabora plus étroitement, en 1974, avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à la rédaction du manifeste du parti radical Ciel et Terre.

Depuis 1973, M. Albert avait pris la tête de filiales spécialisées de la Caisse nationale du Crédit agricole. Très favorable aux « villes moyennes », il a publié, en 1973, un rapport assez pessimiste sur l'avenir de Paris, qui lui avait été demandé notamment par la D.T.A.R. Auteur en 1975, en collaboration avec Jean-François, d'un livre les Vaches maigres (Seuil), il y exposait ses vues sur les conditions d'une « nouvelle croissance ». On lui doit également de nombreux articles — notamment dans le Monde — soit sous sa signature, soit sous celle de Claude Bruciatin.

GENERAL MANAGER

PARIS

NON-DURABLE LUXURY PRODUCTS

Our client, a U.S. International Group, is looking for an outstanding individual to take charge of its French operations; these are still medium-sized, but growth plans are ambitious.

The subsidiary manufactures, markets, and exports a variety of non-durable consumer products; a tough but broad market where our client's brands are well placed; potential for further expansion is high.

The man chosen will be given full P & L responsibility; compensation is geared to attract an individual with a high level of achievement in a comparable marketing environment.

Please write under ref. M 76 to Pearl-Marwick Mitchell & Co Consultants, 1000 First Avenue, 10th Floor, New York, N.Y. 10017. Absolute confidentiality and reply guaranteed.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

PROGRÈS DE F.O. ET DE LA C.F.T.C. PARMI LE PERSONNEL DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA CULTURE

Les résultats des élections des membres des comités techniques paritaires du secrétariat d'Etat à la culture et des établissements sous tutelle, qui viennent d'avoir lieu, traduisent une situation très sensible de Forces ouvrières et de la C.F.T.C. aux dépens de la FEN et de la C.G.T.

FEN : 1 510 voix, 27,52 % et 4 sièges (contre 1 533 voix, 28,97 % et 5 sièges aux précédentes élections, en 1971) ; C.G.T. : 1 481 voix, 26,53 % et 3 sièges (contre 1 411 voix, 25,10 % et 3 sièges en 1971) ; C.F.D.T. : 915 voix, 16,58 % et 3 sièges (contre 772 voix, 17,56 % et 3 sièges en 1971) ; F.O. : 377 voix, 15,59 % et 1 siège (contre 453 voix, 10,53 % et 1 siège en 1971) ; C.F.T.C. : 383 voix, 7,12 % et 1 siège (contre 189 voix, 3,85 % et 1 siège en 1971) ; C.F.P.T. : 351 voix, 6,38 % et 1 siège (contre 180 voix, 1,09 % et aucun siège en 1971).

On note la progression de F.O., qui gagne 538 voix, et 1 siège ; de la C.F.T.C., qui gagne 5,27 % et 1 siège ; de la C.G.C., qui gagne 3,27 % et 1 siège ; la C.G.T. perd 2,44 %, tandis que la C.F.D.T. gagne 1,48 %.

● **Progression de Forces ouvrières chez Rhône-Poulenc Textile.** Besançon. — Aux élections des délégués du personnel, qui ont eu lieu récemment chez Rhône-Poulenc Textile (ex-Rhodiaceta) Besançon, la C.G.T. a obtenu 897 voix, la C.F.D.T. 898 voix, F.O. 289 voix et la C.G.C. 148 voix. Par rapport aux élections de 1974, la C.G.T. perd 2,77 %, la C.G.C. 0,9 % et la C.F.D.T. 0,2 %, tandis que F.O. gagne 2 %.

COOPÉRATION

DEUX RÉUNIONS AVENUE KLÉBER

- Ultime préparation du dialogue Nord-Sud
- L'OPEP étudie les moyens d'aider les pays pauvres

Deux réunions se tiennent à Paris, avenue Kléber, à partir de ce lundi matin 26 janvier. Des mesures de protection exceptionnelles ont été prises. Les alentours de l'hôtel Majestic sont quadrillés par d'importantes forces de police, en tenue et en civil.

La première concerne les deux présidents de la « conférence sur la coopération économique internationale » (« dialogue Nord-Sud ») et les huit présidents des quatre commissions (énergie, matières premières, développement, questions financières) qui devront commencer à travailler à partir du 11 février, toujours à Paris.

Les deux présidents de la conférence sont MM. Perez-Guerrero (Venezuela) et Macdonald (Canada). Les huit présidents de commission sont MM. Bosworth (Etats-Unis) et Tahir (Arabie Saoudite) pour l'énergie, Miyazaki (Japon) et De La Pume (Pérou) pour les matières premières,

Weinstein (C.E.E.) et Ali Chahai (Algérie) pour le développement, et Dondelinger (C.E.E.) et Yaganeh (Iran), pour les questions financières. Cette réunion doit en principe se limiter à préparer techniquement le travail des commissions.

D'autre part, les seize ministres des finances de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent pour préciser leur projet d'aide aux pays pauvres de un milliard de dollars en 1976. Depuis l'affaire Carlos à Vienne, les ministres de l'OPEP boudent le siège de l'Organisation qui se trouve dans la capitale autrichienne. Les ministres du pétrole de l'OPEP ont ainsi décidé de tenir leur prochaine conférence début février à Abu Dhabi. Les seize pays de l'OPEP sont l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Gabon, l'Indonésie, l'Irak, le Koweït, la Libye, la Nigéria, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, le Venezuela.

Le groupe des « 77 » prépare à Manille la quatrième CNUCED et le dialogue Nord-Sud

La conférence du groupe des « 77 », qui, conservant son ancienne appellation, compte en fait cent six pays en voie de développement représentés aux Nations unies, s'est ouverte ce lundi 26 janvier, à Manille, aux Philippines. Elle durera une douzaine de jours.

A cette occasion, les hauts fonctionnaires des ministères économiques des dix-huit ministres commencent avant la quatrième CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), qui se tiendra à Nairobi (Kenya), au mois de mai prochain.

La conférence a été elle-même préparée par des réunions régionales des pays membres. Les Africains se sont réunis à Alger début décembre.

MONNAIE

LE CALME EST REVENU SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Le calme était revenu lundi matin sur les marchés des changes, où le franc français, après avoir été stabilisé en fin de semaine grâce aux interventions de la Banque de France, a même légèrement amélioré ses positions. Contre dollar, il valait 4,805 F contre 4,80 F et contre deutsche mark 1,728 F contre 1,727 F. L'instabilité d'émulsion s'est encore un peu soulevée en début de semaine.

Le cours de la lire italienne s'est également stabilisé aux alentours de 6,80 F pour 1 000 lire contre 6,59 F il y a huit jours, soit une dépréciation officielle de 3,5 %.

A L'ÉTRANGER

Les mauvais résultats de l'agriculture polonaise devront être corrigés par une meilleure utilisation de la main-d'œuvre et du matériel

Vienne. — Mille neuf cent soixante-quinze n'aura pas été une bonne année pour l'agriculture polonaise, selon les résultats du plan publiés à Varsovie, la production agricole globale du pays a diminué l'an passé de 2,6 % par rapport à 1974, alors qu'une augmentation de 3,7 % était prévue. Les résultats sont particu-

lièrement mauvais dans le secteur végétal : les récoltes de céréales, inférieures de quelque 3,5 millions de tonnes à celles de 1974, dépassent à peine 18 millions de tonnes. La baisse par rapport à l'année précédente est en moyenne de 15,7 %, mais encore plus forte pour le blé (-18,7 %) et le seigle (-20,4 %).

De notre correspondant

d'œuvre et du matériel. Dans tous les domaines, le mot d'ordre est à une meilleure utilisation des réserves matérielles et humaines. Dans son rapport, M. Jaroszewicz n'a pas caché que la Pologne « était arrivée à un stade où elle ne peut plus se payer le luxe que des investissements supplémentaires, des dépenses de devises étrangères ou des salaires élevés soient le principal facteur de l'augmentation de la production ».

Autrement dit, c'est surtout sur une amélioration productive que comptent maintenant les dirigeants polonais pour poursuivre l'essor économique de ces dernières années, qui s'est traduit par une

augmentation du revenu national de 12 % par an de 1971 à 1975 (-8 % en 1975). Cette croissance est principalement due à l'activité industrielle ; celle-ci a dépassé l'objectif fixé : +12,3 % au lieu de 11,4 %.

Des progrès ont déjà été accomplis en matière d'efficacité du travail, la hausse ayant été en 1975, selon le plan, de 10 %, donc d'un taux supérieur à la moyenne des années précédentes. Mais cette évolution est encore insuffisante, la productivité contribuant pour à peine 8 % à l'augmentation de la production. L'intensification du rendement devra donc se poursuivre en 1976 et pendant toute la durée du plan quinquennal. Le niveau des salaires dépendra plus fortement que par le passé des résultats obtenus. — M. L.

EN 1975

L'U.R.S.S. a produit plus de pétrole de charbon et d'acier que les États-Unis

annonce Moscou

Moscou (Reuters). — Premier producteur de pétrole du monde depuis 1974, l'Union soviétique a encore accru en 1975 son avance sur les États-Unis dans ce domaine, a annoncé la télévision moscovite. La production soviétique de pétrole et de dérivés s'est élevée au total l'an dernier à 491 millions de tonnes, contre 415 millions de tonnes aux États-Unis. Toutefois, ceux-ci ont produit plus de deux fois plus de gaz naturel que l'U.R.S.S.

De même, d'après des statistiques soviétiques, l'U.R.S.S. a dépassé les États-Unis pour la production d'acier : 141 millions de tonnes en U.R.S.S. en 1975

contre 110 millions aux États-Unis et pour la production de charbon : 701 millions de tonnes, contre 550 millions aux États-Unis.

[Selon M. Frank Kard, président de l'Institut américain du pétrole, la production pétrolière des États-Unis a atteint 10,93 millions de barils par jour aux États-Unis (291,5 millions de tonnes par an), soit une diminution de 4,4 % par rapport à 1974, statistique tout à fait contradictoire avec celle de Moscou. M. Kard a aussi annoncé que les importations pétrolières des États-Unis avaient diminué de 1,6 % en 1975, mais la part de l'OPEP dans les importations a augmenté.]

NOUVELLES STRUCTURES DU GROUPE INTERPLANS

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Interplans, réunie le 9 janvier 1976, a ratifié la nouvelle structure du Groupe Interplans.

- 1) L'ancienne Société Interplans a fait apport de son fonds de commerce et de sa marque à la Société SERVICES ASSOCIÉS.
- 2) De ce fait, l'ancien Interplans change de nom et devient UNICET.
- 3) La Société Services Associés exploitera la marque Interplans.
- 4) Le capital d'Interplans Services Associés sera détenu à concurrence de 60 % par Unicet et à 40 % par MM. Alain Serval et Claude Margueret.
- 5) La Société Interplans Services Associés assure les prestations de services (media, édition, gestion) à ses nouvelles filiales Yves Alexandre Conseil (100 %), Kelchum & Associés (50 %) et Stratège à Lyon (35 %), ainsi qu'à un certain nombre d'agences et d'annonceurs.

Le chiffre d'affaires prévisionnel pour 1976 du nouveau groupe est de 90 millions, pour un effectif total de 70 personnes.

La Société Interplans Services Associés est installée à Neuilly (92200), 41, rue Yury. Tél. : 758-12-40.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des semouleries, meuneries fabriques de pâtes alimentaires et couscous S.N. - SEMPAC 6, boulevard Zirout-Youcef - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres ouvert international est lancé, pour la fourniture de trois (3) trabatos (pré-séchoir).

Les cahiers des charges peuvent être retirés à la S.N.-SEMPAC - Direction de la Maintenance - 5, rue Aristide-Brind, EL-HARRACH, ALGER, à partir du 2 janvier 1976.

Les offres devront parvenir à la S.N.-SEMPAC, 6, boulevard Zirout-Youcef, ALGER, avant le 15 février 1976, délais de rigueur, le cachet de la poste faisant foi, sous double enveloppe et pli cacheté portant la mention : « A NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES TRABATOS (PRÉ-SECHOIR) ».

L'enveloppe extérieure ne devra porter aucun signe de reconnaissance du soumissionnaire.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours.

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

BILLET

Décripation ou illusion ?

M. Giscard d'Estaing veut décrire les Français. C'est son droit. Mais cette volonté est-elle bien venue au moment où des sacrifices vont devoir être faits par la nation ? La préparation du VII^e Plan révèle à cet égard beaucoup d'ambiguïté.

Le président de la République déclare le 20 janvier, au conseil de planification, que le principal objectif du VII^e Plan sera « le plein emploi ». Pourquoi cette expression ? Sans doute pour décrire, donner à penser qu'il sera possible de revenir à la situation favorable des années 1972-1973, lorsque le pays, grâce à une activité florissante, ne comptait que quatre cent mille chômeurs. La vérité, si elle est bien différente : selon les calculs officiels, la France comptait encore environ un million de chômeurs en 1970, si rien d'essentiel n'était changé, même avec une croissance économique comparable à celle que nous avons connue depuis dix ans, soit 5,5 % en moyenne l'an.

Si le gouvernement se lance dans une politique réellement audacieuse de l'emploi en améliorant la formation professionnelle, en réduisant la durée du travail, en maintenant l'arrêt de l'immigration... il y aura encore six cent cinquante mille à sept cent mille chômeurs en 1980. Et ces mesures seront coûteuses. Où est le plein emploi dans tout cela ?

Seconde ambiguïté : le taux de croissance. Il sera aussi élevé que possible, annonce M. Giscard d'Estaing. Fort bien. Mais un élément essentiel de cette croissance nous échappe : le commerce extérieur. Quel que soit le dynamisme des industriels français sur les marchés étrangers, les exportations dépendront d'abord de la conjoncture mondiale. Si celle-ci est bonne, tout ira bien. Si elle reste médiocre, les exportations le seront aussi. Que deviendront des firmes comme Renault qui exportent plus de la moitié de leur production ? L'Etat pourra bien augmenter ses dépenses, lancer de grands travaux, distribuer plus de revenus, il ne remédiera pas, ce faisant, à la situation des firmes principalement exportatrices. Il est difficile de créer longtemps un climat national de prospérité quand, à l'extérieur, le temps reste gris.

Dès lors, les propos de M. Rosat, porte-parole du gouvernement, selon lequel le gouvernement viserait, au cours des prochaines années, une croissance économique de 5,7 % à 5,8 % par an, relèvent de l'illusionnisme. Pendant dix ans, entre 1965 et 1974, dans un climat mondial souvent très favorable, l'économie française a progressé au rythme moyen de 5,5 % l'an. Comment pourrait-elle faire mieux, alors que la plupart des experts craignent de faire plus mal ?

Ne pas tarder la réalité

Avec une croissance ralentie, les ressources de la nation augmentent moins vite. Il faudra donc accepter de voir freiner les progrès de la consommation. Faute de quoi, la France retomberait dans une inflation déchaînée et dans un déséquilibre permanent du commerce extérieur et des paiements. A terme rapproché, l'indépendance du pays serait mise en cause.

Or limiter les progrès de la consommation, c'est ralentir la croissance des revenus et du

pouvoir d'achat. Le niveau de vie des Français s'est élevé en moyenne de 4,5 % l'an depuis quinze ans. Il faudra, pense-t-on au Plan, se contenter de 3 % l'an, peut-être même moins. Comme personne n'est prêt à accepter une limitation autoritaire de ses ressources — cette politique des revenus que les syndicalistes appellent « police des salaires » —, le truc va consister à utiliser les effets psychologiques du chômage : quand on craint d'être licencié, la demande d'augmentation de salaire reste timide. C'est l'hypothèse clandestine du VII^e Plan : calmer la progression des salaires en jouant sur un sous-emploi difficilement évitable.

Des ambiguïtés, on pourrait en citer beaucoup d'autres. M. Giscard d'Estaing déclare que les taux d'imposition ne seront pas majorés au cours du VII^e Plan. C'est probablement vrai. Il n'empêche que la pression fiscale s'alourdit de diverses façons : inflation non complètement corrigée par la mise à jour du barème de l'impôt sur le revenu ; réduction ou suppression des régimes fiscaux particuliers ; taxation des plus-values ; hausse des impôts sur les successions, etc. Tout cela est bien, mais il faut avoir le courage de le dire. De même faudrait-il dire que les cotisations sociales s'alourdissent complètement corrigées par la mise à jour du barème de l'impôt sur le revenu ; réduction ou suppression des régimes fiscaux particuliers ; taxation des plus-values ; hausse des impôts sur les successions, etc. Tout cela est bien, mais il faut avoir le courage de le dire. De même faudrait-il dire que les cotisations sociales s'alourdissent complètement corrigées par la mise à jour du barème de l'impôt sur le revenu ; réduction ou suppression des régimes fiscaux particuliers ; taxation des plus-values ; hausse des impôts sur les successions, etc. Tout cela est bien, mais il faut avoir le courage de le dire.

Quand la vérité est triste, est-ce une bonne méthode de gouvernement que de la cacher ou de la tarder ? Les Français sont assez adultes pour qu'on leur décrive la réalité. Dût-elle les crispeter.

ALAIN VERNHOLLES.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 3/8	5 3/8	3 1/8
1 mois	5 1/4	6 3/4	3 1/2
3 mois	5 1/4	6 3/4	3 1/2
6 mois	5 3/4	6 1/4	3 7/8

● L'UNION SOVIÉTIQUE Fournira un million de tonnes de pétrole au Portugal en 1976, aux termes d'un accord commercial soviéto-portugais, signé à Lisbonne. Les échanges soviéto-portugais ont été déficitaires en 1975 de 850 millions d'escudos (140 millions de francs) au détriment du Portugal.

PRIX

Des factures détaillées devront être établies pour certains services

Lorsqu'ils auront à payer plus de 20 francs à toutes taxes comprises pour le règlement d'un service (blanchissage, réparation, entretien, par exemple), les particuliers recevront une facture détaillant « les quantités et les prix des prestations fournies et des produits vendus accessoirement ».

Une note pourra aussi être exigée pour une somme inférieure à 20 francs — le double de la facture devra être conservé par l'entreprise pendant un an lorsque le prix payé sera supérieur à 50 francs.

Ces mesures, applicables à toutes les prestations de services à partir du 1^{er} mars, viennent d'être décidées par le ministre de l'économie et des finances. Les professions où il existe déjà des dispositions particulières continueront à les appliquer pendant une période transitoire. Les entreprises de travaux à domicile ont obtenu, par l'intermédiaire de leurs représentants au Comité national des prix, un mois de sursis pour étudier plus à fond le projet de réglementation. Elles s'efforcent de faire valoir que leur métier est un métier qui doit leur être appliqué.

Quelle peut être l'efficacité de la politique gouvernementale dans ce domaine ? D'une façon générale, les pouvoirs publics estiment que mieux vaut un accord avec les professions qu'un blocage autoritaire. S'il est des cas où un syndicat « faible » doit prouver à ses adhérents sa force en s'opposant à l'administration, il en est d'autres où des organisations professionnelles « fortes » refusent d'appliquer la réglementation.

Un de nos lecteurs, M. Le Meunier, habitant de rue Raifet, à Paris, nous a écrit pour s'étonner de ce que l'indice des prix de l'INSEE ne prenne pas en compte les impôts locaux.

J'ai eu la curiosité d'examiner le détail des dépenses retenues par l'INSEE. On y trouve notamment la taxe d'habitation, la taxe foncière, l'entretien, la taxe de voirie, etc. Mais, à mon étonnement, la taxe d'habitation payée par tous les Français locaux, propriétaires ou non, n'est pas retenue !

Si, à Paris, la hausse de cette taxe est de 15 % en 1975, elle est de 16,5 % l'an. Il n'est pas de même en province. Je peux vous citer une commune rurale de la région de Dreux où, après enquête, j'ai constaté des hausses de 30 à 100 %, et l'une d'elles près de 200 % sans explication. Les propriétaires de maisons habitables ont subi des hausses identiques de 36 à 37 % sur leurs contributions de propriétés bâties, ce qui n'est déjà pas si mal ! On discute donc sur les calculs des indices, mais la taxe d'habitation, qui représente un mois de loyer, est oubliée.

Effectivement, l'augmentation de la taxe d'habitation n'est pas prise en compte dans le calcul de l'indice des prix établi par l'INSEE. La raison en est claire : les impôts ne sont pas des prix, mais un élément de calcul des revenus réels. Or l'INSEE — nous l'avons souligné dans le Monde du 13 janvier — a toujours voulu que l'indice des 285 postes reste un indice de prix et non un indice de dépenses.

Les impôts sont pris en compte par la comptabilité nationale dans le calcul des ressources effectives des ménages. Celles-ci sont constituées par les revenus bruts encaissés (salaires, par exemple), auxquels on ajoute les transferts (allocations familiales, aide au chômage, remboursements de Sécurité sociale, etc.) et dont on soustrait les impôts et les cotisations sociales. Les statistiques ne disposent que d'informations médiocres sur les ressources effectives des ménages, notion pourtant essentielle. Il n'existe, par exemple, pas de statistiques dans ce domaine par tranches de revenus. Quant aux statistiques par catégories socio-professionnelles, elles sont établies à partir de documents factuels anciens, remontant pour l'année 1970. Comment donc cette lacune de l'INSEE entreprend-elle de publier les données 1970, d'autre part, pour suivre de plus près les ressources réelles d'une certaine de familles-types. Celles-ci

● COOPERATION FIAT-R.D.A. EN ALGERIE — La filiale d'ingénierie de Fiat et l'organisme d'Etat algérien chargé du commerce extérieur ont signé un accord pour la construction d'une aciérie à Tiarat, en Algérie. Les travaux dureront cinq ans, et les frais engagés se monteront à 110 millions de dollars. C'est le premier accord de coopération en ingénierie signé entre le groupe Fiat et un organisme d'Etat d'un pays d'Europe de l'Est. (A.F.P.)

LES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE ONT AUGMENTÉ MODÉRÉMENT EN DÉCEMBRE

L'augmentation des prix de détail en décembre a été relativement modérée, comme en novembre. Le niveau atteint par l'indice de l'INSEE pour le deuxième mois de l'année ne sera connu que jeudi prochain 29 janvier dans la soirée. Mais on peut prévoir que la hausse enregistrée par l'indice des prix de détail de l'INSEE sera comprise entre 0,5 % et 0,7 %. Elle avait déjà été de 0,6 % en novembre.

En décembre, l'augmentation de différents prix de détail a été un facteur de hausse. En revanche, les prix des services, qui avaient beaucoup augmenté en novembre (+1,8 % par rapport à octobre) à cause de l'augmentation des dépenses de santé (+3 % du fait du relèvement des tarifs médicaux), ont évolué très modérément en décembre. Compte tenu de la déflation confirmée des prix des produits alimentaires, le résultat de décembre devrait être très proche de celui de novembre.

SYNDICATS

Un responsable de la C.F.D.T. :

M. MAIGRAT « S'EST FAIT MANIPULER »

M. Hubert Maigrat, l'O.S. de Peugeot-Mulhouse qui est devenu collaborateur de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé de la revalorisation du travail manuel, « s'est fait manipuler », a affirmé lundi, devant la presse, M. Michel Rolant, responsable national de la C.F.D.T.

« En fait, a-t-il poursuivi, on essaie par là de masquer le refus du gouvernement et du patronat de revaloriser concrètement la condition des travailleurs manuels et des cadres, et de faire oublier la répression qui s'exerce contre les militants syndicaux, à commencer chez Peugeot. »

La section de Peugeot-Mulhouse lui avait déconseillé d'accepter cette fonction au cabinet ministériel, mais il a passé outre. C'est cette organisation locale qui décidera s'il doit demeurer ou non adhérent à la C.F.D.T.

D'autre part, rendant compte des travaux du dernier conseil national de la C.F.D.T., M. Rolant a insisté sur la nécessité de poursuivre l'unité d'action avec la C.G.T., en dépit des divergences stratégiques et idéologiques qui séparent les deux centrales.

VOICI LA PREMIERE PUBLICATION D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES SUR LE MONDE ARABE FMA

Les Fiches du Monde Arabe

Les Fiches du Monde Arabe comblent enfin une lacune dans un domaine de l'information qui présente un intérêt capital pour toutes les entreprises souhaitant maîtriser pleinement leur marché. Elles constituent non seulement un matériel de référence, constamment mis à jour et enrichi, mais également une source de renseignements pratiquement impossible à réunir par tout autre canal.

La société éditrice est constituée de journalistes qui collaborent à quelques uns des plus grands journaux du monde : LE MONDE DIPLOMATIQUE, LE FIGARO, LE NOUVEL OBSERVATEUR À PARIS, LE SOIR DE BRUXELLES, LA TRIBUNE À LAUSANNE, HET PAROOL À AMSTERDAM et, à BEYROUTH, AN-NAHAR et L'ORIENT LE JOUR.

- Un instrument de documentation précis, rigoureux, facile à manipuler, régulièrement remis à jour.
- Rubriques traitées : Politique, Relations extérieures, Armée, Histoire-Géographie, Culture, Religion, Economie, Pétrole, Biographie, Sujets généraux.
- 6 fiches par semaine. 4 couleurs pour un classement aisé.
- 2 éditions : française et anglaise.
- Abonnement : 300 \$ ou 1400 FF par an, poste aérienne comprise.

En France, premiers abonnés aux FMA : le ministère des Affaires Étrangères, le ministère de l'Information, la Documentation française, l'O.R.T.F., le Monde, le Figaro, l'Expansion, le Nouvel Observateur, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, la Banque de Suez, la C.F.P., la Citat, Pont-à-Mousson...

Pour tous renseignements complémentaires :

Diffuseur exclusif pour la France :
AGENCE ACTION A. 12, rue du Mail 75002 PARIS
TEL. 233.91.16 - 233.91.19

Diffuseur exclusif pour la Grande-Bretagne :
THE FINANCIAL TIMES - LONDON - Télex 27347

Ce Week-End, partez en Week-End. À Londres. Pour 420F.

Prenez à la semaine anglaise ce qu'elle a de meilleur : le week-end. Et pour le prix d'un cashmere à Paris, allez en acheter deux à Londres.

En Jet.

Pour 420 F, vous prenez l'avion vendredi soir. Vous vous installez dans un hôtel confortable. Et vous avez deux jours pour profiter de Londres, en toute liberté.

Vous pourrez même demander à l'hôtesse qui vous accompagnera discrètement tout au long du voyage deux ou trois choses que vous avez oubliées : l'adresse de Harrods, ou le mot anglais que vous avez sur le bout de la langue.

Cachez votre caméra.

Faites un tour aux puces : à Portobello Road, vous trouverez ce que vous offrirent les brocanteurs parisiens dans six mois... Vous aurez aussi l'occasion de faire de bonnes affaires en achetant au cours actuel de la livre ; un exemple : 170 F pour un pull en cashmere.

Faites le touriste.

Et puis le plaisir de faire ou refaire connaissance, en touriste, avec une très belle capitale, avec ses jardins, avec ses musées : la plupart sont ouverts le Samedi et le Dimanche, et beaucoup sont gratuits.

Dépaysez-vous.

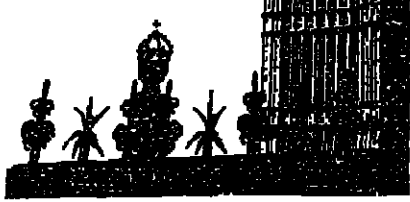
Deux jours à Londres, deux jours de dépaysement. A Soho, les cuisiniers indiens vous convaincront que la vie coloniale avait du bon : une cuisine raffinée, épicée, excitante.

Pour que la fête soit complète, terminez-la au pub du coin : la bière est bonne, le whisky aussi.

Profitez de votre deuxième journée à Londres pour découvrir les tenues excentriques et les maillages extravagants qui se donnent et vous donnent rendez-vous à Chelsea.

Scones.

A l'heure du thé, reprenez quelques scones, vous avez tout votre temps pour rentrer à Paris : le dimanche soir dans le ciel, il n'y a pas d'embouteillages.



BRITAIN

Ogilvy & Mather



Votre agence de voyage vous renseignera sur ce week-end République Tours - Tél. : 355.39.30 et sur tous les autres. Ou contactez l'Office de Tourisme Britannique, 6 place Vendôme, 75001 Paris.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LOGEMENT

La C.N.L. conteste dans leur principe les conclusions de la commission Barre

La Confédération nationale du logement, groupement de locataires et de copropriétaires de « gauche », a fait connaître au cours d'une conférence de presse, par la voix de son président, M. Claude Massu, son avis sur le rapport Barre, qui traite de la réforme du financement du logement (« le Monde » du 25 décembre), ainsi que sur le rapport Nora ayant trait à l'amélioration de l'habitat ancien (« le Monde » du 15 janvier).

La C.N.L. « conteste dans leur principe les propositions faites » : la suppression de l'aide à la pierre aura pour conséquence de briser l'effort de construction neuve ; le retour au « prix du marché » augmentera considérablement les dépenses de logement dans le budget des ménages ; simultanément faire rentrer le logement social dans un système concurrentiel aboutira à terme à la suppression de l'institution S.L.M. L'aide personnalisée au logement (A.P.L.) fera de la moitié des Français des assistés alors qu'ils doivent être considérés comme des citoyens et que seule une véritable politique des revenus pourrait y pourvoir ; rien ne garantit enfin que l'A.P.L. si elle est adaptée dans son principe, sera maintenue par le Parlement, chaque année, à un niveau suffisant ; dans le cas contraire, les familles seraient contraintes d'acquiescer au déclin du supportable la part de leurs revenus qu'ils consacrent à se loger ; enfin, la C.N.L. estime que la

commission Barre a dangereusement minoré les dépenses admissibles du logement, c'est-à-dire les charges. Quant à la politique d'amélioration des logements anciens, envisagée par le rapport Nora, elle repose, selon la C.N.L. sur des hypothèses d'école difficilement soutenables : le coût de l'amélioration de ce parc ancien sera triple ou quadruple de ce qui est prévu, et ces opérations aboutiront à une réduction du nombre des logements. La C.N.L., qui approfondira sa réflexion au cours de son congrès à Montreuil les 27, 28 et 29 mai, prend contact, dès maintenant avec les partis politiques, les centrales syndicales et les organisations familiales pour attirer leur attention sur la réforme de la politique du logement. « Les nouveaux objectifs du gouvernement seront défaits avant fin juin. Il est donc essentiel que des forces importantes du pays réagissent à temps », a conclu M. Claude Massu.

AFFAIRES

APRÈS TREIZE MOIS DE CRISE SUR LE MARCHÉ DU SUCRE

La Bourse de commerce de Paris fonctionne avec un règlement plus contraignant

La Bourse de commerce de Paris devait s'ouvrir, ce lundi 26 janvier, son nouveau règlement général, les règlements particuliers des sucres blancs, du cacao et du café, et la nouvelle banque de liquidation, la Banque centrale de compensation (B.C.C.), devrait prendre la relève des instances financières défaillantes.

Plus d'un an après le krach du marché du sucre, les nouvelles dispositions réglementant les opérations sur les marchandises (le Monde du 5 juillet 1975) devaient mieux contrôler la spéculation ; la solvabilité des opérateurs est plus strictement vérifiée ; la liquidation des contrats est assurée par un organisme extérieur au marché ; les comités techniques de chaque marché sont supervisés par un comité de direction ; la responsabilité collective des commissionnaires est renforcée ; un contrôle permanent des opérations est assuré par la chambre de commerce et d'industrie.

« Les nouvelles institutions garantissent les marchés à terme de Paris contre le retour d'accidents comme ceux de décembre 1974 »,

a déclaré M. Vincent Anquet, ministre du commerce et de l'artisanat, à notre confrère les Échos, ce lundi 26 janvier.

« Ces institutions nouvelles offrent des perspectives d'avenir », a ajouté le ministre. Dès que l'ouverture, dans ce cadre renforcé, des trois marchés du sucre, du cacao et du café sera permise aux opérateurs de se familiariser avec les nouveaux mécanismes mis en place, un marché du soja sera ouvert. Ainsi, sont méthodiquement jetées les bases solides de la nécessaire expansion des marchés internationaux des matières premières de Paris.

LE PLAN DE SAUVETAGE DE LA SIDÉURGIE BRITANNIQUE. — Un compromis a été obtenu vendredi 22 janvier à l'issue de plus de vingt-quatre heures de négociations entre la direction de la British Steel Corporation et les syndicats. Ces derniers ont accepté le principe d'importants licenciements (la direction de l'entreprise nationalisée avait le chiffre de 40 000 sur 220 000 personnes) et de fortes économies (1,5 milliard de francs). Les représentants syndicaux se sont résignés à faire des concessions, qu'ils veulent limitées, devant la menace de pertes énormes pour l'exercice 1976 : le déficit de la B.S.C. a été de 50 millions de francs par semaine en 1975, et il pourrait passer à 75 millions de francs.

Louer une voiture c'est rationnel
europcar
645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSURANCES PLACEMENTS

Au 31 décembre 1975, le capital de la société s'élevait à 33 283 080,88 F. L'actif net, d'un montant de 745 548,55 F, se répartissait comme suit : Obligations françaises : 35,11 % ; Actions françaises : 30,55 % ; Actions étrangères : 45,30 % ; Autres valeurs d'actif : 6,04 %.

Au 31 décembre, la valeur nette de l'action était de 111,33 F. Il est rappelé qu'un coupon de 4,13 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,57 F a été réglé le 24 mars 1975.

SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 1975, le capital de la société s'élevait à 49 051 600 F. L'actif net, d'un montant de 70 678 083,84 F, se répartissait comme suit : Obligations françaises : 22,57 % ; Actions françaises : 0,69 % ; Actions étrangères : 38,53 % ; Autres valeurs d'actif : 5,85 %.

Au 31 décembre, la valeur nette de l'action était de 144,09 F. Il est rappelé qu'un coupon de 6,76 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,71 F a été réglé le 24 mars 1975.

S.G.I. ÉTOILE-FOCH

GARANTIES FINANCIÈRES

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Emard, et en présence de M. Benin, administrateur directeur général, a décidé de démissionner de la C.N.A.B. et de la S.C.A.A.M.S., sociétés de caution mutuelle qui garantissaient, conformément à la loi du 2 janvier 1970, les activités de gestion immobilière (numéro d'adhésion à la caisse de garantie F.N.A.I.M. - 7887), et ce, conformément à la loi du 2 janvier 1970 et au décret n° 72-678 du 20 juillet 1972. En outre, le conseil a décidé que la Société de gestion immobilière Étoile-Foch n'exercerait plus d'activité sur transaction immobilière, pour se consacrer uniquement à la gestion d'immeubles locatifs ou en copropriété. Cette décision est faite conformément à la loi du 2 janvier 1970 et à son décret d'application.

COMPAGNIE LA HÉNIN

REVENUS 1975-1976 : + 10 %

Les recettes encaissées par la Compagnie La Hénin au titre du premier trimestre de l'exercice 1975-1976 (septembre-octobre-novembre 1975) se sont élevées à 2 094 031 F, contre 1 907 153 F pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Cette différence s'explique par un décalage purement matériel dans les dates d'encaissement des dividendes versés par les filiales. Les prévisions établies pour l'exercice en cours sont apparues une progression des recettes de l'ordre de 10 %.

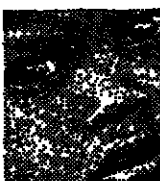
NOMINATION D'UN AGENT DE CHANGE

Par arrêté publié au Journal officiel du 22 janvier M. Philippe (Didier) a été nommé agent de change auprès de la Bourse de Paris, en remplacement de M. Lambacher (André), démissionnaire.

banque lordean
votre patrimoine
seul un spécialiste disposant d'informations nationales et internationales peut vous aider à gérer efficacement votre patrimoine
placements et gestion de patrimoine
banque lordean
banque privée fondée en 1884
3 et 5 rue St Georges
92200 Nanterre
surcouffes
ville et
pays

éditions sociales

Collection "NOTRE TEMPS"
Une collection en prise directe avec l'actualité



J. SURET-CANALE
et J.C. MOUCHEL
La faim dans le monde 13.-F



M. REDJAH et
J. RODRIGUE
Pourquoi nous payons trop d'impôts

La fiscalité giscardienne 8.-F



A. SPIRE et J.P. VIALA
La Bataille du Livre
mettre le livre entre toutes les mains 13.-F

En vente toutes librairies

(Publiété)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DU COMMERCE
SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION
DES TEXTILES ET DES CUIRS
« S.N.COTEC »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de :

VELOURS VESTIMENTAIRES
TOILE TAILLEUR THERMOCOLLANT
DOUBLURE ET MIGNONNETTE
TOILE MIEUX
TOILE A MATELAS DAMASSEE
TRIPLURE TUBULAIRE POUR HAUSSES DE CEINTURES
TISSUS NYLON POUR CONFECTION DE PARAPLUIES
DENTELLES EN BANDE POUR GARNITURE DE SOUS-VETEMENTS FEMININS
TISSUS IMPERMEABLES
BOUTS DURS ET CONTREFOITS
VELOURS AMEUBLEMENT
SYNDESMES BRUT
SYNDESMES COLORE
TISSU POUR CRAVATES ET ECHARPES
TOILE A BACHE
PELUCHE POUR BORDURE DE PANTOUFLES
TOILE GUTTEE
TRIPLURE POUR CRAVATES
PELUCHE D'AMEUBLEMENT
TRIPLURE POUR COLS DE CHEMISES
VOILE POUR RIDEAUX
TISSU POUR MOUCHOIRS
TISSU POUR LINGE DE MAISON (NAPPAGE)
DRAPERIE VESTIMENTAIRE
FEUTRE POUR PANTOUFLES
TOILE EN POLYPROPYLENE
TISSU POUR HAUSSES DE VOITURES
ETAMINE DE LAINE
TISSU HAUTE NOUVEAUTE
FIL A COUDRE

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Générale, 3, bd Anatole-France, ALGER, contre remise de la somme de 100 DA.

Les fournisseurs déjà en relations commerciales avec la S.N. COTEC recevront ce cahier des charges contre l'envoi d'un mandat de la contre-valeur de 100 DA.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires requises placées sous double enveloppe cachetée portant de façon apparente la mention : « Ne pas ouvrir - Soumission Appel d'Offres n° 01/76 », devront parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le quarante-cinquième (45) jour inclus à compter de la première diffusion du présent avis. Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

Cette annonce paraît à titre d'information seulement

BANQUE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DU VIET NAM NGÂN HÀNG NGOẠI THU'NG VIỆT NAM - HÀ NỘI HANOI - RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIET NAM

D.M. 100 000 000

prêt multidevises sur cinq ans

organisé par :

Banque Commerciale pour l'Europe
du Nord (Eurobank), Paris
Banque de l'Union Européenne, Paris
Société Générale, Paris

Banque Nationale de Paris
Crédit Commercial de France, Paris
Banque Française du Commerce Extérieur,
Paris

BfG Luxembourg, Luxembourg

et consenti par :

Banque Nationale de Paris
Banque de l'Union Européenne, Paris
Crédit Commercial de France, Paris
Bank Polska Kasa Opieki, Paris
Banque Intercontinentale Arabe, Paris
Société Centrale de Banque, Paris

Société Générale, Paris
Banque Française du Commerce Extérieur, Paris
BfG Luxembourg, Luxembourg
Banque Internationale pour la Coopération
Economique, Moscou
Banque Rothschild, Paris
Vereins-und Westbank Internationale S.A., Luxembourg

Bank für Arbeit und Wirtschaft, Vienne
Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale,
Paris
Havana International Bank, Londres
Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F. - Neuilly-sur-Seine

Banque Européenne de Tokyo, Paris
Hamburgische Landesbank Girozentrale, Hambourg
Inter Alpha Asia (Hong Kong) Ltd, Hong Kong

et
Banque Commerciale pour l'Europe du Nord
(Eurobank),
Agent

Décembre 1975

مكازم العمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT

LIBAN : les parties au conflit persistent à décider de accélérer le processus de la détente ; entretiens avec M. Kamel Joumblatt.

3. AMERIQUES

ETATS-UNIS : la campagne électorale ; succès du gouverneur Wallace au Mississippi.

3-4. AFRIQUE

SAHARA OCCIDENTAL : un F.S. de l'armée marocaine abattu par un missile Sam-6.

5. INDE

La visite de M. Chirac ; loin des capitales : vie quotidienne dans un village tamoul.

6-7. EUROPE

PORTUGAL : les effectifs de l'armée de terre vont être réduits de 40 %.

7. ARMEE

La préparation du vingt-deuxième congrès du P.C.F. ; « Le quinquennale bipolaire », par Maurice Duverger.

8. POLITIQUE

Une jeune Lilloise reprise par ses parents dans un centre de la secte de Moon.

10. SOCIETE

Après la grève des avocats : « La confusion des fonctions », par M. Jean Riquet.

11-12. JUSTICE

SPORTS : L'AUTOMOBILISME : Niki Lauda (Ferrari) vainqueur du grand prix du Brésil.

14. LA REGION PARISIENNE

EQUIPEMENT ET REGIONS : CORSE : un nouveau mouvement autonomiste veut succéder à l'ARC.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

PAGES 17 à 20
— Une interview du futur président de C.I.L. : Honeywell-Bull.
— Point de vue : de l'Etat « vendeur de nuit » à l'Etat « libéral-bureaucratique », par André Vianès.
— Au colloque de Genève : une dénouement de l'économie « du dialogue Nord-Sud ».
— Comment améliorer la sécurité du travail.

22-24. ARTS ET SPECTACLES

32-34. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
— AFFAIRES : après treize mois de crise sur le marché du sucre, la Bourse de commerce de Paris fonctionne avec un règlement plus contraignant.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)
Annonces électorales (25 à 31) : Aujourd'hui (21) ; Carnet (10) ; « Journal officiel » (21) ; Loterie nationale (21) ; Météorologie (21) ; Mots croisés (21) ; Finances (35).

Le numéro du « Monde » daté 28-29 janvier 1976 a été tiré à 515 048 exemplaires.

Pendant que les autres grelottent, allez prendre le soleil en Tunisie.

En Tunisie, il fait beau aujourd'hui. Nous vous offrons la mer turquoise comme toile de fond au vert profond des oliviers et des cyprès, les oasis qui émergent comme des îles des sables et les hôtels les plus modernes du monde méditerranéen.

• CRUISE A TUNIS
2 semaines Paris/Paris à partir de... 795 F
• HIVERNAISON
1 semaine de séjour Paris/Paris en pension complète... 875 F
• VOYAGE + AUTO
8 jours Paris/Paris à partir de... 535 F
• PERIODE TURISTIQUE
Tunis, Kairouan la ville sainte, les oasis du sud, Djerba joyau posé sur la mer, Hammamet, 8 jours Paris/Paris... 1850 F.

GRANDES VACANCES
1, rue du Louvre
75001 PARIS - TEL. 260.34.35

Je désire recevoir votre brochure «TUNISIE».

Mon nom : _____

Mon adresse : _____

En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

A B C D E F G

En Iran

Neuf «terroristes», dont une femme ont été exécutés

De notre correspondant

Téhéran. — Selon un communiqué paru dans la presse locale, neuf des dix guérilleros marxistes condamnés à mort par un tribunal militaire le 31 décembre, et dont les peines avaient été confirmées jeudi en appel, ont été passés par les armes samedi 24 janvier. Parmi eux, Mlle Manijeh Achraf-Zadeh Kermani, première femme à être fusillée en Iran. Un dixième condamné a vu sa peine commuée en réclusion perpétuelle. Les dix guérilleros étaient accusés de nombreux crimes et notamment d'avoir abattu trois colonels américains au poste en Iran.

L'agence gouvernementale PARS a fait savoir en même

RAZ DE MARÉE AU BENGAL : 800 DISPARUS

Quelque huit cents pêcheurs sont portés disparus à la suite d'un raz de marée qui a frappé les côtes du golfe du Bengale, le lundi 19 janvier, selon des informations publiées à Dacca. — (Reuters.)

NOUVELLES BRÈVES

● Concorde : deuxième voyage Londres-Bahrein retardé. — Le Concorde britannique, qui devait effectuer ce lundi 26 janvier son deuxième voyage commercial Londres-Bahrein, n'a pas pu décoller par suite de la détérioration d'un instrument de bord. On ignore le délai nécessaire pour la réparation. — (A.F.P.)

● Une vingtaine d'étudiants arabes ont occupé pacifiquement, lundi matin 26 janvier, les locaux de la Ligue arabe à Paris, où ils devaient donner une conférence de presse dans l'après-midi sur la situation au Liban. Les responsables du bureau de la Ligue ont pas demandé l'intervention de la police.

A 'la Règle à Calcul', découvrez les plus récents calculateurs scientifiques de poche Hewlett-Packard.

HP-25
programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchement fonction trig, log, deg, rad, grd, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes, 4 applications.
1.116 F ttc

HP-21
20 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques programmables, notation scientifique, deg, rad, 570 F ttc

HP-22
calculateur universel - scientifique, statistique, économique - y, x, t, A, droite de tendance - amortissements, annuités. 954 F ttc

la Règle à Calcul
65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.
Tél. 033 02.63/033 34.61
1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP
HEWLETT PACKARD

M. HINTERMANN VA ÊTRE REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

M. Eric Hintermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates (socialistes hostiles à l'union de la gauche), devait être reçu lundi 26 janvier, à 18 heures, par M. Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien secrétaire administratif du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a l'ambition, une fois son mouvement structuré, de demander son affiliation à l'Internationale socialiste au même titre que le P.S. de M. François Mitterrand. Il fait observer qu'en Italie, outre le P.S.I. de M. De Martino, le parti social-démocrate de M. Saragat, ancien président de la République, est lui aussi reconnu par l'Internationale.

Dimanche 26 janvier à Nîmes, M. Hintermann a évoqué l'évolution du P.C.F. et a déclaré : « Certains se contentent de peu. Les communistes affirment indépendance de Moscou, mais ils rejoignent la politique extérieure soviétique dans l'hostilité à l'union de la gauche. Ils déclarent ne plus souhaiter la dictature du prolétariat, mais ils ont tenté de le faire à la fin de la semaine dernière à l'Assemblée nationale. Ils ont tenté d'installer à Lisbonne un régime qui ne tient aucun compte de la volonté des électeurs. »

A la veille des élections

Vive tension au centre universitaire Assas

Le samedi 24 janvier, vers 8 heures du matin, un groupe d'une cinquantaine d'étudiants valseuses, armés d'extremes gauches, avait franchi les portes et dévasté les locaux de trois mouvements d'extrême droite, l'Union nationale interuniversitaire (UNI), le Groupe action jeunesse (GAJ) et le Front des étudiants nationalistes.

L'UNI, dans un communiqué, dénonce « la volonté des gauchistes d'empêcher par la force le libre exercice de la liberté d'expression » aux élections universitaires qui vont avoir lieu dans quelques jours. L'UNI (ex-Renouveau), animée notamment

La préparation des élections municipales de 1978

La majorité souhaite ne pas rompre avec les socialistes

Préparant sans plus tarder les élections municipales qui doivent se dérouler au printemps 1978, les représentants de toutes les formations de la majorité ont fait connaître lundi matin 26 janvier leur désir que cette consultation ne soit pas l'occasion d'une rupture avec les socialistes.

On pourrait penser à première vue qu'il s'agit d'une manifestation de « bonne volonté », en réponse aux déclarations prises à Marseille et à Lille par MM. Defferre et Mauroy, qui avaient retiré leurs délégations à leurs adjoints membres de la majorité. Il semble plutôt qu'il s'agisse d'une pression sur les élus locaux socialistes, en prélude à la convention nationale du P.S. qui doit définir au mois de mai la tactique du parti pour les élections municipales.

Au nom des secrétaires généraux des formations de la majorité, qui ont réuni lundi matin à l'Assemblée nationale une conférence de presse commune, Mme Jacqueline Nebout, secrétaire générale du parti radical, a donné lecture de la déclaration suivante : « Dans l'esprit d'ouverture

et de changement qui marque la majorité présidentielle, les secrétaires généraux des formations de la majorité, après avoir examiné les problèmes posés par la préparation des prochaines élections municipales, ont adopté en commun la position suivante : dans l'intérêt de la démocratie pluraliste et de la bonne gestion communale, et en vue d'éviter une politisation excessive des élections municipales, ils décident de recommander aux maires sortants appartenant à la majorité, et dont le conseil municipal comprend des élus socialistes, de proposer à ceux-ci leur maintien sur les futures listes municipales et de leur conserver leurs attributions. »

Cette déclaration est signée des secrétaires généraux de l'U.D.R., des républicains indépendants, du Centre démocratique, du Centre Démocratie et Progrès, du parti radical, du Centre national des indépendants paysans, du Centre républicain, du Mouvement démocratique socialiste de France (que préside M. Max Lejeune) et du Mouvement Progrès et Liberté (que préside M. Jacques Soustelle).

A MARSEILLE : « accord total » contre M. Defferre

Dans un communiqué publié dimanche soir 25 janvier à Marseille, les représentants des principales formations appartenant à la majorité présidentielle ont annoncé qu'un accord total a été intervenu entre eux pour la préparation des élections cantonales et municipales.

Après avoir examiné la situation politique à Marseille) à la veille de la rupture par M. Defferre de l'alliance municipale conclue en 1953 par les indépendants, le Centre démocratique et les socialistes, les représentants de la majorité indiquent qu'il a été décidé de renforcer la cohésion de la majorité présidentielle afin de mener une action commune et efficace pour les prochaines consultations électorales, de conclure une alliance pour les élections cantonales des 7 et 14 mars prochains, en choisissant en commun les candidats présentés dans chaque canton, de manière qu'un premier ou un deuxième tour, suivant les cantons, un seul candidat soit soutenu par toutes les formations de la majorité présidentielle face aux communistes et à leurs alliés du programme commun de la gauche.

L'accord conclu prévoit également que « dans les cantons où deux candidats de la majorité présidentielle seraient en présence au premier tour, l'inséparabilité commune ne leur sera accordée qu'à condition qu'ils prennent par

L'élection des présidents de conseils régionaux

Auvergne : M. Moreillon, pour la troisième fois.

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Le conseil régional d'Auvergne, réuni à Clermont-Ferrand lundi matin 26 janvier, a porté à sa présidence, pour la troisième année consécutive, M. Jean Moreillon, député républicain indépendant du Puy-de-Dôme, ancien suppléant de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Moreillon a obtenu dès le premier tour 31 voix sur 43 votants. Il y a eu 12 bulletins blancs. Le groupe socialiste avait annoncé qu'il voterait blanc afin de protester contre « la disproportion entre la représentation de la gauche au sein du conseil régional et la réalité politique dans la région Auvergne ». Au nom du P.C., M. Pierre Villon, député de l'Allier et seul conseiller régional communiste, avait indiqué qu'il n'accorderait son suffrage à aucun des candidats à quelque poste du bureau que ce soit, puisque le parti communiste, qui rassemble 20 % des voix en Auvergne, n'est pas représenté au sein de ce bureau.

Ont été élus vice-présidents : MM. Maurice Brun, député de l'Allier (non inscrit), maire de Montluçon, 38 voix ; Augustin Chauvet, député du Cantal (U.D.R.), maire de Mauriac, 34 voix ; Louis Forté, premier adjoint au maire du Puy (C.D.P.), 25 voix ; Maurice Fourchon, adjoint au maire de Clermont-Ferrand (P.S.), 18 voix.

● M. Valéry Giscard d'Estaing présidera en juin prochain les cérémonies du sixième anniversaire de la victoire de Verdun.

Les papetiers-spécialistes "plein-ciel" ont choisi pour vos classements, consultations et archives

BUROBOX

ach

Boîtiers-classiers individuels en polystyrène choc Superposables et juxtaposables sans vis ni outil
Dimensions du boîtier : h. : 9 cm. l. : 30 cm. p. : 38,5 cm.
4 modèles :
B 80 : tiroir, utile : 8 cm. B 82 : 2 tiroirs, utile : 3,7 cm.
B 90 : tiroir de consultation ouvert sur la face avant.
B 91 : plaque avec mécanisme à levier.
6 coloris : abricot, brun, grège, cendré, ivoire et rouge.

1^{er} - PAPETERIE DE MARSAN : 1, rue de l'Echelle - 260-62-57
2^e - PAPETERIE DANIEL : 141, rue de Rennes - 548-20-02
3^e - PAPETERIE FRIEDLAND : 8-8, rue Berryer - 768-21-50
4^e - PAPETERIE LAFFITE : 2, rue Laffite - 770-38-83
5^e - PAPETERIE APPEL : 20, bd Voltaire - 700-64-88
6^e - PATAY-BUREAUX : 57, rue de Tolbiac Carrefour Patay-Tolbiac - 583-28-72
7^e - PELLETIER-BAU : 362, rue de Valenciennes - 628-03-45
8^e - LIBRAIRIE LAMARTINE : 118, rue de la Pompe - 727-60-59 / 727-31-31
9^e - NOGENT-SUR-MARNE : LIBRAIRIE DE LA GRANDE-RUE : 105, Grande-rue : 873-22-50
10^e - VINCENNES - PAPETERIE DU CHATEAU : 6, avenue du Château - 328-03-38